Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1970)

NATIONALISME ET RELIGION

TOME I

NATIONALISME ET RÉVOLUTION CULTURELLE

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeure de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison, **NATIONALISME ET RELIGION. TOME I : NATIONALISME ET RÉVOLUTION CULTURELLE**. Montréal : Librairie Beauchemin ltée, 1970, 221 pp. Collection : Pensée actuelle.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 29 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Crise de prophétisme,
Ed. de l'A.C.C., Montréal, 1965.

L'Église en dehors de l'église,
Ed. de C.C., Montréal, 1966.

Le Monde et le sacré,
2 tomes, Ed. Ouvrières, Paris, 1966-1969.

Vers un nouveau pouvoir,
Ed. HMM, Montréal, 1969.

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

NATIONALISME ET RELIGION.

**TOME I : NATIONALISME
ET RÉVOLUTION CULTURELLE**

Montréal : Librairie Beauchemin ltée, 1970, 221 pp.
Collection: Pensée actuelle.

Table des matières

[Du même auteur](#)

[Exergue](#)

Tome I. Le nationalisme : [Introduction](#)

- Chapitre 1. [Le néo-nationalisme, une force déterminante dans le monde ?](#)
- Chapitre 2. [Le nationalisme et la révolution culturelle](#)
- Chapitre 3. [Le nationalisme et les leçons de l'histoire](#)
- Chapitre 4. [Nationalisme et droits de l'homme](#)
- Chapitre 5. [Nationalisme et socialisme](#)
- Chapitre 6. [Nationalisme et fédéralisme](#)
- Chapitre 7. [Le projet de souveraineté](#)
- Chapitre 8. [Hypothèses](#)
- Chapitre 9. [Vers un nouveau consentement collectif au Québec](#)
- Chapitre 10. [Un engagement historique décisif ?](#)

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Exergue

[Retour à la table des matières](#)

Les États qui sont des patries se perpétuent en dépit des convulsions internes les plus violentes et finissent toujours par retrouver leur unité politique même après un démembrement ou une occupation. De même une société qui n'a plus conscience de défendre un bien commun qui lui est particulier, c'est-à-dire toute société qui renonce à son originalité, perd du même coup toute cohésion interne, se disperse lentement et se trouve condamnée à plus ou moins longue échéance à subir la loi extérieure. Le particularisme est une condition vitale de toute société politique. (J. Freund, *L'essence du politique*. Éd. Siver, 1965, p. 39).

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Introduction

Recherche d'identité

[Retour à la table des matières](#)

S'il y a une note dominante dans les intentions explicites des révolutions modernes, c'est bien la libération des masses, des peuples pauvres. Les succès obtenus et même les échecs de ces 'grandes entreprises politiques et humanistes nous amènent peut-être au seuil d'une révolution mondiale autrement radicale. On ne parle pas en vain d'un homme nouveau et d'une société nouvelle au-delà des grands progrès scientifiques et techniques. Les contemporains du voyage à la lune sont bien conscients d'une tâche à peine amorcée, celle de la libération de la terre des hommes. La plus grande partie de l'humanité connaît encore les asservissements de la faim, de l'analphabétisme, de la maladie, enfin de tous ces maux d'une nature qu'on n'a pas réussi à maîtriser totalement. Mais il ne semble pas que ces défis majeurs soient la source immédiate de la conscience révolutionnaire actuelle. En effet, celle-ci s'alimente davantage aux procès des structures et des pouvoirs humains oppresseurs. Il s'agit surtout des obstacles créés volontairement par des hommes, par des groupes privilégiés, par des puissances politiques ou économiques. Des impérialismes nouveaux exploitent

d'énormes ensembles humains avec autant, sinon plus, de dureté que ceux des civilisations de l'histoire passée. Ils ont en main des dispositifs de contrôle et de domination d'une ampleur et d'une force inédites. Mais en contre-courant, jamais la conscience des droits et des besoins humains fondamentaux n'a été aussi vive, aussi impérative. Grâce à l'extension décuplée des moyens de communications, les hommes se sont fait une meilleure idée de la situation réelle du monde, des forces en présence, des inégalités inouïes qui s'accroissent. On ne peut plus cacher la misère des uns ou la richesse des autres, ni taire les conflits ou les alliances des grands, ni ignorer les multiples foyers révolutionnaires qui suscitent l'espérance des opprimés.

Le drame prend des proportions inattendues quand il s'étend au cœur des pays les plus riches où apparaissent des phénomènes nouveaux de pauvreté, d'aliénation humaine, de domination beaucoup plus subtile et contraignante. Quoi, les solutions trouvées par les plus forts ne vaudraient même pas pour eux-mêmes ! Pourquoi cette révolte des nantis, des jeunes favorisés qui rejettent à la fois les modèles d'abondance et de rationalité technologique ? Aurait-on perdu l'essentiel, à savoir des raisons de vivre valables ? Les objectifs de croissance économique maximale qui mobilisent les meilleures ressources matérielles et humaines des nations, ne suffisent pas ; ils semblent même aliéner les hommes davantage. Ce n'est pas sans raison que les uns parlent de la mort de l'homme, après celle de Dieu, que d'autres y voient la plus grande crise d'identité de toute l'histoire. L'expression : révolution culturelle ne rend pas encore tout à fait le sens de ce qui se passe aujourd'hui. En deçà de la culture ou des cultures, l'homme tout court s'interroge sur son vrai visage, sur les véritables significations de son être, de ses multiples relations, de son destin individuel et collectif. Il se rend compte davantage des profondes ruptures de sa condition présente. Le cosmos et l'histoire, les philosophies et les systèmes politiques et idéologiques, lui renvoient des images de lui-même tronquées, contradictoires, caricaturales, un peu à la façon d'un miroir brisé. Après les grands enthousiasmes des conquêtes scientifiques et techniques, il passe vite au désespoir intérieur là où se posent les grandes questions : Qui es-tu ? Pourquoi vis-tu ? Quelle place occupes-tu dans le monde ? Que peux-tu faire devant les énormes défis de l'humanité ? Qu'est-ce qui te rapproche ou t'éloigne des autres ?

Comment vas-tu vivre de véritables solidarités ? Où sont les raisons de vivre, d'espérer, de lutter ?

On nous dira que ce tableau reste sommaire, partiel et peu objectif. Combien d'autres facteurs entrent en ligne de compte dans l'évaluation de la vie contemporaine et de ses nombreuses composantes. Nous avons accompli à dessein cette première démarche. Tout homme, quel qu'il soit cherche à se situer et à s'identifier non seulement dans son milieu immédiat, mais dans l'ensemble du monde et de l'histoire tels qu'il les perçoit dans sa propre actualité. Il se façonne en quelque sorte une idéologie à même celles de son temps, de ses milieux d'appartenance. C'est peut-être la façon la plus fondamentale de s'identifier. Nous-même, nous ne pouvions entreprendre ce travail, et le présenter aux autres sans expliciter notre propre cadre de perception des problèmes que nous allons aborder. Une autre raison s'ajoute ici. En effet, les questions de culture, de nationalisme, de religion et de politique ont beaucoup à voir avec ce concept d'identification qui nous semble situé au centre de la conscience moderne. Si nous abordons aujourd'hui ce problème du nationalisme, c'est qu'il nous apparaît être un pôle très important de référence dans l'humanité actuelle, dans notre contexte politique immédiat, et dans notre propre itinéraire. Il en est de même de la question religieuse qui, elle aussi, se pose en termes d'identité. Elle n'a pas perdu de son actualité malgré tous les procès et tous les affaissements des dernières décennies. Beaucoup d'interrogations modernes comportent au moins implicitement des dimensions d'ordre religieux. Les rejets comme les attitudes d'indifférence ne doivent pas nous leurrer. Tous, d'une façon ou de l'autre, nous ne pouvons passer à côté de ce qui a été jusqu'ici une des principales formes d'identification des individus et des communautés humaines dans l'histoire. Aucun sociologue n'a observé une disparition décisive d'intérêt de ce côté. Au contraire, il y a même ici des résurgences au cœur du processus de radicalisation de la pensée et de l'agir des hommes d'aujourd'hui. Ceux qui ont liquidé cette forme d'expérience humaine ne l'ont pas sans confrontation. À moins de s'isoler de l'histoire et des contemporains, il est impossible de fermer définitivement le dossier.

Nationalisme et catholicisme québécois

Évidemment, notre recherche est née de préoccupations plus immédiates. Chez nous, au Québec, notre histoire repose sur deux idéologies principales qui ont été en synergie constante surtout au cours des deux derniers siècles, à savoir un nationalisme et un catholicisme de type particulier. Depuis quelques années nous avons vu naître à la fois un mouvement d'éclatement de celle société traditionnelle bien près des régimes d'avant les révolutions modernes, un nouveau pluralisme où l'on cherchait d'autres critères d'identification, et enfin un néo-nationalisme d'esprit laïque et socialisant, qui rejoint les efforts actuels de décolonisation et certains aspects des révolutions culturelles en cours. Tout citoyen de notre milieu ne saurait esquiver les questions soulevées par ces phénomènes récents. Qui niera par exemple que le problème de la souveraineté du Québec a occupé une place très importante dans la plupart de nos débats et de nos efforts collectifs des dernières années ? Tout honnête citoyen de chez nous, quelles que soient ses allégeances politiques, doit se faire un jugement politique cohérent et sujet à révision vis-à-vis de ce défi de plus en plus déterminant dans notre communauté. Nous-même, nous le rencontrons quotidiennement dans les luttes sociales où nous sommes engagé, qu'il s'agisse de l'émancipation des milieux prolétaires, du développement régional ou des affrontements avec les pouvoirs politiques ou économiques en place.

Nous avons aussi tenté de revoir une dimension trop négligée de notre vie collective, celle de la religion. Certains en sont venus à penser que cet héritage est presque liquidé, du moins en voie de l'être à plus ou moins brève échéance. L'Église institutionnelle a perdu la plupart de ses moyens d'action. Ses biens passent progressivement à la société civile. L'État récupère les secteurs où s'exerçait une suppléance religieuse. L'appartenance à l'Église se relâche chez un nombre grandissant de Québécois francophones. Les luttes anticléricales sont devenues des combats d'arrière-garde, sauf peut-être dans le domaine scolaire. Mais la sécularisation semble gagner tout le terrain de façon quasi-automatique, en nous épargnant ainsi des querelles inuti-

les et des diversions de tâches plus urgentes pour la promotion collective. Voilà un diagnostic clair et net, mais trop superficiel. Mentionnons quelques exemples très révélateurs qui indiquent jusqu'à quel point nous ne sommes pas sortis de la phase de transition entre la chrétienté et la pleine laïcité.

Il existe en beaucoup d'institutions des zones grises très significatives. Certains journaux, par exemple, ont gardé le statut officiel catholique de leur fondation. Les exigences nouvelles de la sécularisation et du pluralisme amènent des ententes officieuses, des aménagements provisoires. On laisse en plan des questions qui menaceraient l'équilibre et la continuité de l'institution. D'où ces compromis, tantôt explicites, tantôt implicites, à l'intérieur de l'institution. Nous nous demandons si toute cette part d'informel ne crée pas plus de problèmes qu'elle n'en résout. Elle risque de ne satisfaire ni les uns, ni les autres ; les conflits latents qu'elle engendre, deviennent parfois explosifs quand s'ouvrent des brèches favorables. Il n'y a pas de principes absolus ni d'un côté, ni de l'autre. Il se peut que des politiques d'accommodement provisoire se justifient. Mais nous avons remarqué que très souvent, en pareil cas, on néglige de considérer les retentissements d'une pareille situation dans l'opinion publique, ou dans la population directement impliquée par ces institutions. Les gens de l'extérieur ne savent pas à quoi s'en tenir. Ils soupçonnent facilement toutes sortes de subterfuges ou de pressions indues, ou de camouflages plus ou moins honnêtes, surtout quand les facteurs religieux et les droits de propriété privée entrent en ligne de compte. Les préjugés ou les ressentiments s'additionnent. L'Église se cache-t-elle derrière cela ? Se comporte-t-elle encore en propriétaire intouchable ? Détourne-t-elle les vraies fins de l'institution ? Nous pensons, ici, à ces anciennes institutions catholiques qui sont devenues publiques ou semi-publiques, comme c'est le cas de beaucoup d'hôpitaux, à certains organismes du type des Caisses populaires ou de la Saint-Jean-Baptiste (mouvement nationaliste), et encore plus aux écoles confessionnelles qui ont des administrateurs, des éducateurs et des étudiants d'options religieuses ou areligieuses très diverses. Voilà autant de points chauds qui montrent jusqu'à quel point la situation présente est beaucoup moins claire qu'on ne le pense. On trouvera parfois difficilement une pensée et une pratique politiques ou religieuses cohérentes, vraiment démocratiques, et soucieuses du bien commun. Or, si ces ambiguïtés se maintiennent

trop longtemps, on peut s'attendre tout à l'heure à des crises beaucoup plus graves que celles d'aujourd'hui, particulièrement dans le domaine scolaire.

Nous ne pouvions aborder toutes ces questions dans ce travail. Mais nous avons retenu quelques interrogations majeures. Dans quelle mesure, en deçà des aspects structuraux et des manifestations extérieures, le catholicisme exerce-t-il encore une influence d'ordre culturel, plus ou moins importante, dans les comportements profanes, plus précisément politiques ? Est-ce que la religion, chez nous, est restée homogène et en continuité avec le passé ? Connaît-elle, elle aussi, des ruptures, des praxis nouvelles ? Comment se situe-t-elle dans les transformations récentes de notre communauté nationale, dans les débats politiques de notre société ? C'est à ce plan surtout que nous ferons porter notre attention. Inutile de dire l'importance de l'analyse des idéologies anciennes et nouvelles, sous-jacentes aux univers politiques et religieux qui nous intéressent ici. Ainsi avons-nous cru nécessaire de confronter les deux composantes principales de l'idéologie dominante de notre histoire : le nationalisme et le catholicisme.

Un phénomène universel

Avant d'établir ici des rapports, il fallait assurer l'examen des deux termes de la relation, celui du nationalisme d'abord, parce que, dans ses formes nouvelles chez nous, il est au premier plan, beaucoup plus que le catholicisme ne semble l'être. Mais nous nous sommes vite rendu compte de l'ampleur de notre recherche. Impossible de limiter notre investigation à notre propre contexte. Quelle place occupait le nationalisme dans la situation politique mondiale, vis-à-vis des phénomènes de pointe actuels ? Qu'est-ce que l'histoire nous en dit ? Comment se situe-t-il vis-à-vis des grands mouvements qui ont façonné nos sociétés modernes : les révolutions des derniers siècles, les régimes d'État moderne, l'avènement de la démocratie, et surtout la grande poussée socialiste des derniers cent ans ?

Au premier abord, le nationalisme apparaît comme une idéologie totalisante, continue dans le temps, dans la conscience, dans l'espace humain d'un groupe donné. Ce serait un phénomène à la fois naturel et historique, universel et particulier, culturel et politique. Certains en cherchent les composantes dans la convergence de diverses combinaisons d'éléments particuliers : peuple, territoire, histoire, culture, langue et État. Il s'agirait d'une forme fondamentale d'identification de l'homme, de ses solidarités, de ses façons de penser et de vivre, de son aventure spirituelle et même de ses conditions matérielles d'existence. Nous voilà bien au delà d'un projet politique déterminé. Nous comprenons aussi pourquoi le meilleur et le pire peuvent sortir du nationalisme. Sa force d'impact est ambivalente. Beaucoup d'avatars historiques ont servi à le condamner. Par ailleurs, sa valeur positive a été souvent ignorée. Serait-ce parce que les hommes se souviennent davantage de leurs malheurs ? De toute façon, nul ne saurait nier l'universalité du phénomène. Pourtant certains des nôtres qualifient le nationalisme d'illogisme ou de régression, comme si cette aspiration était un non-sens. Que faire alors du nationalisme anglais, américain, russe, allemand ou français ? Où sont les vrais aliénés ? Rien n'indique que l'homme de demain deviendra inexorablement un apatride. Déjà l'homme d'aujourd'hui se révolte devant une culture technique uniformisante et asséchante. Ainsi, le regain de nationalisme accompagne la crise d'identité, le besoin de communautés à taille humaine, et de solidarités culturelles enrichissantes. Les mouvements de décolonisation, l'affirmation et la révolte des petites nations, l'illégitimité décriée de toute forme d'impérialisme, pèsent tout autant que les péchés historiques du nationalisme lui-même et l'idolâtrie du dieu-Nation. La sécularisation du phénomène contribuera peut-être à le désabsolutiser et à mieux le limiter dans son cadre politique et culturel. Signalons ici qu'il en va tout autrement des ambiguïtés instinctuelles du racisme surtout quand la religion vient y apporter une fausse transcendance. Dans l'aventure hitlérienne, il s'agissait davantage d'un racisme radical érigé en religion. Des anti-nationalistes se permettent ces confusions pour mieux frapper leurs adversaires. Non seulement ils simplifient le phénomène par la négative, mais ils ont tendance à le considérer comme un résidu du passé, comme une idéologie monolithique, identique à elle-même dans le temps et dans l'espace.

Le nationalisme québécois d'une même coulée ?

Allons-nous aligner dans la même lancée : Papineau, Mercier, Parent, Bouchette, Paquet, Groulx et Monpetit ? De même le souverainisme de Barbeau, Chaput, Bourgault, Chamberland, Aquin, Grégoire et Lévesque ? Au siècle dernier, les Patriotes s'inspiraient plus de la Révolution française que de l'épopée missionnaire de l'Ancien Régime. Des sources diverses ont donc alimenté notre nationalisme et celui-ci s'est exprimé dans des écoles parfois parallèles ou même opposées. Notre légendaire unanimité reste bien contestable ; du moins elle a tardé à venir et n'a pas duré longtemps. L'idéologie catholique, la plus déterminante de toutes nos idéologies, a suscité des compromis douteux, des allégeances parfois bien superficielles et bien des luttes internes. Elle a eu un caractère plus unitaire que notre nationalisme.

Une idéologie catholique déterminante

C'est elle qui a exercé l'influence la plus profonde dans notre vie collective. C'est peut-être à cause d'elle que le nationalisme n'a pas trouvé d'expression politique efficace. Elle a constitué une sorte d'écran qui empêchait de voir le rôle-clef qu'aurait pu jouer un véritable État québécois. Les compromis du clergé avec l'establishment anglo-saxon renforcent cette hypothèse. En effet, les intérêts de l'Église passaient avant tout. Il s'adresse donc autant aux chefs religieux ce reproche que Groulx lançait à notre bourgeoisie politique en 1939 ; reproche d'avoir expulsé le national du politique, d'avoir fait passer l'intérêt du parti avant celui de la nation. (L'avenir de notre bourgeoisie, pp. 107-110). Les élites religieuses et politiques n'ont pas nécessairement boudé le nationalisme, mais elles l'ont surtout neutralisé en l'asservissant à d'autres fins.

L'Église l'a en quelque sorte domestiqué et émasculé ; elle l'a engagé sur des voies d'évitement et dans des conceptions très conservatrices de la société ; elle bloquait aussi l'esprit d'entreprise, et l'instauration de politiques audacieuses à la mesure de toute la communauté

et selon les exigences des régimes politiques contemporains. Évidemment bien d'autres facteurs ont contribué à buriner les principaux traits de notre nationalisme traditionnel ; mentionnons, à titre d'exemple, la situation de minoritaires, les conséquences de la conquête anglaise, la multiplicité des appartenances (françaises, britanniques et nord-américaines). En dépit des apports positifs de l'institution religieuse au Québec, nous ne pouvons honnêtement atténuer les erreurs et les méfaits historiques que tant de procès de notre idéologie religieuse ont déjà soulignés. Retour vain et stérile sur notre passé ? Nous ne le croyons pas. Ce recours nous paraît nécessaire pour comprendre la situation religieuse actuelle et certaines ruptures brutales. Un néo-nationalisme de tendance laïque nous le rappelle et, peut-être encore plus, tous ceux qui considèrent d'une façon ou l'autre, l'Église comme un obstacle dans la recherche d'une société progressive. Il nous est arrivé assez souvent de voir des québécois de tendances politiques ou idéologiques très différentes faire front commun pour rejeter l'Église et le catholicisme d'hier et d'aujourd'hui. Nous avons participé à trop de débats de ce genre pour entretenir quelque illusion que ce soit. En deçà des plaidoyers parfois injustes et unilatéraux, nous ne pourrions nier ce fond de vérité à assumer courageusement et lucidement.

Un nationalisme religieux

Celui-ci s'est attaqué d'abord au libéralisme politique non seulement parce qu'il était d'inspiration anglo-saxonne, mais aussi parce qu'il appartenait tout autant à l'esprit de la Réforme protestante qu'à celui de la Révolution française.

« L'esprit de la Réforme a faussé les notions de la justice, du droit, de l'État et de son autorité, les relations des classes, du capital et du travail ; l'on sait comme on y sacrifie facilement à l'État des droits naturels du père de famille sur l'éducation des enfants ».

« Nul ne me persuadera qu'un peuple de deux à trois millions de catholiques existe au Canada pour dire la même chose que les autres, se contenter de la même presse, du même théâtre, de la même législa-

tion sociale, de la -même philosophie de la vie, quand ces autres sont des chrétiens séparés de la vraie foi par le grand malheur de la Réforme» (L. Groulx, *Orientation*, Montréal, 1935).

Nous sommes bien loin de l'évolution œcuménique récente. Mais tel n'est pas le point fondamental ici. L'argumentation politique de Groulx se ramène à son option idéologique catholique. Celle-ci, en l'occurrence, n'a que faire des catholiques d'expression anglaise. C'est aux protestants que l'historien décoche ses flèches. L'affirmation sociale, culturelle et politique des québécois doit donc passer par une conception déterminée du catholicisme. Celle-ci apparaît, dans son esprit, comme le facteur déterminant de toute l'organisation de la vie collective. Et le nationalisme se fonde d'abord sur cette assise religieuse. Mais quelle était-elle dans le domaine proprement politique ?

Nous rejoignons, au delà du courant ultramontain de Veuillot, les positions politiques de l'Église catholique au XIXe siècle, en face des révolutions socio-politiques, de l'émancipation des masses, des nouvelles structures démocratiques, de la lutte des classes laborieuses, de l'expansion industrielle et urbaine, des libertés civiques et religieuses. Rejet à la fois du socialisme et du libéralisme politique. C'est ce dernier qui prévalait chez nos hommes politiques anglais et français. Telle était la trahison majeure que dénonçait Groulx. Sans doute avait-il de bonnes raisons de flairer l'inhumanité du capitalisme et de son expression politique. Mais comme l'Église au XIXe siècle, il rejetait les leviers révolutionnaires nécessaires à l'émancipation d'un peuple et de ses classes pauvres particulièrement.

Des tendances totalitaires ?

Cette idéologie catholique véhiculait aussi une méfiance plus ou moins avouée de la démocratie, du suffrage universel, du vote populaire. Les révolutions française et socialiste restaient toujours des épouvantails anti-catholiques. Derrière l'élitisme d'un Bourassa et d'un Groulx, il y avait une vision hiérarchique et très autocratique de la société. La voix du peuple ne pouvait venir de Dieu, parce que l'autorité de celui-ci ne s'exprimait que par les chefs, ces élus de la divine Pro-

vidence. Groulx parlait souvent du peuple en terme de masse humaine soumise à tous les vents capricieux. Seuls des chefs charismatiques éclairés le sauveraient de lui-même, de cet esprit de parti qu'a favorisé le suffrage universel (Voir aussi E. Minville, dans *L'avenir de notre bourgeoisie*, p. 41). *

Vincent Lemieux et André Bélanger se demandent s'il n'y a pas ici une influence maurrassienne qui reliait nationalisme et monarchisme.¹ Si oui, elle ne se traduisait pas au Québec sous forme d'un projet politique quelconque. Devons-nous conclure que ce nationalisme traditionnel aboutissait à une stérilité politique navrante ? Il faudrait y mettre un bémol. Certains progrès sociaux des années 30 lui devaient une certaine inspiration. Mais tant d'ambiguïtés idéologiques venaient brouiller le tableau politique. Tout se passait comme si le messianisme nationaliste se reconnaissait davantage dans les fascismes de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal. Pensons aux allusions admiratrices à l'égard de Mussolini et de Salazar.

«Et vous, jeunesse... faites que par tous vos labeurs et par toutes vos prières, nous arrive ce qui, pour tout peuple trop affaîssé, est une indispensable condition de ressaisie, faites que nous arrive ce qui est arrivé au Portugal, à l'Espagne, à l'Irlande, à la Pologne, à l'Italie, même à la Turquie : un chef, un entraîneur, un incitateur d'enthousiasme et de volonté » (Lionel Groulx, dans *L'Avenir de notre bourgeoisie*, p. 125).

Groulx ne voit d'équivalent que dans le cas de Papineau, le seul chef national qui nous « donna le sens d'une collectivité » (Directives, Montréal, 1937, p. 164). Mais ne soyons pas injustes envers lui. Une telle attitude relève aussi de la condition de toute société traditionnelle, de la psychologie des minorités ou des peuples pauvres et humiliés. Ceux-ci peuvent-ils se permettre les longs débats démocratiques des pays riches déjà assurés de leur existence matérielle et spirituelle ? Certains se posent la question encore aujourd'hui dans un Québec

* Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹ Nous nous inspirons ici d'un travail présenté par V. Lemieux et A. Bélanger à un colloque sur le nationalisme, à l'Université Laval, en février 1969 (texte ronéotypé).

français toujours aliéné et menacé au plus profond de son identité nationale. Ils parlent de leaders charismatiques, d'autorité forte, de pressions inévitables sur un peuple incapable par lui-même d'une politisation démocratique rapide. Devant ces propos, d'autres craignent avec raison une inclination inavouée vers une dictature surtout de droite. Des observateurs plus subtils soulignent que les extrémistes de gauche ressemblent beaucoup à ceux de droite. Serait-ce parce que les uns et les autres puisent dans ce même fond culturel que nous venons d'analyser ? Nous sommes porté à le penser. Chez des jeunes révolutionnaires de chez nous, malgré leurs attitudes anti-religieuses, il y a des emprunts implicites et inconscients à l'idéologie totalitaire du nationalisme catholique du passé. D'où l'importance pour les uns et les autres, d'exorciser ces influences latentes et de bien reconnaître ce qui est à retenir dans notre expérience historique. Une sorte de mysticisme collectif alimenté par des modèles étrangers n'a jamais débouché dans notre cas, sur de vrais projets collectifs. Nous n'écartons pas ici un tremplin possible. Encore faut-il reconnaître les faits réels et leur leçon. Sinon tous les mouvements actuels de contestation et le néo-nationalisme lui-même resteront longtemps des phénomènes marginaux à la périphérie des forces politiques décisives. Et nos efforts de politisation des classes populaires tourneront à vide. Nous avons déjà un exemple d'absence de praxis politique chez les leaders étudiants, les militants de gauche, divisés en chapelles révolutionnaires. Le « politique d'abord » s'appuie sur une culture et une pratique politiques trop peu réalistes.

Absence d'une dynamique politique

Ces remarques nous ramènent à notre première constatation ; le nationalisme religieux, chez nous, fut souvent apolitique et même anti-politique. Son expression abstraite d'une unanimité purement nationale écartait la perception juste des rapports de force qui s'inscrivaient dans la réalité de noire collectivité et de ses structures sociales. Les nationalistes du passé se sont souvent plaints, par exemple, du désintéressement du monde ouvrier vis-à-vis de la question nationale. Pourtant celui-ci souffrait de la domination étrangère. Mais il ne pouvait

pas, pour autant, s'identifier à une idéologie qui faisait bon marché de sa situation propre dans la nation et noyait les vraies conjonctures conflictuelles internes. Son agressivité, au moins latente, vis-à-vis des curés, des professionnels, des hommes politiques, des petits bourgeois, ne s'est jamais résorbée dans l'idéologie dominante. Le corporatisme catholique autant que la littérature nationaliste n'avaient aucun attrait sur lui. On lui demandait une foi aveugle en la nation et en l'amour égalitaire de la charité chrétienne. Il présentait la fumisterie d'une telle mystique qui ne changeait rien à son sort. Après avoir travaillé pendant de nombreuses années dans ce milieu, nous savons que le monde prolétaire de chez nous sent très bien le mépris dont il est l'objet, un mépris d'autant plus humiliant qu'il vient des élites de sa propre communauté culturelle. Les élites nouvelles, disons-le, ne font pas mieux que les anciennes. De même en est-il de ceux qui se repaissent des multiples romans, pièces de théâtre et films québécois qui montent en épingle les moindres travers des gens du peuple. Ceux-ci retrouvent-ils leur dignité et leurs vraies valeurs dans cette dépréciation systématique ? Relève-t-on quelqu'un en l'assommant davantage ? Ces nouveaux définisseurs rejoignent ceux du passé. Avec eux, ils partagent la même carence d'un sens politique averti.

Mais qu'en est-il du comportement politique lui-même au cours de notre histoire ? Il semble que les québécois aient accordé leurs suffrages aux formations politiques qui utilisaient davantage la corde nationaliste, par exemple, aux libéraux fédéraux face à leurs opposants conservateurs, à l'Union nationale autonomiste, aux libéraux provinciaux de la révolution tranquille. Mais comment expliquer la victoire des conservateurs fédéraux au Québec en 1958, l'émergence tenace des créditistes, la défaite du cabinet Lesage en 1966, le succès duit Trudeau peu québécois en 1968 ? Comment comprendre ces votes populaires contradictoires qui éalisaient successivement des autonomistes à Québec et des centralisateurs à Ottawa ? On ne nous convaincra pas facilement qu'il s'agissait là d'un calcul politique clairement voulu par le peuple québécois.

Si des partis ont pu marquer des points grâce à des positions nationalistes, nous ne saurions conclure que cette carte a été le plus souvent décisive dans l'itinéraire politique du Québec. C'est souvent à cause de conditions internes de pouvoir, de manœuvres électorales et de

bien d'autres problèmes que les renversements ont été provoqués, et cela même au moment des vagues nationalistes comme dans les années 30. Même au cœur des votes dits nationalistes, il y avait des incongruités peu rassurantes. Comment les québécois s'identifiaient-ils à Laurier, à St-Laurent, à Trudeau lorsqu'ils les ont élus ? Les attitudes centralisatrices de ces derniers rencontraient difficilement les aspirations propres du Québec. Par ailleurs, depuis quelques décennies, les positions autonomistes des gouvernements provinciaux réussissaient davantage quand un parti adverse dirigeait à Ottawa. Duplessis en a bénéficié, les libéraux provinciaux de 60 aussi, de même que leurs successeurs. Bélanger et Lemieux, dans leur travail déjà cité, notent ici que les rapports Québec-Ottawa passaient au second plan dans les périodes de crise interne socioéconomique, administrative ou électorale. Par exemple, au seuil de 60, l'Union nationale ne pouvait plus exploiter l'épouvantail de la centralisation, tellement la politique québécoise avait accumulé des problèmes de tout ordre.

Une autre constante se révèle dans le type d'exploitation nationaliste des partis traditionnels. Ils l'ont toujours utilisé soit à partir de questions secondaires, soit de manière à faire oublier leurs propres insuffisances ou les problèmes internes les plus cruciaux. Nationalisme et religion ont subi à peu près les mêmes traitements de la part des hommes politiques québécois. Ils s'en servaient surtout pour les besoins de la cause, du parti. Allons-nous conclure qu'ils étaient moins marqués par les idéologies traditionnelles que le peuple lui-même l'a été ? Si oui, ce ne fut sûrement pas à cause d'une vision politique plus haute et plus critique.

Ces jugements sévères mériteraient d'être nuancés. De plus, nous voulons donner à la réalité humaine une cohérence qu'elle n'a pas. Que d'impondérables échappent à nos interprétations les plus scientifiques. Nous présumons implicitement et naïvement que les comportements politiques ou autres obéissent d'abord à la rationalité, à la logique des moyens et des fins, à l'application d'une échelle des valeurs. Tous nos points de repère restent précaires. Voilà pourquoi nous nous méfions de ceux qui proposent des cadres analytiques trop rigides ou trop simples, encore plus des idéologues nationalistes ou anti-nationalistes qui groupent tout, autour d'un seul pôle de référence. Pour ce qui nous concerne au Québec, le moins que nous puissions

dire, c'est que nous avons eu rarement de vraies politiques avant 1960, encore moins une politique nationaliste cohérente et dynamique. Et même depuis ce tournant, les progrès accomplis ne rencontrent pas les exigences politiques dont nous sommes de plus en plus conscients.

Par delà des jugements superficiels

Nous venons d'accumuler toute une masse de questions qui sont restées en filigrane de ce premier examen. Au seuil d'options politiques peut-être décisives au Québec, nous devons procéder à une évaluation plus sérieuse des forces nationalistes et religieuses, anciennes et nouvelles, dans leurs rapports avec les autres forces d'ordre politique ou idéologique, dans leurs incidences au sein des conjonctures passées et présentes, et aussi dans leurs dynamismes d'avenir. Un second regard nous les fera découvrir sous un angle plus positif que celui des procès que nous venons d'évoquer. Elles nous révéleront leurs ambivalences, leur caractère polymorphe. Sans doute faudra-t-il y démêler l'archaïsme latent et les phénomènes de pointe qui semblent co-exister dans leurs formes actuelles, les éléments réactionnaires et les valeurs de dépassement. Nationalisme et religion connaissent des mutations profondes que ne voient pas des esprits superficiels ou obnubilés par des préjugés. Nous ne les rapprochons pas ici pour les assimiler l'un à l'autre, mais pour signaler des attitudes semblables chez certains opposants au premier comme à la seconde. Ceux-ci ont trop vite fait de les condamner en bloc. De part et d'autre, ne risque-t-on pas de céder à un globalisme qui bloque toute démarche rationnelle, à la fois critique et constructive.

Une dynamique du provisoire

Des phénomènes aussi complexes, réfractés dans les situations les plus diverses, susceptibles d'évoluer comme de régresser, ne laissent pas prise à des jugements tout faits. Notre analyse, par exemple, du néo-nationalisme actuel dépasse difficilement le plan des hypothèses. Il en va autrement quand il s'agit de passer à des décisions et à des

engagements. Là nous devons accepter les impondérables inévitables de toute action politique ou autre, même si nous avons pesé avec le plus de soin et de rigueur possibles les différents aspects de la question. Il y a toujours un minimum de décalage entre l'analyse d'une option et l'option elle-même. Nous en avons pris particulièrement conscience dans cette recherche. Mais l'honnêteté intellectuelle nous amène à fouiller les creux et les ombres aussi bien que les reliefs et les points lumineux, de telle sorte que le lecteur connaîtra peut-être à soit tour la tension d'une telle dialectique, surtout s'il a des options politiques ou religieuses bien définies. Il trouvera dans ce travail ni thèse, ni synthèse, mais des points de repère qui le renverront à son propre jugement.

Tout au plus ambitionnons-nous un essai qui se veut une dynamique du provisoire, un essai multi-disciplinaire qui reprend parfois les mêmes événements, les mêmes réalités sous des modes d'approche différents, Inutile de dire les limites d'un tel projet surtout quand il est poursuivi par le même homme. Mais ne sommes-nous pas réduits les uns et les autres, dans nos options politiques, religieuses ou autres, à une démarche qui doit tenir compte des principales dimensions de toute réalité humaine et de l'éclairage de diverses disciplines ? Pensons aux implications économiques de l'option souverainiste chez nous, si nous nous en tenons à la logique de certains plaidoyers, seuls les économistes chevronnés pourront tout à l'heure parler sûrement de nationalisme ou de fédéralisme, ou voter judicieusement. Pensons aussi aux réformes de l'Église ; certains clercs et chrétiens ne semblent pas comprendre qu'en dehors du Pape et des évêques, il y a d'autres sources de discernement et d'authentification, que des athées peuvent critiquer la religion avec justesse et honnêteté.

Approche multi-disciplinaire et praxis

Cette dernière observation nous introduit dans la seconde partie de cet ouvrage où d'autres mises au point nous apparaissent nécessaires. Ceux qui connaissent un tant soit peu les débats du dernier siècle chez les spécialistes du phénomène religieux, soupçonnent déjà les difficultés que représente l'articulation d'une analyse qui veut respecter à

la fois les méthodes et les fins de la théologie et des autres sciences. Il s'agit de deux univers scientifiques dont les artisans respectifs se sont longtemps méconnus. Certains nient toute valeur scientifique aux recherches théologiques. À l'opposé, des théologiens refusent, par exemple, les critiques des modèles sociologiques ou autres qui sous-tendent leurs propres travaux. Au moment où la théologie s'interroge sur elle-même, sur ses instruments de réflexion, sur ses finalités propres, nous croyons qu'elle bénéficierait beaucoup d'une plus grande attention aux apports très précieux des sciences humaines d'observation. Des théologiens n'ont pas hésité à engager le dialogue avec les diverses écoles de philosophie ; mais souvent ils ne sont pas allés plus loin. Or, c'est précisément ce cran d'arrêt qui a empêché l'exercice d'un rôle très important de la réflexion théologique, à savoir l'explicitation des praxis chrétiennes et ecclésiales en rapport avec les autres formes de praxis dans le passé comme dans le présent.

L'absence d'une exégèse bien articulée de l'actualité historique laisse les croyants à eux-mêmes devant la plupart des défis concrets de l'existence chrétienne contemporaine, et maintient la pauvreté des points d'appui de certaines orientations données par les autorités religieuses. Nous le constatons sans peine à chaque fois que nous abordons des problèmes particuliers. C'est le cas du sujet que nous traitons ici. Les récentes élucubrations théologiques sur les relations entre le christianisme et la politique restent bien peu utiles pour éclairer les rapports entre nationalisme et catholicisme, par exemple, ou pour répondre aux questions du croyant dans ses engagements temporels, surtout politiques. Est-ce que l'Évangile et la foi sont incompatibles avec une pensée et une action de type révolutionnaire ? Trop souvent la réflexion chrétienne vient coiffer une culture et une praxis politiques très pauvres chez des théologiens. C'est parfois l'inverse chez des militants chrétiens. Deux mondes parallèles viennent ici se superposer au divorce qui existe déjà entre les chrétiens de pointe, les témoins prophétiques, les dynamismes charismatiques actuels, d'une part, les structures et les autorités officielles, d'autre part. Un dialogue cohérent ne saurait reprendre que sur des terrains plus limités, mieux circonscrits. C'est ce que nous allons tenter de faire dans cette deuxième partie de l'ouvrage.

Religion et culture

Les sciences humaines de la religion ont étudié les relations étroites qui ont existé entre la religion et la culture dans les sociétés traditionnelles. Il était même évident qu'on ne pouvait étudier l'une sans l'autre, tellement leurs composantes respectives s'entremêlaient de façon inextricable, du moins au premier regard. C'est sur cette toile de fond que se tissaient les rapports sociaux et politiques. Nous en trouvons des exemples saisissants dans les communautés primitives comme dans les sociétés pré-industrielles les plus près de nous. Sans doute faudrait-il nuancer à l'infini chacune des considérations que nous suggère un domaine aussi complexe. Songeons, par exemple, aux diverses incidences de la variable économique dans l'organisation socio-politique, dans la vie culturelle et religieuse de telle ou telle société. Les nombreuses disciplines scientifiques ont multiplié thèses et hypothèses pour expliquer les différents types de rapport entre ces dimensions de l'existence que l'on retrouve dans toutes les communautés humaines. Personne ne saurait prétendre à une vue globale et exhaustive de cet ensemble de phénomènes qui comporte tant de variantes dans le temps et dans l'espace. Plus la recherche scientifique avance, plus les théories se relativisent, se complètent, ou se contredisent. Nous récusons plus facilement aujourd'hui les schémas unitaires qui voudraient enfermer dans leurs frontières un aussi vaste éventail d'expériences humaines individuelles et collectives. Par ailleurs, nous ne nions pas ici l'importance des idéologies, des visions du monde que l'homme ou les groupes humains toujours en situation particulière, essaient de fabriquer pour unifier leur vie et assurer la meilleure intégration possible à tous les plans. Il s'agit plutôt d'un refus critique de toute explication globale qui se couvrirait du manteau d'une science ou l'autre ou d'une quelconque dogmatique indiscutable. Partout où l'expérience humaine est impliquée, nous devons dépasser, sans les écarter, les schèmes mécanicistes et organicistes qui ne rendront jamais compte totalement des intentionnalités sous-jacentes aux structures et aux praxis même les plus claires et limpides. Cette affirmation s'applique davantage à l'univers culturel et religieux qui véhicule tant d'impondérables et de valeurs difficilement saisissables. Nous serons

donc obligé non seulement de bien circonscrire nos objectifs, mais aussi de relativiser sans cesse nos démarches et leurs contenus.

Nous retiendrons surtout la tradition judéo-chrétienne, et en celle-ci, le catholicisme. Nous les interrogerons sous un angle bien déterminé, à savoir le nationalisme, tel qu'il s'est révélé sous ses multiples formes depuis le XIXe siècle. Comme point de référence et de vérification, nous porterons une attention particulière à l'expérience québécoise du nationalisme et du catholicisme. Le pôle politique recevra un traitement privilégié en regard du pôle culturel, même s'ils sont inséparables dans le cas du nationalisme. Un tel examen nous a forcé à une nouvelle confrontation entre le christianisme et la politique et à un regard critique sur la situation de l'Église catholique dans le monde actuel, et particulièrement dans le contexte nord-américain et québécois. Par ailleurs, il était difficile d'éviter certaines incursions comparatives dans d'autres champs d'expérience. A ce plan, nous avons risqué certaines hypothèses qui invitent à une prudence très critique puisqu'il s'agit de terrains moins bien connus par l'auteur. L'évolution du catholicisme, en Amérique latine, par exemple, aurait exigé de notre part une investigation beaucoup plus poussée. La consultation de d'autres études semblables à la nôtre permettra de mieux cerner un sujet aussi vaste et d'y apporter les correctifs nécessaires. On se rappellera que ce travail reste un essai qui cherche à dégager non pas une synthèse, mais des points de repère pour un discernement spirituel et un jugement politique sur le nationalisme et la religion dans des aires bien déterminées.

Notre dernière remarque comporte un autre rappel. Nous nous sommes situé carrément dans notre appartenance judéo-chrétienne, tout en assurant une certaine distance critique surtout d'ordre sociologique. Nous ne voulons en aucune façon camoufler nos options religieuses et politiques, et notre approche principalement théologique dans la seconde partie. Ce n'est donc pas la vision d'un chercheur qui regarde les choses de l'extérieur avec cette objectivité hélas ! très souvent naïve, surtout quand il y va d'une ou l'autre dimension de la condition humaine. Nos consciences modernes sont trop averties des multiples formes de conditionnement pour laisser prise aux illusions faciles d'un scientisme pur. Loin de nous la tentation de mépriser les efforts d'objectivation scientifique des phénomènes humains. Mais

comme bien d'autres, nous en mesurons les terribles limites. Certains maîtres nous ont trop leurré en ce domaine, malgré toutes leurs bonnes intentions d'honnêteté intellectuelle. N'y a-t-il pas ici une des sources de la crise actuelle des sciences humaines et surtout de celle des théologies qui laissaient en veilleuse la critique de leurs emprunts et de leurs conditionnements historiques, culturels et idéologiques ? Nous ne voulons pas passer à côté de ce défi pour éviter un reproche de cet ordre, ou pour laisser entendre qu'il est insurmontable. Nous respectons tous ces efforts actuels d'objectivation dans les sciences humaines avec les recours à des dispositifs critiques de plus en plus raffinés. Mais nous affirmons simplement que notre propre réflexion s'inscrit dans des appartenances et des engagements qui seront explicites au cours de celle analyse. Ce que nous contestions plus haut, c'est toute la part d'implicite et d'inavoué que comportent trop d'études de ce genre, surtout quand leurs auteurs se réclament de la science la plus pure et d'un désintéressement total.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 1

Le néo-nationalisme, une force déterminante dans le monde ?

[Retour à la table des matières](#)

Un tour d'horizon des grands événements politiques sur la scène internationale soulève à nos yeux une question majeure : Est-ce qu'en définitive la force principale de résistance aux impérialismes actuels n'est pas un néo-nationalisme de plus en plus agressif ? Cette vague de fond emprunte autant aux dynamismes du présent qu'aux expériences plus ou moins heureuses des cent dernières années. Voyons d'abord comment s'exprime la poussée nationaliste dans le monde actuel, tout en admettant que d'autres facteurs soient à considérer.

Un premier bilan

- Le débat États-Unis - Pérou à propos de l'expropriation de *l'International Petroleum Company* est une sorte de test de vérité non seulement pour ce pays, mais pour bien d'autres dans le monde. Tout se passe comme si le nationalisme devenait le dénominateur commun de la contre-offensive de toutes les forces politiques. En l'occurrence, au Pérou, la gauche et la droite, les démocrates et les dictateurs popu-

listes, les oligarchies et le peuple, les hommes politiques et les technocrates semblent puiser à une source commune. En effet le nationalisme apparaît là comme partout en Amérique du Centre et du Sud une force de frappe, bien plus déterminante que le socialisme par exemple.

- Beaucoup d'observateurs soutiennent que la mise en échec de la puissance militaire inouïe des Américains au Vietnam tient en grande partie au profond nationalisme de ce petit peuple. Encore ici, le socialisme passe au second plan si on veut évaluer les motivations les plus décisives de cette lutte historique.

- Devrait-on dire la même chose de la révolte des Tchékoslovaques en 1968 ? Après celle des Hongrois, des Polonais, des Roumains peut-on affirmer que la réaction des Tchékoslovaques vis-à-vis de l'impérialisme soviétique s'alimente du même sentiment nationaliste ? Que ce soit manifeste ou latent, tous les satellites socialistes passent par ce lieu obligé de l'auto-défense et de l'affirmation nationale. Les ruptures de la Yougoslavie, de la Chine et de l'Albanie n'y sont pas étrangères.

- Encore plus révélatrice nous apparaît la révolution cubaine. Castro et son peuple font la nique tout aussi bien aux Russes qu'aux Américains, en dépit de l'aide apportée par les subsides soviétiques. Ils veulent un socialisme bien à eux, en accord avec leur culture et leur situation propre. Ils refusent de copier d'autres modèles, celui d'un socialisme abstrait, encore moins celui de Moscou. Comment nier ici une politique nationaliste évidente, partagée d'ailleurs par bien des mouvements de gauche du Tiers-monde ?

- Il est inutile d'insister sur la force de ce phénomène en Afrique où tant de nations ont accédé à l'indépendance depuis une vingtaine d'années. Le mouvement de décolonisation ne va pas sans compter des ambiguïtés. Pensons à la nouvelle domination d'une petite bourgeoisie autochtone qu'on retrouve à l'armée, au gouvernement et dans une vie économique encore soumise aux étrangers. Pensons aussi aux avatars du parti unique et des tentatives d'inspiration socialiste. L'Algérie qui a poussé le plus loin cette dernière expérience connaît des difficultés presque insurmontables, du moins à court terme. Et puis il y a le facteur tribal et racial sans cesse à l'action. Au bilan, on ne saurait nier

que le courant prévalant dans tout le continent suit une ligne d'abord nationaliste.

- Au Moyen-Orient, nous observons des points chauds encore plus accusés. Le nationalisme divise les arabes entre eux d'une part, mais les unit contre Israël, d'autre part. Depuis 1948 la bataille n'a pas cessé à peu près sur tous les fronts entre les nations en place, entre les grandes puissances qui défendent de lourds intérêts dans ces pays. Le canal de Suez, le pétrole, les bases militaires, la maîtrise de la Méditerranée, autant de points de frictions entre l'URSS, les USA, l'Angleterre et la France. Bref un réseau inextricable de nationalismes impérialistes, décolonisateurs, religieux et ethniques.

- Les minorités nationales au sein des États-nations des cinq continents reprennent du poil de la bête. Il faudrait en nommer des dizaines et des dizaines pour atteindre le nombre exhaustif. La République indonésienne en compte une douzaine à elle seule. Et que dire de l'Inde, de l'URSS, de tant d'autres grands ensembles ! Plus près de nous, il y a les Bretons, les Écossais, les Basques, les Wallons et j'en passe, en n'oubliant pas les Québécois, évidemment. Les défis se présentent autant dans les systèmes fédéraux que dans les systèmes unitaires. Les minoritaires n'acceptent plus certains dogmes fédéralistes qui prétendent offrir la solution idéale de pointe où les droits des croyances et des cultures sont assurés ipso facto, où l'interdépendance économique peut jouer à plein. Y a-t-il beaucoup de fédérations qui ne consacrent pas le privilège des plus forts et ne cèdent pas à une centralisation incompatible avec l'intention première ? Les exceptions confirment la règle. Par ailleurs, il semble que les grands succès politiques et économiques sont devenus possibles là où on a vaincu les particularismes pour constituer de grands ensembles. Mais voici que le nationalisme remonte en surface avec une violence inédite. Les solutions fédérales comportent donc des failles sérieuses. On ne nivelle pas des cultures et des solidarités nationales aussi facilement. Elles reprennent vie même après des décennies de mise en veilleuse ou d'oppression.

- Enfin nous ne pourrions passer sous silence le nationalisme des grands États. Ils rivalisent tous en intensité. Les blocs, les alliances politiques et militaires, les marchés communs ont peine à résister à cette force toujours renaissante après des accords fragiles et toujours

transitoires. Derrière les crises du dollar, de la livre, du franc, derrière les politiques du mark, il n'y a pas que les problèmes de la spéculation ou d'un mécanisme monétaire dérégulé ; des intérêts nationaux exacerbés s'affrontent vivement. Malgré les exigences d'interdépendance de tout ordre pour le développement et la paix du monde, l'égoïsme des grandes nations prend le pas sur tout. Et quand celui-ci devient impérialiste, l'oppression et l'exploitation n'ont plus de limite. Un pays qui entre dans le rouage économique des États-Unis ou de l'Union Soviétique, perd ses principaux dispositifs d'autonomie. La technique, l'équipement, le Know How, le marché, les crédits, enfin tout concourt à une dépendance quasi totale. Ce que C. Julien a démontré dans le cas des États-Unis, s'applique à des degrés différents à d'autres nationalismes impérialistes. Le fanatisme raciste, fardé et subtil, des grands suscite des réponses violentes chez les petits peuples ou chez les minorités dépossédées. Or c'est habituellement de bon ton que de fustiger le sentiment nationaliste aveugle de ces derniers ! Nous en savons quelque chose au Québec !

L'éclatement des grands modèles politiques et économiques

Que faut-il tirer de cette vision évidemment trop simplifiée de la situation ? Avec prudence, et en rappelant que nous tenons compte ici d'un seul aspect, nous dégageons certaines lignes de fond.

- Il est impossible de juger du nationalisme sans tenir compte des multiples formes qu'il revêt et des contextes politiques très divers où il prend naissance. Il est loin d'être le même dans le temps et dans l'espace. Nous venons d'analyser rapidement plusieurs modèles. Sur une ligne historique, on notera facilement des transformations profondes, par exemple, entre le nationalisme libéral du XIX^e siècle et le nationalisme naziste et fasciste de la première moitié du XX^e, entre celui des nations impérialistes et celui des nations colonisées, entre les politiques des majorités et les politiques des minorités, etc. Au bilan, cette tendance a véhiculé le meilleur et le pire, d'où son ambivalence politique.

- En deçà des définitions impossibles, n'y a-t-il pas un mouvement historique prédominant, que nous pourrions tous appeler le nationalisme malgré nos divergences de conceptions ? Nous avons été longtemps enfermés dans le choix entre deux modèles principaux : le socialisme et le capitalisme. L'un et l'autre accordait la première place à la dimension économique, le socialisme en théorie, et le capitalisme en pratique. Et tous les deux prétendaient appartenir à la grande tradition démocratique des siècles derniers. Or ils ont abouti à des impérialismes politiques, économiques et idéologiques des plus contraignants. Est-ce là l'origine de la contre-offensive des néo-nationalismes politiques ?

- Ceux-ci prennent forme autant dans les gauches que dans les droites, dans les dictatures comme dans les démocraties. Il est vraiment trop simpliste de réduire le phénomène à une manœuvre de la classe bourgeoise, alors que des peuples entiers se révoltent avec l'aide des leaderships les plus divers. C'est parfois le seul tremplin politique sur lequel on peut faire une quasi unanimité. Certains mouvements de gauche restent stériles parce que leurs tenants méprisent ou ne comprennent pas ce dynamisme de fond. Pendant ce temps des généraux populistes, des dictateurs, des groupes bourgeois exploitent à qui mieux mieux une telle rampe de lancement. D'autres, au nom des impératifs de l'économie et de la technique modernes, des politiques militaires ou autres, ne savent pas voir les sources profondes de cette escalade de plus en plus irrésistible, malgré le durcissement des grands pouvoirs en place et leurs forces de persuasion. Les pressions économiques, les manipulations politiques, les techniques sociales n'arrivent pas à maîtriser les rebelles. Marcuse se serait-il trompé ou s'est-il corrigé de façon trop timide en évaluant cette société moderne supposément sans opposition efficace ?

- Tout se passe comme si l'économisme des deux grands systèmes et les institutions qu'il modèle à sa ressemblance arrivait à sa limite critique. Ce n'est pas d'abord l'homme économique ou politique qui se révolte, c'est l'homme culturel, plus encore, l'homme tout court. « À l'Ouest comme à l'Est, disait un Tchèque durant les événements de 1968, on a fait fi de l'homme, de son identité, de sa primauté, de sa dignité, de sa liberté. » Or il semble que cette prise de conscience passe par la remontée du facteur culturel ; ce que K. Marx et A. Smith

auraient sous-estimé ! Bien plus, le phénomène s'est politisé au point de nous amener à une des révolutions les plus profondes et les plus universelles de l'humanité... la révolution culturelle. Celle-ci s'exprime dans les néo-nationalismes, les rébellions des jeunes, la montée de violence, les multiples formes de la contestation, les nouvelles expériences communautaires, la résurgence des fêtes primitives et des rites archaïques, et en même temps la recherche de l'inédit et du dépassement dans l'art comme dans la technique et cela jusqu'au cœur de la vie quotidienne.

Nous nous limiterons, dans une deuxième étape, aux rapports entre le nationalisme actuel et la révolution culturelle, pour bien montrer que le phénomène étudié jusqu'ici s'éclaire davantage par en avant que par en arrière, davantage par le présent que par le passé. Le nationalisme québécois comporte sans doute certains vieux modèles culturels à exorciser, mais il participe aussi à de grands dynamismes de pointe qu'il nous faut assumer efficacement et intelligemment.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 2

Le nationalisme et la révolution culturelle

[Retour à la table des matières](#)

Au point de départ de notre démarche, il nous faut prendre une certaine distance critique sur le problème québécois, pour analyser d'abord le phénomène nationaliste en lui-même et dans ses divers enracinements historiques. Loin de nous de prétendre à une étude exhaustive quand nous connaissons déjà les limites et les divergences de vues des plus grands spécialistes sur cette question. Mais comme toute honnête citoyen, nous essayons de nous faire une idée juste de notre situation nationale à la lumière de la pensée et des praxis politiques que nous connaissons.

Déjà en tentant de cerner le concept de nation, nous avons perçu un difficile accord chez les définisseurs de diverses disciplines. Par ailleurs, certaines perspectives convergentes nous amènent à dégager des composantes qui seront sujettes à révision par la suite. Signalons deux définitions différentes.

La nation

- Une communauté humaine habitant le même territoire, ayant une origine commune ou des intérêts depuis longtemps communs, des mœurs semblables et le plus souvent une langue identique.

- Une société politiquement organisée qui a pris conscience de sa propre unité et contrôle souverainement un territoire qui lui appartient. On remarquera sans peine que la première se limite au fait culturel et historique, et la seconde au fait politique. Seul l'élément territoire reste vraiment commun aux deux.² D'autres analystes plus souples parlent d'un ensemble humain qui est basé sur quelques-uns des liens suivants : langue, culture, territoire, communauté d'origine, histoire commune, religion, État, liens économiques, désir de vivre ensemble, et même projet collectif. Habituellement, la nation possède une unité politique, économique et culturelle qui tend à s'exprimer dans des institutions particulières. Elle comporte aussi une conscience collective enracinée dans une histoire et un sol qui constituent la patrie même de ceux qui ont dû quitter. Il n'y a pas de *conscience nationale vraiment politique* sans un « projet général de collaboration à une entreprise commune » et sans un consensus majoritaire des membres à un tel projet.

« La nation est un peuple qui, conscient d'une communauté d'origine, d'une communauté de traditions culturelles et d'une communauté d'intérêt, accepte et veut cette communauté comme condition de la vocation personnelle de chacun de ses membres, et qui parfait sans cesse son unité en se tendant vers l'avenir pour réaliser ses destinées, en fonction même de son histoire et de son idéal. » (J. Lacroix)

² Nous mesurons ici les premières ambiguïtés de nos débats autour de la question des deux nations. Pour les anglo-canadiens surtout, il n'y a qu'une nation « politique », le Canada et plusieurs cultures particulières : l'anglaise, la française et les autres. Chez plusieurs nationalistes québécois, les deux définitions précitées sont inséparables. La nation comprend à la fois un héritage historique et territorial, une culture particulière et un État souverain.

L'expression revêt de nouvelles modalités. Elle indique davantage « un groupe culturel chez qui se développe la conscience de son unité et qui aspire à la souveraineté politique » (Willems). Une minorité, par exemple, devient une nationalité quand il y a des relations d'antagonisme avec le groupe dominant ou avec l'organisation étatique que celui-ci contrôle. On ne saurait parler proprement d'une nationalité lorsqu'un ou des groupes culturels ne réclament pas un statut politique différent du statut actuel. Tel est le cas des groupes culturels en Suisse. La nationalité se transforme en nation si elle acquiert un statut de souveraineté politique. Dans nos sociétés modernes, le binôme nation-État repose encore sur de nombreuses ambiguïtés. Comment appliquer à tous les cas cette affirmation de Willems : « il en résulte que toute nation implique une organisation étatique (souveraine), mais que tout État ne représente pas nécessairement une nation. » Y a-t-il ici une contradiction réelle ou apparente ? Est-ce que le levier de l'État suffit pour unifier des groupes culturels sans les niveler, ou pour passer de la nationalité à la nation ? Il faudra y revenir.

Le nationalisme

Encore ici, l'accord n'est pas facile. Mais chez la plupart des définisseurs, on évite difficilement un jugement de valeur négatif. Ainsi le nationalisme serait :

- Courant de pensée et d'opinion, idéologie qui tend à exalter la nation, son passé, ses qualités, ses ambitions, parfois au détriment et au mépris des autres nations. Dans l'attitude nationaliste, la réalité nationale a tendance à devenir une valeur suprême. Un parti est nationaliste quand il rejette comme mauvaise toute doctrine dont le fondement n'est pas la tradition nationale.

- Exaltation du sentiment national ; attachement passionné à la nation à laquelle on appartient, accompagné parfois de xénophobie et d'une volonté d'isolement.

Plus souvent le nationalisme relèverait de facteurs irrationnels et passionnels.³ On reproche aux nationalistes de tout réduire à une seule dimension, à un seul pôle de référence : la Nation, la nation érigée en critère unique de vérité et de droit. D'où l'inclination à l'intolérance et même au totalitarisme, à l'isolationnisme et à la xénophobie. Et plusieurs de citer les cas extrêmes du nazisme et du fascisme. Là se trouverait aussi la source principale des visées impérialistes et colonialistes. Par ailleurs, chez les peuples opprimés, le nationalisme deviendrait un phénomène négatif et destructeur, un ferment de haine stérile, une aliénation des droits de l'homme tout court, une évasion des tâches réelles de développement interne, un obstacle à la solidarité des petits et des grands.

Contre le sens de l'histoire ?

Ces considérations unilatérales permettent de condamner pratiquement toutes les nations du globe ! Elles expriment peut-être cette situation de déracinement culturel vécu dans notre monde contemporain et en même temps cette conscience vive des solidarités planétaires de plus en plus vives. L'homme de demain plus que tout autre sera un nomade à qui les nouveaux moyens de communication offriront non seulement toute la planète mais les espaces sidéraux. Il deviendra même par nécessité un apatride. La vie économique, particulièrement, exigera des attitudes propices à la mobilité et à l'adaptation maximales. L'universalisme de la technique imposera des solidarités politiques inédites. Nous reviendrons au « global village » où les solidarités mécaniques et organiques s'allieront bon gré mal gré. Même la paix s'imposera de par ces conditions inévitables d'interdépendance politique, économique et technique. Ainsi le mouvement de l'histoire condamne tous les nationalismes, autant celui des empires qui domi-

³ Delos apporte ici un point de vue plus objectif. « Le nationalisme est une attitude psychologique qui reflète la façon dont les peuples se pensent eux-mêmes, interprètent leurs droits et les inscrivent dans un ordre général de civilisation. Il reflète donc une mentalité particulière, une sensibilité historique, mais il implique aussi une décision sur le problème du droit, des libertés individuelles et collectives et de l'ordre international. C'est pourquoi un nationalisme tend toujours à se donner une expression doctrinale et se rattache à une philosophie » (J.T. Delos, *La nation*, Montréal 1944, t. 2, p. 41).

nent par leur idéologie et leur puissance matérielle, que celui des peuples faibles repliés sur eux-mêmes et en mal d'indépendance. Dans un tel contexte le nationalisme apparaît une sorte de vice de l'esprit, de régression à l'infantilisme politique. Voilà un bouc émissaire trop facile pour nous empêcher de procéder à un examen plus profond de la persistance du phénomène et même de sa recrudescence dans le monde actuel. Établissons les premiers jalons de réflexion positive.

Sources du nationalisme moderne

- À mesure que les solidarités politiques et économiques s'élargissent, les hommes sentent le besoin d'un enracinement culturel plus circonscrit, d'une identification dans des communautés à taille humaine.

- L'homme ne peut se définir uniquement par le présent ou le futur. Le recours à l'expérience historique de ses appartenances culturelles est une constante indéniable même si, en période révolutionnaire, il a la tentation de liquider toutes les assises de la société et de couper tous les liens qui l'ont façonnée. Tôt ou tard il cherche des enracinements sans lesquels il ne saurait vivre et s'humaniser. Son identification culturelle devient alors une des seules voies d'humanisation. L'expérience la plus moderne nous l'a prouvé ; ni la technique, ni la politique, ni l'abondance des biens matériels n'assurent d'elles-mêmes l'identité des humains. Et la charte démocratique des droits universels de l'homme ne réussit pas à combler certains besoins et certaines aspirations spécifiques de la personne et de la communauté humaines. Les valeurs les plus universelles se vivent toujours dans un espace historique, dans un contexte culturel, sur un sol défini, à l'intérieur d'une politique, au sein d'une expérience toujours en situation.

- Les révolutions culturelles actuelles ont une forte teneur nationaliste, et ce n'est pas sans raison. La Tchécoslovaquie devant l'impérialisme soviétique se réclame de valeurs universelles. Mais comment les isoler des aspirations nationales des Tchèques ? Ceux-ci se veulent libres politiquement et culturellement. Ils ne se réfèrent pas à une conception abstraite de l'homme, ou de la liberté en soi. N'y a-t-il pas

ici au moins une explication du refus des deux grandes idéologies qui veulent dominer le monde, celles de l'URSS et des USA ? L'une et l'autre se prétendent universalistes en s'appuyant sur une vocation de portée mondiale, qu'il s'agisse du messianisme politico-religieux et économique des américains, ou du salut prolétarien assuré par le socialisme soviétique. Les autres nations des cinq continents ne l'entendent pas ainsi. C'est de tous les coins du monde que des peuples de toute condition, développés ou non, indépendants ou colonisés, capitalistes ou socialistes s'affirment dans leur identité particulière.

Deux modèles insuffisants

Aurait-on déjà oublié qu'aucune révolution ne s'est faite sans passer par le dynamisme nationaliste, et cela dans l'un ou l'autre cas des deux grands blocs, comme dans le Tiers-monde ? Même les socialistes les plus radicaux dans leur visée de libération mondiale n'arrivent pas à réconcilier leur idéologie marxiste avec les révolutions culturelles et nationalistes de l'heure. La dialectique de la lutte des classes au sein des nations et entre les nations n'explique pas tout. Dans certains pays communistes, le nationalisme redevient le ferment de cohésion interne qui permet de contrer les menaces du camp socialiste et les aliénations propres à son idéologie.

Nous devrions en dire tout autant des réactions des peuples développés ou non devant la perspective d'une plate uniformisation par l'expansion de la technique ou encore par l'universalisation de la société américaine de consommation. Les hommes comme les peuples sans visage particulier seraient en quelque sorte condamnés à porter un masque standard. Le nationalisme veut marquer la politique et l'économie, la quotidienneté et les structures sociales, de l'empreinte culturelle la plus profonde. C'est par la culture qu'un visage devient humain, c'est par elle que se vit un humanisme, c'est par elle que les mains et les bras rejoignent le cœur et l'esprit, c'est par elle que les structures et les hommes se rejoignent de façon identifiable. Que signifient, *l'homo œconomicus*, l'animal politique sans leur appartenance culturelle ? Poussons plus loin la logique de certains universalistes actuels. Qu'en serait-il d'une humanité où les hommes vivraient

de la même façon, avec les mêmes gadgets, les mêmes produits standardisés, des structures uniformes ?

L'ambivalence du nationalisme

Il y a dans l'utopie nationaliste comme dans les révolutions culturelles une révolte plus ou moins consciente contre une déshumanisation aussi profonde ; d'où le rejet des idéologies abstraites, d'un système politique universel, d'une société technologique unidimensionnelle. Ce n'est pas la science ou la technique qui sont rejetées, mais plutôt la prétention d'y tirer les fins de l'homme et de la société, les modes d'existence et les raisons de vivre. Or ceux-ci passent par le lieu obligé de la culture. Voilà l'intuition, pour ne pas dire la philosophie, des nationalismes et des révolutions culturelles dans leurs aspects positifs.

De plus, on manifeste une bien pauvre culture historique et politique en ne reconnaissant pas le dynamisme de l'identification nationale dans les grandes réalisations de l'humanité. Loin de nous la tentation de tout réduire à un seul phénomène : la complexité de l'aventure individuelle et collective des hommes. L'identification culturelle, toute importante soit-elle, comporte des limites et des dangers comme nous le verrons. Elle peut même mettre en veilleuse des réalités et des valeurs humaines essentielles. Encore plus, le nationalisme qui donne une expression politique à une culture donnée ! Mais des effets négatifs aussi puissants nous renvoient à des dynamismes humains très constructeurs, capables de relier une expérience historique et une prospective très audacieuse. Le nationalisme a connu des formes de dogmatisme, d'historicisme et même de romantisme désastreux. Mais est-ce la seule lecture politique qu'on doit retenir ?

Dostoïevski, Shakespeare, Descartes, Goethe, Darwin, Curie ont été aussi nationaux qu'universels. La portée universelle de leur oeuvre s'enracinait dans le terreau humain d'une culture définie. Ces hommes ont grandi au sein d'un milieu national et dans l'ambiance de ses institutions. Ils ont puisé à même leur culture et leur histoire. Voudrait-on réduire ces composantes à un hors-d'œuvre, à une signification extrin-

sèque, à une instrumentalité immédiate, à un pur conditionnement ou même à une limite de leur génie ? C'est un peuple, une culture, une tradition, un dynamisme national avec ses institutions, qui les ont portés, dynamisés. Comme on l'a dit avec à propos, être français, allemand, chinois, américain ou russe n'est pas un moyen de devenir un homme, c'est une manière de l'être. Et les raisons de vivre s'expriment dans des manières de vivre. Celles-ci à leur tour entrent dans le champ des finalités de l'homme et de la société à cause de leur force d'identification.

Sens objectif de la nation

Après ce premier examen nous sommes mieux en mesure de resaisir sous le nationalisme ambivalent la réalité positive de la nation dans sa signification profonde. *Elle pose le problème philosophique du lieu de l'homme, de l'incorporation des valeurs humaines dans un champ historique, de l'incarnation de l'esprit dans un espace social déterminé, de l'identification de la personne dans une communauté profonde d'appartenance, de l'expression culturelle d'une économie, d'une politique et d'une société particulière, de la formulation de projets et de finalités à même les solidarités les plus vitales d'une collectivité.*

On reconnaît qu'il y a nation quand il existe un projet collectif d'exister qui est spécifique à un groupe historique d'envergure chez lequel subsistent des caractères stables (langue, mœurs, coutumes et traditions). L'élément le plus important qui lie les membres de ce groupe, c'est, comme le disait Renan, et le désir de faire des grandes choses ensemble ». (M. Rioux, *La question du Québec*, Seghers, 1969, page 109.) H. Lefebvre remarque à son tour que le phénomène nationaliste n'a cessé de grandir avec celui de la conscience de classe pour prendre une ampleur inédite dans l'histoire. Fairchild ne disait-il pas qu'une nation authentique est probablement le plus stable et le plus cohérent groupe d'envergure que l'évolution sociale ait produit.

Sens subjectif

Mon appartenance nationale et culturelle peut m'apparaître peut-être moins riche ou moins puissante, trop jeune ou trop ancienne. Mais c'est la mienne. Elle fait partie de ce qui m'identifie profondément, à tous les plans : spirituel et matériel, affectif et rationnel. Je me sens particulièrement solidaire pour le meilleur et pour le pire, des hommes de ma culture. C'est même un moyen essentiel pour apprécier celle des autres, pour leur vouloir toutes les conditions d'épanouissement. Accepter de laisser mourir ou tuer la mienne, c'est renoncer à une dimension très profonde de ma dignité, de ma personnalité, de mon identité, de ma solidarité avec les autres. Il se peut que des conjonctures historiques relativisent cette conviction, que même d'autres droits, d'autres solidarités m'obligent à mettre en veilleuse cette appartenance profonde. Mais ici, il s'agit plutôt de mon intentionnalité et de la qualité de ma conscience vis-à-vis de ce qui a marqué avec tant d'humanité mon visage, mon esprit, mon histoire, mon projet de vie, mes solidarités les plus immédiates.

Les apatrides

Et pourtant comme bien d'autres, j'ai la tentation de mépriser ma propre figure, et même de m'en débarrasser. Les anti-nationalistes extrémistes, malgré leur prétention de haute voltige humaniste, laissent percer un désespoir larvé en face d'eux-mêmes, une sorte de rejet psychanalytique. Ils sont tout aussi stériles que les nationalistes rêveurs. Ils sont encore plus décevants, parce qu'on ne connaît même pas leur vrai visage. Il leur manque parfois cette chaleur humaine, cette qualité d'engagement, cette sensibilité culturelle, cette intelligence de l'homme qu'on détecte chez des êtres enracinés dans leur culture, attachés profondément à leur appartenance nationale, et prêts à miser le meilleur d'eux-mêmes pour la féconder. Les rationalisations des premiers restent de bien pauvres refuges. Quel est, par exemple, le contenu de ce pluralisme qu'ils évoquent à propos de tout ? Celui-ci vit de la richesse de ses composantes comme le couple ou la communauté s'évaluent par la qualité de ses membres.

Contre l'urbanisation ?

Je lis des plaidoyers bien étranges et même simplistes. Certains combattent le nationalisme en tirant leurs arguments de la sociologie urbaine. La technopolis oblige au brassage des peuples et des cultures, à la standardisation des comportements, des techniques et des cultures. Elle nivelle les particularismes, les différences culturelles et linguistiques. Elle consacre en même temps l'hétérogénéité, la spécialisation dans une perspective fonctionnelle et non culturelle. Ainsi le nationalisme s'opposerait aux traits caractéristiques de l'urbanisation et de l'industrialisation. Dans notre propre contexte, ces arguments véhiculent implicitement une généralisation et une universalisation du modèle urbain américain et de ses transpositions plus ou moins maladroites dans d'autres pays. Non pas que les remarques ne soient pas justes, mais elles pèchent par l'inattention aux facteurs proprement culturels.

Or c'est précisément ceux-ci qui remontent violemment au cœur des grandes cités, par delà les modèles économiques du capitalisme comme du socialisme. Va-t-on réduite la révolte des noirs américains à un refus de l'urbanisation et de l'industrialisation, à une simple pauvreté matérielle ou à un manque d'éducation ? Or ce mouvement a commencé dans les endroits les plus urbanisés, chez les noirs les plus émancipés au plan éducationnel et économique. Les chantres du *melting pot* américain sont impuissants pour expliquer la résurgence de sous-cultures qui affleurent péniblement, la contestation de la jeunesse la plus urbanisée, l'expérience des Hippies. Et quel « gap » entre l'idéologie officielle de démocratie, de liberté et d'égalité, et la situation des pauvres, des nouvelles minorités ? Comble de contradiction, on ne souffle pas mot sur l'attitude ultra-nationaliste des américains. Et pourtant, c'est au nom de l'expérience urbaine, économique et politique des américains qu'on nous reproche notre nationalisme.

Révolutions culturelles et nationalisme

Par delà les excès de celui-ci, ces critiques ne savent pas reconnaître non pas des reliquats du passé, mais des phénomènes de pointe qui remettent en cause nos sociétés les plus développées avec leurs modèles économiques et politiques et leurs impasses urbaines. La violence, même la plus pathologique, a des sources quelque part. Comment se fait-il qu'elle s'exprime par un procès d'ordre culturel d'abord, par un refus des idéologies économiques et politiques dominantes ? Ce n'est pas une violence à vide, sans cause ni but, même si elle est néfaste et destructrice. Elle marque l'aspiration d'une nouvelle culture sans pouvoir déboucher encore sur une politique.

Qu'on veuille le reconnaître ou non, beaucoup de nouveaux nationalismes rejoignent avec plus ou moins de bonheur cette révolution culturelle. Ils cherchent à lui donner une signification et un dynamisme politiques. Et qui sait si le plus archaïque dans l'expérience humaine ne vient pas à la rencontre du plus moderne. Nous ne pensons pas ici aux processus primitifs de tribalisation dont parle McLuhan, mais à la remontée ou à la recréation d'entités culturelles identifiables. L'aventure néo-nationaliste du Québec a peut-être des correspondances culturelles avec les phénomènes américains précités ; point n'est besoin de recourir à des modèles étrangers, comme les petites nations européennes, L'expérience cubaine, la révolution culturelle chinoise, l'indépendance des peuples africains, la colonisation de l'Amérique du Sud, la rébellion des Tchékoslovaques. Mais je suis sûr que l'étudiant de Berkely, le noir de New-York et le nationaliste québécois n'appartiennent pas à des univers totalement différents. Ils partagent des aliénations typiquement nord-américaines, sans compter ce qu'ils ont en commun avec les autres révolutions culturelles du monde.

Un consommateur en mal d'identité

Voir le nationalisme par en avant d'abord et non par l'histoire, peut apparaître une démarche étrange et inhabituelle. Les opposants en font le procès toujours au nom de l'histoire passée. Un second regard nous ramène à ce que nous avons dit des révolutions culturelles actuelles. Malgré les impuretés et les maladroites qu'elles charrient, elles valent beaucoup mieux que toutes les passivités des consommateurs dépolitisés et blasés de nos sociétés d'abondance, que les produits de luxe d'un éconisme aveugle, qui secrètent tant de déchets humains à côté d'un gaspillage éhonté de ressources matérielles et humaines. Les nouveaux évangélistes de la technologie n'ont pas grand-chose à dire sur ces questions vitales, sur l'avenir politique des dépendances et des conditionnements sans cesse croissants de l'individu, du petit peuple, de l'ensemble de la collectivité.

Et que dire de l'assèchement des sources d'identification si importantes dans toute aventure humaine, personnelle ou communautaire. On risque de faire avec les cultures et les petites nations ce qu'on accomplit dans les milieux pauvres des grandes villes, c'est-à-dire détruire leur seule communauté d'appartenance au nom d'un progrès urbain dont les nantis sont les seuls bénéficiaires. Pire encore, ce sont les plus favorisés qui crient davantage leur ennui, leur désespoir dans une société incapable de proposer des raisons de vivre valables, de susciter des dynamismes spirituels engageants, d'offrir des objectifs qui appellent de vraies solidarités et d'authentiques dépassements. Les nationalistes et les artisans des révolutions culturelles n'ont pas trouvé la pierre philosophale. Ils n'ont pas en main toutes les solutions. Ils ne sont pas plus purs que les autres surtout dans leurs attitudes intolérantes. Mais nous les préférons à ces anti-nationalistes apatrides de chez nous, qui sont bien plus masochistes et bien plus irréalistes. Leur prétendu pragmatisme ne comporte ni pensée politique, ni risque spirituel, ni foi en l'homme et aux leurs, ni expérience profonde de solidarité humaine. Qu'offrent-ils à la jeune génération montante ? Souvent, ils se contentent d'en appeler à l'ordre établi et aux pressions de l'autorité. Leur critique est tout aussi stérile et vide de contenu. Ils méprisent les leurs et exaltent à qui mieux mieux des réalités que nos frères

anglo-saxons contestent eux-mêmes. Les contradictions ne sont pas toutes du même côté.

D'autres options honnêtes

Nous n'ignorons pas qu'à côté de ces antinationalistes stériles, d'autres citoyens honnêtes se refusent à une option nationaliste avec des raisons sérieuses et travaillent avec ardeur dans des voies différentes. Certains veulent jouer à fond la carte des conjonctures actuelles, quitte à recourir à la souveraineté nationale en dernière instance. Plusieurs peuvent vivre un nationalisme authentique sans pour cela vouloir une indépendance à n'importe quel prix. Dans les circonstances présentes, eux aussi jouent un rôle indispensable, fut-ce celui d'assumer des tâches nécessaires dans n'importe quel contexte politique, ou celui de rappeler que le nationalisme reste relatif dans l'aventure humaine des personnes et des sociétés. Il y a des droits de l'homme plus fondamentaux, d'autres solutions politiques possibles. Nous respectons ces citoyens vraiment engagés dans des options semblables. Pour nous, le nationalisme actuel soulève des questions très importantes que nous ne saurions escamoter. Jusqu'ici nous l'avons surtout considéré en prospective. Mais il faut aussi l'évaluer comme phénomène historique à la lumière des philosophies et des sciences politiques qui l'ont analysé. Nous serons amené à relativiser certaines affirmations « tranchées » ci-haut. Tel sera l'objet de la prochaine étape.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 3

Le nationalisme et les leçons de l'histoire

Un phénomène historique

[Retour à la table des matières](#)

C'est surtout au XIX^e siècle que le phénomène nationaliste a pris corps, après une longue gestation de plusieurs siècles. La Révolution française donnait une signification juridique à la souveraineté de la nation ; et cela dans le prolongement de la révolution de Cromwell en Angleterre, et de la déclaration d'indépendance des États-Unis. Comme le signale Delos, le principe de la libre disposition des peuples va bouleverser l'ordre européen, offrir un idéal de justice à la communauté internationale, et devenir «la force politique la plus considérable du XX^e siècle». La *Polis* grecque, l'Empire romain, la cité médiévale, les royaumes monarchiques n'appuyaient point leur politique d'abord sur le principe de nationalité. Le modèle féodal aura la vie longue, mais déjà les transformations culturelles, économiques et politiques, au moment de la renaissance, annoncent les révolutions du XIX^e siècle. Il faudrait aussi mentionner la réaction anti-

ecclésiastique et antiféodale des juristes du moyen âge, les découvertes scientifiques, l'émergence d'une bourgeoisie puissante, la colonisation des nouveaux continents, l'impact des guerres de religions, et la lente élaboration d'une pensée politique républicaine. Par là vont se constituer les premiers fondements d'un régime d'État moderne et les futurs cadres de nations vraiment souveraines.

Une mémoire ou une politique ?

Les premières remarques indiquent que la nation est moins un donné de départ qu'un point d'arrivée. Beaucoup de nationalistes l'oublent lorsqu'ils érigent en mythe l'appartenance culturelle comme une sorte de réalité fondamentale et aprioriste, laissant ainsi en veilleuse la dimension proprement politique qui relève d'une tâche rationnelle et volontaire. L'erreur est d'autant plus grave aujourd'hui, au moment où la culture elle-même devient davantage l'objet d'une responsabilité créatrice et d'une politique, et moins le prolongement d'un donné tout fait et d'une mémoire. Nous retrouvons ici la difficulté de définir les rapports entre nation, culture et politique. L'écheveau n'est pas encore démêlé même de nos jours. Le sera-t-il jamais ? Mais l'expérience centrale du XIXe siècle nous permet une première articulation malgré l'enchevêtrement des philosophies et praxis politiques de cette période.

État et nation se confondent !

Qu'il s'agisse des courants libéraux et démocratiques, ou des contre-courants totalitaires, l'expérience historique de ce siècle nous révèle une identification, pour ne pas dire une confusion, de la nation et de l'État. Celui-ci « personnifie la nation » devenue indépendante ; de là la doctrine de l'État national. Le fascisme postérieur poussera à sa limite extrême la réduction de ces deux entités pourtant distinctes. L'identification nationale absorbe en quelque sorte les fonctions politiques, économiques et juridiques de l'État ; la nation devient elle-même « le corps politique qui forme l'État » ; la vie civique se confond avec les intérêts nationaux. Nous connaissons les conséquences désastreuses de cette pratique politique d'hier. Or encore aujourd'hui

d'hui, certains nationalistes n'ont pas compris les exigences politiques d'un meilleur départage des frontières étatiques et des frontières ethniques ou nationales. Un minimum de culture politique les empêcherait de considérer l'État uniquement comme l'hypostase de la nation ou encore comme l'organisation plénipotentiaire du groupe ethnique.

Un tel nationalisme aboutit forcément au totalitarisme, au refus des autres citoyens, à l'oppression des minorités, à un rejet de différenciation des fonctions publiques de l'État. Les traits nationaux transcendent et même absorbent des droits plus fondamentaux de la personne humaine, sans compter les impératifs nouveaux du pluralisme urbain, de la mobilité croissante des capitaux, des techniques, des hommes et même des cultures. Totalement soumis aux intérêts nationaux, l'État né peut jouer à plein son rôle spécifique dans le régime de nos démocraties modernes. S'agit-il d'un principe de philosophie politique valable pour toutes les situations ? De toute façon les sciences politiques d'observation généralisent ce point de vue qui s'applique à la plupart des conjonctures connues, et encore plus à l'actualité historique (au Québec, les querelles linguistiques récentes ont trop peu mis en relief cette confusion fondamentale de la nation et de l'État, ce qui remet en cause les attitudes néfastes de certains mouvements nationalistes chez nous).

Vers un régime d'État

Un retour aux expériences du siècle précédent éclaire le premier problème soulevé. Avant l'exacerbation de la conscience nationale, est apparue l'aspiration à un véritable régime d'État dont le modèle féodal avait empêché la naissance. En effet le vasselage, nous rappelle Delos, établit des liens en dehors d'un système juridique objectif et impersonnel que seul un État véritable peut créer. Nous ne signifions pas par là que les sociétés féodales ou autres n'ont pas établi d'ordre juridique et politique. Mais ce n'est qu'avec les régimes d'État moderne qu'ont pris place la différenciation des fonctions publiques, des pouvoirs et des droits, la distinction de la vie privée et de la vie publique tant pour les individus que pour les institutions. Le roi, par exemple, dans les régimes féodaux, laissait aux seigneurs-propriétaires le soin d'établir certaines normes, assimilait « les offices aux bénéfices ».

Ainsi une fonction publique s'exerçait dans la sphère du privé. Montesquieu y voit l'extinction du gouvernement politique et l'impossible accession des sujets au statut de citoyens égaux devant la loi et le droit. On en arrivait à un curieux mélange des modèles d'empire et de chrétienté, d'autorité militaire et paternaliste à la fois, de solidarités tribales et territoriales.

On aurait tort de reléguer aux oubliettes cette leçon de l'histoire. Certains nationalismes viendront à leur tour compromettre un véritable régime d'État en survalorisant les liens du sang et de la parenté culturelle, les droits territoriaux, les structures hiérarchiques et militaires et même des solidarités qui empruntent beaucoup au monde tribal. Ils joueront un rôle semblable à ceux du féodalisme et même de la première bourgeoisie qui marginalisaient les fonctions politiques de l'État et parfois les contrôlaient au-dessus de la tête des sujets et des gouvernants eux-mêmes. Nos sociétés modernes connaissent encore, sous d'autres modes, ces situations où des pouvoirs particuliers viennent fausser le jeu démocratique, brouiller l'action politique universelle de l'État, et s'approprient des leviers de contrôle en dehors des structures officielles. Ces propos ne doivent pas masquer les progrès accomplis et la lente évolution vers un régime d'État.

Là où nation et état se renforcent

Déjà le passage de la souveraineté universelle de l'Empereur à celle des Seigneurs, de la féodalité à la monarchie d'État, assurait les premières étapes. À partir du XIV^e siècle, deux forces vont s'affirmer et poursuivre une sorte de mouvement dialectique jusqu'à nos jours, l'émergence d'entités nationales et la mise en place d'un régime d'État. Elles se renforceront à certains moments, s'opposeront à d'autres et prendront tour à tour le dessus. L'État mettra beaucoup de temps avant de s'élever au-dessus de la nation. On verra même des reculs quand le nationalisme politique de certaines démocraties libérales deviendra ethnique, racial et totalitaire. Mais ne télescopons pas les chemine-ments historiques qui nous intéressent ici.

L'Angleterre, par exemple, ne suivra pas la même voie que celle de la France. La Grande Charte du début du XIII^e siècle annonçait de loin le futur régime d'État démocratique. La France de son côté devait affirmer son unité nationale en passant par la monarchie absolue. Elle ne bénéficiait pas de l'avantage d'insularité des Britanniques ; d'où une moins grande attention aux libertés publiques intérieures à cause précisément des menaces constantes de l'extérieur, sans compter les morcellements opérés par un féodalisme persistant. Comme le remarque Delos qui nous inspire ici : la nation se mirait dans la royauté. « Un Dieu, une Foy, une Loy, un Roy ». « La monarchie, tout en instituant l'État, se l'approprie, mais la nation s'approprie la dynastie et se reconnaît en elle » (T. II, p. 16). Les légistes qui avaient eu tant d'influence depuis le XIV^e siècle ne parvenaient pas à susciter des cadres juridiques capables de mieux situer les libertés de la nation et l'impérialisme de l'État monarchique.

Trois composantes du nationalisme libéral

Au seuil de la Révolution française, des légistes, des philosophes, des hommes politiques élaborent les premiers jalons de ce qu'on appellera le nationalisme libéral. D'abord la philosophie individualiste qui a pris son essor depuis la renaissance, apportera une nouvelle vision de la société, du « Contrat social », *des droits et libertés de l'individu* face aux contraintes politiques. Ensuite la reconstitution du *régime d'État* devra impliquer surtout la liquidation des trois ordres de la royauté. Enfin, c'est sous le signe de la *souveraineté de la nation* qu'on justifiera l'entreprise. Ces trois composantes ne se mariaient pas aussi facilement qu'il apparaît à première vue.

Les uns et les autres cherchaient à définir l'origine du pouvoir et la nature de la société. Comment concilier la pensée du « Contrat social » de Rousseau avec cette déclaration des droits de l'homme et du citoyen au moment de la Révolution : « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ». L'influence postérieure du Rousseauisme montrera toutes ses ambiguïtés. En effet le libéralisme individualiste et l'égalitarisme socialiste, le totalitarisme

et la démocratie, s'en réclameront. Quant à l'instauration d'un nouvel ordre juridique et politique, elle se fera plus avec la raison d'État qu'avec le concept de souveraineté nationale. Mais *la nation reste implicitement la valeur placée au-dessus de la loi et de l'individu*. Plusieurs critiques n'y ont pas prêté attention, précisément parce que les artisans de la révolution n'ont pas donné d'expression juridique à la nation comme telle. Les droits de l'individu et « l'exercice de la souveraineté » occupaient le champ de conscience. Cela est bien compréhensible puisque culture et nationalité ne subissaient aucune menace. Dans ce bouleversement des structures du pouvoir, on prenait pour acquis l'unité politique directe de la Nation et de l'État, si les Ordres et la royauté disparaissaient. L'entreprise ne se soldait pas pour cela par une liquidation totale des pouvoirs anciens. La position mineure du Tiers-État de jadis est inversée à son profit. Et c'est paradoxalement au nom de l'égalité, de la souveraineté du peuple qu'une nouvelle classe de privilégiés va s'imposer. N'est-ce pas l'histoire de bien des nationalismes qui se sont affirmés au profit d'une élite particulière ? En l'occurrence, les révolutionnaires du Tiers-État écraseront la tentative de seconde révolution de Baboeuf qui visait la socialisation de la propriété et du travail (avis aux socialistes du Québec qui préparent la seconde révolution après l'indépendance !).

Progrès de la conscience politique

Un progrès indéniable quand même. Une pensée et une praxis politiques, moins déterministes, plus rationnelles, plus volontaristes, commencent à se structurer. Elles annoncent un État adulte et un nationalisme d'esprit libéral. Elles fraient la route à un courant encore plus vital pour l'avenir : l'affirmation de la transcendance des droits de l'homme, surtout de sa liberté. Mais tout n'est pas clair. Rousseau transpose l'autonomie de la volonté individuelle au plan de l'État et de la loi, et tente de réconcilier cette double souveraineté par le mariage du contrat social et de l'état de nature. Malgré une apparente objectivité, le plaidoyer était entaché du subjectivisme prévalant à l'époque. Napoléon pourra s'en servir pour personnifier l'État !

Mais toujours la nation reste la substance première de l'État, et le peuple signataire du contrat social lui délègue l'exercice de son droit subjectif de souveraineté. Rien n'est moins assuré. En effet, sur quoi baser les relations entre nation souveraine et gouvernants ? Sur un contrat, une délégation de pouvoir, un mandat provisoire ou décisif ? Delos relève trois concepts jamais clarifiés et souvent indifférents : la volonté générale, la volonté nationale et la volonté étatique. Personne n'était en mesure de définir ou de distinguer par exemple le naturel, le culturel et le politique. Les considérations sur la nature de l'homme se mêlaient à des volontés politiques en dehors d'une vraie perception des conditionnements culturels et historiques. Sans doute y avait-il une bonne part de théorie pure sans conséquence dans les pratiques politiques.

Seule la valeur nation avait un sens plus réel, plus immédiat. Elle prendra progressivement une place prépondérante. Mais à cause des autres composantes précitées, le *nationalisme qui va grandir, sera plus libéral, plus rationnel et plus politique qu'ethnocentrique et instinctuel*. Les idées abstraites de la Révolution française nous rejoignent par delà les déterminismes historiques des idéologies de la fin du XIXe siècle et de la première moitié du XXe, par delà surtout des nationalismes racistes qui ont succédé à une première poussée libérale et démocratique. Les néo-nationalismes sauront-ils s'en inspirer ?

Faiblesse du nationalisme libéral

Mais qu'en est-il du nationalisme libéral dont nous venons de faire état ? Il relève davantage d'un mouvement historique que d'une pure doctrine (Delos). Il s'appuie sur *la lente montée de la démocratie, sur la foi en la liberté des individus et en la souveraineté populaire*. Et au sommet de ces convictions, pointe en arrêt *le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*. Les colonies d'Amérique du Nord servaient de meilleur exemple. Et le sort de la Pologne que beaucoup dénonçaient, devenait un point de référence pour les nationalismes européens en gestation ; de même la vaste entreprise d'unification nationale de l'Italie C'est d'abord l'idéologie de la démocratie qui a joué un rôle de catalyseur. « La démocratie est alors un régime qui remet au peuple la

source du pouvoir, la désignation des gouvernants, le contrôle de leurs actes. Mais ce peuple qui forme le corps politique de l'État, on le confond avec la nation. Ainsi la démocratie libérale et le nationalisme libéral ont une source commune : la liberté souveraine de la nation personnalisée. Aussi revendique-t-il les libertés démocratiques et les libertés nationales sous un même nom » (Delos, 11, 35).

Le nationalisme libéral, lui aussi, confond État et nation. il véhicule une conception très vague du peuple. S'agit-il de tous les citoyens, du groupe ethnique ou culturel, du corps politique de l'État ? Que veut dire le droit de disposer de soi-même ? Choix de formes de gouvernement ou indépendance politico-nationale ? Le « publique » se réduit-il au national ?

Un État nationaliste intolérant

Bientôt, on ajoutera le principe des nationalités qui reconnaît le droit à toute nation de constituer son propre État. Nos querelles contemporaines reposent encore sur ces équivoques. Au XIXe siècle le mouvement a joué dans les deux sens, de la nation à l'État, de l'État à la nation dominante. En effet dans le deuxième cas, le principe autorisait à imposer un nivellement des différences culturelles, une assimilation des minorités nationales, une « uniformisation au profit de la nationalité majoritaire ». (C'est un nationalisme plus subtil que nous connaissons bien au Canada !). Les prétentions démocratiques du moment n'aideront pas à démasquer ces faux visages et certaines contradictions. D'une part, une entité politique voulue librement et organisée de façon rationnelle par les individus, les groupes et l'ensemble du corps social ; d'autre part, des impératifs déterministes de similitude linguistique, culturelle, psychologique ou sociologique. C'est par là que se fera le glissement vers l'ethno-centrisme qui surplombe les libres décisions politiques de l'ensemble des citoyens, assujettit l'État aux fins nationales, et s'affirme comme l'unique source de légitimation du pouvoir. Le nationalisme libéral se condamnait ainsi et ouvrait la porte au prochain totalitarisme racial.

Vers un nationalisme totalitaire

Les premières intuitions du nationalisme libéral ne trouvèrent pas tout de suite leurs véritables expressions politiques. Mais les totalitarismes postérieurs ne sauraient nous empêcher de reconnaître ces premiers progrès du régime d'État moderne. Par exemple, la séparation et le mutuel contrôle des pouvoirs dont Montesquieu s'était fait le champion, remonteront en surface pour contester les diverses formes de dictature ou de totalitarisme. Ainsi, le premier nationalisme du XIX^e siècle voulait changer le centre de gravité de la souveraineté en structurant un véritable régime d'État, en donnant le primat aux droits démocratiques de l'individu et du corps politique populaire. D'où cette « conception libérale, volontariste, démocratique et politique de la nation ». Mais comme nous l'avons déjà mentionné, les problèmes laissés en plan, allaient compromettre ces premières acquisitions.

Depuis la Renaissance et la réforme, on ne parvenait pas à concilier cette double valorisation de l'individu et de l'État. Le balancier se promenait d'un extrême à l'autre, du subjectivisme à l'étatisme et vice versa, sans compter la confusion de l'État et de la nation. De plus, l'accession à une vision plus rationnelle de la politique avait perdu en route des impondérables très importants de la conscience collective, par exemple les solidarités culturelles et historiques, les liens aussi simples et profonds que le sang et le sol, les ressemblances psychologiques et sociologiques, les expériences de communauté de destin, et même une mythologie et une mystique qui invitent un peuple au dépassement. Or un nouveau nationalisme va naître de ces éléments humains laissés pour compte dans l'approche trop intellectualiste des droits de l'homme, du droit naturel. Il va prendre le contre-pied en affirmant unilatéralement le droit absolu de la collectivité sur l'individu, du public sur le privé, de l'État sur toutes les personnes et les institutions. Établissons la genèse immédiate d'un tel renversement en nous référant à l'expérience allemande analysée par Delos.

Cas différent de l'Allemagne

La Révolution française s'était déroulée dans un cadre géographique, culturel et politique, assumé par un régime d'État unitaire ; ce qui implique ce sentiment national implicite dont nous avons parlé. Reynold montre la situation différente dans une Allemagne qui a connu quatre histoires jusqu'au XXe siècle, celle des germains, celle de l'Empire franc, celle du Saint Empire, celle enfin de l'Allemagne. D'une part, absence d'un long et large loyalisme à une grande dynastie, d'autre part, un déplacement des centres géographiques d'influence... Germanie, Bas-Rhin, Vienne, Berlin. Où trouver les sources et les principes d'unité ? C'est dans le retour aux origines et dans la recherche de certains droits historiques fondamentaux que va s'orienter l'identification collective. L'ordre juridique des décrets ne se concevra pas sans un ressourcement au primitif, au plus fondamental de l'expérience allemande.

Le retour au primitif

La langue servira de premier filon. Puis, l'étude poussée des coutumes, des mythes et des épopées. Peu à peu on dégagera les profils de la race nordique, de ses premières organisations tribales. Alors que la Révolution française s'était reliée au droit romain et à la Cité grecque dans leur visée rationnelle et universelle, le nationalisme allemand s'appuiera sur le collectivisme de la communauté primitive, sur la fidélité aveugle à un chef, sur les liens du sang, de la parenté, de la race. Alors que la France se nourrit davantage du classicisme de type gréco-latin, les Allemands survaloriseront le romantisme et l'originalité de la culture germanique. Littérateurs et philosophes seront à l'affût de l'âme du peuple, de l'esprit propre à la nation, à la race, à l'histoire allemande. À la lumière de l'expérience primitive, ils chercheront les critères de la communion totale, de l'Un qui consacre et planifie l'histoire, la culture, la science, la religion et les institutions. Appuyés sur cette philosophie mystique du Tout transcendant, ils façonnent ainsi une psychologie politique totalitaire et messianique.

Bases philosophiques

Nous ne pouvons pas analyser ici toutes les sources philosophiques du nationalisme. Il est indéniable, par exemple, que la pensée kantienne axée sur l'autodétermination individuelle a inspiré la réflexion politique du nationalisme allemand qui transposait cette dynamique au plan collectif. De même la dialectique rousseauiste de la volonté individuelle et de la volonté générale permettait de tenter le dépassement du couple individu et société, citoyen et État. Un autre trait commun des philosophes était le refus de séparer la spéculation et l'action surtout dans la sphère politique. Un certain mysticisme envahissait aussi la conception de l'État et de la nation. Retour à Platon et à sa république ? Certains en arrivaient même à une sorte de théologie de l'État. Pensons à Hegel (encore aujourd'hui les vues de Marcuse sur la société pacifiée s'inspirent de ce grand courant philosophique qui oscille de l'idéalisme au matérialisme extrêmes). C'est par la politique que vont se réconcilier la raison d'État et le salut de l'homme, le temporel et le spirituel, la vie politique et la vie privée. On saisit aussi pourquoi Lénine, Staline et Hitler se sont faits métaphysiciens pour fonder leur politique. D'autres, avant eux, avaient préparé les voies. Mentionnons en terminant la dialectique de la lutte comme agent principal de l'évolution de la nature, de l'histoire et des sociétés. Les guerres totales modernes plongent ici leurs racines idéologiques. Enfin, la diversité dans la nature consacre en quelque sorte le découpage de la terre en États-nations comme des entités naturelles et culturelles.

Mais voyons de plus près les fondements philosophiques du nationalisme allemand.

De Hegel à Hitler

La philosophie idéaliste de Fichte, de Schelling, de Hegel emprunte à l'Univers religieux cette idée d'absolu qu'incarne le peuple allemand et son État, et leur vocation universelle. « C'est vous (Allemands), qui parmi tous les peuples modernes possédez le plus nettement le germe de la perfection humaine, et à qui revient la préséance

dans le développement de l'humanité... si vous sombrez, l'humanité tout entière sombre avec vous sans espoir de restauration future. » Fichte servira-t-il de caution à l'hitlérisme ? Le rapprochement est déjà permis quand on connaît l'objectif de l'auteur : éduquer la nation, former l'État parfait et recréer le monde entier à leur image. Le nationalisme allemand aura donc un fondement philosophique, métaphysique.

L'apport d'Hegel le prouvera davantage ; l'Esprit s'immerge dans l'histoire, se réalise en elle, s'incarne dans l'État, dans une politique. L'État allemand exprime cette réalité centrale qui entrera en dialectique avec les autres peuples pour une synthèse supérieure d'humanité. L'individu, sa liberté et sa responsabilité, s'actualise par la qualité de communion à l'État, seul sujet de l'Esprit, du Tout en devenir historique. Il n'y a pas de place pour les droits transcendants de l'individu. Celui-ci ne se réalise qu'en se laissant conduire par l'Esprit moral qu'est l'État lui-même. La politique se transmue en mystique et en métaphysique immanentiste qui prendront des racines très matérialistes dans les totalitarismes futurs. Tributaire de l'expérience historique allemande et de son exégèse prévalante, Hegel trouve l'unité et la souveraineté de l'État dans un pouvoir personnel et absolu. Il faut une incarnation simple et concrète de l'individualité de l'État, de l'Esprit à l'œuvre au cœur de l'histoire politique du monde. Nous savons comment Hitler prétendra incarner l'Esprit du peuple, l'âme de la Race, la raison d'État. La divinisation de l'État aboutira à celle de la race germanique. Il y a ici une filiation indéniable même si Hegel n'a jamais explicité de telles conséquences.

Origine commune du socialisme et du nationalisme ?

On a plutôt vu l'influence de Hegel du côté du marxisme ou de la gauche socialiste. Pourtant sa pensée, comme celle de Rousseau, a servi autant à la droite qu'à la gauche. Le nazisme comme le marxisme ont interprété Hegel dans un sens matérialiste. Pensons au rôle du Parti dans les deux cas ; il incarne la conscience révolutionnaire que reflète à son tour, pour l'achever, le mouvement de l'histoire. De part et d'autre tout se ramène à un dynamisme vital antécédent à la cons-

science individuelle, c'est l'action de l'Esprit dans le monde (Hegel), c'est l'évolution dialectique (Marxisme, influence des sciences naturelles), c'est la force universelle de la race supérieure (Nazisme). Il y a ici des convergences qui unissent étroitement le nationalisme et le socialisme dans leurs sources profondes. Ce que beaucoup de critiques d'aujourd'hui semblent ignorer dangereusement. Les événements récents comme ceux de Chine, de Cuba, de Tchékoslovaquie, du Vietnam, de plusieurs pays africains, etc. le leur rappellent pourtant. ⁴

Dans le cas des Allemands, on ne peut manquer de voir une continuité, à tous les plans, dans la montée du nationalisme raciste qui atteindra sa cime avec l'hitlérisme. Il faudrait mentionner bien d'autres jalons, celui de Nietzsche particulièrement. Volonté de puissance, refus de l'idéologie égalitaire, vitalité physiologique, autant d'appuis pour le racisme futur. La plupart des courants philosophiques allemands du XIXe siècle fondaient ces idées-force des totalitarismes de droite ou de gauche, qu'il s'agisse de l'orthodoxie d'État, du Parti unique, de la dictature du Chef ou du prolétariat.

Au matérialisme historique de Marx les nazistes substituent une sorte de mystique biologique de la race supérieure, mais c'est toujours dans un cadre hégélien et darwinien semblable. Évidemment, bien des nuances seraient à apporter ici. Il y a de toute façon des parentés spiri-

⁴ Comment se situe le nationalisme par rapport au socialisme ? Nous ne pouvons nous attarder ici sur ce problème. Signalons toutefois certaines coordonnées importantes. Chez Lénine, par exemple, le nationalisme est un tremplin aussi longtemps que le capitalisme n'a pas vaincu les structures féodales. Il en mesurait l'importance dans le cas des Polonais face à la Russie tsariste, de même pour tous les pays sous-développés. Mais là où le capitalisme s'est vraiment installé, les mouvements nationalistes deviennent réactionnaires et font le jeu des pouvoirs en place. Avait-il vu juste ? Nul ne peut nier l'impact du nationalisme dans la lutte du petit peuple Vietnamien contre l'impérialisme américain. Est-il un seul pays qui a atteint le socialisme sans passer par le nationalisme ? La gauche, chez nous, devrait en tenir compte pour un jugement et une pratique politiques mieux articulés. Le nationalisme est polymorphe dans le temps, dans l'espace, dans la diversité de ses expériences. Par l'une ou l'autre de ses formes, il échappe à toutes les théories politiques qui se sont voulues décisives en la matière. Il suffit de comparer le manifeste socialiste de 1848, celui de Lénine en 1916, celui de Tchékoslovaquie en 1968. Voir aussi H. Davis, *Nationalism and Socialism*, N.-Y. Monthly Review Press, 1967.

tuelles certaines entre les mouvement politiques, philosophiques, scientifiques et culturels au XIXe siècle. Les théories évolutionnistes des sciences naturelles, par exemple, ont envahi tous les champs de la pensée et de l'action. Nietzsche, Marx, Durkheim et Freud ne sont pas étrangers à « L'origine des espèces de Darwin » et à ses théories scientifiques.

Encore aujourd'hui

Sans doute les divergences ne manquent pas sur des points essentiels, mais trop de facteurs communs plaident pour le partage d'un même fond et de méthodes semblables. Ne voit-on pas aujourd'hui un Marcuse rassembler dans son projet critique Hegel, Marx et Freud, tout en essayant d'impossibles réconciliations et dépassements. Lui aussi puise à son tour dans le mysticisme et le romantisme allemands pour établir l'Utopie mystique de la future société pacifiée au delà des affrontements dialectiques radicaux à entreprendre. Il appelle à sa rescousse l'autre courant mystique du subjectivisme individualiste pour consacrer la mutuelle inclusion de l'instinct collectif et de la liberté individuelle, du gouvernement et du peuple, du principe de plaisir et du principe de réalité, bref de l'individu et de la société. N'en déplaise aux chantres de la sécularisation et d'une eschatologie toute neuve, de la société et de l'homme nouveau, les mythes anciens remontent en surface, l'histoire reflue avec d'étranges récurrences. Nous le verrons particulièrement avec les néo-nationalismes. S'il y a progrès ou commencement, ce n'est jamais à partir de zéro. Nos esprits modernes se pensent trop facilement les témoins d'un âge absolument inédit. En dessous, au-dessus et au cœur des révolutions techniques et scientifiques, il y a l'homme et l'histoire qui ne s'évaluent pas mécaniquement ou organiquement avec la même rigueur que celle des processus chimiques ou biologiques. La science, érigée en mythe au XIXe siècle, a été utilisée souvent pour bâtir des systèmes inhumains. Et nul ne saurait exercer un esprit critique devant les situations contemporaines sans un regard lucide et profond sur le creuset historique de ce fameux XIXe siècle.

Un bilan historique plutôt négatif ?

Le matérialisme le plus dur succède à l'idéalisme le plus pur, la race prend le relais de l'État, l'aspiration à la liberté se transmue en libéralisme oppresseur, l'idéal d'égalité se résorbe dans le socialisme totalitaire, l'appel à la fraternité justifie les nationalismes les plus xénophobes et oppresseurs. La petite mèche des droits fondamentaux de la personne humaine restera vacillante et toujours menacée au milieu des courants extrémistes de l'individualisme et du collectivisme. L'homme, non pas abstrait, mais historique, a peine à émerger d'aliénations sans cesse renaissantes, pour transcender et dominer l'État, la race, la nation, le parti, la science et la religion. Pour ce qui est du nationalisme, les Allemands n'ont pas été les seuls à se proclamer le peuple élu dans le monde. Pensons aux artisans du Risorgimento et du fascisme en Italie, au messianisme polonais de Wronski, à la France éternelle de Michelet et de Maurras, à la gloire impériale anglaise, à l'impérialisme communiste des Russes, à l'orgueil nippon, et plus récemment, à la prétendue vocation mondiale de la révolution culturelle chinoise, à l'ultra-nationalisme de l'empire économique et militaire des Américains ⁵, au néo-nationalisme exacerbé des jeunes nations indépendantes. N'y a-t-il pas là un bilan historique affligeant pour la dignité humaine ? Il nous faudra un second regard pour glaner le bon grain dans ce champ d'ivraie.

Un second regard sur le nationalisme historique

⁵ Nouvelle terre promise, terrain d'élection de la Providence ! les « élites » américaines n'ont pas cessé, tout au long de leur histoire, de se prétendre à la pointe de l'évolution de l'humanité. Ce sentiment s'est accru jusqu'à nos jours. C. Julien, dans *L'empire américain*, en montre tous les jalons. D'un président à l'autre, le même discours de saveur messianique se répète. « Dieu a fait de nous les maîtres organisateurs du monde pour que nous établissions l'ordre là où règne le chaos... sans cette force, ce monde retomberait dans la barbarie et la nuit. Et entre toutes les races, il a désigné le peuple américain comme la Nation de son choix pour finalement conduire à la régénération du monde. » C. Julien, *L'empire américain*, Grasset, 1968, p. 60.

Certains sentent le besoin de reconstituer de grandes fresques historiques pour bien situer un phénomène comme celui du nationalisme. Ils analysent le passage du clan à la tribu, du village à la cité, de celle-ci à la nation et de là à l'internationalisme qui comporte des empires, des alliances et même des politiques planétaires, bref un élargissement des appartenances. Ils évaluent les catalyseurs de cette évolution : les conquêtes militaires, l'invention des nouvelles techniques, la division du travail et les échanges commerciaux, le perfectionnement des moyens de communication, l'expansion des grandes religions universalistes, etc.

Après cette longue remontée, on revient à des explications moins lointaines. Les uns s'attardent à scruter les conséquences de l'émergence de la philosophie individualiste au déclin de l'ordre médiéval et au seuil de la renaissance. D'autres s'attachent davantage à l'apparition d'Églises nationales accompagnée de la montée de bourgeoisies qui défendaient un mercantilisme protectionniste. Enfin, certains privilégient les luttes menées par les groupes ethniques pour leur émancipation vis-à-vis les empires, les nations dominatrices et les dynasties supranationales.

Pensons aux Polonais passant d'une domination à l'autre, aux Grecs et aux communautés slaves devant l'empire Ottoman, aux pays d'Amérique latine vis-à-vis l'Espagne, aux États-Unis et plus tard à l'Irlande et à tant de colonies qui rejeteront l'autorité politique de la Grande-Bretagne.

Danton, en 1792, faisait de la Révolution française le tremplin de l'insurrection des peuples. Ce fut davantage Napoléon qui déclencha la réaction en chaîne des guerres nationales du XIX^e siècle. Mais, encore là, la volonté de souveraineté originait beaucoup plus de l'expérience historique des grandes monarchies et des manœuvres des nouveaux pouvoirs bourgeois que de la révolte des masses. Le nationalisme servait souvent de prétexte, comme dans le cas des guerres d'unification en Allemagne et en Italie. Napoléon lui-même avait donné le ton. En 1809, il en appelait au sentiment national des Hongrois contre la dynastie impériale. Même tactique en Italie, en Pologne, dans les Balkans, etc.

Évidemment, des facteurs nouveaux venaient s'ajouter aux causes politiques immédiates des nationalismes. La révolution industrielle bouleversait les traditions, les structures sociales. Les concentrations urbaines et les nouvelles classes sociales rendaient inapte l'ordre traditionnel des pouvoirs et accusaient le décalage entre les transformations techniques, les rapports socio-économiques et l'organisation de la société. Après l'abdication du pouvoir monarchique, en faveur du pouvoir bourgeois mieux adapté aux nouvelles formes d'urbanisation et à l'industrialisation, apparaissait bientôt l'idéologie de la démocratie égalitaire qui trouvait sa filiation dans la souveraineté populaire de la Révolution française.

Bien avant les premières poussées révolutionnaires du socialisme en 1848, les guérillas nationalistes italiennes avec Mazzini faisaient des expériences semblables à celles de beaucoup de néo-nationalismes modernes du Tiers-monde. Tous ces mouvements historiques ont pris naissance dans des situations de changement social et intellectuel violent. Même les communautés de base familiales, religieuses ou autres, en subissaient les contrecoups et ne pouvaient plus servir d'agents de cohésion et de stabilisation. Le nationalisme était autant effet que cause de ces besoins profonds, y compris celui d'une identité mieux définie. Il ne saurait se réduire à un phénomène de classe moyenne ou de bourgeoisie, puisqu'il a pris corps aussi dans des contextes politiques qui ne comportaient pas de véritable bourgeoisie autochtone. (Voir E. Kedourie, *Nationalism*, London, 1960, p. 101-102). Mazzini considérait les tenants du pouvoir en place comme des étrangers, un peu à la façon des nationalistes modernes face aux colonisateurs.

Certaines nationalités se voyaient totalement dépendantes de gouvernants qui ne parlaient pas leur langue et ne partageaient pas leur culture.

Mais malgré l'indépendance acquise, surgissait parfois une nouvelle forme d'oppression encore plus insupportable, celle d'une classe privilégiée de la nation elle-même. On se rend compte alors que la domination d'étrangers n'était possible qu'avec la complicité de groupes d'autochtones. Des mouvements nationalistes et socialistes nés sous le signe de la libération ont abouti plus d'une fois à une impossible réconciliation entre les neuves structures politiques et la liberté des

citoyens. L'histoire s'est répétée trop de fois pour ne pas rendre tout citoyen nationaliste ou non très circonspect. La distinction de Machiavel garde son actualité. Il y a tout un monde entre l'acquisition du pouvoir et son exercice. La multiplication des coups d'état avec les intentions les plus pures n'est pas étrangère à une forme de nationalisme qui recèle un despotisme tantôt latent, tantôt manifeste.

Tagore dans son ouvrage : *Nationalism (1917)* souligne à quel point les expériences nationalistes européennes ont été exportées dans les autres continents comme des substituts de cultures et de politiques détruites par la colonisation occidentale. Un peu comme si les Occidentaux avaient favorisé un type de gouvernement en divorce radical avec la nation, les cultures particulières, les modes de vie collective.

Pour comprendre ces phénomènes profonds, nous sommes obligés de retourner à la genèse des nationalismes en Europe. C'est là qu'on trouve les grandes difficultés de l'articulation politique de deux entités qui sont apparues presque de façon concomitante : le régime d'État moderne et l'autodétermination nationale. L'ancien régime devenait l'ennemi commun pour ceux qui poursuivaient l'un ou l'autre objectif ou les deux à la fois. Il y avait d'une part les tenants d'une séparation claire entre les questions culturelles assumées par les institutions nationales et les affaires politico-économiques prises en charge par un État juridiquement autonome ou un gouvernement supranational. D'autre part, une autre famille politique considérait la politique, l'économie et la culture comme des réalités indissociables.

Les uns et les autres constituaient la gauche politique vis-à-vis l'ancien régime ; d'où ce difficile départage entre démocratie libérale, socialisme égalitaire et souveraineté nationale. On verra plus tard l'ambiguïté à son paroxysme quand les artisans du nazisme et du fascisme se présenteront sous le signe du national-socialisme dans le cadre d'une pseudo-démocratie plébiscitaire. Mais ne télescopons pas les étapes suivies par les nationalismes européens. Il faut saisir l'impact de ces courants et contre-courants politiques du XIXe siècle. Comment sous-estimer, par exemple, la méfiance des groupes culturels dominés qui craignaient tout autant l'oppression de nouveaux régimes étatiques que celle des anciens. On était au carrefour des querelles historiques les plus vives. Par ailleurs, toute nation parvenant à une sou-

veraineté étatique menaçait à son tour, soit les minorités culturelles, soit les voisins non émancipés. Pensons au nombre de nationalités qui occupaient l'Europe du centre et de l'est : Allemands, Polonais, Juifs, Tchèques, Slovaques, Croates, Serbes, Lithuaniens, etc. Trois États principaux se partageaient cette partie de l'Europe à la fin du XIXe siècle, la Russie, la monarchie austro-hongroise et le Reich allemand, sans compter un découpage religieux très complexe. Aucune solution politique ne semblait offrir la moindre possibilité de sortir du cercle vicieux. Les partisans de l'État supranational étaient soupçonnés de visée impérialiste, et les nationalistes provoquaient l'émiettement des entités politiques et la révolte des minorités comme des majorités.

Ni la langue, ni le territoire, ni la religion ne pouvaient servir de critères d'unification politique. Comment bâtir un État-nation polonais, par exemple, s'il n'existe aucune homogénéité minimale, culturelle, linguistique, religieuse ou territoriale ou autre, en plus des facteurs de mobilité géographique, économique et culturelle, accentués par les changements profonds des structures économiques et sociales. Le problème se complique quand on veut cerner des droits historiques parfois contradictoires et souvent étrangers à toute rationalité juridique ou politique.

Voilà des points chauds à l'origine des deux guerres mondiales de la première moitié du XXe siècle. Les contradictions s'étaient accumulées surtout au XIXe siècle. Il suffit d'une culture historique élémentaire pour juger de l'illogisme du nationalisme de Danton qui revendiquait pour la France des frontières naturelles : l'Atlantique, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. De même en est-il du critère linguistique de Fichte. Pourquoi les Hollandais par leur langue germanique n'appartiendraient pas à l'Allemagne, et les pays de culture slave à la Russie ? Pourquoi les Ukrainiens, les Tchèques et les Slovaques ne revendiqueraient pas un État autonome à cause de leur langue propre ? Pourquoi la Norvège deviendra plus tard indépendante et non la Bretagne, l'Irlande et non l'Écosse, le Guatemala et non le Québec ? H. Kohn a en partie raison quand il fonde la nation sur une volonté collective plutôt que sur la culture, l'histoire, la géographie ou même la force. (*The Idea of Nationalism*, New York, 1944, p. 15).

Il y a des nations qui parlent plusieurs langues avec des résultats contraires, telles la Suisse et la Belgique ; d'autres s'accommodent de plusieurs races ou connaissent des luttes raciales terribles, tels le Brésil et les États-Unis. Des ensembles culturels très différents sont séparés par des minces frontières alors que des parentés spirituelles et des associations politiques se nouent malgré des centaines de milles de distance. Et pourtant les problèmes soulevés au XIXe siècle demeurent encore irrésolus aujourd'hui. Les critères d'autonomie ou d'indépendance politiques restent aussi flous et peu susceptibles de généralisation universelle. On n'en est plus au droit divin ou à la tradition, mais le principe de la volonté populaire reste tout aussi relatif comme toutes les formes de rationalité ou d'émotivité politiques. C'est encore le nationalisme qui est le premier ferment de cohésion et d'identification, malgré les exigences accrues d'interdépendance à tous les plans. Les antinationalistes extrémistes se montrent peu réalistes quand ils l'oublient.

Au XIXe siècle, on a mis du temps avant de comprendre que les minorités culturelles avaient plus de chance d'autonomie même dans un cadre impérial que dans l'État-nation. En effet, elles devenaient un corps étranger pour le gouvernement national et subissaient plus facilement la tyrannie du groupe dominant. Mais le jeu se brouillait quand on voyait l'impossibilité d'accéder au régime d'État moderne en maintenant en place des pouvoirs impériaux. L'Empire austro-hongrois ou celui de Napoléon se conciliaient très mal avec la nouvelle idéologie de la souveraineté du peuple et des droits du citoyen. L'État-nation tentait vainement de dépasser ces contradictions. Par les subterfuges bien connus des démocraties formelles : arrangements de la carte électorale, conditions particulières du droit de vote, privilèges des villes ou des campagnes, etc., le groupe dominant assurait son pouvoir au détriment des nationalités plus faibles. Si Wilson avait mieux connu l'histoire des nationalismes européens du XIXe siècle, il n'aurait pas tenté d'imposer le modèle américain au lendemain de la première guerre mondiale. La liberté des peuples ne coïncide pas avec l'autodétermination dans tous les cas. Il s'agit toujours d'un jugement politique en situation qu'aucune règle générale ne peut éclairer de façon décisive dans le temps et dans l'espace. Les formes de fédéralisme même les plus souples échouent ici et réussissent là, de même celles du nationalisme. Ce qui fonctionnait hier, s'avère inopérant aujourd'hui.

Lord Acton dans son essai *Nationality*, oppose de façon radicale la liberté politique et la souveraineté nationale, la prospérité, la paix et le nationalisme. Notre examen historique nous empêche de formuler de telles conclusions. Ici comme ailleurs, il n'y a pas de vérités politiques absolues. Il y a des fédéralismes oppresseurs et des nationalismes libérateurs et vice versa. Seules la justice, la liberté et la fraternité humaines comme valeurs inséparables jugent en définitive les idéologies, les systèmes politiques, les sociétés et les individus. Une infinité de solutions politiques restent possibles, offrant toujours des avantages et des inconvénients, des appuis ambivalents pour la conscience du citoyen. La rationalité juridique, toute nécessaire soit-elle, ne recouvre pas ces impondérables humains auxquels les individus et les sociétés attachent une telle importance jusque dans les raisons les plus profondes de vivre, et dans les engagements les plus déterminants. L'appartenance culturelle et nationale révèle son importance ici, en deçà des expressions politiques toujours décevantes.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 4

Nationalisme et droits de l'homme

Nationalisme et droits de l'homme

[Retour à la table des matières](#)

Avant de pousser plus loin notre recherche, relevons des ambiguïtés que comportent les deux formes de nationalisme déjà analysées, et cette fois en rapport avec la pièce maîtresse de l'histoire politique des derniers siècles, *i.e.* les droits de l'homme.

«Au regard du nationalisme libéral, les droits de l'homme et du citoyen masquent les droits du national, tandis qu'au regard du nationalisme ethnique, les droits issus de la nationalité masquent les droits des citoyens et les conditionnent» (Delos, *op. cit.*, II, p. 148).

Nos conceptions et nos tâches politiques comme notre vision de la société et du monde nous renvoient en dernière analyse à notre philosophie de l'homme. Est-il, oui ou non, le premier et le dernier transcendant de l'aventure historique et planétaire ? Est-il l'ultime sujet de

droit en deçà et au delà de l'État, de la nation ou des communautés elles-mêmes ? Ses droits absolus relativisent tous les autres, y compris, ceux du sang, du sol, de la culture. C'est cette transcendance qui est constamment menacée. Les droits de l'homme précèdent, fondent et dépassent ceux des citoyens qui à leur tour ont le primat sur les droits de la nation et de la culture. Tel apparaît la philosophie de base de l'histoire démocratique récente. ⁶

Primat de la personne

La personne humaine ne se réduit pas à sa dimension politique. Elle échappe mystérieusement à tous les cadres philosophiques, politiques ou culturels. Elle les déborde tout en s'y insérant. Elle représente une sorte de « surexistence spirituelle » au-dessus de la nature, de la culture et de la cité. Le statut le plus démocratique de citoyen n'assure pas de lui-même tous les besoins et les aspirations de l'homme, et encore moins son avenir absolu.

De même en est-il du droit national. La nation, pour le nationalisme ethnocentrique, établit l'homme dans sa dépendance obligée à son appartenance culturelle et historique. Elle impose une sorte de déterminisme particulariste au départ. Ce n'est pas la personne qui est première, ni même l'État, mais la communauté ethnique.

La liberté, l'égalité et la fraternité des hommes passent par ce lieu nécessaire. Le diagnostic est limpide et simple. D'un côté la personne libre et ses droits, de l'autre la nation et son inévitable déterminisme totalitaire. La conclusion antinationaliste va de soi. Mais voilà un juri-disme bien abstrait.

⁶ Voir M. Tremblay, *Réflexions sur le nationalisme*, in *Écrits du Canada français*, no 5, Montréal, 1959. L'auteur, au nom de cette Tradition démocratique, établit une opposition un peu simpliste entre sociabilité politique et solidarité nationale, entre communauté d'appartenance et société organisée en fonction des besoins de tous, entre droits de l'homme et intérêt national, entre « justice générale » et particularisme d'une nation minoritaire.

Second regard sur les droits culturels

L'homme, comme la société, est toujours en situation. Rien ne semble plus incorporé à son individualité personnelle, que ses liens de sang et de culture, ses solidarités psychologiques et sociologiques dans une même communauté d'appartenance et une même histoire. Il y tire encore ses principaux critères d'identification même dans la société industrielle et urbaine la plus cosmopolite. Peut-on séparer avec autant de facilité les droits de la personne, de la citoyenneté et de la nationalité ? L'appartenance culturelle, par exemple, reste un lieu fondamental pour l'autocompréhension de soi, pour l'épanouissement de la personnalité. On ne parle pas vainement de déracinement, d'aliénation, de dépossession, d'expropriation quand un individu ou une communauté perdent leurs attaches culturelles. *La façon de vivre, de sentir, de penser, de communiquer, marque non seulement la personnalité en profondeur, mais elle fait partie de ses raisons de vivre, de ses projets vitaux.*

Apport de l'anthropologie culturelle

Les nombreuses études sur les émigrants ont montré toutes les limites des psychologismes et sociologismes faciles. Des cultures remontent en surface après des périodes prolongées d'oppression politique ou même de simple mise en veilleuse. Le cas de l'émigrant reste toujours le plus révélateur. Il porte longtemps sa culture d'origine et il met beaucoup de temps à assimiler sa culture d'adoption. Mais il ne saurait vivre sans l'une ou l'autre. La philosophie démocratique des droits de l'homme, en négligeant quelque peu cette dimension humaine profonde, a parfois provoqué les excès des nationalismes. Ceux-ci n'ont pas réagi à vide ou pour rien. Il serait ridicule de croire que ces mouvements historiques ne viennent que des eaux troubles de l'instinct de puissance, de l'autodéfense infantile, ou de la pathologie collective ou de quelque théorie mythique ou mystique. La sèche rationalité juridique et scientifique, les processus aveugles de l'urbanisation et de l'industrialisation, les nouveaux déterminismes artificiels des techniques ont suscité une crise d'identité et une reprise de ce qu'on appelle les néo-nationalismes et la remontée des facteurs cultu-

rels. Les pseudo-modernes ne voient ici que reflux vers la folk-society, nostalgie des modèles ruraux, récurrence d'un naturisme primitif, régression collective infantile, peur du risque et idéalisation du passé et de l'originel. Nous sommes à un niveau où mémoire et politique deviennent inséparables.

Sources des néo-nationalismes

Parler d'une nouvelle culture à inventer, de nouvelles valeurs à assumer, porte à faux si on ne tient pas compte des appartenances qui existent déjà, des critères d'identification que tant d'hommes veulent défendre. Il y va plus que l'adaptation des hommes à la technologie, à la mobilité, aux ruptures incessantes, au pluralisme, à la planification. On ne mettra pas facilement le bulldozer niveleur dans le champ des cultures et des nationalités. Les théoriciens comme les praticiens du « développement » s'en rendent compte de plus en plus. Eux aussi véhiculent une culture implicite qui apparaît comme un agresseur plus insupportable que le paternalisme des porteurs du génie technique.

On comprend alors comment les néo-nationalismes représentent des tentatives plus ou moins réussies d'identification, de restauration de véritables rapports horizontaux entre les hommes, de vie communautaire bien enracinée. C'est aussi par là que les droits de l'homme se concrétisent, se spécifient, prennent chair et vie.

Les droits, comme l'homme lui-même, deviennent des concepts abstraits, sans leur insertion dans un lieu, un milieu, un contexte historique et culturel. Les juristes des Nations-Unies en ont mesuré toute la portée quand ils ont voulu définir les droits de l'homme. La diversité des points de vue ne venait pas seulement des philosophies ou de systèmes politiques différents, mais aussi de la riche complexité des cultures et des expériences historiques.

Une communauté française en Amérique !

Le cas du Québec français a soulevé l'intérêt de bien des chercheurs des sciences humaines, américains ou européens. Qu'une telle communauté ait pu survivre et même commencer de s'affirmer au

creux même d'un des plus grands creusets de l'histoire en étonne plusieurs. Tout rendait et rend encore ce défi difficile à surmonter. D'abord la force inouïe et la séduction quasi universelle des modèles culturels américains. Puis les facteurs historiques, économiques, politiques, géographiques et autres qui se renforcent de la façon la plus cohérente pour créer ce qu'on a appelé le *melting pot* américain. En Amérique du Nord, on ne saurait vraiment parler qu'une seule langue. En effet, une forte économie très intégrée, une mobilité super-rapide, un réseau interurbain de plus en plus resserré, une massification intensive de la production, de la consommation, de l'information et de la culture exigent des moyens de communications uniformes et à la portée de tous. De tels conditionnements surtout économiques amènent plus d'un Canadien à désespérer d'une autonomie politique et culturelle réelle. Et le désarroi est à son comble quand on voit un mouvement nationaliste franco-qubécois qui croit pouvoir aménager un cadre politique assez autonome pour assurer l'épanouissement d'une culture originale, et cela même au nom du droit. Folie pour les uns, scandale pour les autres. Or, envers et contre tous, au delà de toutes les rationalités politiques ou économiques, ce fait historique et politique existe aujourd'hui en dehors de toute idéologie raciste, messianique ou autre. Que se passe-t-il ? Nous poursuivons ici une hypothèse déjà esquissée, au risque d'être mal interprété. Elle a sûrement une certaine vraisemblance.

Au delà du juridisme

Nous nous demandons si ce qui se passe au Québec ne rejoint pas certains phénomènes de pointe en Amérique du Nord, et même ailleurs. Nous avons signalé déjà la remontée des facteurs culturels que les modèles politico-économiques du capitalisme et du socialisme avaient mis en veilleuse. Nous ne voulons pas ici chanter rêveusement la vertu des petites nations. Il s'agit d'une expérience humaine beaucoup plus profonde, celle d'une recherche de vraies communautés humaines au sein d'une société bureaucratique, technocratique, fonctionnelle et sur-spécialisée.

Les jeunes, peut-être plus libres, crient leur étouffement, leur refus, et en même temps leurs aspirations à de véritables solidarités huma-

nes. Ils cherchent à tâtons des modèles d'identification et de vie communautaire. Les expériences se succèdent, beatniks et hippies, fêtes psychédéliques, contestations de l'école et de l'Université. C'est peut-être l'impossible communion humaine dans la technopolis qui provoque de telles révoltes.

Culture et politique

Un impondérable difficile à saisir dans un cadre politique et juridique ! Et pourtant, il prend un poids aussi important que le droit d'exister, de travailler, de gagner sa vie. Nous sommes bien au delà de toutes les rationalisations autour du grand thème à la mode, du slogan-cliché qu'est la participation. Nous découvrons que notre propre expérience nationale actuelle, dans ses dimensions politiques et culturelles, est beaucoup moins éloignée des droits de l'homme que certains critiques veulent bien le reconnaître. Or comme nous l'avons vu, c'est par la culture qu'une vraie communauté porte un nom comme une personne ; c'est par elle que s'établissent les rapports les plus fondamentaux entre les hommes, les plus quotidiens, les plus signifiants. Qu'elle apparaisse aujourd'hui davantage une réalité humaine à construire qu'un héritage 'déterminant comme l'hérédité, cela lui donne une force politique et juridique accrue. Dans cette perspective, les néo-nationalistes qui cherchent une expression politique autonome de leur culture propre, devancent bien des prétendus démocrates aliénés par un humanisme universaliste abstrait. L'échec de nos démocraties formelles (formalistes) doit nous conduire à une critique aussi lucide que celle des totalitarismes nationalistes ou autres.

Contradictions des idéologies officielles

Au nom de la démocratie, certains soutiennent que les droits culturels et nationaux sont « d'abord des droits de l'homme et non des droits du groupe » (c'est le cas de Delos qui a écrit ces lignes durant la guerre naziste de '40). On comprend facilement les craintes qu'il entretenait à ce moment-là. Les dangers du nationalisme existent toujours, comme les mauvaises expériences, d'ailleurs. Nous sommes défiants, en Occident particulièrement, devant le « collectif » qui fait tout de suite penser aux malheurs des collectivismes surtout de type raciste ou

ethnique. Mais nos solutions politiques au problème des rapports entre individu et société, personne et communauté, gouvernement et peuple, n'ont convaincu ni les uns ni les autres. Si la survalorisation du collectif dans certains systèmes politiques et idéologies récentes a contribué à menacer les libertés individuelles et les droits de l'homme, les plaidoyers sur le primat de la personne et de son autodétermination ont servi la cause d'un libéralisme ennemi des réformes sociales et politiques qui auraient pu aider à la promotion et à l'émancipation d'une majorité défavorisée. N'est-ce pas cette dernière situation qui prévaut non pas seulement dans les pays sous-développés, mais au cœur des sociétés les plus avancées ?

Nouvelle paupérisation

En effet, on se rend compte de la paupérisation d'une couche importante de population au cœur des « progrès » enregistrés dans des pays à forte croissance économique. Les écarts et les déchets humains d'un tel progrès augmentent paradoxalement. Les biens abondants comme les droits se concentrent davantage dans des minorités privilégiées en dépit des mécanismes officiels de redistribution de la richesse et de la mise en place de services collectifs. Même dans un pays aussi riche que les États-Unis, plus d'un spécialiste du développement ont noté la pauvreté des équipements collectifs, les disparités régionales profondes, le regain de pauvreté autant dans les grandes villes que dans les campagnes. Les circuits économiques fonctionnent à des niveaux inaccessibles aux couches populaires. Les poussées inflationnistes du coût de la vie grèvent terriblement les petits, surtout au chapitre de la cherté des biens essentiels (Galbraith). Pour les pays pauvres, le drame s'accroît à cause de la baisse du prix des matières premières qu'ils exportent et de, la hausse des produits industrialisés qu'ils importent.

Refus des libertés collectives

Que devient la liberté de la personne dans un tel contexte ? Seules les personnalités fortes réussissent à se frayer leur chemin et à bénéficier des avantages du progrès. La mobilité sociale connaît de nouveaux seuils infranchissables. Le problème est donc sans solution aus-

si longtemps qu'une certaine idéologie individualiste de la personne humaine écarte systématiquement l'expression juridique et publique des libertés collectives, des mouvements populaires de libération. Nous en trouvons un exemple dans la doctrine sociale de l'Église catholique jusqu'à tout récemment. À temps et à contretemps, elle a affirmé la primauté de l'initiative individuelle tout en insistant sur la fonction sociale de la propriété privée. C'est la première orientation que retenait la bourgeoisie catholique surtout en Amérique du Sud pour refuser des réformes agraires et industrielles nécessaires au bien-être des défavorisés.

Même dans les pays riches peut-on évoquer aussi facilement l'universalité des libertés individuelles garanties par les institutions étatiques, quand tant de pauvres n'ont pas les moyens financiers pour réclamer la justice devant les tribunaux ? Dans le pays du « monde libre », le drame s'enracine dans une idéologie qui sépare trop facilement libertés personnelles et libertés collectives. On aboutit à un individualisme juridique qui a contribué à l'appauvrissement de la solidarité communautaire dans nos démocraties modernes, à l'écrasement des minorités, des régions pauvres et des petites nations. Pourtant celles-ci on pu s'épanouir quand elles ont été reconnues dans leur originalité et leurs dynamismes propres au sein d'ensembles économiques et politiques non niveleurs ou unitaires. Il y a de faux et de vrais fédéralismes comme il y a de faux et de vrais nationalismes.

Ambivalence du protectionnisme

Ces justes rapports entre individu et société, entre gouvernement et peuple, entre structures politiques et nations, entre droits de la personne et droits communautaires sont compromis autant par un antinationalisme aveugle que par un nationalisme xénophobe. Certains des jugements historiques et politiques justifient un regard positif sur des attitudes Protectionnistes transitoires qui ont permis à des nations de prendre consistance pour établir par la suite des rapports de partenaires égaux. Évidemment nous n'ignorons pas ici que d'autres formes de protectionnisme ont fait naître des impérialismes nationalistes exécrales. Il n'est pas facile d'établir des règles universelles en ce domaine. Il reste que les néo-nationalismes décolonisateurs s'appuient sur des

droits plus fondamentaux que ceux des pays riches qui camouflent leurs intérêts sous le couvert des droits internationaux de marché libre. Tout le réseau financier des entreprises supranationales étouffe des collectivités entières dans leurs aspirations les plus légitimes. La liberté au service des plus forts quoi !

Pseudo-démocratie

Comme l'affirme Domenach, si les institutions protègent les libertés individuelles, ce sont les peuples qui créent et qui portent les institutions. Il y a bien des façons d'attenter à la liberté. Une nation menacée de disparition malgré les aspirations de ses membres et leur importance démographique ne saurait se consoler par les libertés démocratiques que lui offre le groupe dominant assimilateur. Comment mettre dans le même sac juridique, les droits de l'individu immigrant, ceux d'une minorité munie de tous les privilèges possibles, et ceux d'une communauté nationale au seuil d'une liquidation historique possible ? C'est demander à tout un peuple de risquer un suicide collectif ou de sacrifier les éléments essentiels de son identification comme peuple. N'est-ce pas une agression très grave sur la dignité de la personne humaine dans ses solidarités les plus profondes ?

Certaines conceptions de la démocratie ont fait naître un unitarisme plat qui fait fi des richesses humaines et culturelles de nations entières. Mouvement irréversible de l'histoire ? En effet les ordinateurs comme les réseaux urbains de demain ne connaîtront pas les différences de cultures, de religions ! Elles deviendront des anachronismes et des obstacles à l'unification et au progrès de l'humanité ! Seuls demeureront les droits de l'individu et des règles politiques supranationales. Où sont les rêveurs ? Du côté des nationalismes ? Il m'est avis que des peuples entiers continueront à faire la révolution pour refuser une telle déshumanisation et s'affirmer dans leur être véritable. Ce n'est pas jouer les prophètes ici, puisque déjà le mouvement prend une ampleur sans précédent. Les grands blocs comme les empires, comme les megapolis, suscitent des ferments inouïs de révolte latente chez le petit peuple, chez les petits peuples. Pensons au Vietnam, à Cuba, à la Tchékoslovaquie.

Nous sommes ici à un niveau de problématique en deçà de la question québécoise soulevée. auparavant. Avant de partir d'un État national et de solidarités internationales économiques et politiques, il faut saisir des sujets historiques où des communautés humaines ont conscience de partager un destin commun, une appartenance qui qualifie les hommes jusque dans leurs raisons de vivre, de travailler et d'aimer. Certains craignent que ces entités humaines ne doivent imposer de dures contraintes aux individus pour se maintenir et progresser. Le contraire est encore plus vrai. L'agression sur une culture et une nation se répercute en des traumatismes graves chez les individus. Tous les peuples dominés en savent quelque chose. Réduire le problème à une question de fanatisme ou de repliement, à une « passion de la différence ou de l'originel », c'est aussi répréhensible qu'exalter la nation au détriment de droits, de valeurs et de principes inaliénables. Une base individualiste ne vaut pas mieux qu'une base ethnocentrique pour situer des droits. Si des nations ont dangereusement soumis l'éthique et la légalité à des cadres trop étroits, culturels et historiques, il est arrivé aussi que des classes, des minorités privilégiées ont imposé leurs droits en sacrifiant ce qu'il y avait de plus vital chez les autres.

Bourgeoisie antinationaliste

Il y a parfois derrière des plaidoyers apparemment démocratiques, des intérêts égoïstes et un relent de mépris bourgeois pour l'émancipation du peuple lui-même. On retrouve cela au cœur des nations opprimées chez les élites qui peuvent se passer de libertés collectives. Le bénéfice qu'elles tirent des colonisateurs ou des assimilateurs amène à des trahisons plus graves que celles des clercs, décrites par J. Beuda. Il est si facile d'accuser de dogmatisme ceux qui doivent « mettre le paquet » et même engager de grands risques pour défendre leur droit d'exister. Certains se font une belle jambe en parlant de « saine émulation », de concurrence stimulante avec les plus forts. Encore faut-il les conditions minimales et un fair play qui respecte les règles du jeu. Quand on souffre moins des aliénations, on adopte plus facilement le langage des groupes dominateurs, on dore la pilule à avaler. Mais les plus défavorisés n'acceptent pas cet optimisme facile qui s'accompagne d'un mépris inavoué des siens. Nous pourrions parler tout autant d'une bourgeoisie antinationaliste que d'une bourgeoisie nationaliste.

L'une et l'autre veulent profiter différemment d'une situation ; mais c'est toujours sur le dos des laissés pour compte. Ici, nous prêtons davantage attention à la première qui réussit à se camoufler de façon plus subtile que la seconde. Au nom d'une prétendue largeur d'esprit, d'une reconnaissance universelle des droits de chacun, elle cherche à maintenir le statu quo, peu importe si l'ensemble de la nation n'a pas accès de fait aux libertés individuelles qu'elle proclame et dont elle jouit.

Nous en savons quelque chose au Québec. Par exemple, la reconnaissance officielle de la langue française au Canada ne semble pas entraîner chez plusieurs fédéralistes la reconnaissance de la communauté culturelle et politique qui est la matrice principale de cette langue. Vision très étriquée du fait politique de la nation canadienne-française et de l'entité québécoise qui lui sert de point d'appui essentiel. Un Québec français, sans les pouvoirs essentiels à un État moderne, contredit alors la prétention fédéraliste à une égalité de chances pour tous les Canadiens. L'homme québécois français existe. Il n'est pas le fruit d'un rêve nationaliste ou d'une pure idéologie séparatiste. Il a conscience d'appartenir à une province qui n'est pas comme les autres. Le nier, c'est s'aveugler sur la portée réelle du mouvement historique que nous vivons chez nous actuellement, sur la force d'impact d'un néo-nationalisme qui devient de plus en plus agressif devant tant d'incompréhensions et de moratoires insupportables.

Des droits sans pouvoirs

Parfois les refus deviennent subtils. On accordera des droits officiels, mais en soustrayant les moyens et les pouvoirs pour les défendre ou les promouvoir. Encore ici, l'histoire de nos démocraties occidentales, autant que celles des pays totalitaires ou des peuples colonisés, nous livrerait mille et un exemples de cette fumisterie. Comme le dit Pascal, la justice sans la force est impuissante et la force sans la justice est tyrannique. Les démocrates ont emprunté beaucoup à l'idéalisme de Rousseau, mais l'histoire jusqu'ici a donné raison à la *Real politik* qui a prêté attention surtout aux rapports de forces. Nous n'avancions pas ici un jugement de valeur, mais une constatation de

fait. D'ailleurs, aujourd'hui les sciences politiques elles-mêmes mettent moins l'accent sur l'étude du droit public et du fonctionnement juridique des organes de l'État, et s'intéressent davantage aux phénomènes liés à l'acquisition, à la répartition et à l'exercice du pouvoir entre les hommes (DABIN). Elles cherchent les influences qui jouent sur le « *political decision making* ». Déjà au siècle dernier, Max Weber formulait en ce sens les objectifs de la sociologie politique. Il est plus révélateur d'analyser les énergies profondes du corps politique que les structures formelles.

La philosophie politique nous entraîne à son tour vers l'interrogation normative des rapports de forces que la science empirique observe. Hobbes, inscrivant la violence dans la nature même de l'homme et de la société, voit la politique comme un monopole de la violence pour mieux dominer celle-ci. Il s'appuie sur la conviction que la justice raisonnable ne s'impose pas d'elle-même aux hommes (*Auctoritas, non veritas facit legem*). C'est ce que T. Parsons appellera : *The Hobbesian problem of Order (The Social System*, p. 36). Mais cette force monopolisatrice de la violence par le pouvoir politique est en vue de la paix, de la protection de la communauté et des citoyens eux-mêmes.

Marx ne s'assimile pas ici à Hobbes. Pensons à son concept de lutte des classes, à sa vision de l'État comme instrument de domination par une classe. Ricœur l'a bien vu dans sa critique du Marxisme. La visée d'une société sans classe implique la disparition de l'État et même de la politique, même si l'un et l'autre, nés de la violence, doivent disparaître par la violence.

Au delà du pessimisme politique

Ainsi beaucoup de courants de pensée en philosophie politique, qu'ils soient d'inspiration marxiste, libéraliste ou chrétienne, glissent vers un pessimisme navrant en face de la politique. Nous optons pour la raison contre la violence, mais sans verser dans l'idéalisme factice de certains démocrates. Le mauvais usage de la politique ne la condamne pas dans sa vérité profonde, comme des structures formelles justes n'assurent pas ipso facto une quotidienneté démocratique pour tous. On n'évitera pas la réalité paradoxale de la condition hu-

maine où la raison et la passion entrent souvent en conflit. C'est la double face de Janus dont parle Duverger. Kant et Machiavel sont à réunir pour que le droit légitime le pouvoir et pour que celui-ci valorise le droit.

Mais la politique s'incarne toujours dans des projets historiques forcément imparfaits. D'où l'importance de vérifier dans les pratiques concrètes non pas seulement la vérité des normes, mais la justesse de leurs applications, non pas seulement les statuts juridiques, mais le rapport des forces en présence.

Comment reprocher à une communauté nationale menacée, sa volonté de donner à sa promotion une expression politique dynamique ? Lui garantir des droits culturels en la laissant hors du circuit des pouvoirs politiques décisifs, c'est favoriser d'une part, l'oppression de la nation dominante et d'autre part le recours obligé à la violence chez les laissés pour compte. L'abc d'une culture politique nous apprend à évaluer le décalage entre les déclarations de droit et les programmes politiques, entre les énoncés de principes et les attitudes réelles des plus forts.

Des privilèges camouflés

Que de fois la liberté assurée des privilégiés se bâtit au détriment de la libération des asservis. Les premiers relativisent étrangement des droits fondamentaux tout en rendant intouchables leurs positions acquises. Dès que leurs intérêts sont compromis, toutes les rationalisations deviennent bonnes : respect des droits acquis, nécessités historiques, impératifs économiques, supériorité naturelle, que sais-je encore ? Pour ceux qui ont déjà le pouvoir politique, la nationalité des minoritaires n'apparaît pas comme un sujet juridique ou une personnalité morale. Ils parleront de conditions historiques contingentes, de caractéristiques culturelles bien relatives et parfois même de réalités folkloriques.

Seuls les individus et l'État seraient sujets de droit. Pourtant la relativité historique s'applique tout autant à ces derniers. Voici un exemple de raisonnement très révélateur : « Que dire des institutions éco-

nomiques, politiques, familiales, religieuses. Chacune tend vers des buts *indépendants* des contingences ethniques et nationales » (Delos, *op. cit.*, II, p. 168). Comment réagiraient devant cette affirmation les Québécois francophones obligés à parler anglais dans des usines où quelques individus anglo-saxons imposent une autre langue dans les rapports les plus quotidiens ? Pures contingences historiques indépendantes des buts de l'institution ?

Évidemment, les responsabilités de l'État débordent la mise en oeuvre des droits nationaux. Mais ceux-ci, comme nous l'avons montré, appellent une attention particulière, tellement ils concernent la personnalité profonde des citoyens. Une nation n'a pas d'avenir sans des institutions marquées vraiment par la culture qu'elle porte. Le slogan « sans distinction de race, de langue et de religion » se couvre d'un idéal humanitaire admirable. Il a servi surtout ceux qui avaient déjà toutes les garanties culturelles et juridiques pour leur groupe d'appartenance. Au Canada, plusieurs Anglo-Saxons veulent la même école pour tout le monde, les mêmes institutions pour tous, et cela au nom du principe précité. Évidemment ce sera des écoles anglaises, des institutions dans l'esprit du Wasp (*White, anglo-saxon and protestant*).

Un pseudo fair play

On a reproché aux Québécois francophones leur déficience devant la démocratie. Cette attitude est bien compréhensible quand on sait comment, tout au long de l'histoire, les protections juridiques restaient plus souvent un vain mot pour eux, non seulement avant la Confédération, mais durant le dernier siècle où on a faussé la règle du jeu constitutionnel. Bilinguisme imposé seulement aux Canadiens français, rejet systématique des droits scolaires des minorités françaises, discrimination dans les secteurs publics et privés de la vie politique et de l'économie, usurpation de ressources fiscales sans remises au Québec. Des facteurs historiques s'additionnent ici. L'absolutisme royal durant le régime français et l'autoritarisme conservateur de l'Église ont influencé longtemps les comportements politiques. Mais nous sommes d'avis que les injustices perpétrées par les conquérants pèsent davantage dans la balance. Comment les nôtres pouvaient-ils accepter un pseudo

gouvernement représentatif contrôlé par la minorité anglophone (1792-1867), et son pendant majoritaire fédéral à partir de 1867. Plus encore que les accrocs juridiques, les attitudes de mépris et de domination du nationalisme anglo-saxon ont suscité un nationalisme de repli chez les Canadiens français. Le premier séparatisme a été vécu par l'élément anglophone d'abord. Et que dire de ce fanatisme antidémocratique que les minorités françaises ont dû subir dans le pays, particulièrement au chapitre des questions scolaires. Seul le Québec a établi une politique démocratique d'éducation pour ses minorités, il les a même favorisées au détriment de la majorité francophone.

Or certains trouvent le tour, malgré tout cela, d'accuser les Québécois de fanatisme quand ils réclament le dixième de leurs droits. Il a fallu parfois lutter pendant cinquante ans pour obtenir des miettes de droits : chèques bilingues, quelques commis canadiens-français, etc. Après des décennies d'humiliation dans leur dignité humaine la plus profonde, ceux-ci se virent acculés à des options de plus en plus radicales. Ils ont des aspirations de pauvres, une psychologie de prolétaires, des moyens encore très limités en plein cœur d'une société opulente. Peuvent-ils risquer de perdre le peu qu'ils ont dans une politique d'indépendance qui attirerait inévitablement les représailles économiques du groupe dominant ? Ici, en Amérique du Nord, quand les intérêts financiers des plus forts sont menacés, le respect des droits de l'homme et des nations devient lettre morte. C. Julien dans son ouvrage : *L'empire américain* en a donné des centaines d'exemples.

Un nationalisme antidémocratique ?

Rien n'indique encore que le peuple québécois francophone soit prêt à payer cher sa libération.⁷ Les uns veulent encore jouer la carte fédéraliste avec le plus d'honnêteté et de détermination possible ; d'autres s'accrochent à leur sécurité immédiate et restent absents des engagements politiques ; un nombre grandissant affirme une volonté d'accéder à une souveraineté ouverte. Chez la plupart, existe une tendance

⁷ H. Kohn souligne que le projet nationaliste repose davantage sur la volonté d'un peuple que sur la culture première, la langue, l'histoire, la géographie ou même la force et le pouvoir. H. Kohn, *The Idea of Nationalism*, New York, 1944, p. 15. Voir aussi E. Kedourie, *Nationalism*, New York, 1960.

nationaliste de plus en plus exacerbée par les refus multiples de la majorité anglophone. Ils se rendent compte que chacun des droits de l'homme perd sa signification et sa portée réelle dans un ensemble politique qui aliène radicalement l'individu et la collectivité francophones dans les secteurs les plus vitaux de leur existence. Ils comprennent davantage aujourd'hui l'inanité d'une certaine rationalité juridique abstraite que les démocraties officielles n'ont pas su appliquer aux plus défavorisés. Il s'agit ici du rejet d'une forme historique de démocratie et non du principe démocratique comme tel. Ce serait injuste comme il arrive parfois, de qualifier ce néo-nationalisme de « totalitarisme larvé » ou de sentimentalisme irrationnel. Il tient tout autant de la raison que de la volonté et de l'affectivité, tout autant de la tradition démocratique que des autres mouvements historiques de libération et d'affirmation collectives. Non pas qu'il soit couvert de toutes les vertus, et imperméable à des intentions machiavéliques. Des assoiffés de pouvoir, des classes privilégiées l'ont utilisé plus d'une fois à leur profit. ⁸

Mais ces abus ne le condamnent pas en lui-même. À ce compte-là, les fédéralistes devraient imposer à leur propre option les mêmes règles critiques, si tant est qu'aucun système politique ne jouit d'un « état de grâce » éternel !

De fausses oppositions

Il faut vraiment s'aveugler sur le présent et l'avenir pour affirmer que la souveraineté nationale deviendra aussi désuète que le droit divin des rois. L'internationalisme actuel s'accompagne d'un néo-nationalisme qui ne se pose pas seulement comme un contrepoids, mais comme une dimension complémentaire. La tension entre les deux reste bénéfique parce qu'elle permet de corriger les dangers des

⁸ A. Breton, *The Economies of Nationalism*, dans *Journal of Political Economy*, août 1964. « La démocratie anglaise est, entre autres choses, individualiste, libérale, bourgeoise, inégalitaire et propriétaire, tandis que l'autre (française) serait plutôt collectiviste, autoritaire, populaire, égalitaire et antipropriétaire ». Marcel Rioux montre ici à quelle profondeur culturelle les réalités économico-politiques de la dualité canadienne étendent leurs racines particulières. M. Rioux, *La question du Québec*, Seghers, 1969, p. 57.

deux courants ; dangers de nivellement culturel, d'impérialisme, d'écrasement des peuples plus faibles d'une part, dangers d'isolationnisme et de xénophobie et de régression d'autre part. Les compromis rationnels des marchés communs et des alliances politiques ne remplacent pas des univers culturels de valeurs qui identifient des peuples et des états et leurs expériences historiques propres. Les faux idéalistes se trouvent autant du côté des antinationalistes. Ceux-ci en appellent à la « raison politique » un peu à la façon des rationalistes du siècle dernier, comme si les valeurs humaines se réduisaient à des concepts juridiques opératoires.⁹ Aurons-nous à démystifier cette nouvelle idéologie positiviste comme il a fallu le faire dans le cas des nationalismes racistes ? Ses tenants s'opposent aux revendications culturelles au nom de la rationalité et de l'efficacité immédiates. Ils remplacent « l'outil grossier et rustique » du critère culturel par les instruments de la technologie appliquée à toutes les sphères de la vie collective. Est-il besoin d'analyser un discours aussi simpliste ?

Les péchés du nationalisme

Les néo-nationalismes aussi font bon marché de droits fondamentaux. Ils assimilent et confondent nation et État. Ils aliènent parfois la

⁹ C'est exactement le type d'arguments que l'on trouve dans l'ouvrage de P.-E. Trudeau, *Le fédéralisme*, Montréal, H M H, 1967. M. Rioux reproche à P.-E. Trudeau de sacrifier des réalités humaines et sociales au nom de la « vieille universalité abstraite de l'État bourgeois ». Ainsi l'indépendance bourgeoise permet de « transcender les particularités ethniques dont est affligée la presque totalité de l'humanité ». C'est toujours la même visée politique que P.-E. Trudeau poursuit quand il défend le fonctionnalisme et la théorie des contre-poids et de l'équilibre. Une mystification idéologique qui assure le *statu quo* et laisse dans l'ombre les réalités de classes, de groupes ethniques, de nations. « Qui fait la loi ? Pour protéger quels intérêts ? Qui domine dans cet État rationnel ? Les millionnaires ou les ouvriers ? Les Britanniques ou les francophones ? Quelle culture prévaut ? » Le Québec reste toujours minoritaire à un contre dix. Dans le néo-fédéralisme, il devient un gouvernement régional qui doit se plier à la règle du jeu de l'État-nation anglo-saxon, à son éthique protestante, à ses normes capitalistes. À P.-E. Trudeau qui promeut un nationalisme canadien, M. Rioux répond : « C'est beaucoup demander à un peuple qui constitue déjà une nation que d'entreprendre la tâche de se détruire pour construire, de toutes pièces, une entité qui, jusqu'aujourd'hui, n'est qu'un être de raison. » M. Rioux, *La question du Québec*. Seghers, 1969, pp. 135-166.

dimension politique spécifique de l'État. Évidemment, les nations ont dû lutter longtemps pour arracher leurs droits à des gouvernants aussi peu ouverts aux aspirations du peuple qu'aux libertés individuelles. Dans un tel contexte, l'affirmation nationale devenait un objectif prioritaire. Mais lorsque les États-Nations furent constituées, des minorités culturelles se voyaient à leur tour écartées des droits de l'homme et du citoyen. Les domaines civique, économique et juridique perdaient leur autonomie en face des impératifs nationaux, un peu à la façon de l'aliénation des défavorisés dans l'État libéral individualiste.

Les néo-nationalistes ne sauraient oublier les terribles leçons de l'histoire : guerres de frontières, conquêtes impérialistes, morcellement des solidarités nécessaires, agression des colonisateurs, sort tragique des immigrants, détournement des vraies finalités des institutions scolaires, religieuses, économiques ou autres. Toutes ces politiques répréhensibles avaient aussi des sources nationalistes. Nous sommes encore au seuil d'une véritable articulation des facteurs politiques et culturels, des entités États et nations, des droits internationaux et nationaux, de la nationalité et de la citoyenneté. L'État reste encore la seule institution globale, capable d'établir un ordre juridique qui protège tous les droits et assure le bien commun des diverses familles spirituelles et culturelles. Par ailleurs, l'interdépendance croissante des économies, l'émergence d'une conscience commune de l'humanité, le danger de guerres planétaires, les exigences d'une politique de développement à l'échelle de la terre entière nous forcent à envisager des cadres politiques et juridiques beaucoup plus larges que ceux des États actuels. En effet, faut-il le rappeler encore, l'État peut être aussi oppresseur que la nation. La statolatrie ne vaut pas mieux. Et elle s'alimente souvent à d'autres sources : la dictature d'une classe, les messianismes profanes ou religieux, les droits historiques, la supériorité technique et économique. Pensons aux motifs invoqués par les USA, l'URSS, la Chine, dans leurs politiques intérieures et extérieures. Chez nos voisins, la doctrine Monroe, la destinée providentielle, la vocation civilisatrice de liberté et de progrès matériel, ont servi de rationalisation pour des interventions nombreuses et indues de l'État américain un peu partout dans le monde.

Différenciation et intégration

Une saine philosophie politique nous ramène, malgré toutes ces déformations, à des composantes essentielles de l'évolution de l'homme et des sociétés ; différenciation et intégration, multiplicité et unité, liberté et règles de vie collective. Nous ne voulons pas céder à la tentation facile d'opposer de façon simpliste l'unitarisme de la tribu et le pluralisme de la technopolis. L'anthropologie culturelle a démystifié bien de nos prétentions modernes. En effet, les communautés primitives ont connu des formes très complexes de rapports humains, de gouvernement, de répartition des tâches. Par des voies différentes des nôtres, elles tentaient de faire éclater l'univers clos des expériences et solidarités immédiates. Par ailleurs, elles ont trouvé des formes de consensus collectif qui apportaient aux individus un minimum de stabilité et de sécurité. Nos modernes libertés individuelles et collectives constituent sûrement un progrès. Mais nous n'arrivons pas à refaire une règle commune du jeu entre les hommes, les groupes et les nations. Nous voilà, bon gré mal gré, obligés à un nouveau contrat social !

Si l'humanité redevient un « global village » grâce à un réseau extraordinaire de communications, à une technique unifiante, à un brassage des peuples, elle se débat aussi avec une complexification croissante des idéologies, des familles spirituelles, des rapports sociaux, économiques et politiques. Le culte du spécifique émerge avec autant d'impact que les phénomènes nouveaux de planétarisation. Nous pensons ici à ce témoin qu'est l'art moderne, remarquable par son caractère inédit et insolite malgré l'utilisation de techniques de plus en plus universelles. Cette « coïncidence des opposés » ne s'est pas exprimée de façon consistante au plan social et politique. Le balancier politique se promène de l'extrême droite à l'extrême gauche, de l'anarchie à la répression, du raciste au citoyen de l'univers ; du groupuscule révolutionnaire à l'entreprise multinationale surintégrée, de l'individualisme exacerbé au collectivisme mécanique, de la bureaucratie englobante à l'évasion dans la nature ou le psychédélisme.

Les grandes villes comme les États, les continents et les « blocs » essaient désespérément de concilier l'unité et la multiplicité. Ici, c'est une petite nation minoritaire qui se révolte contre l'assimilation dans un grand « tout » économique et culturel. Là, c'est une classe sociale engagée dans une lutte implacable pour dominer ou vaincre la domination d'une autre. Ai leurs, c'est un continent entier aux prises avec le sous-développement et les forces impérialistes. Des révolutions se font et se défont au nom de la liberté ou de l'ordre, de l'autorité ou de la démocratie, du progrès ou de la sécurité. On s'appuie sur des principes et des droits semblables pour poursuivre les objectifs politiques les plus opposés. Ainsi établira-t-on à partir des mêmes valeurs humaines les dossiers noirs du capitalisme, du socialisme, des révolutions culturelles et du sous-développement. Fédéralistes et nationalistes dressent un bilan impressionnant « des échecs de l'autre » pour le rejeter et s'affirmer. Et que dire des tentatives avortées de coexistence pacifique, d'équilibre des blocs, d'arbitrage onusien ?

Révolution voulue ou subie ?

Un gouvernement universel, un accord sur les droits de l'homme, une politique planétaire de développement apparaissent des utopies presque farfelues quand on les met en regard des situations de fait et des tendances politiques actuelles. Serait-ce prêter flanc au pessimisme apocalyptique que d'entrevoir une accélération de ce processus de babellisation où les hommes, les groupes et les nations ne s'entendent même plus sur la signification des mots qu'ils emploient ? Irions-nous vers la première révolution vraiment mondiale ? Une telle perspective inquiète la plupart des hommes à cause des puissances inouïes de destruction que les grands pouvoirs politiques et économiques détiennent. Jusqu'ici, on a circonscrit les champs de batailles malgré la portée internationale des affrontements. Il s'agissait quand même de guerres totales impliquant les populations entières. L'escalade militaire se poursuit partout si on en juge par les budgets de défense nationale de tous les pays. Plusieurs hypothèses explicatives ont été avancées :

- violence morale des plus forts qui acculent les plus faibles au recours scandaleux à la violence physique,
- écart grandissant des inégalités économiques qui placent des peuples entiers dans une misère insurmontable,
- débridement du nationalisme, du racisme et de l'impérialisme qui empoisonnent la conscience humaine,
- impossible accession des hommes à un amour et à un droit universels capables de dépasser les purs rapports de forces, d'unir la communauté humaine, d'égaliser les chances de promotion et de respecter les différences culturelles ou autres,
- démonisation des techniques et des sciences qu'on utilise à des fins de domination et d'exploitation.

L'homme d'abord

Devant de tels défis accumulés dans l'histoire contemporaine, on propose des diagnostics radicaux : une révolution mondiale qui restructure totalement le projet humain et ses expressions institutionnelles, une immense mobilisation des énergies vers des objectifs de développement intégral à l'échelle terrestre, un gouvernement international muni d'une autorité forte et de pouvoirs décisifs. Colombes et éperviers ne s'entendent ni sur les moyens, ni sur les fins. Les uns veulent porter les tensions actuelles jusqu'à leur limite critique et provoquer ainsi le saut qualitatif vers un homme nouveau et une société nouvelle. Les autres cherchent à éviter les sacrifices humains d'une telle entreprise et proposent une stratégie de réformes progressives plus respectueuses des hommes. Certains se replient sur les mécanismes de défense pour sauver ce qui existe et rejeter tout changement risqué.

Plusieurs sacrifient l'homme à l'idéologie, à l'ordre établi, à la révolution, au parti, à la nation, au profit ou au pouvoir. Or, c'est pourtant la qualité humaine qui jauge la valeur des diagnostics. L'avenir des droits de la personne et des communautés commence dans les desseins du cœur où naissent la droiture et la magnanimité, ou le mensonge, l'égoïsme exploiteur et l'orgueil dominateur. Comment ne pas relier les grands problèmes nationaux et internationaux à la quotidienneté

des individus et des groupes ? N'est-ce pas là d'abord que s'expriment des attitudes humaines ou inhumaines, le respect ou le mépris du voisin immédiat, la promotion ou l'écrasement des plus faibles ? Ne voit-on pas aussi des minorités persécutées se tourner contre elles-mêmes, des individus aliénés se détruire eux-mêmes ? Il n'y a donc pas seulement l'ennemi de l'extérieur. Un nœud de vipères au plus profond des consciences est à tuer, sans quoi la bonté originelle de l'homme ne prendra le dessus et les droits céderont toujours à la loi de la jungle, à l'oppression des plus forts comme à l'esclavage des plus démunis.

Voilà où nous a conduit le débat sur le nationalisme et les droits de l'homme.¹⁰ Il s'inscrit au creux de l'aventure historique des hommes en mal de libération individuelle et collective. Toute solution politique comporte l'ambivalence fondamentale précitée. Et les néo-nationalismes n'y échappent pas. Eux aussi sont menacés d'oublier le primat de l'homme tout court, du droit à la portée de tous, de l'unité et de la paix du monde. L'idéal révolutionnaire de liberté, d'égalité et de fraternité ne s'obtient pas par n'importe quel moyen, surtout pas par la haine. Celle-ci détruit tout autant nous-mêmes que les autres. Tous ceux qui en ont fait un mécanisme essentiel n'ont jamais réussi à bâtir de véritables communautés humaines. Nous ne laissons pas entendre

¹⁰ Au chapitre des droits de la personne, nous rencontrons à la fois des principes très fermes et une situation d'application très complexe. Le droit de conserver et de vivre sa culture est un droit fondamental de la personne. Mais également fondamental est le devoir de la personne de s'insérer dans la culture du milieu où elle accepte librement de vivre. Il est par conséquent inexact de souligner uniquement le droit qu'a toute personne à sa langue et à sa culture : il faut tenir compte de la situation. Or nous sommes ici en face d'un fait : depuis plus de trois cents ans, le Québec a tenu à conserver sa culture et à vivre en français, même si de par sa situation historique il se trouve sur un continent où prédominent une autre langue et une autre culture. Ceci posé, il faut écarter dès le départ des malentendus possibles : il ne s'agit pas de limiter l'individu à la connaissance d'une seule langue, ni de faire régler par le Québec le problème d'un bilinguisme de communication dans un pays de fait biculturel. En d'autres termes, il ne s'agit ni du problème de la polyglossie au Canada ni de celui que tente actuellement de résoudre le gouvernement fédéral à la suite du rapport Laurendeau-Dunton. Il s'agit d'assurer à la communauté française du Québec de pouvoir se servir de sa langue dans sa fonction naturelle, celle de la langue d'usage, et concrètement de la langue de travail et d'enseignement. (Un groupe de théologiens québécois. *Le Devoir*, 22 novembre 1969).

ici que le droit ne relève que d'une raison opposée à la passion. L'une sans l'autre s'avère aussi stérile. Il n'y a pas d'un côté le droit raisonnable et universel et de l'autre l'affirmation individuelle ou nationale passionnée et exclusive ; ou encore, une révolution politique fédéraliste et une contre-révolution apolitique nationaliste.

Le sens de l'État et de la nation

Ces propos nous ramènent à notre première démarche. Ceux qui veulent réduire le nationalisme à une pure donnée affective et culturelle, condamnent les groupes culturels, surtout les minorités ethniques, à l'incapacité d'accéder aux moyens nécessaires à leur épanouissement et à leur identification humaine. Par exemple, dans un cadre fédéral, une collectivité est toujours laissée pour compte si elle n'a pas d'entité politique propre. La confusion de l'État et de la nation majoritaire devient quasi automatique. Et le fédéralisme, comme forme d'organisation politique, perd de vue ses premières intentions d'aménager le bien commun des diverses familles spirituelles, et d'assurer la protection juridique de tous et chacun. De moyen politique qu'il était, le voilà érigé en fin absolue, incapable de respecter les différences riches et profondes des cultures et des collectivités. Or, c'est pourtant à ce plan des façons de vivre, des raisons de vivre, des formes d'identification qu'un nationalisme sain et ouvert influence le politique et le juridique. L'organisation étatique ou supra-étatique restera toujours un moyen essentiel et privilégié pour le droit moderne, mais uniquement un moyen. Elle ne surplombe pas les individus et les groupes, pour les asservir, mais pour les promouvoir. Quand les tenants du pouvoir l'oublient, les minorités nationales se voient acculées à réclamer l'indépendance politique totale. Et l'on retourne à l'émiettement politique et à la désarticulation de l'entité étatique et de l'entité communautaire et culturelle. La première absorbe la seconde ou vice versa. Au bilan, ce sont les droits de l'homme qui en subissent les plus néfastes contre-coups. Et le nationalisme ne saurait être le bouc émissaire de tous les problèmes politiques impliqués ici.

Dans une prochaine étape, nous allons considérer le nationalisme sous un autre angle, celui du socialisme. C'est au XIX^e siècle que ces

mouvements historiques : émancipation nationale, libération socialiste des masses, émergence des démocraties, ont pris corps ensemble sous des formes tantôt opposées, tantôt parallèles, tantôt convergentes. Nous ne saurions traiter du nationalisme sans analyser ses rapports avec un système politico-économique qui a si profondément influencé les cent dernières années.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 5

Nationalisme et socialisme

Un débat toujours actuel

[Retour à la table des matières](#)

Nationalisme et socialisme, deux mouvements historiques qui ont connu toutes les formes de mariage et de divorce politiques possibles. Les tentatives de théorisation de part et d'autre se sont butées constamment à des conditions économiques, culturelles et politiques qui participaient au processus d'évolution accélérée de l'histoire surtout depuis la fin du XIXe siècle. Il n'est pas facile, par exemple, d'analyser les différentes étapes de la pensée et de la pratique communistes vis-à-vis du phénomène nationaliste. Il n'y a pas seulement une diversité plus ou moins cohérente des divers écoles et leaders du socialisme. En effet, ceux-ci ont pris des positions différentes tout au long de leur itinéraire révolutionnaire. Ce fut le cas de Marx et de Lénine particulièrement. De même en est-il de ceux qui ont poursuivi leur

oeuvre dans des États socialistes où l'exercice du pouvoir changeait bien des perspectives. ¹¹

Nous pourrions prendre un malin plaisir à comparer les attitudes des chefs communistes du XIXe siècle et du XXe siècle vis-à-vis du nationalisme des Tchèques et des Slovaques. Compte tenu des événements singuliers de contextes politiques dissemblables, force nous est de constater certaines récurrences de l'histoire. Nos convictions les plus fermes doivent bien reconnaître l'ironie de la comédie humaine qui se réfracte dans les plus pures intentions. Ne serait-ce que pour nous empêcher de jouer les purs ou de nous asseoir dogmatiquement sur nos idées et nos analyses politiques. Comment ramener le nationalisme ou le socialisme à des définitions péremptoires ou à un moule unique et éternel ?

Nous ne saurions accepter certains diagnostics faciles qui ont cours chez nous ou ailleurs. Pensons à ceux qui réduisent le nationalisme à une entreprise bourgeoise ou le socialisme à un projet exclusivement

¹¹ Pour la première fois depuis 9 ans, s'est tenue une conférence de partis communistes à Moscou (1969). Le texte officiel ne sort pas des schèmes tout faits auxquels nous sommes habitués. Pensons à des déclarations identiques en 1959 et en 1961. Ce qui n'apparaît pas une fois de plus, c'est la question nationale sous-jacente à bien des conflits du bloc communiste. Sans compter les partis nationaux absents, les partis « microscopiques » invités à la conférence, six des quatorze partis au pouvoir n'ont pas signé le document et plusieurs autres partis ne l'ont approuvé qu'en partie. N'y avait-il pas une recherche d'autonomie nationale dans les refus du centralisme moscovite, à côté, évidemment de bien d'autres raisons ? Par exemple, le socialisme comme le nationalisme deviennent conservateurs et souvent dogmatiques quand ils sont au pouvoir. Or, parmi les formes actuelles de pluralisme, les expériences nationales ne comptent pas pour les moindres. Et le communisme n'y échappe pas. Personne ne sera dupe en lisant ce passage : « la coopération volontaire, excluant toute atteinte aux intérêts nationaux des États socialistes » ! Si le pouvoir soviétique avait respecté l'élan de la Tchécoslovaquie, le socialisme aurait sans doute fait un pas en avant dans le monde en prouvant sa capacité d'assumer certains phénomènes de pointe des révolutions culturelles, de la décolonisation, de la lutte anti-impérialiste et du néo-nationalisme. Celui-ci particulièrement, devient un instrument privilégié, soit des dictateurs fascistes ou des bourgeoisies autochtones liées au capitalisme. Le problème est donc très actuel, mais il s'est posé depuis le début de l'histoire socialiste avec très peu de bonheur.

international. Certains décrètent l'incompatibilité des deux idéologies ; d'autres affirment le primat de l'une ou de l'autre ; personne ne nous convaincra, en partant de principes absolus, que l'une doit précéder nécessairement l'autre ou qu'elles doivent s'accompagner. Faut-il le répéter, il n'y a pas de dogme au plan de la praxis historique et de l'action politique. Nous savons tous le danger de ces projets construits autour d'un seul pôle de référence ou d'explication.

Même les valeurs humaines les plus radicales et les plus transcendantes se corrompent quand on les vit isolément ou quand on les oppose les unes aux autres. À plus forte raison, y a-t-il une incessante démystification à poursuivre face à tous les systèmes politiques ou idéologiques qui prétendent incarner parfaitement la justice, l'égalité, la liberté, la fraternité des hommes. Le retour à la brutalité des faits, des attitudes réelles, des politiques en cours met en cause tout aveuglement idéologique. La politique et même l'idéologie seront toujours particulières. Rien ne saurait enfermer la richesse inouïe de l'aventure humaine dans des limites ou des voies assurées.

Nous ne déduisons pas de cette philosophie politique une sorte de refus d'engagement total ou de scepticisme devant toute idéologie. Ceux qui, au nom du pragmatisme moderne ou de la technique ou de l'urbanisation, annoncent la disparition des systèmes de tout ordre, véhiculent inconsciemment et implicitement une vision du monde, elle aussi idéologique. C'est le fait particulièrement de certains esprits qui regardent de haut le nationalisme et le socialisme, en refusant de penser ou d'admettre que le capitalisme est lui aussi un système. Toutes ces idéologies deviennent polymorphes dans leurs réalisations politiques, de telle sorte qu'aucun jugement ne saurait être porté sans se référer aux multiples situations où se déploient les projets et les intentions des hommes. Nous passons sous silence ces synthèses abstraites qui prétendent à une supériorité exhaustive en empruntant et en unifiant les « meilleures » composantes des idéologies et des politiques du passé et du présent. Tout aussi illusoire nous apparaît la volonté de faire table rase des expériences historiques et des modèles conçus jusqu'ici au nom d'une création politique *ex nihilo*.

C'est sur cette toile de fond que nous voulons entreprendre l'analyse du débat historique entre le nationalisme et le socialisme. Nous

espérons ainsi éviter, dans la mesure du possible, des interprétations et des conclusions dogmatiques. On comprendra aussi l'inutilité ou même le danger de tenter des définitions de départ. Notre examen reste limité et partiel. Il dégagera certains points de repère pour éclairer des décisions politiques qui dépendent de bien d'autres facteurs rationnels sans compter les impondérables de tout engagement historique. Encore moins accepterons-nous de verser dans le moralisme étroit qui identifierait à un bien ou à un mal absolu, le nationalisme ou le socialisme dans leurs formes concrètes. ¹²

Genèse du débat

Nous avons déjà signalé l'ambivalence d'un nationalisme historique qui a suscité tantôt de grandes réalisations, tantôt des crimes horribles. Pensons à l'émancipation des Hollandais vis-à-vis d'une Espagne réactionnaire, et au progrès qui s'ensuivit chez ce petit peuple extrêmement courageux. L'indépendance des colonies américaines fut un tremplin pour un essor véritable. De même l'unification nationale de l'Allemagne et de l'Italie. Les exemples ne manquent pas pour éclairer la première face de Janus. Par ailleurs, on n'en finit plus d'évaluer les ombres de la seconde. Le nationalisme de plusieurs peuples européens, hollandais, espagnol, portugais, anglais, français, fit naître autant d'impérialismes oppresseurs. C'est dans ce mouvement que devaient apparaître les premières guerres totales.

Le XIXe siècle devient le premier témoin important quand on veut mettre en regard trois grands courants politiques modernes : la démocratie, le nationalisme et le socialisme. Impossible de les comprendre sans les situer les uns par rapport aux autres, soit dans leurs combinaisons, soit dans leur exclusion ou leur utilisation mutuelles.

¹² Voir particulièrement H. Davis, *Nationalism and Socialism*, New York, Monthly Review Press, 1967. M. David, *Les travailleurs et le sens de leur histoire*, Cujas, 1967. C. Landaver, *European Socialism*, U.C.P. 1959. J. Connolly, *Socialism and Nationalism*, Dublin, 1948. Évidemment les oeuvres des penseurs marxistes demeurent les sources principales.

Marx vs Hegel

Hegel établit une première distinction entre État et nation. Un peuple qui se contente d'être une nation sans se donner un État, n'apporte rien au progrès de l'humanité et se condamne lui-même. D'où ces nations sans histoire, ces cultures sauvages, ces peuples qui méritent de disparaître ! Son nationalisme germanique dont nous connaissons les suites malheureuses, s'accompagnait d'une divinisation de l'État. Sans doute y avait-il chez lui des raisons politiques identifiables. Par exemple, il était persuadé que seul un État fort pouvait contrôler une société bâtie sur la propriété privée et sur la concurrence des intérêts particuliers. On se souviendra que la bourgeoisie triomphante des débuts du XIXe siècle avait semé déjà les premiers grains du libéralisme.

Marx allait dissiper des illusions du maître, Hegel. Dans « *l'Idéologie allemande* », il voit l'État, comme la création de la bourgeoisie, l'expression politique des aliénations économiques, le paravent de pseudo-libertés démocratiques, le substitut d'une véritable communauté humaine. C'est par l'action révolutionnaire du prolétariat que l'on bâtira une société sans classes et sans État. Au chapitre du nationalisme, sa pensée devient plus incertaine. D'une part, faut-il passer par celui-ci pour atteindre un véritable internationalisme, d'autre part, l'enjeu de la lutte des classes ne risque-t-il pas d'être brouillé au nom de l'unité nationale ?

Premières articulations d'une politique

Dans la décennie de 1840, la pratique du marché libre international semblait s'imposer comme une évidence. A. Smith le montrait en pointant le succès de l'Angleterre. Le manifeste communiste de 1848 considérait ce mouvement comme irréversible. La lutte devait donc s'engager sur un plan international. Céder au nationalisme protectionniste, c'était laisser le chemin libre à une bourgeoisie de plus en plus insaisissable dans les frontières nationales et inaccessible au plan de luttes purement politiques. Il fallait s'attaquer à l'organisation internationale des capitalistes surtout dans ses centres nerveux et se méfier des combats nationalistes. « Les travailleurs n'ont pas de patrie » disait

le manifeste de 1848. D'ailleurs, le capitalisme les aliène de leur propre culture nationale. Art, loi, moralité, religion font partie du système bourgeois ; aux travailleurs, il ne reste que la misère sans nom, sans caractère national. Certains contemporains peuvent sursauter en lisant ces lignes. Est-il si vrai que les prolétaires n'ont pas d'identification de type nationaliste ? La réponse n'est pas si simple encore aujourd'hui : « *I got no country. I got no flag* », cette affirmation d'un jeune noir américain rejoint en partie le manifeste de 1848. Certains milieux européens où s'est constituée une véritable classe ouvrière ont connu des attitudes semblables.

Il serait ridicule de ramener la pensée de Marx à un schème aussi simple. La victoire du capitalisme sur le féodalisme lui apparaissait nécessaire. De la révolution de 1848 à la commune de 1871, il avait acquis la conviction qu'on ne sautait pas au socialisme sans passer par un capitalisme évolué. Il soulignait l'importance des grands États au point de voir dans les petites nations un frein au progrès économique ; ce qui ne l'empêchait pas de dénoncer l'oppression des petites nations et de souhaiter une profonde unité nationale dans chacun des peuples. Mais on ne peut tirer de ses oeuvres une théorie cohérente sur le nationalisme et encore moins une unité de vue.

Après les premiers échecs du socialisme en Angleterre et en France, il fonda ses espérances sur l'Europe du centre et de l'est. Or, c'est là que les mouvements nationalistes surgissaient de toutes parts. Marx ne pouvait les ignorer même s'il les sous-estimait. D'ailleurs, l'Italie comme l'Allemagne travaillaient à leur unification à ce moment-là. Aussi commença-t-il à mieux articuler sa réflexion sur la question nationale. Par exemple, il souhaitait que la bourgeoisie progressive l'emporte sur la Prusse militaire ou l'Autriche réactionnaire, toujours pour mieux dégager l'affrontement du capitalisme et du socialisme. C'est à ce point chaud que le progrès décisif s'accomplirait. Mais la lutte du prolétariat se déploiera désormais sur une base nationale ; elle permettra l'émergence de vraies nations par l'abolition des classes.

Évolution de la pensée de Marx

Mais le nationalisme exacerbé des nombreuses communautés slaves mobilisait presque toutes leurs énergies. Déjà en 1848, Engels rappelait à Bakounine que la France et l'Angleterre sont devenues dynamiques quand les particularismes culturels et linguistiques ont été vaincus au profit d'une unité nationale plus large. Que peut-il sortir de bon de ces nombreuses nationalités qui réclament l'autodétermination et risquent de créer des problèmes insolubles, puisqu'elles sont mêlées les unes aux autres dans l'ensemble du territoire ? Marx, de son côté, craignait un pan-slavisme sous le régime réactionnaire de la Russie tsariste. Bakounine rétorquait : « ce sont des communautés slaves entières qui sont en situation prolétaire. Leur lutte ne saurait être étrangère au socialisme. » Marx rejette ce plaidoyer parce qu'il craint une sorte de ruralisation du socialisme alors que les centres industriels de l'Ouest ne sont pas encore passés au socialisme. Entretenait-il inconsciemment le désir nationaliste d'un prolétariat germanique à la tête du mouvement socialiste ? Il n'est pas facile d'y répondre. De toute façon ses efforts portaient avant tout sur la révolution internationale.

L'échec de la Première Internationale coïncide avec l'unification de l'Allemagne et celle de l'Italie. Dans les milieux socialistes, on cherchait vainement des critères cohérents pour mieux se situer en face des nationalismes : l'impérialisme des grandes nations, la lutte pour l'unité nationale de la Pologne jusqu'aux Balkans, l'indépendance nationale des colonisés africains ou asiatiques, sans omettre les Irlandais et les Tchékoslovaques. Marx et Engels n'apportaient rien de clair et de décisif dans un débat qui devait diviser le mouvement socialiste.

Les premiers écrits du jeune Marx comportaient des expressions très méprisantes pour les pays sous-développés. Les Mexicains étaient « les derniers des hommes » et les Chinois, un peuple stupide. Rien du langage anti-impérialiste et anticolonialiste ! Au contraire, l'action du Tsar en Asie centrale, celle de l'Angleterre en Inde, recevaient son approbation. Ses positions changèrent plus tard, par exemple, pour ce qui concerne l'Irlande. Mais toujours il gardait la hantise des luttes réactionnaires au nom de quelque idéal que ce soit. Le « Capital » en-

lève tout doute sur l'attitude anticolonialiste de Marx qui ne marquait aucune hésitation sur cette question, du moins dans la dernière partie de sa vie.

Le socialisme et le nationalisme populaire

Après la mort de Marx, les mouvements nationalistes prirent une nouvelle ampleur et les leaders de gauche ne parvinrent pas à détourner le monde ouvrier de la « démagogie patriotique de la bourgeoisie ». Celui-ci ne comprenait pas pourquoi ils opposaient conscience de classe

et conscience nationale. Ici les contradictions des positions marxistes éclataient autour des questions d'autodétermination, de la guerre offensive, du marché libre et du protectionnisme. Certaines prédictions de Marx s'avéraient fausses. Le niveau de vie des ouvriers s'améliorait et favorisait une certaine intégration dans la nation. Le progrès technique venait brouiller une idéologie qu'il avait sous-estimée. Et les préoccupations d'ordre international avaient diverti l'attention de la main mise de la bourgeoisie sur l'État national. Bientôt les révisionnistes gagnèrent beaucoup d'éléments socialistes à la collaboration avec les pouvoirs dans leur politique étrangère surtout, sacrifiant ainsi la liberté du peuple à des visées d'orgueil national.

Ainsi le monde ouvrier en Allemagne faisait front commun avec les chefs politiques, l'aristocratie, la bourgeoisie, la bureaucratie, les intellectuels et les Églises pour construire une Allemagne au-dessus de toutes les autres nations. On était loin de la mission historique assignée par Marx et Engels au prolétariat germanique ! A ce compte-là, les socialistes français antinationalistes que Marx avait rabroués dans le passé, prenaient une revanche. Mais eux aussi devaient tomber dans la même trappe à leur tour.

En Angleterre, le prestige de l'Empire s'imposait tellement que les militants socialistes se sentaient mal à l'aise quand ils osaient l'attaquer en public. Ils hésitaient même à soutenir leurs frères prolétaires d'Irlande dans leur lutte pour l'indépendance.

En Italie, il suffit de savoir que Mussolini conquiert d'abord son premier leadership dans le parti socialiste. En 1910, il soutenait que le prolétariat n'avait pas de patrie, et que les guerres nationales servaient uniquement les intérêts de la bourgeoisie. Quelques années plus tard en pleine guerre mondiale (1914) il devenait un nationaliste pur... et l'on connaît la suite.

Deux cas révélateurs

C'est en Irlande que notre recherche rencontre des expériences très précieuses. Le leader ouvrier James Conolly en défendant le nationalisme prolétarien nous apporte des indications précieuses sur les rapports possibles entre socialisme et nationalisme. Pour lui, c'est le rôle du prolétariat que d'amener l'ensemble de la nation à mobiliser toutes ses ressources matérielles et humaines pour atteindre l'égalité visée par le socialisme. « Le nationalisme sans le socialisme, sans réorganisation de la société sur les bases de la propriété collective des moyens de la production, devient vite réactionnaire, soutient Conolly. Il compte d'abord et avant tout sur l'action du prolétariat, parce que la classe moyenne et la bourgeoisie ont les mains attachées de mille et une façons par les pouvoirs britanniques surtout au plan économique. Il croyait cependant que des alliances provisoires étaient nécessaires, que le rejet des règles démocratiques détruisait le socialisme à long terme. Chez lui, la lutte économique ne se séparait pas de l'action politique comme deux univers autonomes. Au moment de la guerre de 1914, les socialistes irlandais se dissocièrent pratiquement de leurs confrères européens en dénonçant violemment cette « guerre capitaliste ». On les accusa de désertion le camp pour verser dans le nationalisme. Seul Lénine comprit en partie leur position qui d'ailleurs s'imposa plus tard chez les socialistes, dans le grand mouvement de décolonisation. Mieux valait aux yeux du mouvement irlandais, risquer certains échecs dans l'action révolutionnaire que de démissionner ou d'attendre l'heure par excellence. Les États-Unis ont connu aussi à la fin du siècle dernier ce débat nationalisme vs socialisme. La source immédiate se trouvait chez les immigrants européens concentrés dans certains secteurs industriels et urbains. Milwaukee, par exemple, eut

une administration socialiste ; et ses brasseries subissaient l'assaut de syndicats du même esprit. Au début du XXe siècle, ce sont quelques communautés nationales qui fournissaient les effectifs du jeune parti socialiste. La puissante centrale syndicale, *American Federation of Labor*, inspirée par Samuel Gompers, luttait systématiquement contre l'impérialisme et le militarisme américains, contre les interventions en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Mais les intérêts immédiats et l'intégration progressive des immigrés au fameux « Melting pot » rendaient silencieux la majorité des travailleurs, même les radicaux de jadis. Au fond, le capitalisme américain devait faire sortir le Mexique de son féodalisme terrien ! Il en était de même de l'action des États-Unis en Asie et ailleurs. Tout le monde en profiterait, les ouvriers américains compris ! On refusa par exemple une alliance avec les ouvriers philippins à cause de leur participation au mouvement d'indépendance. Ainsi, les slogans « dollar diplomacy » ou « big stick » pénétrent tout aussi bien le mouvement ouvrier. Au moment de la guerre 1914, *l'Industrial Workers of the World*, qui avait son siège aux États-Unis, n'obtint pratiquement aucun appui du monde ouvrier pour déclencher une protestation systématique contre cette guerre d'inspiration aussi bien nationaliste que capitaliste. Une fois de plus, nous mesurons l'inconsistance des positions du socialisme face au nationalisme.

Au bilan de ce premier tour d'horizon au début du XXe siècle, nous rencontrons le nationalisme comme modèle prévalant et cela jusque dans le prolétariat des diverses nations. La seconde Internationale marquait toutefois le pas sur les partis socialistes nationaux. Tout en affirmant le principe de l'autodétermination des peuples, elle s'affirmait fortement anticolonialiste, anti-impérialiste, antimilitariste, mais jamais au point de passer à une action réelle et efficace.

Le monde slave reste le point chaud

Sur d'autres fronts, le problème se posait différemment même si c'était toujours dans la même ligne nationaliste. Nous pensons ici au cas-test de la Pologne. L'histoire nous présente la figure centrale de Rosa Luxemburg qui au nom du socialisme s'opposait radicalement à l'indépendance de la Pologne, en y voyant un projet réactionnaire au

profit des grands propriétaires. Une fois de plus, les éléments socialistes allaient-ils sous-estimer la force et la vérité de l'aspiration d'un peuple entier à la souveraineté nationale ? Certains chefs de file du parti polonais reprochaient à R. Luxemburg et à d'autres « purs » de négliger des facteurs culturels, linguistiques et politiques dans l'aliénation du prolétariat. Ils dénonçaient l'économisme étroit de la pensée marxiste et la transposition des problèmes de l'Europe de l'Ouest dans l'Est.

Les grandes nations occidentales ne connaissaient pas ces terribles défis de survie des Polonais, des Tchèques et des Slovaques par exemple. Lénine se refusa de suivre les directives que le jeune Marx de 1848 avait tracées pour condamner l'action émancipatrice des Tchèques. Il flairait le racisme des Allemands et des Magyars, qui devenait plus dangereux que les dynasties austro-hongroise ou tsariste ou turque. Il se rendit compte que le nationalisme des Tchèques ne venait pas d'une politique bourgeoise extérieure au Peuple. Par ailleurs,, comme beaucoup d'autres socialistes, il se méfiait de ce nouveau nationalisme culturel de l'Est si peu conscient des vrais rapports de forces économiques et politiques. Un communautarisme aussi idéalisé était sans impact sur l'avenir politique concret de l'Europe et du monde.

Nouvelle politique par Lénine ?

Un peu malgré lui, Lénine fut amené à cerner le problème de plus près, d'autant plus qu'il se posait de façon aiguë dans le parti socialiste russe au début du siècle. C'est de 1913 à 1916 que Lénine entreprit une étude plus systématique. Il distingua trois périodes où la question du nationalisme se formulait dans des termes très différents.

- De 1789 à 1871, c'est l'ascension d'une bourgeoisie nationale dynamique qui brisait les reins de l'Ancien Régime. Dans un tel contexte, la synergie nationalisme-capitalisme représentait une force progressive décuplée et préparait ainsi la venue du socialisme puisque la lutte des classes prendrait le pas sur tout le reste.

- De 1871 à 1914, on assiste à la domination, puis au déclin de cette bourgeoisie nationaliste de plus en plus réactionnaire. Le centre de gravité des pouvoirs financiers se trouvait moins dans le champ politique du nationalisme.

- Après 1914, Lénine voyait venir une vague plus pressante des grands impérialismes et des forces capitalistes supranationales. Ce serait cette dernière étape qui préparerait la victoire du communisme international. Mais il demeurait persuadé que le rejet du capitalisme ne se ferait pas d'un bloc, mais par des victoires socialistes décisives dans chacun des pays.

Sur le nationalisme, son jugement ne se laisse pas enfermer dans d'étroits pour ou contre. Il n'entrevoit pas une indépendance nationale « inconditionnelle » de la Pologne. Il cherchait à évaluer la force progressive de tel ou tel mouvement nationaliste, comme il avait su apprécier le dynamisme nationaliste de la France, de l'Allemagne et de l'Italie durant les années 1789-1871. Si la bourgeoisie européenne de la fin du XIX^e siècle devenait réactionnaire, tel n'était pas le cas dans certains pays colonisés. De même, il reconnaissait la valeur démocratique des mouvements nationalistes de l'Europe de l'Est, même s'il favorisait une politique centralisatrice dynamique. Ce n'est qu'au moment de la Révolution russe de 1917, que Lénine commença à parler de fédération. On doit reconnaître que jamais il n'a conçu l'autodétermination des petites nations comme un principe absolu. Mais il savait ne pas négliger toute force vive qui luttait contre l'oppression. « Mille facteurs interviennent dans l'accession de l'Ukraine à l'indépendance, mais nous affirmons qu'il existe là un véritable droit », disait-il. Mais ce droit était soumis aux suprêmes intérêts du mouvement prolétaire international, et aux exigences d'États forts, viables et progressifs. L'union démocratique des États est impensable sans la liberté de séparation. Voulait-il s'assurer la collaboration des diverses nationalités après l'éventuel renversement du régime tsariste ?

Une autre condition s'ajoutait à l'acceptation des mouvements nationalistes. Les forces ouvrières ne devaient pas agir sous la direction de la bourgeoisie. Il fallait prendre les devants à tout prix et en faire une lutte « populaire ». De toute façon, partout où le peuple est dans le coup, même si le mouvement a commencé dans une, classe réaction-

naire, les socialistes doivent se mettre de la partie avec le peuple. Les guerres nationalistes contre l'impérialisme sont presque toujours « progressives et révolutionnaires », répétait-il. Sans doute cherchait-il à relativiser certains arguments des milieux marxistes. Par exemple, on soutenait que les mouvements décolonisateurs empêchaient le capitalisme d'atteindre son plus haut stage de développement là où précisément le socialisme devait prendre la relève. Lénine démasquait cette illusion bien avant la révolution russe. Certains de ses collaborateurs identifiaient le phénomène nationaliste à une régression économique ; il leur montrait alors le Japon dont la politique d'indépendance avait favorisé un capitalisme fort et rapide.

Il a vu venir le nationalisme totalitaire

Par ailleurs, au plan de l'action concrète, il a presque toujours agi contre les entreprises nationalistes, surtout en Russie. Acculé au mur, il avoua plus d'une fois que le marxisme est incompatible avec le nationalisme. Les problèmes rencontrés dans son travail d'organisation du prolétariat semblent justifier cette attitude pratique. Les sections socialistes nationales se laissaient trop facilement prendre aux manœuvres de la bourgeoisie. Celle-ci, dans l'esprit de Lénine, avait perdu son dynamisme économique et politique et tentait maintenant de s'allier les ouvriers par le biais nationaliste.

Il se méfiait du communautarisme primitif qui inspirait les nationalismes ethniques du XXe siècle. Contrairement aux sociétés primitives, l'État moderne capitaliste absorbait les solidarités au profit des classes dirigeantes et nanties et au détriment des couches populaires. La loyauté à la nation n'impliquait donc pas une solidarité communautaire de type égalitaire comme dans la GEMEINSCHAFT du passé. On voulait donc faire oublier la loi centrale de l'histoire : la lutte des classes !

Déjà, certaines données convergentes annonçaient les nationalismes totalitaires : protectionnisme de l'État impérialiste, processus accélérés de « cartellisation », durcissement des organisations financières, accentuation des rivalités nationales, course aux armements, ac-

croissement des taxes et du coût de la vie, élargissement du pouvoir gouvernemental et affaiblissement de -la démocratie, politiques anti-ouvrières, etc. Du nationalisme de frontières on passait au nationalisme qui veut affirmer sa supériorité sur les autres. Les succès économiques ou politiques reposeraient ainsi sur les qualités raciales. Marx n'avait sûrement pas prévu le défi tel qu'il apparaissait maintenant aux yeux de Lénine. La puissance des nouveaux États nationaux faisait douter celui-ci devant l'éventualité d'un État socialiste entouré d'États capitalistes hostiles.

En définitive, Lénine récusait les nationalismes de son temps, sauf ceux des colonies et des mouvements prolétaires. Il admettait aussi que le nationalisme était la seule force capable de vaincre le conservatisme des paysans.

Une dernière question nous vient des nationalistes eux-mêmes : sur quoi va s'appuyer le paradis communiste sans classes et sans État ? Marx suggérerait timidement : la nation. Très peu de disciples ont relevé ces propos du maître, même pas Lénine.

Un incident majeur

Cependant un document demeure. Il n'est devenu public qu'en 1956, trois ans après la mort de Staline. On sait que celui-ci avait écrasé le mouvement indépendantiste de Georgie en 1922. Voici la réaction de Lénine à ce moment-là.

« Une conception abstraite du nationalisme est absolument sans valeur. On devrait distinguer entre le nationalisme d'une nation opprimante et celui d'une nation opprimée, le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite.

... Nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous montrons dans la pratique historique presque toujours coupables d'outrages innombrables et, ce qui plus est, nous ne nous rendons même pas compte de la violence que nous perpétons ...

Pour cette raison, l'internationalisme de la nation opprimante, ou de la « Great » nation devrait dépendre non seulement du respect formel de l'égalité parmi les nations, mais aussi des situations réelles d'inégalité. Celui qui ne comprend pas cela ne peut saisir la véritable approche prolétarienne face à la question nationale. Il garde ainsi le point de vue petit bourgeois en attendant de faire le jeu de la grande bourgeoisie.

... Les nationaux opprimés n'ont plus d'yeux ni d'oreilles pour quoi que ce soit, s'ils se sentent considérés comme des êtres inégaux, de dignité inférieure ... Il serait donc préférable de pécher par excès de concession pour les minorités nationales » (Lenin, Memo of dec. 31, 1922, in *New York Times*, July, 1956, la traduction est de nous).

Lénine sort d'une ornière typique de plusieurs marxistes qui croient leur tâche terminée quand ils ont trouvé une explication économique au phénomène analysé. La grande limite des théories marxistes sur le nationalisme repose sur leur économicisme de vision. Or aujourd'hui plus que jamais, les facteurs culturels prennent un nouvel élan, pour la première fois révolutionnaire, et cela en s'opposant à deux idéologies qui ont donné le primat à l'économique, le capitalisme et le communisme. Cette remarque nous semble nécessaire pour comprendre la lointaine préparation de cette neuve révolte des néo-nationalismes et des révolutions culturelles récentes.

Une question toujours présente

Bon gré mal gré il fallait bien reconnaître que la question nationale était présente au cœur des mouvements socialistes et de leur action politique. Les exemples foisonnent. Citons le cas des socialistes autrichiens, belges (Flamands et Wallons). Les distinctions entre autonomie et pluralisme culturels, d'une part, et unité politique d'autre part, ne correspondaient pas à de telles séparations dans les situations historiques réelles. En ne sachant pas reconnaître les éléments nationalistes positifs, plusieurs militants et groupes socialistes ont fait le jeu des partis de droite qui pouvaient compter sur les réflexes spontanés du peuple quand il s'agissait de questions nationales. Pensons à l'histoire

de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Yougoslavie, de la Grèce, au début du siècle. Certains postulats n'aidaient pas à clarifier les positions dans le camp socialiste, par exemple, la conviction que le nazisme et le fascisme représentaient les derniers sursauts du capitalisme. Durant les crises économiques de 1870 et 1930, on croyait que le capitalisme s'effondrait au profit du socialisme. Les tendances eschatologiques du marxisme prêtaient flanc à de telles interprétations !

À côté du mouvement socialiste, naissait un nouveau nationalisme extrémiste et populiste, en plein cœur de l'Europe, en Amérique latine et dans quelques pays d'Asie. Si la Révolution russe s'est faite avant la maturation décisive du capitalisme autochtone ou mondial, les nationalismes eux aussi n'ont pas attendu la réalisation des postulats socialistes. Ainsi en Indonésie, aux Indes, au Japon, en Argentine, des mouvements de droite prenaient le pouvoir en s'appuyant sur le nationalisme populaire et sur les forces capitalistes de la bourgeoisie autochtone et des impérialistes étrangers. Pour être juste, n'oublions pas la position inconfortable des socialistes en pays colonialistes : France, Angleterre, Belgique, Hollande. De son côté, la Russie communiste se devait de réussir sa propre expérience. Et puis, la lutte contre le national-socialisme avait obligé les socialistes à accepter des alliances avec le camp capitaliste. ¹³

Mais le problème demeure entier, quand on songe à ce qui va marquer l'histoire du XXe siècle. L'incohérence de la critique et de l'action socialiste n'a pas aidé à une juste orientation des mouvements nationalistes qui vont prendre de l'importance jusqu'à nos jours. On n'a pas su distinguer, par exemple, la différence entre l'État-nation et la nation-État. «C'est un paradoxe de l'histoire moderne que les États-nations du monde Atlantique aient exporté dans l'Europe du Centre et de l'Est, une forme de nationalisme (nation-État) qui ne correspondait pas à sa propre philosophie politique. » ¹⁴

¹³ G. D.H. Cole, *A history of Socialist Thought*, Vol. III, Part II, Macmillan, 1959. L'ouvrage a inspiré ces dernières remarques. Voir aussi J. Bigras, *The Communist International*, 1919-1943, Oxford, University Press, 1956-1960.

¹⁴ O. Pelanze, *Characteristics of Nationalism in Europe*, in *The Review of Politics*, 2 (1966), p. 143. "Following The Analytical technique of Max Weber, we can construct two ideal types (1) the nation-state of central and eastern Europe in which ethnic and political frontiers coincide and in which nationality is ge-

Pour ce qui est du fascisme, les erreurs d'appréciation ne furent pas moins catastrophiques. Il suffit de revoir les événements qui ont marqué l'histoire des années 1930-1945 en Allemagne et en Italie. Nous nous arrêterons surtout à l'idéologie fasciste à cause de son actualité dans bien des dictatures actuelles du Tiers-monde et dans certains mouvements nationalistes des pays développés.

Le cas-type du fascisme

Plusieurs philosophes politiques de la fin du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle ont préparé l'avènement du national-socialisme. La conception hégélienne de l'État nationaliste en est un illustre exemple. Même les recherches dans divers champs de la science fournissaient des postulats biologiques, culturels et sociologiques pour les collectivismes du XX^e siècle. L'expérience fasciste, latente ou manifeste, dans l'histoire actuelle de certains pays nous invite donc à une nouvelle interrogation.

Déjà en 1904, Mussolini remettait en cause le déterminisme économique objectif du marxisme. Il insistait sur l'importance de la conscience collective alimentée par les sentiments spontanés d'appartenance, par les mythes d'identification, par l'action politique d'un parti et d'une élite populiste. On sait que Lénine, de son côté, complétera la théorie marxiste en valorisant le rôle de la conscience de classe et du parti, mais dans une perspective différente de celle des fascistes. Ceux-ci opposeront la signification politique et historique du sentiment national aux visées internationales du socialisme prolétarien. Ce n'est pas la classe, mais la nation qui les intéresse. Le concept de « nation » serait au centre de l'histoire du XX^e siècle ; de même la lutte entre nations deviendra un moteur beaucoup plus puissant que la lutte de classes. Bien plus, celle-ci doit disparaître au profit d'un combat nationaliste qui cherche à unir étroitement le peuple, la nation et l'État.

nerally regarded as a matter of ethnic identity, and (2) the state-nation of Western Europe and America in which the historical state has created a new cultural synthesis which transcends ethnic differences and in which nationality is generally regarded as a matter of personal decision" (p. 140).

L'individu et la communauté doivent s'identifier à l'État. Et celui-ci prendra de plus en plus d'importance, contrairement à la pensée marxiste. Tous les éléments de la nation sont au service de l'État, et les oppositions internes deviennent des obstacles à l'unité organique poursuivie par le parti, avant-garde de la nation. On substitue donc la formule : solidarité interclasses et lutte nationale, à la formule marxiste : solidarité internationale et lutte de classes. ¹⁵

Dans l'esprit de Mussolini, l'Italie est une nation prolétaire qui doit lutter contre les nations capitalistes. Pour cela, il faut éviter de diviser la nation par la lutte des classes, et de compromettre sa force productive et sa puissance militaire. Le syndicalisme sera donc « incorporé » dans les politiques de l'État ; il ne servira pas comme instrument d'autodéfense et de revendication, mais comme facteur de plus grande productivité et d'intégration organique. Les travailleurs comprendront que pour la première fois l'État défendra leurs vrais intérêts. ¹⁶ Un syndicalisme autonome et revendicatif va forcément contre le bien commun de la majorité et contre la conscience nationale.

« Nous commençons avec le concept de NATION qui représente pour nous un fait indivisible et proéminent. De là nous arrivons à l'État qui est à son tour l'expression tangible de gouvernement... nous voulons identifier l'État avec la nation pour retrouver une autorité capable de vaincre le chaos.» C'est ce que disait le Duce en 1921. Selon lui, la société est une réalité organique où les individus jouent le rôle des cellules d'un corps vivant. Le cerveau est constitué par l'élite du parti et l'action est commandée par une foi exprimée sous forme de mythes. L'intelligentsia a la mission d'inculquer au peuple par les canaux de l'éthique et de la politique les symboles-moteurs d'un engagement au service de la nation. Nous sommes donc loin de la dialectique marxiste qui privilégie d'abord l'infrastructure économique ; celle-ci conditionne à son tour la conscience prolétarienne et les superstructures idéologiques. Le fascisme suit un mouvement contraire. L'État et l'idéologie nationaliste sont les expressions de la volonté du peuple.

¹⁵ H. Schneider, *Making the Fascist State*, New York, 1928, p. 152. Et E. Noete, *The Three Faces of Fascism*, New York, 1965, p. 183.

¹⁶ B. Mussolini, *Che cos'è il sindacalismo fascista ?* Rome, 1927. Voir aussi *Il Programma Fascista*, in *Opera Omnia*.

Ils déterminent les conditions économiques et les objectifs à poursuivre. Dans les années 30, le mouvement fasciste s'ouvrait à des perspectives internationales, mais toujours selon sa propre logique. Il s'agissait d'unir les peuples qui ont les mêmes affinités culturelles (l'*etnarchia impériale*) et raciales.

Certains entretiennent des idées simplistes sur le fascisme. Les sciences politiques nous apprennent toute la complexité de ce système idéologique et de ses diverses réalisations. Le péronisme, par exemple, s'est bâti au cœur de la classe ouvrière. Un mouvement semblable a pris naissance chez des paysans pauvres de Roumanie avant la guerre '40. On ne saurait nier le fait que le capitalisme et le marxisme étaient, autant l'un que l'autre, matière à rejet de la part des partisans, ce qui n'exclue pas certaines alliances historiques ambiguës. Enfin, il nous faut mentionner les tendances fascistes de plusieurs pays africains actuels. Voilà quelques indices du caractère polymorphe et de l'ampleur du phénomène fasciste. Il apparaît sous une forme ou l'autre dans plusieurs des révolutions nationalistes et populistes récentes. Il harnache des forces que les socialistes et même les capitalistes ont sous-estimées jusqu'ici. Nous en reparlerons dans la prochaine étape qui traitera d'un point chaud du débat nationalisme-socialisme, à savoir les jeunes nations du Tiers-monde.

Le nationalisme et le socialisme en Afrique

Chez la plupart des chefs politiques de l'Afrique, ces deux idéologies sont inséparables. Quelques noms du passé et du présent évoquent cette étrange synthèse, Nkrumah, Senghor, Sékou Touré, Nyerere, Keita, etc. Étranges, en effet, les plaidoyers de ces théoriciens et de ces chefs d'État qui se disent socialistes tout en rejetant les systèmes socialistes de l'Est et en acceptant des mécanismes essentiels du capitalisme. Évidemment, ils ont en commun la préoccupation majeure des problèmes économiques, mais aucune de leurs politiques n'écarte systématiquement, soit l'entreprise privée et les investissements étrangers, soit la forme coopérative, soit la planification étatique. Il ne s'agit donc ni d'une économie de marché libre ni d'une éco-

nomie de réelle planification. Tous sont à la recherche d'un modèle original de développement au delà du capitalisme et du socialisme actuels et en accord avec leurs conditions africaines et nationales.

On veut bien parler du socialisme africain, mais dans un sens bien déterminé. C'est moins la distribution des ressources nationales que l'effort de production qui prend le pas sur tout. L'écart entre leur pays et les pays développés l'emporte sur toute autre considération. Et si la lutte des classes a un sens historique, ce doit être entre les pays pauvres et les pays riches. Les «masses colonisées» représentent le vrai prolétariat, au dire de Senghor et Padmore. La lutte socialiste pour sa libération implique le nationalisme et la solidarité des nations africaines. « C'est le peuple en son entier qui participe à la révolution nationale », répète Sékou Touré. Et Nkrumah ajoute que personne ne doit être exclu de l'effort collectif de la nation.

À la lutte des classes se substitue la collaboration interclasses. Il n'est pas question de propriété collective des moyens de production, mais de développement national de toutes les façons possibles. On y parviendra surtout par un leadership efficace, par une action politique unifiée et soutenue par un État fort. Celui-ci reste le principal moyen pour la promotion de la nation. On se méfie de l'économisme des deux grands systèmes parce qu'ils n'accordent pas la première place à une idéologie spiritualiste et franchement politique. Celle-ci dépend à son tour de la qualité du parti qui a charge de diriger les destinées du peuple, d'en être la conscience, l'expression et l'avant-garde. L'indépendance politique et économique, la promotion socialiste, seront d'abord l'œuvre d'un parti dynamique et bien organisé, capable de susciter un engagement total chez les membres. Régime du parti unique, évidemment ! ¹⁷

¹⁷ Frantz Fanon a stigmatisé le néo-nationalisme africain dans un plaidoyer aussi violent qu'unilatéral. La nationalisation pour la bourgeoisie nationale signifie très exactement transfert aux autochtones des passe-droits hérités de la période coloniale... Elle emploie son agressivité de classe à accaparer les postes anciennement détenus par les étrangers... Elle va se battre impitoyablement contre ces gens qui insultent la dignité nationale... En fait sa démarche va se teinter de plus en plus de racisme... Partout où cette bourgeoisie nationale s'est révélée incapable de dilater suffisamment sa vision du monde, on assiste à un reflux vers les positions tribalistes ; on assiste la rage au cœur, au triomphe

L'idéologie dominante devra rejoindre le public et le privé, la vie économique et culturelle, les structures sociales et politiques, les divers groupes et chacun des individus. C'est par elle que s'instaurera un autocontrôle de l'action individuelle et collective. Les syndicats, les organisations de jeunes, les comités agricoles, les associations féminines, les coopératives, bref toute l'activité sera coordonnée par le parti, porteur privilégié de l'idéologie. Les Africains noirs opposent leur communautarisme à l'individualisme exacerbé des Occidentaux. Les droits de l'homme sont d'abord communautaires. Ceux qui le nient contribuent à détruire ce que la société humaine a de spécifique. « N'est-ce pas le sort des pays riches qui sont en train de magnifier tellement les droits de l'individu qu'aucune politique de bien commun devient possible », disait un Africain. D'autres, comme Nyerere, nuancent leur point de vue et veulent harmoniser leurs traditions communautaires avec certains emprunts de l'expérience personnaliste des Occidentaux. Mais l'idéologie principale retourne au collectivisme comme à son centre de gravité naturel. C'est par une fidélité profonde à l'esprit de communauté que Senghor entrevoit le dépassement du cercle vicieux production-consommation qui empoisonne les relations humaines des pays développés. « Nous serons peut-être les premiers à vivre le vrai socialisme. » Les solidarités organiques remplaceront les rapports contractuels.

Au bout de la ligne, un totalitarisme de type fasciste ! C'est ce qui apparaît à nos yeux d'Occidentaux. Peut-être en est-il autrement dans l'esprit et les pratiques de ces socialistes africains. Ils nous rappellent que la libre entreprise, la démocratie, le communisme sont des mythes

exacerbé des Ethnies... Sur le plan intérieur, la bourgeoisie choisit la solution qui lui semble la plus facile, celle du parti unique. Il est la forme moderne de la dictature sans masque, sans fard, sans scrupules... Toute l'activité idéologique se bornant à une suite de variantes sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Sur le plan institutionnel, la bourgeoisie nationale saute la phase parlementaire et choisit une dictature de type national-socialiste... Cette tribalisation du pouvoir entraîne, on s'en doute, l'esprit régionaliste, le séparatisme... Il est vrai que si l'on prend la précaution d'utiliser un langage compréhensible par les seuls licenciés en droit ou en sciences économiques, la preuve sera aisément faite que les masses doivent être dirigées. F. Fanon, *Les damnés de la Terre*, Maspero, 1961, pp. 115-140.

que nous masquons par nos prétentions scientifiques et pragmatiques. Nous serions plus déterministes qu'eux, plus dogmatiques et partant moins humains. Il y aurait paradoxalement affaïssement des valeurs chez nous parce que nous « réifions » tout, parce que notre rationalité des moyens bloque l'interrogation des fins de la société et de l'homme. Nous voulons tout démystifier, et ce faisant, nous vidons le mystère humain de ses valeurs transcendantes et impondérables. Ces valeurs s'expriment dans des expériences, des conditions d'existence historiques, des façons particulières de vivre, d'aimer, de sentir, de penser. Nous pensons ici aux réflexions de Senghor, sur la négritude. Les techniciens du monde libre comme les agents révolutionnaires de l'Est communiste ne semblent pas comprendre ce langage et ces aspirations du Noir africain ; d'où l'échec des uns et des autres. Les dogmes du marxisme-léninisme comme les bonnes intentions libérales du *Peace Corps* sont perçus comme des formes d'agression. Ils ont en commun une méconnaissance du facteur culturel et de ses conséquences profondes.

Même si nous dénonçons ici les jugements trop simples qui identifient, par exemple, le socialisme africain au fascisme ¹⁸, nous ne perdons pas tout sens critique. Dans combien de jeunes nations fraîchement indépendantes ne trouve-t-on pas une rigidification des hiérarchies traditionnelles ? Le Sénégal de Senghor ne laisse place qu'aux Castes supérieures dans le parti qui mène tout (76 /79 députés). Les classes prolétaires n'ont aucune possibilité de s'affirmer. Des minorités nationales sont persécutées (Congo, Biafra, etc.). L'espoir soulevé dans les masses par le nationalisme fait naître un désespoir plus conscient au moment des retombées et des échecs que l'on connaît dans certains de ces pays. Mais ne jugeons pas trop vite. L'expérience portera peut-être fruit à long terme si ces nouveaux dynamismes sont réorientés dans le sens d'une véritable révolution. Pour le moment, les défis s'accumulent de l'intérieur et de l'extérieur, Au delà des dictatures oppressives, de la domination des bourgeoisies autochtones, de l'aliénation des classes pauvres et de l'accumulation de problèmes économiques graves, des peuples entiers ont commencé à relever la tête et à vivre une première solidarité interne et externe. Leur lutte

¹⁸ J. Gregor, *African Socialism, Socialism and Fascism*, in *The Review of Politics*, July 1967, pp. 323-353.

commune contre l'impérialisme suscite un sentiment profond de communauté de destin nationale et pan-africaine. Il apparaît, aux yeux de certains, que l'avenir des deux blocs se joue du côté des pays du Tiers-monde, comme terrain futur de la révolution mondiale.

En effet, c'est par là que la conscience de l'humanité s'avive, s'interroge, se critique, se purifie et peut-être se prépare à un dépassement inédit. De plus en plus, les deux grands systèmes révèlent leur impuissance pour construire une nouvelle humanité viable, plus juste et plus fraternelle. À tout le moins, subiront-ils des transformations radicales dans la mesure de leur participation au développement planétaire. Jusqu'ici le capitalisme a prouvé son inhumanité foncière vis-à-vis des sociétés pauvres. Il s'est développé à leur dépend ; le procès n'est plus à refaire. Quant au socialisme dans ses formes concrètes, il n'a pas dit son dernier mot. Mais lui aussi n'a pas su prendre le tournant. Le voilà menacé plus que jamais sur son propre terrain par les révolutions culturelles et nationalistes. Son dogmatisme rigide l'a rendu imperméable à de nouvelles valeurs et stratégies. Nous restons perplexes même devant les hypothèses les plus osées, par exemple celle de Lin Piao qui transpose à l'échelle du monde la stratégie de l'encerclement des villes par les révolutionnaires paysans. Nous doutons que le Tiers-monde joue un rôle semblable comme nous ne croyons pas à une symbiose supérieure des deux grands systèmes. Nous nous sommes expliqué longuement là-dessus dans un autre ouvrage.¹⁹ Mais revenons à notre première intention d'analyser les rapports entre socialisme et nationalisme. Comment les pays socialistes de l'Est, particulièrement la Russie, ont réagi face au mouvement de décolonisation des jeunes nations et des vieux pays du Tiers-monde.

Politique communiste et décolonisation

Rapidement le Tiers-monde dans sa lutte contre l'impérialisme capitaliste a suscité un très grand espoir et un intérêt accru dans le bloc de l'Est. Le leadership soviétique y voyait la chance unique de l'expansion communiste mondiale. La Chine communiste de son côté voulait s'approprier la conduite de ces mouvements de libération na-

¹⁹ *Vers un nouveau pouvoir*, H.M.H., 1969. Voir le chapitre sur les révolutions culturelles.

tionale et anti-impérialiste en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Il faudrait en dire autant de Cuba vis-à-vis de ces deux derniers continents, sans oublier les politiques originales poursuivies par la Yougoslavie chez les neutres.

L'exemple cubain attire d'abord l'attention. Au début, c'était l'euphorie dans le camp socialiste. Une petite et pauvre nation dominée de multiples façons par les USA réussit sa révolution et entre dans l'orbite du communisme. La volte-face de la Russie en 1962 en face de la réaction des États-Unis a envenimé le débat sino-soviétique et soulevé la méfiance des militants révolutionnaires du Tiers-monde. Le congrès mondial de la paix, en juillet 1965, ne laisse aucune équivoque là-dessus. Pour les Chinois et bien d'autres militants marxistes, la Russie sacrifie la libération nationale des pays pauvres et la lutte anti-impérialiste à chaque fois que sa sécurité et sa propre promotion sont menacées. De plus, ils n'admettent pas certaines stratégies de Moscou qui se permet des alliances provisoires avec les bourgeoisies nationalistes du Tiers-monde en attendant de mettre en œuvre l'action révolutionnaire des prolétaires. Ils citent le cas de la Turquie où les nationalistes ont liquidé pratiquement les forces communistes. On travaille ainsi contre soi-même.

L'indépendance politique des jeunes nations n'a pas engendré l'émancipation des masses laborieuses parce qu'elles ne font pas l'œuvre de celles-ci. Les Soviétiques rétorquent qu'on n'a rien compris des stratégies en cours. Celles-ci visent à aider les nationalistes jusqu'à une certaine limite, c'est-à-dire jusqu'au point où ils se rendront compte de l'inefficacité du système sans la révolution des structures économique-politiques. D'autre part, les vrais révolutionnaires reçoivent en même temps assistance pour préparer le renversement décisif par les forces communistes. Mais les stratèges russes ne semblent pas pouvoir prouver leur justesse de vue avec des expériences réussies. Mentionnons simplement l'inconsistance des politiques entreprises vis-à-vis de l'Inde et du Pakistan, dans le monde arabe, l'Éthiopie et ailleurs. À côté des énergies employées pour appuyer le nationalisme réformiste, on néglige le soutien des forces révolutionnaires au profit des bourgeoisies en place.

Les chefs chinois ont commis autant d'impairs. Les déclarations de Chou En Lai dans l'Afrique de l'Est ont reçu un accueil très froid parce qu'elles laissaient entendre l'intervention autoritaire de son pays dans les mouvements de libération nationale. Plus souple a été la stratégie des Yougoslaves qui ont suivi des démarches beaucoup plus articulées et plus respectueuses de l'autodétermination des révolutions nationales. Pensons à leur attitude vis-à-vis du FNL d'Algérie.

Mais les Russes, malgré les réticences de certains de leurs alliées, maintiennent leur position. Sobolev les résume en paraphrasant le point de vue de Lénine : si un révolutionnaire démocrate ou un membre de la bourgeoisie nationale veut faire un pas en avant, c'est le devoir des marxistes de l'aider. ²⁰ Mais n'est-ce pas dangereux de subordonner les jeunes partis communistes aux « forces révolutionnaires démocratiques » ? N'est-ce pas rendre inutile les premiers ? Par ailleurs, en se refusant à reconnaître seulement les éléments communistes dans l'action révolutionnaire, les Russes ont pu s'allier bien des forces de gauche dans le Tiers-monde, tel a été le cas au Ghana, en Guinée, au Mali, dans la République Arabe Unie, au Ceylan, aux Indes, au Chili. Au Congo, l'impact du conflit sino-soviétique annonçait déjà de profondes divisions au sein des partis communistes, à savoir les maoïstes et les russophiles.

Malgré tout, face à la montée des révolutions nationalistes, Moscou maintient sa politique. Il invite les militants communistes à travailler dans l'underground des partis de libération nationale, tout en assurant la pureté du « marxisme-léninisme scientifique », seul vrai socialisme appuyé par les « ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire ». Pékin y voit toujours une trahison du prolétariat des pays sous-développés. Au contraire, les analystes du bloc communiste reconnaissent la diversité de situations et la présence de ferments révolutionnaires en dehors des cadres communistes. On porte une attention spéciale aux nouvelles classes, particulièrement aux technocrates, aux éducateurs, aux intellectuels, aux agents des moyens de commu-

²⁰ A. Sobolev, *National Democracy*, in *World Marxist Review*, février 1963, p. 41.

nication, aux étudiants,²¹ pour susciter chez eux un fort sentiment anti-impérialiste et une allégeance socialiste. On ne suggère pas de chasser prématurément le capital étranger parce qu'il faut d'abord constituer des forces ouvrières à même l'expansion industrielle. D'ailleurs, une instauration socialiste improvisée desservirait la cause communiste. L'échec agricole de la Russie n'est pas un mince handicap pour les communistes du Tiers-monde. De plus, aucun pays n'est passé au communisme parce qu'il a reçu l'aide financière de Moscou, bien au contraire. Les Chinois ne manquent pas de le signaler en plaidant pour une action politique radicale d'abord. Prendre le pouvoir en tout premier lieu et régler la question économique ensuite ! Ils font intervenir de plus en plus la question raciale. Les exploiters blancs appartiennent aux deux blocs. Nous ne savons pas encore l'influence réelle de cette stratégie de Pékin. Mais chose certaine, la présence des deux tendances en plusieurs pays du Tiers-monde compromet l'efficacité de l'action communiste.

L'euphorie des années 50 est disparue. De part et d'autre, on sait que le marxisme ne pénétrera pas facilement des cultures historiques, aussi complexes et aussi jalouses de leur autonomie. Mais les Russes, conscients de leur puissance, comptent sur l'alternative qu'ils représentent pour le Tiers-monde qui a besoin de leur aide technique et financière, fût-ce au titre de « bargaining power » avec les pays capitalistes. Mais des meilleures stratégies restent à inventer, si on en juge par les études récentes des analystes de Moscou. Essayons de cerner de plus près leurs problématiques.

Obstacles d'une révolution prolétaire

Quelles sont les chances prochaines du passage des révolutions nationales à la révolution socialiste ? Comment évaluer l'action possible du prolétariat et de son éventuel leadership ? Sur quoi peut s'appuyer la lutte des classes dans le Tiers-monde ? Comment articuler les conditions économiques objectives de la révolution et les conditions

²¹ P. Mossly, *Communist Policy and The Third World*, in *The Review of Politics*, avril 1966, pp. 210-237.

subjectives d'une conscience révolutionnaire ? C'est plutôt des difficultés que des possibilités qui se dégagent d'une telle analyse.

- D'abord, le petit nombre de prolétaires au sens marxiste-léniniste du terme. Dans les pays non-communistes de l'Asie, en 1964, les ouvriers industriels représentaient 8% de la population, 5,5% en Afrique, 14% en Amérique latine.

- La plupart de ceux-ci, de souche rurale récente, sont loin des critères du prolétariat révolutionnaire. Ils retournent souvent dans leurs milieux traditionnels ou primitifs. Ou ils en gardent l'esprit.

- Les vrais ouvriers se perçoivent comme une sorte d'aristocratie du travail. Leur promotion sociale les rend perméables à l'influence bourgeoise et admiratifs devant le succès des pays capitalistes.

- On compte peu de concentrations ouvrières propices à l'action révolutionnaire. Beaucoup de petites entreprises sont autant d'îles dans l'océan d'une économie paysanne. On n'a pas le sentiment d'aliénation qui prévaut dans les grandes entreprises. En celles-ci la propagande se répand vite par les agitateurs ; l'action de masse s'organise plus facilement, les campagnes ont plus de retentissement sur la scène publique.

- La conscience de classe semble peu développée à cause de bien des facteurs : le pseudo-socialisme, la gauche bourgeoise, le communalisme et le tribalisme, le pan-africanisme ou le pan-arabisme, les nationalismes exacerbés, les idéologies comme celle de la négritude, l'obscurantisme religieux, les débats stériles des maoïstes, etc.

Il manque toujours l'un ou l'autre des critères essentiels de Lénine. Que ce soit l'identification de l'ennemi véritable, à savoir les propriétaires capitalistes, la conscience d'appartenir à une classe distincte dans la société, ou enfin l'importance d'une action politique directe sur l'État, sur les pouvoirs économiques et toute la société. L'ignorance, l'esprit de caste, les rivalités tribales, la séduction du bien-être capitaliste, les préjugés sociaux, provinciaux et nationaux, l'influence ambiguë des leaders nationalistes, les loyautés au clan et à la religion, autant d'obstacles sur la route de la révolution communiste. Il semble

même que la conscience ouvrière régresse en plusieurs endroits au profit des stratégies bourgeoises.

Il reste la possibilité du noyautage intensif des syndicats et de la mise en place de syndicats révolutionnaires. La xénophobie agressive des leaders nationalistes réformistes soulève des sentiments aussi anti-communistes qu'anticapitalistes. Mais on ne perd pas courage. L'expérience des syndicats radicaux dans l'Europe de l'Est entre 1945 et 1948 laisse espérer un déblocage rapide en plusieurs pays du Tiers-monde. Pour cela, on tentera d'abord l'unification syndicale des forces ouvrières. Il y a trop de centrales syndicales. Des unités nationales sont à créer. Les syndicalistes communistes doivent prendre le pouvoir en celles-ci et organiser de vastes actions politiques. Mais déjà, la réaction se fait sentir. On accuse les leaders syndicaux de sectarisme et de division des forces nécessaires à la révolution nationale. ²²

Un phénomène universel diffus et confus

Toujours la question nationale, implicitement ou explicitement, de façon latente ou manifeste, remonte en surface. Combien essaient d'en amenuiser l'importance ? Et pourtant, elle s'impose comme un fait central de l'histoire contemporaine. Le nationalisme anti-impérialiste est sans doute le moteur principal de la lutte de la plupart des pays du Tiers-monde. Il rallie souvent les forces les plus disparates et même parfois les plus opposées de ces sociétés. Il charrie le meilleur et le pire. Il est la source d'énergies étonnantes comme en témoigne le Vietnam en face de la plus puissante machine militaire de tous les temps. Ce n'est pas le socialisme ici qui s'avère le facteur déterminant.

Au sein du bloc socialiste, une nouvelle libération nationale prend le pas sur l'idéologie officielle dans plusieurs pays. Et la Russie se voit accusée à son tour d'impérialisme. A côté des nations socialistes dissidentes, d'autres sont déchirées à l'intérieur par les débats de type nationaliste. Qu'on ne se méprenne pas, le problème de fond dans l'affaire Russie-Tchékoslovaquie véhiculait cette question fondamentale.

²² E. Taborsky, *The Class Struggle, The Proletariat, and The Developing Nations*, in *The Review of Politics*, juillet 1967, pp. 370-386.

Nous avons déjà longuement ausculté le grand corps africain comme foyer privilégié du nationalisme dans le monde. Mais nous devrions en dire tout autant du Moyen-Orient où les luttes entre ces petites nations ne cèdent en rien aux concurrences féroces entre les grandes nations qui se disputent l'hégémonie dans ce point chaud du globe. Il y a aussi toutes les révoltes de minorités nationales dans les régimes les plus divers des trois blocs. Elles ne se comptent plus. Les grands empires camouflent un nationalisme dominateur trop exécrationnel pour ne pas le souligner avec force. Est-il un seul événement important qui ne véhicule pas des problèmes nationalistes latents ? Pensons à la crise monétaire.

Nous risquons d'être injuste quand nous accusons les artisans de socialisme de méconnaître le phénomène ou d'être maladroits pour l'assumer. En effet, le nationalisme est multiforme et difficilement saisissable en dehors de ses situations concrètes. Or, on y trouve à peu près toutes les tendances, de l'archaïsme le plus déphasé aux révolutions culturelles de pointe. Nous n'avons pu faire plus que de dégager des points de repère tirés des diverses expériences historiques. Les débats que nous avons connus au Québec reflètent les ambiguïtés déjà mentionnées. Mais ils prennent des dimensions nouvelles et peut-être plus claires à la lumière de ce que nous venons d'analyser. Essayons d'interroger notre propre situation québécoise et ceux qui ont traité de la question nationalisme-socialisme.

Un mouvement de décolonisation au Québec ?

Un Québec indépendant, socialiste et laïque, telles sont les trois composantes de l'idéologie décolonisatrice d'une famille spirituelle de chez nous. Celle-ci s'est constituée récemment dans une jeune génération, récusant à la fois le nationalisme traditionnel et le système capitaliste anglo-saxon avec toutes ses complicités autochtones. Pour eux, la lutte interne de classes ne se sépare pas de l'expulsion des colonisateurs étrangers. Il faut une nouvelle société et un homme nouveau bâtis sur une toute autre base que celle des sociétés traditionnelles ou actuelles. À la suite du Che, ils rappellent que le néo-capitalisme suf-

firait, s'il s'agissait simplement d'élever le niveau de vie sans toucher aux structures et à l'éthos qu'elles sous-tendent. Il y a donc apparemment rupture radicale avec toutes les idéologies de notre collectivité. Pourtant leur vision de la nation s'appuie sur des mouvements historiques qui se sont progressivement affirmés surtout depuis deux siècles ; telles sont, par exemple, leurs allégeances nationalistes et socialistes.²³

²³ À côté de ces jeunes radicaux, qu'on retrouvait surtout à Parti-Pris, au Parti socialiste québécois et au Rassemblement de l'Indépendance nationale, un groupe d'intellectuels socialistes plus âgés s'exprimait dans la Revue « Socialisme ». Dès le premier numéro de 1964, ceux-ci tentaient de montrer comment le socialisme se situe en continuité avec l'histoire du Québec. Ils dénonçaient tout autant le réformisme des agents de la Révolution tranquille que le dogmatisme des jeunes radicaux. Les uns et les autres auraient en commun une méconnaissance des besoins et des responsabilités globales de la collectivité québécoise (p. 5). Face au nationalisme, ils craignent tout autant le mouvement traditionnaliste obsédé par la spécificité canadienne-française que le nouveau gauchisme qui nie celle-ci. Ils plaident quand même pour un Québec souverain, seul État des trois Amériques qui n'a pas conquis une première indépendance politique. Mais le fait d'être une colonie en plein cœur d'une économie développée invite à ne pas copier les schèmes étrangers de la décolonisation (p. 5-8). De plus, la présence de l'élite clérico-bourgeoise réactionnaire, d'une nouvelle bourgeoisie centrée sur un capitalisme autochtone, ajoute aux difficultés d'un éventuel régime socialiste. Le Québec doit d'abord se débarrasser d'une vision purement culturelle (et religieuse) de lui-même. En effet, depuis la guerre de 39, il devient une société originale par des changements qui ne reflètent plus les idéologies et les institutions traditionnelles (p. 9). Nous ne sommes plus une minorité, une sous-culture ou une chrétienté, mais une nouvelle société globale qui aspire à prendre son destin en main par un État fort et autonome. Une longue expérience de résistance peut servir de tremplin à la libération de la nation par des travailleurs pour que ceux-ci prennent le contrôle de toutes les structures. Il ne s'agit donc pas d'un réaménagement interne des pouvoirs au profit d'une nouvelle bourgeoisie autochtone. Nous pourrions en faire l'économie par une politique vraiment socialiste dans un cadre étatique favorable et une économie planifiée dynamique (p. 10-11). L'écran d'une chrétienté qui divinise le pouvoir, empêchait de saisir la nature et les origines des vrais rapports de force. L'évolution récente des syndicats, par exemple, favorise le dégagement d'une meilleure praxis politique dans la vie économique, culturelle et politique (p. 18). Le socialisme correspondrait davantage aux exigences de l'organisation économique-politique moderne. Pour l'instaurer, on peut compter sur les jeunes, les salariés, les nouveaux technocrates, les intellectuels, bref ceux qui n'ont pas été corrompus par l'ancien régime (pp. 20-21). Voilà comment les auteurs tentent d'assumer les continuités

« La forme de communauté humaine la plus évoluée, celle qui répond le mieux aux besoins de l'individu, est justement la nation. Parce qu'elle est d'abord définie comme une communauté de langue, de traditions, d'histoire et presque toujours de territoire. Disons que le milieu national est celui où l'individu se sent chez lui, parce qu'il se reconnaît dans les autres et dispose de moyens de communication qui articulent toute sa pensée... Il est futile et insensé de refuser d'en tenir compte. Malgré tout, la valeur de la nation aura été plus d'une fois sérieusement contestée... Cette mise en doute hargneuse de la nation dont parle J.M. Domenach, phénomène qui a été dépassé dans presque tous les pays, provient surtout... d'un refus passionné de s'identifier à des valeurs humiliées. Une réflexion plus sérieuse conduit la plupart des analystes contemporains à constater tout d'abord la remarquable vitalité des valeurs nationales. » ²⁴

L'auteur en appelle ici à G. Lavan qui considère la nation comme une vocation à une solidarité vécue en fonction d'un dépassement économique et culturel incessant, grâce à la collaboration des divers groupes pour constituer un État dynamique. Nous sommes loin de la lutte des classes ! Il se réfère aussi à René Capitant qui ne voit de juste démocratie majoritaire que dans le cadre d'une nation indépendante. M. Duverger vient préciser la pensée de Lefebvre en ces termes : « Dans l'ensemble, les frontières des cultures et celles des nations coïncident à peu près, sauf dans les sociétés peu développées techniquement... là aussi, la culture tend à se nationaliser... La définition de la nation par la culture reste la plus exacte et la plus générale... Le nationalisme est valable tant qu'un peuple est opprimé : alors il rassemble dans une aspiration toutes les forces sociales diverses, également humiliées et espérantes... Faire exister une nation n'est pas fonder en un mythe un certain nombre de contingences, c'est créer une communauté aussi homogène que possible ».

historiques, les conjonctures contemporaines et une dynamique socialiste de développement et un nationalisme ouvert, progressif. J. Dofny, M. Rioux, *Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois*, dans *Socialisme* 64, 1 (1964), pp. 5-23.

²⁴ P. Lefebvre, *Psychisme et valeurs nationales*, dans *Portrait du colonisé québécois*, Parti-Pris, 9-10-11 (1964), pp. 6-18.

Le plaidoyer contre le colonialisme s'appuie systématiquement sur des auteurs étrangers aussi disparates que J.M. Domenach, de Tocqueville, Berque, Linton, Freud, Fanon, Duverger, Hogen, Lavan et bien d'autres. Une salade indigeste, opineront certains. Une pensée et une dynamique qui se cherchent, rétorqueront d'autres. Ces jeunes auteurs n'en font pas moins une lecture parfois très lucide de leurs sources. Ils ont perçu comment l'optique fédéraliste sacrifie souvent le phénomène culturel pour le réduire à l'espace régionaliste. Les politiques très actuelles du régime fédéral canadien leur donnent au moins partiellement raison.

Une approche psycho-culturelle

Leur recours à la psychanalyse du dominé marque une phase importante dans l'évolution nationaliste récente. La maturation du «JE» et le « meurtre du Père » fondent le nouveau radicalisme de la décolonisation chez eux. De là il passe au plan de l'aliénation sociologique sous la conduite de Hagen, de Fanon et de Berque. Le « retreatism » de Hagen s'applique très justement à notre histoire coloniale, de même l'utilisation des élites autochtones par les pouvoirs dominateurs. Le diagnostic va jusqu'au cœur des comportements. On souligne l'attitude ritualiste des colonisés qui se montrent facilement dociles, résignés, désireux de plaire et de s'identifier à la figure prestigieuse du colonisateur ; ils s'aliènent dans des stéréotypes et des mythes de substitution ; ils se tournent facilement contre eux-mêmes et les leurs ; ils n'entrevoient aucun changement important possible.

Le mouvement de décolonisation qui se poursuit ailleurs, les séduit. Dizaines d'accessions à l'indépendance nationale, remontée de langues nationales mises en veilleuse parfois depuis des siècles. Ils ont même pressenti la vague montante d'une révolution culturelle face à la société urbaine technicienne. Ainsi, leur propre libération nationale veut se situer dans un grand mouvement universel bien décrit par Domenach : « bien loin de dépérir la nation est aujourd'hui chargée de tâches plus lourdes. Exister pour elle-même, signifie exister pour toutes les autres et non contre les autres. User des moyens de la souverai-

neté contre les prétentions assimilatrices des blocs, ce n'est pas du nationalisme, mais de l'antinationalisme. Dans un monde menacé de partition, faire que vivent le plus grand nombre possible de nations, c'est au plan de la culture comme de la politique, s'opposer à une uniformisation prématurée et stérilisante ». Lefebvre conclut que les grands blocs idéologiques impérialistes menacent la paix du monde, alors que les libérations nationales peuvent concourir à dépasser les conflits extérieurs et intérieurs. Il oppose le conservatisme aliénant des colonisateurs au progressisme libérant des néo-nationalismes.

Inutile de marquer davantage le simplisme d'une telle vision. Et pourtant, elle a sa part de vérité. L'autocritique n'en est pas absente : « un peuple aliéné devient son propre mythe, objet de répugnance et de fascination à la fois » (G. Leclerc). Le *Refus Global* de Borduas a fait son chemin. La négation radicale va précéder une affirmation tout aussi poussée, mais avec quels détours ! « Après la victoire sur le Père... risquer l'irraison pour rénover avec la Terre-Mère. Cela veut dire que nous assumions lucidement notre spécificité en dépassant l'universalisme abstrait ; cela veut dire que nous *nous identifions à la totalité de la nation et non à une classe* » (P. Maheu, même livraison, p. 29).

Cette dernière phrase exprime tout le débat qui se prépare. Mais on s'attarde à la première phase de la pensée décolonisatrice. Marx n'a-t-il pas dit qu'une révolution radicale ne peut être que la révolution des besoins radicaux. P. Chamberland reprend les expressions de Berque ; quête du virtuel et du fondamental, refus de l'uniformisation, de l'aseptie sociale et du règne des choses, affirmation du spécifique humain et culturel. L'analyse de la décolonisation dépasse les termes économiques, techniques et politiques. Elle relève d'une décision globale, d'un engagement historique qui transcende la rationalité immédiate des comment et des pourquoi. Au fond, les analyses sociologiques stériliseraient notre univers décisionnel. « La lutte de libération nationale s'articule selon des raisons d'ordre économique, politique, social, certes et à juste titre, parce qu'elle procède d'une volonté de transformation appliquée à chacun de ces domaines. Mais elle ne trouve de raison décisive, de motivation irrésistible dans aucun. On pourrait rechercher des solutions aux différents problèmes en dehors d'une problématique indépendantiste. On pourrait... mais dans la me-

sure où l'on est prêt à sacrifier l'essentiel : la réalité concrète qui, pour nous, soutient l'économique, le politique, le social : l'existence québécoise » (p. 57).²⁵ Vu que l'existence canadienne nous aliène de la première, nous sommes conviés à une révolution qui doit atteindre ce palier profond.

Seule la rébellion de notre fond d'être peut vaincre la pseudo-rationalité de l'autre et faire naître « un nouvel homme québécois ». Il faut accepter de jouer les barbares pour l'éclatement de notre univers bidon. En terme hégélien, la dialectique majoritaire-minoritaire poursuit la mort du dernier, et cela à tous les paliers de son existence. Le minoritaire intériorise sa condition au point de vouloir la suppression de son être propre, à moins d'une reprise radicale de lui-même pour un saut qualitatif qui suivra le rejet total de l'autre et l'affirmation correspondante. Sans ce processus violent, nous deviendrons l'autre en assumant tout l'odieux, parce que nous serons devenus nos propres assassins. Nous voilà bien loin des analyses sociologiques et politiques sur nos diverses appartenances et leurs compromis, sur la double solitude, ou sur la double échelle de valeurs ou sur les erreurs et les servitudes du passé, celles des colonialismes français et anglo-saxons. Le thème de la « dépossession » va aux racines de notre être individuel et collectif. Le reste, l'autodénigrement, le complexe des grands « Manitous », le dogmatisme conformiste, l'obsession de la légitimité, les soupapes de sûreté (la religiosité, le hockey, la taverne) et même les

²⁵ Le plaidoyer de Chamberland véhicule peut-être de vieux modèles culturels malgré son contenu de modernité. Au culte du passé il substitue celui de la différence, de la spécificité. Si c'est bien cela, nous ne sortons pas de l'univers mythique qui nous a aliénés de ce qu'il y a de positif dans les modèles idéaux et les structures de développement dans le monde occidental. L'ethnocentrisme unilatéral de notre histoire nationale se renforcerait ici par une « québecitude » exacerbée aussi irréaliste que l'idéologie traditionnelle affirmant la supériorité absolue de la culture canadienne-française catholique. Chamberland est trop lucide pour tomber dans ce travers. Mais sa dialectique implicite comporte le danger que nous signalons. Le peuple, las de représentations collectives mythiques, s'enfoncera dans le pragmatisme épais que l'auteur dénonce. Voir M. Rioux, *Idéologie et crise de conscience du Canada français*, dans *Cité libre*, décembre 1955, pp. 1-30. G. Bergeron, *Le Canada français*, Seuil, 1967. J.M. Domenach, *Le Canada français, Controverse sur le nationalisme*, dans *Esprit*, février 1965, pp. 290-328.

récentes violences politiques, ne sont que les conséquences de cette aliénation essentielle.

Une révolution en deux temps

Nous sommes donc acculés à une sorte de catharsis historique en deux temps : la lutte pour la libération nationale et ensuite la révolution populaire et socialiste. L'homme québécois ne naîtra véritablement que si nous franchissons la deuxième étape. Nous ne voulons pas « d'un national-socialisme maison », ni d'un nationalisme traditionnel « nouvelle manière » à la remorque de l'élite cléric-bourgeoise. Le socialisme véritable implique la lutte et le triomphe des classes populaires sur des minorités exploiteuses, l'accomplissement d'une société pensée par et en fonction du peuple. Seule la libération économique et culturelle des classes populaires « réalise l'émancipation de la nation, l'édification d'une société nouvelle, authentiquement québécoise ». Chamberland se contredit-il ? Quels seront les agents principaux de la libération nationale ? Tous les éléments dynamiques de la bourgeoisie, des classes moyennes, des classes populaires, semblait-il dire. Ensuite le prolétariat fera sa propre révolution socialiste où il prendra vraiment le contrôle. Et pourtant, il vient d'affirmer que la libération de la nation dépendra de la seule action des classes populaires, sinon elle se réalisera au profit d'une bourgeoisie réactionnaire qui maintiendra « l'ordre qui nous détruit ». On passera de l'exploiteur étranger au dominateur autochtone. Un néo-colonialisme quoi !

Variations sur le même thème

À chaque année de 1964 à 1967, la même famille spirituelle publie un manifeste sur le thème de la décolonisation. En 1965-66, elle fonde un mouvement de libération populaire qui veut préparer les militants d'un parti révolutionnaire. Dans la même orbite, le Front de Libération Québécoise regroupe les éléments les plus violents qui vont se livrer à des actes de terrorisme de plus en plus audacieux. Pensée et action se radicalisent, la première dans l'abstraction, la seconde dans la violence. Le manifeste de 1965 réduit la réalité sociale à trois classes : la

grande bourgeoisie, la petite bourgeoisie et les travailleurs (ruraux, ouvriers, cols blancs). Une telle simplification permet de mieux rencontrer les postulats socialistes, de dénoncer la Révolution tranquille de la néo-bourgeoisie, de rejeter à la fois le Rassemblement pour l'Indépendance nationale, le Nouveau Parti Démocratique et le Parti Socialiste Québécois (Voir Parti Pris, Août 1965, p. 19). Évidemment tout ce qu'on appelle « corps intermédiaires », appartient, à leurs yeux, soit à l'idéologie traditionnelle réactionnaire, soit au monde contrôlé par les pouvoirs colonisateurs. Après avoir fait un bilan de toutes les aliénations des travailleurs, et un procès en règle des partis et des syndicats, ils tentent de sonder les points d'appui qui semblent exister chez les cultivateurs, les ouvriers et les étudiants en vue d'une politisation populaire des syndicats. La formulation de l'objectif à poursuivre est claire : le remplacement du pouvoir colonialiste et impérialiste, et du pouvoir de la néo-bourgeoisie par le pouvoir des classes travailleuses. « Nous croyons que le chemin qui nous conduira là, c'est *celui de la révolution nationale démocratique accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses*. »

- *Révolution*, c'est-à-dire renversement de l'ordre établi et prise du pouvoir par les travailleurs, « sans respecter les règles du jeu politique et la légalité bourgeoise ; il s'agit de transformer globalement le système ».
- *Nationale*, parce que cette lutte se fait pour libérer une nation colonisée, pour bâtir une société socialiste vraiment québécoise. Dans la première étape, on acceptera l'appui des autres classes.
- *Démocratique*, non pas au sens formel des régimes bourgeois qui excluent le peuple d'une réelle participation, mais dans le sens d'un véritable contrôle politique, économique et culturel par les travailleurs ; ce qui implique, par exemple, la cogestion, l'abolition des privilèges, l'égalité de fait des individus.
- *Accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses*. Cela se fera ainsi, parce que c'est une loi inscrite dans l'histoire, telle que la conçoit le socialisme. Seuls les défavorisés peuvent envisager un changement total.

Le travail ne s'accomplira pas en deux temps comme on le pensait l'année précédente, mais en trois temps : « *libération politique des cadres du colonialisme, libération de la domination économique impérialiste, victoire des travailleurs sur la bourgeoisie à l'intérieur*. Or, « il n'est pas certain que ces trois aspects de la révolution s'accomplissent en même temps, ni même qu'ils soient tous accomplis directement par les travailleurs » (pp. 23-25). On prend ses désirs pour la réalité : « que l'indépendance soit faite avant le renversement de la bourgeoisie, c'est de toute façon sous la pression des travailleurs que ces mesures seront prises ».

Que tout cela semble loin de la réalité québécoise, de son vrai rapport de forces, de son actualité historique, de sa quotidienneté. On sait ce qui arriva aux élections de 66 et de 68, ce qui se passe au niveau du Parti Québécois. Pourtant, ces analystes avaient prévu et inspiré partiellement la petite révolution sociale que nous sommes en train de vivre chez les étudiants, chez les comités de citoyens, dans le monde syndical, dans l'aile gauche nationaliste et chez les jeunes militants révolutionnaires. Ils ont moins flairé la montée de la réaction du peuple et des pouvoirs en place. Mais qui sait si cette dernière manifestation ne jouera pas en leur sens à long terme. Ils avaient déjà vu comment les conjonctures internationales hâtaient le processus. Ils percevaient les énormes faiblesses du gouvernement québécois avant bien d'autres. Pour le moment, ils ne songeaient qu'à un parti révolutionnaire et boudaient les parties indépendantistes. Mais au bilan, on trouve chez eux le plus clair de la tradition socialiste vis-à-vis de la question de la libération nationale. Nous ne croyons pas que les tendances fascistes évidentes dans le socialisme des nations africaines soient premières ici, même si certains symptômes se manifestent de façon latente dans le comportement des membres à la périphérie du mouvement.

Un repli intellectuel ambigu

En 1966, après les désillusions d'une élection très conservatrice et réactionnaire, le mouvement se replie dans l'intellectualisme. Le titre de l'éditorial exprime bien cette attitude : exigences théoriques d'un combat politique. On se réfugie dans la pensée socialiste pure même si

on se défend de perdre de vue la réalité québécoise. Celle-ci serait une société sous-étudiée autant que sous-développée. Il faut d'abord :

1. Radicaliser la lutte sur le plan théorique.
2. Ne plus prétendre édicter des mots d'ordre pratiques.
3. Se libérer de toute affiliation à quelque parti que ce soit.

On constate le vide théorique des forces de gauche, celles du R.I.N., du P.S.Q. et du Mouvement laïque de langue française. On récuse le reproche habituel de la division de la gauche chez nous. « Le vide théorique ne résulte pas d'un échec des idées de décolonisation, de laïcisation ou de socialisme (la majorité des 18-21 ans ne voit-elle pas là des quasi-évidences ?), mais bien plutôt du défaut de poursuivre l'élaboration de leur contenu politique. Les militants de syndicats ou de partis peuvent en témoigner : chez les ouvriers, les ruraux, les petits, - dont on déplore si souvent le faible degré de politisation ! - on découvre une audace de vue, une conscience des situations qui est bien près d'être révolutionnaire » (p. 5). Ainsi passe-t-on du pessimisme le plus dégonflé à l'optimisme le plus soufflé, et partant, à côté de là réalité tout court.

Une vraie démarche politique, même théorique, exige autrement plus de réalisme. Cette famille spirituelle va s'isoler de plus en plus de la véritable évolution du Québec, et même des ferments dynamiques révolutionnaires. Comment ne pas être perplexe devant cette autocritique des membres de Parti Pris qui s'accusent de ne pas vivre un marxisme assez pur, assez rigoureux. Pour y arriver, ils tentent une nouvelle synthèse sous le signe du « socialisme décolonisateur » en se refusant d'élaborer des stratégies ou des programmes d'action ! Auraient-ils oublié la dialectique marxiste de la théorie et de la praxis au cœur de l'action d'un parti ? Non, il faut rejoindre la « totalité historique » et éviter le style monographique particularisant ? ²⁶ Ils disent

²⁶ Les « parti-pristes » veulent délaissé le style monographique. L'ont-ils déjà vraiment exploré ? Ils critiquent le purisme de l'ouvrage de P. Vallières. « Nègres blancs d'Amérique » comme l'œuvre surréaliste « d'un commando anarcho-mystique et apocalyptique ». Ils lui reprochent sa critique stéréotypée du capitalisme, sa vision d'un néo-socialisme qui n'aurait rien en commun avec

même ne pas savoir exactement quel est le rôle d'un parti, d'un gouvernement socialiste démocratique, de la cogestion économique et sociale ! On se demande alors pourquoi parler si hautement, si sûrement, si doctoralement. Que deviennent les élucubrations sur « la violence nécessaire » dans une culture et un praxis politiques aussi pauvres ? Les auteurs retournent même à des luttes d'arrière-garde, tel l'anticléricalisme. Seule, l'étude de G. Gagnon dans le numéro de septembre 1966 marque un effort assez juste d'évaluation du socialisme décolonisateur dans le monde et au Québec. Mais au bout de son analyse, après avoir fait le tour des forces politiques et sociales qui œuvrent en ce sens, il avoue qu'aucune ne peut faire naître actuellement l'instrument nécessaire, à savoir un parti populaire, socialiste et décolonisateur. ²⁷

Le débat se resserre

La venue du Général de Gaulle, la scission de René Lévesque, les États généraux, la bataille pour l'unilinguisme, la fondation du Mouvement Souveraineté-Association amenèrent une recrudescence du nationalisme et même un changement de ses composantes. En effet on prévoyait déjà la fusion du R.I.N. du M.S.A. et du Regroupement na-

tous les régimes actuels. Mais ils n'ont pas su reconnaître dans la partie autobiographique un acte politique de grande portée, une analyse qui vaut bien dix numéros de Parti Pris.

²⁷ Nous laissons tomber le numéro spécial de 1967 qui reprend les mêmes thèmes et montre que le mouvement tourne en rond. Certains délaissent la politique pour la poésie. La Revue disparaît en 1968. Le noyau dur de la gauche s'est-il effrité irrémédiablement ? l'avenir le dira. De toute façon, d'autres semblent avoir pris la relève, dans l'action, cette fois. Mais comment nier un certain réalisme dans l'analyse des militants de Parti Pris qui prévoyait en 1964, la scission dans le Parti libéral, la montée séparatiste de la néo-bourgeoisie, l'escalade des jeunes, la multiplication des affrontements syndicaux, la timide politisation de certains milieux populaires, les difficultés internes grandissantes des deux vieux partis au Québec, par delà les victoires du statu quo en 1966 et en 1968. Dans un des derniers numéros de 1968, ils se sont fait forts de rappeler la justesse de leur prospective. Avant de se disperser, l'équipe va tenter de mieux cerner les dissensions et les différentes optiques des membres. Nous allons donc analyser leurs derniers numéros de 68.

tional. Les militants de gauche vont se diviser sur cette question. Essayons de cerner les plaidoyers.

1. Participation directe de la gauche dans un nouveau parti nationaliste ²⁸

- Les réalisations, les mouvements, les individus, tout ce qu'il y eut de plus dynamique et de plus révolutionnaire depuis le début des années 60, le fut au plan de la question nationale, directement ou indirectement. Les militants de gauche qui ont boude cette réalité se sont coupés progressivement du peuple québécois en se réfugiant dans des modèles socialistes étrangers. Or, c'est précisément à cause de la question nationale que le Québec peut songer au socialisme, plus que tout autre entité politique d'Amérique du Nord.

- Comme la souveraineté prend de l'importance, la néo-bourgeoisie risque d'en faire son instrument pour sa propre promotion, alors que les travailleurs resteront dans des conditions socio-économiques inacceptables s'ils ne deviennent pas le centre de gravité et l'agent principal de la libération nationale. Jusqu'ici, la gauche comme telle n'a pas été présente soit aux classes populaires, soit aux mouvements nationalistes réels ou si peu que pas.

- Lévesque, meilleur stratège que les radicaux, a su gagner l'audience d'un nombre grandissant de travailleurs. Cherchons donc la souveraineté le plus vite et le plus à gauche possible, en évitant des divisions inutiles de la gauche, comme celles des radicaux culturels du R.I.N., des vieux et jeunes militants socialistes dogmatisants. Nous ne pouvons nous payer le luxe d'une multiplicité de petits partis ou chapelles qui sacrifieront la radicalisation du parti nationaliste principal à leurs querelles de coterie.

- Se situer hors de celui-ci, c'est se condamner à être marginal, sans aucune prise sur les événements, sur les masses populaires, c'est se condamner à être extérieur à l'affrontement central des prochaines années : P.Q. vs P.L. et U.N. Si le mouvement Lévesque était si inoffensif, comment expliquer les réactions virulentes d'Ottawa, de la com-

²⁸ Voir *Parti Pris*, 8 (1968), pp. 20-71.

munauté anglophone, de la petite bourgeoisie du Parti libéral et de l'Union nationale. La gauche démissionnaire du R.I.N. fait une erreur si elle refuse la nouvelle formation politique. Elle renforce à rebours les vieux partis. Il y a deux types d'action efficace : 1 - la guérilla sociale, et 2 - l'action électorale, non pas l'activisme ou l'électoralisme.

- Depuis trop longtemps, la gauche se perd en divisions, en querelles verbales et obscures. Elle craint de se mouiller en cherchant effectivement le pouvoir. Pendant ce temps-là, elle laisse les leviers de commande aux politicailleurs et aux bourgeois. La politique n'est pas une question de pureté, mais d'efficacité. Et nous avons eu trop tendance à former un parti de purs révolutionnaires, c'est-à-dire à nous retrouver seuls entre nous. L'erreur sectaire est de croire que la révolution est pour demain. Nous n'avons pas encore de preuve qu'il n'y a pas de place pour une vraie gauche dans le néo-nationalisme, bien au contraire ! N'oublions pas que les travailleurs de chez nous n'ont jamais été atteints par une idéologie révolutionnaire. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. De plus, la gauche a tout à gagner dans une véritable expérience politique au sein d'un parti de masse. Elle y trouvera un moyen décuplé pour son idéologie et son action. L'Indépendance éventuelle a déjà une teneur révolutionnaire si l'on sait l'orienter, si la gauche contre les forces bourgeoises nationalistes à chacune des étapes, pour enfin les déjouer au bon moment.

2. Création d'un mouvement socialiste et indépendantiste parallèle

- Il ne faut pas perdre de vue la théorie marxiste-léniniste des classes sociales même dans le travail de libération nationale. Pour cela, il est nécessaire de regrouper les militants de gauche, d'encadrer les forces populaires en vue de constituer un véritable parti socialiste, quitte à donner un appui tactique au parti nationaliste dans ses tentatives de réformes positives d'ordre politique. Quant à la formation des structures économiques, ne comptons pas sur lui.

- La deuxième vague d'industrialisation a fait entrer le Québec dans l'ère technologique. Mais c'est surtout le secteur tertiaire public qui s'est développé ; d'où l'apparition d'une néo-bourgeoisie technocratique à l'œuvre dans le développement considérable des secteurs de compétences provinciales. Alliées à l'aile dissidente de la petite bour-

geoisie cléricale, ces nouvelles classes vont utiliser le parti nationaliste à leurs fins.

- Dans ce contexte, le chef nationaliste R. Lévesque voudrait satisfaire tout le monde et son père ; aussi bien les Américains que les Canadiens, aussi bien les technocrates du Québec que ceux d'Ottawa, aussi bien la petite bourgeoisie traditionnelle que la nouvelle. Seuls les travailleurs n'entrent pas dans le décor, si ce n'est qu'au titre de Québécois. Au fond, ne va-t-on pas ainsi vers un néo-fédéralisme camouflé et vers un néo-capitalisme avoué. Mais toujours les pièces maîtresses restent dans les mains des Américains et des Canadiens anglais.

- Le néo-nationalisme s'achemine inévitablement sur la droite. L'interventionnisme de l'État peut aussi bien relever d'une tendance fascisante que d'une politique de gauche, au profit des nantis, avec la complicité de ceux qui ont maintenu le Duplessisme pendant vingt ans. Si l'aile « libérale » l'emporte, elle aussi glissera inévitablement vers la collusion avec les forces capitalistes, celles des Américains particulièrement. Tout au plus, arriverait-on à une sociale-démocratie avec ses entreprises mixtes et sa socialisation qui feront le jeu de la technostructure impérialiste d'Amérique du Nord.

- Le fameux dynamisme de la conscience nationale dont on parle tant, n'a jamais empêché les classes privilégiées de poursuivre leurs intérêts propres, bien au contraire. N'est-ce pas une constante historique ? Or, on assiste présentement à une véritable obnubilation nationaliste chez des petits bourgeois et chez des intellectuels qui se prétendent socialistes, ou même marxistes. Une telle confusion brouille la claire affirmation d'une gauche authentique.

- Nous sommes en train d'oublier que l'impérialisme américain est notre premier ennemi, que la vraie révolution doit partir de ce plan là. Que signifierait une indépendance politique sans libération économique ? Or, l'entreprise nationaliste actuelle fait le jeu des impérialistes américains, des colonialistes canadiens et des petits bourgeois canadiens-français. «Nous voulons que désormais seuls les travailleurs québécois possèdent, contrôlent, administrent les pouvoirs politiques et économiques du Québec... On n'organise pas un parti de travailleurs

comme on organise un parti de bourgeois... On ne rejoint pas les travailleurs comme on rejoint une classe déjà structurée et qui utilise à ses propres fins les moyens de diffusion et de propagande payés par l'ensemble de la nation, mais sous son seul contrôle. »

-Des militants de gauche et des leaders populaires au sein du parti nationaliste lui donnent une allure apparente de radicalisation. Ils serviront de caution pour permettre à la petite bourgeoisie nationaliste de faire croire que leur parti est l'élément le plus progressiste des masses populaires, le cadre idéal d'action pour une nouvelle technocratie socialisante, la formation politique toute désignée pour l'actualisation d'une idéologie de participation et de développement. C'est une illusion. Les militants de gauche seront toujours perdants en se prêtant à un tel jeu politique. On les évincera au moment des grandes décisions au nom du spectre de la division.

- Sans doute est-on conscient des mésaventures du P.S.Q., du M.L.P. Le premier a trop boudé la libération nationale. Le second n'a pas su s'organiser efficacement et articuler une démarche politique réfléchie et à long terme. Quant aux groupuscules et aux petites sectes révolutionnaires, inutile d'en parler en termes d'un véritable mouvement politique. Il faut donc un mouvement mieux structuré, plus exigeant pour ses membres, mieux défini au plan idéologique. Le parti nationaliste connaîtra peut-être l'échec des Patriotes de 1837. Rien ne sert de se brûler avec lui. La vraie bataille du peuple est à mener ailleurs en vue du relais à prendre, et cela dans le monde concret des travailleurs. Les luttes linguistiques, par exemple, sont sans avenir, sans une révolution dans les rapports de propriété, c'est-à-dire sans le socialisme.

3. Option radicale et nette pour une « révolution culturelle nationaliste »

Les « radicaux culturels » n'acceptent pas ces diagnostics, ces programmes, ces mouvements politiques qui ont en commun avec la droite des problématiques dépassées. Le capitalisme et le socialisme sont des idéologies et des systèmes économico-politiques de types de société en voie de disparaître. La critique sociale des derniers temps invite à des politiques radicalement neuves à inventer. En dessous des

structures sociales, il y a une réalité plus profonde qui marque l'homme et la société dans ce qu'ils ont de plus vital, une réalité où se trouvent les vrais projets de vie, les raisons ultimes de travailler, d'aimer et de lutter, les façons propres de penser et d'agir d'une communauté humaine, les sources des valeurs qu'elle privilégie. Il s'agit de ce qu'on appelle la culture, de ce mode d'être historique d'une société, de ce lien particulier d'enracinement d'un groupe humain. En ce cas, il faut parler davantage de cultures qui font les richesses de la terre des hommes 'et permettent d'identifier les individus et les groupes qui appartiennent à leur entité globalisante. Or, c'est ce phénomène qui semble prendre le dessus sur toutes les autres dimensions. Il s'affirme avec un tel impact qu'il crée une situation révolutionnaire aussi radicale qu'inédite. Il échappe aux schèmes socio-économiques et politiques habituels. Ceux qui se perçoivent comme agent de révolution culturelle, parlent d'un homme nouveau, d'une société nouvelle. de valeurs neuves, d'une éthique et d'une politique totalement renouvelées. Il y va d'une création sur le plan humain autrement plus importante que toutes les innovations technologiques. «Une révolution de l'homme après celles des structures et de la nature extra-humaine. »

Les tenants de cette dernière option chez nous regardent de haut toutes les tentatives politiques actuelles au Québec. Ils les vouent toutes à l'impuissance et à la stérilité. Eux-mêmes n'ont pas trouvé leur voie. Ils tâtent le terrain et s'attachent aux points chauds culturels : l'unilinguisme par exemple. «La langue est le miroir d'une société. Elle porte les cicatrices de l'histoire, reflète la situation sociologique d'une société, elle est le parfait reflet de son économie. C'est un phénomène social au sens fort du terme. Le plus significatif de tous. » Ce que François Aquin exprime ici au plan politique correspond à la pensée de son homologue littéraire Hubert Aquin. Nous sommes aliénés au plus profond de nous-mêmes, c'est-à-dire dans notre condition culturelle d'existence. Il n'y a plus de solution partielle quand la culture elle-même se désintègre à un rythme affolant dont les statistiques ne savent rendre compte. « Prendre en main son histoire, se forger un destin. Être libre. Il n'y a pas d'ersatz à la liberté. C'est le tout ou le rien des religions indiennes et des grandes amours. Une société nouvelle au Québec. Il faut faire neuf. Bâtir québécois, dit encore F. Aquin.

Au plan des solutions, on nous parle tout d'un coup de régime présidentiel dans un Québec indépendant, d'autogestion, de syndicalisme comme une sorte d'anti-État et comme pendant humain de la nécessaire planification dirigée. Mais là où cette famille spirituelle a donné une idée aussi claire qu'intransigeante de ses intentions, c'est dans la lutte pour l'unilinguisme. Ici la dialectique du « To be or not to be », jouait à plein, au point que certains observateurs « socialistes », à la suite de bien d'autres, ont flairé une tendance fasciste. C'est un argument un peu facile pour évaluer la visée d'une politique qui se veut au delà des cadres historiques élaborés jusqu'ici !

4. Un virage vers les nouveaux modèles de développement

Une nouvelle catégorie d'hommes formés dans les cadres les plus modernes de la technocratie rejette les trois schèmes politiques précédents. Pour eux, ces élucubrations n'ont rien de rationnel, de fonctionnel. Impossible de construire à partir de là un régime moderne de société. Ou on défend des institutions périmées, ou on devient esclaves des dogmes et mythes politiques qui empoisonnent l'histoire des derniers siècles. Les tendances actuelles de droite ou de gauche, vétéronationalistes ou néo-nationalistes ont en commun une méconnaissance profonde de la nouvelle société en train de se construire sous le signe du « développement» ²⁹ ».

Le développement s'oppose ainsi à l'évolutionnisme scientifico-libéral : le changement n'est pas défini comme nécessairement bon ou progressif. Le changement en outre a produit des inégalités de plus en plus grandes à l'intérieur des sociétés et entre les sociétés. Le développement s'oppose aussi au déterminisme marxiste : le terme de l'histoire n'est plus défini comme unique et fatal ; ce terme peut être multiple et faire l'objet d'un choix constant de la société... Ce n'est pas seulement la nature que la société croit pouvoir contrôler par la science, mais son propre devenir... Le développement suppose trois conditions essentielles.

²⁹ Gérald Fortin, Québec 68, dans *Parti Pris*, 8 (1968), pp. 42-43. [Voir les œuvres de l'auteur disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

- L'autodétermination de la société qui veut le développement. L'indépendance apparaît ainsi non pas comme une fin, mais comme un moyen essentiel. Pour se développer, une société doit pouvoir contrôler les mécanismes de choix des objectifs et les mécanismes de réalisation de ces objectifs.

- La participation, c'est-à-dire un mécanisme qui permette à la société de choisir socialement les objectifs qu'elle veut poursuivre et le terme de son devenir. Dans une société pluraliste, la participation implique des structures nouvelles qui redistribuent le pouvoir de décision à tous les groupes... La participation des exclus va remettre en question un grand nombre des valeurs courantes de nos sociétés, y compris la valeur du travail.

- La rationalité dans le choix des moyens. Une fois les objectifs définis, les moyens les plus efficaces selon la situation doivent pouvoir être choisis et mis en œuvre. Le critère de choix n'est plus ici les valeurs, mais le calcul. À condition que l'autodétermination et la participation soient assurées, le dosage à faire entre différentes formes d'entreprises (étatiques-mixtes-privées) devient une question de calculs d'efficacité en fonction des objectifs poursuivis. Il en va de même pour la décentralisation, la démocratie directe, etc. En outre, selon les secteurs d'activité sociale, une interdépendance plus ou moins forte peut s'avérer être nécessaire avec d'autres sociétés.

Dans le contexte du développementisme, l'adversaire principal est celui qui transforme les moyens (indépendance, participation, efficacité, système économique, besoin de coordination) en fins absolues. C'est donc autant une certaine gauche nationale doctrinaire que la bourgeoisie nationale, le capitalisme international, ou le fédéralisme qui tous nient à leur façon le désir d'une société de se bâtir efficacement selon l'image qu'elle a elle-même. Or, le néo-nationalisme peut conduire à un Québec développementiste. Les jeux ne sont pas faits cependant.

G. Fortin souligne ici que les indépendantistes linguistiques et sentimentaux et certains socialistes attardés au XIXe siècle peuvent conduire à une intégration décisive à l'empire des États-Unis après cinq ou dix ans de pseudo-souveraineté.

Voilà un point de vue partagé par un certain nombre de nos meilleurs technocrates. Je ne sache pas que nos revues et nos mouvements de gauche aient analysé sérieusement cette école de pensée et d'action de plus en plus importante. Évidemment, elle effraie autant les doctrinaires de la droite que ceux de la gauche. Et dans les conjonctures actuelles, plusieurs de ces hommes de valeur risquent de se décourager parce qu'ils ne se situent pas dans l'un ou l'autre cadre dogmatique qui ont tant de vogue chez nous. Eux aussi, cependant, véhiculent des théories et des attitudes à démystifier, à critiquer radicalement. Comment concilier une certaine aristocratie nouvelle de la technocratie et le contrôle démocratique des masses ? Est-ce que la rationalité administrative (très nécessaire, évidemment) ne vient pas souvent en Occident étouffer le politique qui seul peut articuler en dernière instance les moyens fonctionnels, et les finalités humaines souvent impondérables. Le contraire est aussi vrai ; il l'est davantage dans plusieurs régimes marxistes où les compétences et les mesures d'efficacité sont sacrifiées aux vues dominatrices des hommes du parti.

Une gauche qui se cherche

Ce sont là des problèmes que toute gauche ne saurait passer sous silence. Les radicaux progressistes du Québec s'enferment trop souvent dans des concepts intouchables et inconditionnels et tentent de les appliquer bêtement dans leur réflexion et leur praxis politique. On sait ce qui en advient au bout du Processus ; une désillusion de plus, en plus castrante. Serait-ce le symptôme de toute la gauche française ? Le tempérament latin, le cartésianisme français comme les antécédents religieux joueraient-ils ici un certain rôle ?

Au plan proprement socialiste, on n'a pas saisi la remise en question très profonde de certains postulats marxistes au cours des dernières décennies, surtout en ce qui concerne les rapports entre infrastructures économiques et superstructures juridiques et politiques. Ce n'est pas seulement une vue unilatérale qui est contestée ici ; mais il semble qu'il y ait une relative autonomie de ces deux paliers et aussi une influence bilatérale beaucoup plus complexe que Marx ne l'a admis. Il

ne s'agit pas d'exclure la part de vérité de cette influence importante des techniques de production et des rapports humains à ce plan. Mais la culture, la religion comme l'idéologie ne sont pas de pures projections du palier précédent. Plus que jamais, la politique et le culturel tendent à prendre le dessus pour affirmer le primat du projet humain qui veut plier même les lois économiques à des finalités et à des valeurs librement choisies par une communauté. La révolution culturelle de Mao Tse Toung, la philosophie de Guevara laissent entendre une conception de ce type. Il y a du moins ici une dialectique plus évidente et peut-être plus fidèle à l'intention première de l'hégélianisme et du marxisme. Lénine lui-même a marqué un progrès en établissant mieux les rapports dialectiques entre conditions objectives de classe et conscience politique assumée par l'action du parti, par l'intelligentsia révolutionnaire et le militantisme des prolétaires.

Pour nous au Québec, la libération nationale pourrait bien appartenir à cette sphère du culturel et du politique dans ses rapports précités avec la libération économique. Les uns et les autres de la gauche ont la tentation de liquider une tension féconde entre les deux pôles.³⁰

Nous n'en sommes pas actuellement, chez nous ou ailleurs, à une praxis très claire en ce domaine. Mais des positions rigides et exclusives mènent nécessairement au cul-de-sac et empêchent un dépassement d'antagonismes mal situés et mal compris. Il faudrait accepter d'aller au bout du rapport entre le nationalisme et le socialisme avec beaucoup plus de rigueur intellectuelle et de réalisme dans l'action. Deux positions unilatérales sont à écarter :

³⁰ « Il n'est pas impossible que les contestations ethniques et sociales ne soient pas en train de s'imbriquer et de s'activer réciproquement... Les rapports deviennent de plus en plus transparents au fur et à mesure que le voile de la domination de la nation est déchiré et la masse de ceux qui optent pour l'indépendance grossit. » Le problème se reporte de plus en plus au plan politique où M. Rioux, avec F. Dumont, se demande si les nouveaux leaderships et un État fort ne pourraient pas faire l'économie d'une bourgeoisie nationale et de notre vieille idéologie pour bâtir une culture nouvelle, une société originale ouverte, fortement appuyées sur l'ensemble de nos dispositions collectives. M. Rioux, *La question du Québec*, Seghers, 1969, pp. 181-184.

- La lutte pour l'indépendance ne se justifie que parce que le Québec est en situation de dépendance par rapport à une superposition nationale. Mais seule la lutte pour le socialisme importe ; elle est reliée à celle des travailleurs du Canada et des États-Unis, les rapports de production étant intégrés continentalement. Le projet nationaliste ne sert que de moyen pour la libération économique des masses. Il n'a de priorité possible que dans le temps.

- La deuxième solution consisterait à affirmer d'abord la spécificité du politique et du culturel. C'est dans le cadre d'un État souverain que la conquête de l'autonomie économique se fera efficacement ; ce qui n'exclut pas la nécessité d'y travailler tout de suite. Mais la conscience nationale peut être à son tour déterminante pour la transformation des infrastructures socio-économiques tout en étant influencée par celles-ci. ³¹

Deux hypothèses fallacieuses, si on les sépare, ou si on fait de l'une un moyen pour l'autre, si on défend une priorité exclusive, bref si on n'accepte pas le risque calculé d'une dialectique réfléchie et agissante entre elles. L'économisme de certains socialistes ne vaut pas mieux que le culturalisme des indépendantistes, deux bons moyens pour se couper de la réalité historique et des masses particulièrement. Le peuple s'accommode mal de ces distinctions ou séparations subtiles. Mais ce n'est pas une raison pour une claire vision de leur enjeu.

Nous ne sommes pas au bout de nos peines, puisque la situation particulière du Québec ajoute à ce premier dyptique. Les problèmes de libération de la nation et des classes populaires s'inscrivent dans un contexte de néo-capitalisme, bien différent des nations du Tiers-monde. De plus historiquement, seules les idéologies nationalistes ont réussi à donner une vision unifiée de notre société, toute mythique fût-elle. Ces idéologies de la droite sont en voie d'être remplacées par celles des gauches avec autant d'ambiguïté, telle cette question centrale de l'identification de la nation avec la classe prolétaire. ³² On ne veut

³¹ Paul Bernard, *Débat-forum*, Québec 68, dans *Parti Pris*, 8 (1968), p. 22.

³² Michel Van Schendel, *Pour une théorie du socialisme québécois*, dans *Socialisme* 1969, pp. 7-27. Voir tous les numéros de 1969, qui traitent du problème ci-haut.

pas passer sous silence les tensions internes de classes comme les nationalistes d'autrefois l'ont fait. Le rapprochement entre classe ethnique et classe sociale ne satisfait pas davantage, même si on prend soin de spécifier qu'il s'agit ici de la classe ouvrière. La nation dans la Confédération ne se situe pas de la même façon que la classe ouvrière dans la première. Le système capitaliste nord-américain, l'État fédéral, la nation francophone du Québec, la classe salariale, sont des entités d'ordre différent et leurs rapports sont d'une extrême complexité à cause des multiples interférences en tout sens. Voilà ce qui a été trop peu décortiqué tant par les nationalistes que par les socialistes.

Système capitaliste vs classe ouvrière
 État fédéral vs État québécois souverain
 Bourgeoisie assimilée vs bourgeoisie nationaliste
 Classe ouvrière vs grande bourgeoisie étrangère
 Classe ouvrière vs petite bourgeoisie autochtone

Tous ces paliers tantôt se renforcent, tantôt s'opposent, tantôt s'ignorent, sans compter l'évolution interne de chacun de ces multiples pôles. Comme le dit Van Schendel avec raison, la classe ouvrière ne correspond pas adéquatement à la définition marxiste du XIXe siècle. Le néo-capitalisme amène des conditions nouvelles, non seulement à ce plan, mais aussi dans les nouvelles classes et dans la bourgeoisie elle-même, comme dans les sphères politiques et culturelles. Et celles-ci jouent aussi de façon autonome de par leur dynamisme interne. Est-ce que les ouvriers d'usine et l'intelligentsia révolutionnaire sont les seuls sujets historiques du passage au socialisme ? Que viennent apporter les mouvements marcusiens, les contestations étudiantes ? Comment expliquer l'émergence de tendances fascistes chez nous et ailleurs ? Comment évaluer la réalité brutale d'une classe ouvrière encore peu sensible à la libération nationale alors que celle-ci est appropriée par la néo-bourgeoisie autochtone et les nouvelles classes ? (Il faut se souvenir du rôle mystificateur qu'a joué l'idéologie nationaliste tout au long de notre histoire jusqu'à aujourd'hui, et cela sur le dos du peuple.)

Le moins qu'on puisse dire, c'est l'impossibilité actuelle de bâtir des petites thèses ou des programmes politiques dogmatisants, surtout à partir des théoriciens qui analysent des situations tout autres que la nôtre. En dehors de toute xénophobie ou d'attitude de ghetto, nous avons trop d'exemples sous les yeux d'importations idéologiques ou autres qui servent de succédané pour notre propre vide théorique et notre absence de praxis efficiente. Il y a des vieux routiers de notre milieu qui ne cachent pas leur juste impatience : « Quand une certaine gauche consentira à se servir d'autre chose, pour ses analyses, que des catégories et de la vieille terminologie marxistes, léninistes, elle pourra peut-être en même temps se créer un langage et des idées nouvelles, et, ainsi, se trouvant au départ plus proche de nos réalités, comprendre celles-ci davantage, se donner une stratégie d'inspiration moins livresque, moins exclusive, moins fermée et plus efficace, permettre aux gens de se reconnaître dans la gauche et éviter les démarches aberrantes et titubantes qui, hélas ! l'ont caractérisée non seulement ici mais dans nombre de pays. Extrême gauche ne devrait pas nécessairement équivaloir à extrême bêtise. » ³³ Ceux qui se livrent au jeu de l'extrémisme verbal et de la contestation pure se dégoûtent rapidement, comme si une pathologie schizophrénique prenait le dessus, tellement la réalité échappe à leurs élucubrations. Ils démissionnent et parfois deviennent de cyniques exploiters des ressources collectives. Que d'exemples nous pourrions donner ici !

Un socialisme pessimiste

On a parlé du « nationalisme noir » au Québec, du moins celui d'avant 60. On pourrait parler du « socialisme noir » d'aujourd'hui. Cela ressort des revues comme *Parti Pris* et *Socialisme*, du retrait progressif de ceux qui ont milité dans certains mouvements et partis (R.I.N., P.S.Q., M.L.F.), de l'impuissance de l'aile gauche dans les syndicats. A contrecœur, on va rejoindre le Parti Québécois qu'on

³³ Pierre Vadeboncœur a tenu plus d'une fois ce langage. Voir *l'Autorité du peuple*, Éd. de l'Arc, 1965 et *La ligne du risque*, H.M.H., 1963. Les propos de l'auteur s'appliquent tout aussi bien à la nouvelle terminologie qui a poussé l'aliénation verbale à son maximum. Une nouvelle mythologie quoi... et encore plus loin du peuple que celles du passé.

considère déjà noyé dans les intérêts de la petite bourgeoisie ou on se réfugie dans des groupuscules pour reprendre consistance, quitte à participer épisodiquement à des manifestations ou à quelque action anarchique et désarticulée de guérilla sociale. Il y a des hommes de gauche au Québec, mais il n'y a pas à proprement parler de gauche vraiment organisée politiquement ou socialement.

Plusieurs ne croient plus au travail possible dans des mouvements structurés qui feraient inévitablement le jeu de la « société unidimensionnelle ». Le modèle de la guérilla les séduit. Ils le transposent sur le plan social en songeant à l'« action directe » de petites unités légères et très mobiles, présentes à tous les points chauds. Les observateurs sont partagés sur l'efficacité de cette méthode. Elle laisserait tous les principaux leviers dans les mains des pouvoirs en place, surtout de la petite bourgeoisie arriviste et anti-ouvrière. Par ailleurs, le processus semble déséquilibrer l'ordre établi par cette « guerre de nerfs » menée sur bien des fronts à la fois. Personne ne sait quand, où et comment ces commandos politiques vont frapper. Ils sont plus présents qu'on ne le pense dans divers milieux. Ils sont trop bien informés pour ne pas laisser croire aux naïfs qu'ils sont de purs marginaux, atomisés et sans stratégie. Mais, à long terme, plusieurs hommes de gauche lucides craignent une désintégration de cette dynamique du provisoire, de cette psychologie de maquis. Par ailleurs, une démarche politique suivie et efficace, assez large et massive, s'inscrit dans l'espace politique réel, au cœur des rapports de forces en présence. Le comportement politique de la majorité s'alimente de symboles manifestes et de motivations explicites. On ne bâtit pas une politique dans l'underground, même si celui-ci peut sembler nécessaire durant une période limitée. Le citoyen moyen ignore tout ici des vraies intentions et des objectifs, et l'anxiété aura tôt fait de l'amener à préférer une participation même décevante à une action politique mieux définie de la droite, ou à se désengager purement et simplement. Même des éléments radicaux, devant cette politique anarchique d'underground, choisissent de mettre en veilleuse leurs convictions socialistes pour militer exclusivement pour l'Indépendance nationale en coude à coude avec les nationalistes du centre et de la droite.

Au bilan, nous pouvons nous demander si la courte poussée socialiste de la dernière décennie n'est pas en train de s'éteindre au profit de

la droite, d'une part et de la gauche ambiguë du nationalisme, d'autre part. C'est du moins ce que craignent les rares militants socialistes chevronnés. Ne serait-il pas préférable de viser surtout à permettre un choix plus clair pour les Québécois entre un vrai parti de droite et un vrai parti de gauche ? Mais les jeux de forces actuelles s'orientent davantage vers la dichotomie souverainisme et fédéralisme. Devant l'inévitable, les militants de gauche tentent de noyauter le parti nationaliste. Mais rien ne perçe en celui-ci et de leur intention et de leur action. On ne trouve même pas, par exemple, dans le Parti Québécois, ce que le N.P.D. tente de faire pour contrer la domination américaine. Qu'ont donc fait ces militants de gauche dans le P.Q. ? Ont-ils cherché avec la direction du parti une rentabilité à court terme en tenant compte du conservatisme persistant des Québécois, de la puissance énorme des colonisateurs, de la taille minuscule d'un mouvement révolutionnaire, d'ailleurs profondément divisé (des maoïstes aux socio-démocrates) ? Pensons simplement aux réactions des consommateurs québécois très américanisés devant un programme d'austérité de type socialiste. Ce refus éventuel d'une très forte majorité en fait reculer plusieurs. Ils perdent tout d'un coup leur optimisme sur les conjonctures favorables d'une situation révolutionnaire manifestée par la montée de l'insatisfaction. Il s'agit de savoir si celle-ci dépend d'une volonté politique radicalisée ou simplement d'un désir exacerbé de s'accaparer une meilleure part du gâteau.

D'autres militants pensent davantage à des tâches préparatoires plus réalistes que semblent oublier nos maquisards, terroristes de luxe ; par exemple, ne faudrait-il pas moderniser et renforcer l'appareil de l'État Québécois, commencer certaines politiques audacieuses de développement d'esprit socialiste, apprendre à utiliser de façon maximale nos ressources humaines desquelles dépend davantage notre avenir, tenter de réaliser certains modèles administratifs et technologiques sur une base de plus grande participation sans rien sacrifier aux normes d'efficacité ?

Certains s'opposent à cette démarche, non pas d'abord parce qu'ils en récusent le réformisme, mais à cause de son irréalisme dans les conjonctures politiques actuelles du Québec. Le problème est à la fois plus profond et plus urgent. Les conditions d'aliénation de la « colonie » sont telles qu'il est nécessaire de gagner une mobilisation rapide

et intensive, de créer d'abord les cadres politiques d'un État souverain. Après on songera aux aménagements mentionnés plus haut. Ceux-ci deviendront plus réalisables, plus à notre portée. On ne saurait engager des énergies dans un sens ou l'autre, aussi longtemps que la situation d'ensemble n'aura pas été clarifiée politiquement. Pensons à tous les impondérables économiques au seuil de la souveraineté. Que feront les Canadiens anglais, les Américains ? Qu'en sera-t-il du marché commun suggéré par le P.Q. ? Est-ce qu'on ne préférera pas aller chercher ailleurs, à bon compte, même dans les pays socialistes, comme c'est le cas actuellement, les produits qu'on fabrique au Québec. L'Ouest canadien a déjà commencé avec le Japon et la Chine communiste. Non, on ne verra clair qu'après une première victoire souverainiste !

Personne n'a encore répondu à l'objection de certains leaders du N.P.D. particulièrement de Charles Taylor ; selon lui, le projet nationaliste québécois est voué à l'échec, sans un changement profond de la politique intérieure et extérieure du Canada, sans une collaboration pan-canadienne de toutes les forces socialistes. L'avenir d'un marché commun dépend du succès ou de l'insuccès à long terme de la montée récente du N.P.D. dans le centre et l'Ouest du pays. Les Provinces pauvres de l'Atlantique suivront bien le mouvement s'il prend de l'ampleur. Mais au bout de la ligne, le N.P.D. ne devra-t-il pas imposer une ligne de centralisation politique et économique qui rendra encore plus velléitaire le projet de souveraineté québécoise ? L'obstacle est de taille, mais surmontable si le P.Q. s'orientait vraiment sur la gauche, au moment où le N.P.D. commence ailleurs à gagner certaines provinces. Les négociations futures entre Québec et le reste du Canada en seraient facilitées du même coup. L'énorme complexité de la situation politique canadienne exige qu'on ne tente pas tout à la fois. Peu d'arguments passent la rampe d'un bout à l'autre du pays ; d'où la nécessité d'une stratégie diversifiée qui tienne compte des régions politiques. Trop d'enquêtes et d'événements historiques nous y conduisent. Les militants nationalistes du Québec considéreraient peut-être avec intérêt ces perspectives du N.P.D., mais personnellement nous doutons de l'efficacité réelle des tentatives de décentralisation du socialisme récent. L'exemple russe ne sert sûrement pas de caution. À ce compte-là, les firmes américaines ont davantage réussi. Si le centralisme politique s'impose d'abord, les Québécois sont acculés à une souveraineté

aussi ferme que souple. La décentralisation et les alliances politiques et économiques viennent après si on veut tout simplement ne pas se faire bouffer. Et qui sait si l'éventuelle souveraineté du Québec ne pourrait pas amener le Canada anglophone à retrouver son identité face aux Américains en optant pour un régime socialiste ! C'est peu probable.

Et la question rebondit : quelles sont les possibilités d'une politique de gauche au P.Q. ? Si le Canada anglais oppose carrément un refus, les néo-nationalistes seront quasiment forcés de marcher à gauche, parce qu'en pareil cas les mesures socialistes s'imposeront. Jusqu'ici la tendance au compromis a pris le dessus au profit d'attitudes de droite. Mais à long terme, si le P.Q. réussit à s'affirmer, les obstacles obligeront à une radicalisation. Autrement, on aboutira à une sorte de fédéralisme, camouflé en dessous d'une façade juridique de souveraineté. Et la décolonisation restera un vain mot. Les plus pessimistes craignent un petit national-socialisme-maison proche de l'aventure du plessiste de 1936. Est-ce que les conjonctures politiques internationales ne viennent pas appuyer ces craintes ? De trop nombreux pays colonisés, indépendants ou non, ont abouti à ce drame.

D'autres pessimistes démystifient tout espoir qu'on voudrait fonder sur les syndicats, par exemple. Ceux-ci sont majoritairement rivés sur les structures économiques américaines. Rien n'indique que le centre de gravité du syndicalisme se déplace vraiment vers une gauche socialiste. Même les éléments radicaux ne dépassent pas la revendication immédiatiste à l'intérieur du système en place. Ils n'ont encore pas signifié leur position vis-à-vis de la question nationale, alors qu'elle se pose de façon de plus en plus crue et drue. Il y a bien eu un refus officiel il y a quelques années. Mais depuis ce temps, on flirte, surtout à la C.S.N., mais on ne se mouille pas. Aucune articulation cohérente de l'action syndicale et politique à l'horizon. Seule la prochaine étape permettra de savoir si les membres sont alignés sur les positions de leurs centrales, s'ils partagent la même perplexité, s'ils se maintiennent dans l'entre-deux. De toute façon, les « protestataires » se tournent facilement du côté du P.Q., sans adopter forcément la perspective de souveraineté. Mais on ne bâtit pas une vraie politique sur de vagues contestations. Si tout cela ne rassure pas les néo-nationalistes, encore moins les socialistes lucides ne devront-ils pas se faire illusion.

Encore la dynamique du provisoire

Qu'en est-il maintenant de l'orientation du monde des jeunes en ébullition depuis quelque temps ? Plusieurs radicaux joignent les rangs du P.Q. Mais encore ici, trop d'indices nous portent à croire que la jeunesse québécoise est plus diversifiée et moins politisée qu'on ne le pense. Une forte proportion partage, peu consciemment il est vrai, cette nouvelle idéologie de la «civilisation heureuse» où l'on ne veut rien savoir en dehors de la satisfaction immédiate et palpable. Est-ce une projection idéologique d'une société de consommation qu'on n'ose plus appeler par son nom à cause de sa mauvaise Presse chez les jeunes ? Pourtant malgré les résistances, le leadership étudiant réussit quand même à soulever des forces vives qui existent incontestablement dans les milieux de jeunes. C'est peut-être avec eux que les éléments de gauche du P.Q. et des autres secteurs prépareront les voies à une authentique gauche au cœur de la libération nationale en cours.

Donc pas de parti politique de gauche pour le moment, mais une politique de gauche dans le parti nationaliste et sur les autres fronts, sociaux, économiques et culturels du Québec. Les expériences avortées de parti populaire au Québec empêcheraient la gauche de s'engager sur cette piste pour le moment. De même le « socialisme essentialiste » de Parti Pris a prouvé Sa relative stérilité. Il faut une approche plus pragmatique, dit-on, plus liée au déploiement réel des dynamismes déjà à l'œuvre dans notre vie collective. Mais les dangers de faire le jeu de la droite fédéraliste ou nationaliste existent toujours.

Et les hésitants reviennent à la charge ; comment regrouper des éléments de gauche aussi atomisés dans les divers milieux ? Au P.Q. ? à la C.S.N. ? N'y a-t-il pas des conditions plus viables dans un encadrement qui délaisse de plus en plus les normes et les formes d'organisation traditionnelle ? Étant donné que le P.Q. recrute surtout une classe de gens plus instruits, une certaine proportion de la petite bourgeoisie et très peu d'éléments populaires, il semble nécessaire de se ménager d'autres fronts, dans les syndicats et les nouveaux comités de citoyens par exemple. Encore là, il est inutile de se faire illusion sur la

réelle politisation de l'ensemble du peuple québécois. Le comportement politique conservateur de la masse jusqu'ici, ne subira de mutations profondes qu'après un certain itinéraire. C'est à ce plan qu'il faut préparer l'après de la souveraineté politique, si jamais elle se réalise.

Il n'y a pratiquement pas de tradition socialiste en Amérique du Nord. Ceux qui ont voulu brûler les étapes en ce domaine se sont coupé les mains. Or, l'histoire nous apprend qu'un nationalisme dynamique de gauche est possible dans une première étape. Pourquoi ne pas y songer, quitte à éviter aujourd'hui et demain les dangers déjà signalés et à mener dès maintenant une action patiente et à long terme au sein des classes populaires et des organismes plus près d'elles.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 6

Nationalisme et fédéralisme

La démarche préliminaire

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons déjà accumulé en cours de route un matériel impressionnant pour établir de façon plus systématique le dossier du nationalisme. Au passage, nous avons signalé plusieurs attitudes des opposants fédéralistes. Il serait plus juste et plus honnête de nous situer maintenant au cœur de cette optique critique, d'emprunter ses angles propres de vision.

Des deux côtés, on trouve des citoyens sérieux et des prises de position très réfléchies. Mieux vaut nous attarder à la qualité de ces apports, en laissant au second plan les querelles inutiles, les plaidoyers fanatiques de pamphlétaires, les affrontements de préjugés destructeurs. N'est-ce pas la première condition éthique pour une démarche politique cohérente et un débat vraiment démocratique ? Par ailleurs, il serait illusoire de s'en remettre totalement à la pure rationalité alors que tant de passions et d'impondérables humains entrent en ligne de compte.

La politique, comme sagesse humaine et comme projet historique, s'accommode mal à l'esprit de géométrie, même si celui-ci trop souvent s'impose au détriment de certaines valeurs transcendantes, notamment la liberté créatrice, la responsabilité du dépassement, la fraternité gratuite, l'autonomie de la personne et la solidarité dans des communautés d'appartenance. Se soumettre aveuglément aux lois naturelles, c'est inverser le rapport matière et esprit et c'est parfois retourner aux mœurs de la jungle. Il n'y a pas non plus de théorèmes irréfutables en politique. Les fédéralistes ou les nationalistes qui voudraient nous imposer leur point de vue de façon déterministe, au nom d'une sèche rationalité, ou du droit naturel, prennent le contre-pied du dynamisme central de l'histoire, c'est-à-dire une volonté de libération qui cherche à aménager la société en fonction de finalités humaines toujours au-dessus des systèmes, des techniques et des règles instrumentales. Les conditions et les moyens ne sauraient devenir des fins. Dans l'univers de l'homme, surtout en politique, il y a toujours plusieurs solutions possibles, les unes plus ou moins bonnes que les autres, certaines d'égale valeur ou de première importance selon ce que l'on privilégie.

Mais nous n'oublions pas que nous sommes dans un domaine où il faut opter en sachant bien que tous les avantages ne sont pas du même côté. Pour défendre son point de vue dans l'action, le militant n'hésite pas à simplifier les positions des adversaires et à rendre irréfutable sa solution facilement érigée en thèse. Tous ont besoin de prendre une certaine distance sur le débat lui-même pour l'objectiver le plus possible. Et un des meilleurs moyens, c'est de regarder les choses dans la perspective de ceux qui ne pensent pas comme nous. Voilà dans quel esprit nous avons élaboré ce chapitre. Étant nous-même engagé dans un contexte politique où la question nationaliste se pose avec une acuité de plus en plus pressante, nous 'croyons nécessaire de procéder à cet exorcisme aussi sain qu'exigeant.

Pas de dogmes en politique

Certains fédéralistes ressemblent à ces nationalistes qui présentent leur option comme un « en soi », comme un principe universel et exhaustif d'où l'on peut déduire une politique globale et irréfutable. Mal-

gré nos réticences devant cette commune attitude, nous reconnaissons l'intérêt de cette recherche du « type idéal ». Plusieurs maîtres en sciences humaines ont utilisé cette méthode dans des limites déterminées. C'est le cas particulièrement de Simmel et de Weber. Pour eux le type idéal ne relève pas d'une détermination d'ordre philosophique ou éthique, mais d'une confrontation entre la généralisation et les applications, entre l'intelligence d'un phénomène et le phénomène lui-même dans divers contextes. Ils dégagent quatre aspects de ce processus qui va dans les deux sens et appelle de multiples vérifications dans le temps et dans l'espace.

- 1) La reconstruction intellectuelle des éléments les plus significatifs et interdépendants.
- 2) La formulation de la conception la plus spécifique qui se dégage de la première démarche.
- 3) L'application de cette construction idéale aux diverses situations du phénomène étudié.
- 4) La vérification dans les deux sens des correspondances, des oppositions ou des approximations entre le donné de fait et le type idéal.

Pensons ici à des points de références qui nous sont plus familiers, par exemple, aux catégories psychologiques : primaire-secondaire, actif-non actif, émotif-non émotif. Les types n'existent jamais à l'état pur dans la réalité, ils dépendent aussi d'autres facteurs qui ne sont pas d'ordre psychologique. D'où les limites inévitables de cette méthode d'analyse même la plus raffinée. Elle oblige cependant à contrôler le passage souvent implicite et inconscient de la conception du réel au réel lui-même ou vice versa, et cela sans la vérification nécessaire.

On critiquera, par exemple, de façon très empirique la position des adversaires, tout en avançant la sienne sous un mode de type idéal. On laissera en veilleuse le décalage entre son idéologie et les expériences qui tentent de l'exprimer ou qui l'ont fait naître. Dans le domaine politique, peut-être plus qu'ailleurs, combien s'y laissent prendre ou s'y prêtent sans une conscience vive des énormes répercussions d'une

telle attitude. Des peuples entiers et des pans d'histoire ont été profondément marqués par des équivoques semblables. On a justifié un statu quo oppresseur ou une aventure anarchique en jouant séparément sur les deux tableaux du réel et de l'idéal, de la nécessité pragmatique et de l'utopie.

Ce fut le plus souvent une lutte entre les privilégiés, sur le dos du petit peuple qui payait la note ; privilégiés de l'argent, du parti, de la minorité déterminante, qu'ils soient conservateurs ou progressistes. L'imposture est beaucoup plus grave quand on se sert du peuple lui-même, quand on prétend servir ses intérêts. Trop d'hommes de droite ou de gauche, trop de nationalistes ou de fédéralistes ont leurré les masses toujours aliénées de pouvoir après la flambée des belles et grandes promesses ou intentions. Nous en revenons toujours aux politiques réelles. Pour ce qui nous concerne ici le procès intenté aux nationalistes s'applique tout autant à certains de leurs opposants.

Ils affirment la supériorité du régime fédéral comme le système le plus respectueux de la diversité des cultures, des croyances, des divers ensembles humains et de l'unité politique d'hommes égaux. Ils en font une exigence d'une société moderne pluraliste qui se construit sous le signe de la mobilité, de la communication, de l'interdépendance. Ils invoquent la solidarité internationale à tous les plans : économique, politique, culturel, militaire ou autres. Ils y voient la politique la plus souple pour concilier les droits des majorités et des minorités, les intérêts divers des régions et des groupes, les impératifs de concentration et de décentralisation, d'efficacité et de participation, de planification unifiée et de contrôle démocratique articulé. Ainsi l'économie moderne, la recherche scientifique, le progrès technologique, le problème mondial du développement, la richesse complémentaire des cultures, la nouvelle conscience d'une communauté humaine sans barrières, les possibilités illimitées de communications, l'urbanisation accélérée et son cosmopolitisme, etc.

Tout va donc dans le sens d'un fédéralisme intra-étatique et inter-étatique. Ce point de vue est de taille. Il semble même couvrir toute la réalité du présent et même de l'avenir. Mais sa pureté ressemble étrangement à celle de certains plaidoyers nationalistes. Nous avons déjà mentionné la vérité encore partielle du mouvement inverse qui ac-

compagne ces grandes tendances modernes. Par exemple, la remontée de l'affirmation des cultures particulières et de leurs garanties politiques fait aussi partie de la réalité et de l'idéal contemporain.

L'une et l'autre perspectives écartent ou négligent des données de fait pour les besoins de la cause. Séparées, elles deviennent des monstres politiques dont l'histoire passée et présente nous offrent des modèles terrifiants. Le nivellement des cultures devient aussi inhumain que la guerre des cultures. Des marchés libres d'esprit fédéral ou autre n'ont pas diminué, dans bien des cas, les écarts, mais les ont plutôt accentués avec autant de malheurs, que les protectionnismes. Les alliances politiques ou militaires ont servi davantage l'intérêt des plus forts si nous les jugeons à la lumière de crises ou de périodes prolongées. De même en est-il des projets fédéralistes à leur origine et dans leurs mises en oeuvre par la suite. Le fédéralisme comme le nationalisme, malgré leur naissance relativement récente, présentent un dossier tout aussi négatif l'un que l'autre, en dépit de leurs réalisations indéniables. Ils ont à fournir de nouvelles preuves pour nous convaincre. En effet, si nous en restons au passé, de part et d'autre, personne ne peut vraiment et de façon certaine revendiquer la supériorité exclusive d'une option. Cela vaut tout autant au plan du type idéal.

Nous comprenons ici l'inutilité de poursuivre un tel débat en dehors de situations politiques concrètes, la futilité aussi des exemples pour étayer une thèse déjà toute faite et surtout le danger de comparaisons superficielles. Pourquoi la Norvège est indépendante et non le Québec ? Quelle différence y a-t-il entre l'Irlande indépendante et l'Écosse intégrée, entre le fédéralisme russe et américain, entre l'Allemagne fédérale et la France protectionniste, entre l'État Hawaïen et la Californie, entre la Suisse harmonieuse et la Belgique déchirée » ?

Est-ce que les nouvelles nations africaines deviendront des « républiques de bananes » ? Est-ce que le nationalisme vietnamien viendra à bout de l'agression américaine et de la division interne ? Peut-on s'inspirer de la révolution culturelle chinoise ? N'y a-t-il pas un dénominateur commun chez tous les néo-nationalismes décolonisateurs et anti-impérialistes ? Les impérialismes se ramènent-ils à une tendance unique ? La révolte des races infériorisées nous apparaît-elle comme un suicide collectif ? Défendons-nous encore le nationalisme en pen-

sant aux multiples ethnies que comptent l'Inde, l'Union birmane. l'Algérie et la moindre petite république noire ? Est-ce que la Russie fédérale n'a pas assuré la stabilisation des États multinationaux de l'Europe du Centre et de l'Est ?

Nous avons accumulé ces nombreuses et très diverses interrogations à dessein pour mieux marquer le non sens de certaines argumentations qu'on nous sert de part et d'autre au beau milieu de thèses unilatérales et irréductibles. Nous préférons ici reprendre de façon plus limitée le point de vue de fédéralistes d'un contexte donné, en l'occurrence ceux du Canada. En effet comme dans le cas du nationalisme, il n'est pas facile de définir le fédéralisme, ou de l'analyser dans l'abstrait. Ici encore, nous rencontrons la diversité des contextes historiques, politiques, culturels et économiques, le caractère polymorphe de l'expérience fédéraliste, la variété des règles du jeu dans le temps et dans l'espace, le bilan aussi lourd d'échecs que de succès. Nous restons donc réticents devant les plaidoyers de ce genre : voilà la formule de l'avenir, l'œuvre politique par excellence de raison, la garantie maximale des droits individuels et collectifs. Une fois de plus, nous devons retourner aux situations concrètes et -nommément le fédéralisme canadien. Nous interrogerons ceux des nôtres qui ont opté en ce sens, mais de diverses façons.

D'abord le « socio-économique »

M. Gérard Pelletier tente de cerner la situation du fédéralisme canadien en ces termes : ³⁴

1 - L'éclatement culturel et politique amené par la deuxième guerre mondiale et par voie de conséquence, l'élargissement des solidarités dans toutes les dimensions de la vie collective, l'émergence d'une société pluraliste réfractaire au monolithisme des ethnies et des Églises nationales.

³⁴ *Le Canada au seuil du siècle de l'abondance*, H.M.H., 1968, pp. 374-376. Nous puiserons à la même source la pensée des autres témoins qui viendront par la suite.

2 - Trois grandes questions retiennent l'attention : la révision constitutionnelle, les disparités sociales, régionales et économiques, enfin les impératifs de croissance économique.

3 - Comme les néo-fédéralistes, il privilégie le problème socioéconomique et surtout la situation des défavorisés qui commande une politique de développement dynamique, une meilleure répartition des ressources humaines et matérielles, une diminution des écarts régionaux.

4 - Ces priorités sont communes à l'ensemble du Canada. Elles appellent un effort unifié au-delà des débats constitutionnels et nationalistes autour du fait politique québécois. Si on envisage celui-ci dans des perspectives d'indépendance ou de statut particulier, on arrive forcément à un cul-de-sac non seulement pour le reste du Canada, mais pour le Québec lui-même. Les forces se divisent et s'opposent de façon destructrice, alors que la participation diversifiée, régionale, provinciale et fédérale, a des objectifs semblables, assure à la fois efficacité et démocratie, respect des individus et des collectivités, enfin unité dans la pluralité.

« L'ethnique a étouffé le social »

L'historien F. Ouellette reconnaît que l'idéologie nationaliste reste dominante au Québec.

- Les vagues historiques de cette idéologie ont en commun un sentiment d'urgence et de précipitation, et en même temps une conviction de participer à un mouvement irréversible. La révolution avortée de 1837 comportait des attitudes semblables au mouvement souverainiste actuel. La première a fait le jeu d'une longue tutelle cléricale, le second prépare, selon lui, une consolidation des pouvoirs opposés.

- La révolution tranquille et même la contestation sociale actuelle sont d'un autre ordre en dépit de l'impact nationaliste toujours agissant. Elles prouvent quand même l'étroitesse et l'insuffisance de celui-ci. En effet les grands objectifs des tentatives comme des refus de ces

forces montantes débordent la question nationale. D'ailleurs au plan des comportements politiques concrets, la majorité maintient son allégeance fédérale.

- Or c'est le Canada anglophone qui a su dominer les défis socioéconomiques des sociétés modernes, les exigences nouvelles de l'éducation, de la recherche et des autres formes d'investissement. La bourgeoisie anglo-saxonne s'est trouvée à l'aise dans l'économie nord-américaine, tout en trouvant des alliés dans les classes moyennes pour tenter des correctifs face à l'emprise américaine et aux écarts de niveaux de vie. Bref, il y a eu là une évolution accélérée et silencieuse qui dément toute accusation de conservatisme.

- Par ailleurs, le Québec a été incapable de produire une vraie bourgeoisie industrielle autochtone, comme autrefois il n'avait pas suscité sa propre bourgeoisie commerciale. Dans son histoire économique du Québec, F. Ouellette a montré comment, au lendemain de la conquête, les clercs et les Seigneurs ont supplanté l'embryon de leadership économique français avec la collusion de Londres évidemment. L'apparition des professions libérales au XIX^e siècle a accru le pouvoir des « élites traditionnelles », qui se maintient encore aujourd'hui.

- Ce pouvoir préoccupé d'autodéfense et peu ouvert au progrès a sans cesse reporté la revendication sociale au plan ethnique pour mieux l'étouffer. Les crises sociales canadiennes du XX^e siècle recevaient au Québec une interprétation nationaliste qui renforçait davantage la domination de ces élites, Même le syndicalisme ne s'est émancipé que tout récemment. Mais c'est le fait du duplessisme diffusé dans la majorité de la population qui exprime davantage la futilité du nationalisme traditionnel. On en comprend la portée par la lente et difficile montée des forces d'opposition.

- Des classes moyennes, des groupes professionnels, des leaderships plus diversifiés commençaient à renverser la vapeur. On ne s'inspirait pas de l'idéologie nationaliste ou de l'expérience politique québécoise surtout, mais plutôt des courants de pensée contemporains, par exemple l'existentialisme, le personnalisme, le socialisme. Les institutions fédérales constituaient, selon l'évaluation de plusieurs, les

seuls foyers de liberté et d'efficacité, alors que les institutions québécoises relevaient d'une idéologie nationaliste et religieuse d'un autre âge. C'est avec un esprit libéral et progressif que les nouvelles forces politiques des années 60 ont attaqué de front la modernisation de l'État, de l'éducation, de la sécurité sociale, de l'économie. Les objectifs d'autrefois passaient au second plan et même la neuve poussée des indépendantistes restait marginale. Une simple remarque de G. Bergeron suggère le changement opéré : un Québécois sur trois faisait des études sous une forme ou sous une autre.

- Mais les dernières années viennent de nous prouver la superficialité de la Révolution tranquille. Les problèmes économiques prennent le dessus. La prolétarianisation n'a pas diminué. La critique sociale devient floue et informe. Les espoirs nés de la réforme scolaire s'éteignent. Le remède universel de l'État s'avère une panacée illusoire. Les nouveaux leaderships ressemblent aux élites anciennes dans leurs attitudes négatives vis-à-vis de la technologie, l'économie et la carrière financière ou industrielle.

- Le séparatisme se présente comme une idéologie de substitution d'un réformisme avorté. Il s'alimente aux sources les plus contradictoires, maoïstes ou maurrassiennes ; d'où son recrutement à gauche comme à droite. Il regroupe surtout des gens marginaux par rapport aux ressources humaines vraiment à l'œuvre dans les réformes actuelles et aussi par rapport à la masse des citoyens. L'orientation laïciste et socialisante des plus radicaux sert d'épouvantail dans bien des milieux populaires. Le leadership modéré du Parti québécois risque d'être doublé par les extrémistes si les conjonctures favorisaient éventuellement la cause de cette formation politique. À côté d'une volonté de progrès socio-économique, de revitalisation culturelle, le mouvement tente vainement de refroidir des points chauds comme le spectre d'une baisse de niveau de vie pour ceux qui sont déjà dans l'insécurité économique. On devrait parler ici de la majorité des Québécois qui partagent les aspirations nord-américaines. Ils craignent de s'isoler du grand circuit prestigieux de la prospérité continentale.

- Pendant ce temps les hommes politiques québécois se servent des séparatistes comme fer de lance. Ils mettent sans cesse la capitale fédérale en état de siège et rendent le compromis canadien de plus en

plus difficile, à tous les plans. Ils créent même la dissension au sein du parlement d'Ottawa, sans compter le raidissement de la majorité anglo-saxonne dans les autres provinces. Même des initiatives profitables au Québec rencontrent des refus stériles parce qu'elles ne servent pas au capital politique du parti provincial au pouvoir. L'obsession constitutionnelle aliène des tâches sociales et économiques urgentes. On cherche toujours les responsables hors du Québec.

- Enfin l'auteur opte pour le fédéralisme coopératif qui doit se substituer aux formules : Québec indépendant, Canada des patries au Canada des privilégiés. Il souhaite la collaboration de deux communautés culturelles dynamiques pour tendre à l'égalité sociale, à la protection efficace des droits individuels et linguistiques, à la promotion des régions défavorisées. -

Difficultés du fédéralisme actuel

L'économiste J. Parizeau emprunte un autre angle de vision du problème soulevé.

-L'apparente clarté des règles du jeu au plan des juridictions fédérales et provinciales ne résiste pas à l'examen des faits. Ottawa a envahi à peu près tous les champs de l'administration publique de façon plus ou moins désordonnée, et plus ou moins juste. Par exemple durant les trois premières années de fonctionnement du programme conjoint de construction d'écoles techniques, l'Ontario a tiré 85% des fonds disponibles ! Cet exemple extrême s'est reproduit en mineur dans combien d'autres domaines. Songeons à la question fiscale dans ses relations avec les obligations accrues des Provinces qui ont juridiction sur des secteurs très grevant comme l'éducation, et la sécurité sociale. Du côté fédéral, comme du côté provincial, il devient ridicule de parler de planification, parce que ni l'un ni l'autre ne maîtrisent les mécanismes décisifs. Les Provinces empruntent souvent aux États-Unis et ne peuvent s'adresser à la Banque centrale. Le fédéral ne peut exercer un contrôle efficace, fût-ce par le truchement de la Banque centrale avec ses politiques actuelles. Par ailleurs, les provinces en recourant aux sociétés privées de façon obligée et exclusive se

condamnent à subir de celles-ci des pressions indues sur les décisions politiques majeures, surtout de la part des financiers canadiens-anglais, dans le cas du Québec.

- Les deux tiers de la population canadienne se retrouvent dans deux provinces (Ontario et Québec), avec 80% de l'industrie manufacturière, et une proportion encore plus grande des transactions et des institutions financières. Inutile donc d'établir une correspondance facile avec la situation des États-Unis. Imaginons que l'État de New York et celui de la Californie aient respectivement 80 et 60 millions d'habitants. L'équilibre serait rompu et on remettrait plus facilement en cause le pouvoir central comme au Canada. Voilà une autre des difficultés de notre fédéralisme.

- Il arrive souvent qu'on mêle indistinctivement les questions de fonctionnement du règne fédéral et celle de la coexistence de groupes linguistiques différents. Les solutions rationnelles des premières n'éliminent pas les impondérables des secondes. Veut-on vivre ensemble ? Peut-on parler d'une conscience nationale canadienne ? (Il a suffi de quelques minutes pour adopter un drapeau québécois et que de débats interminables sur le drapeau canadien. Cela est plus révélateur qu'on ne le pense !). De toute façon, l'interférence voulue, surtout chez les minoritaires, vient constamment désarticuler les deux paliers mentionnés. Au cœur des négociations les plus techniques, les réflexes de défense et de domination viennent brouiller la cohérence des démarches. Au-delà des attitudes, des facteurs Plus objectifs interviennent de manière aussi inopérante.

- C'est le cas des priorités qui sont d'un ordre différent de celui des politiques de fonctionnement. Or, le premier relève plus directement de l'échelle de valeurs, de la culture, de la situation particulière des communautés. Il n'y a pas que l'objectif brut ; il y a aussi la signification qu'on lui donne et son impact dans l'ensemble conjoncturel d'une société originale comme le Québec francophone. (Pensons à la sécurité sociale, et à des événements particuliers : l'implantation d'un aéroport international au Québec, l'instauration de politiques anti-inflationnistes qui accentuent un chômage déjà tragique dans cette province). Les priorités d'un palier de gouvernement viennent souvent bloquer des priorités essentielles de l'autre, parce que le champ fiscal

est déjà occupé. Et le citoyen, même avec son droit de vote aux deux paliers, n'a ici aucun pouvoir de contrôle. Les seuls mécanismes correcteurs se trouvent soit dans l'augmentation du fardeau fiscal, soit dans l'emprunt, soit dans des politiques de portée inflationniste.

- Le déplacement de ressources et de responsabilités vers les instances provinciales a fait apparaître chez les plus importantes la tendance à se comporter comme des États. Ce qui a provoqué la rigidité actuelle du fédéral et ses difficultés d'assumer le rôle d'unité, de péréquation, de coordination, qui lui revient. Si par exemple chacune des provinces obtenait tout ce que réclame le Québec, la fédération ne fonctionnerait plus. Or la conjoncture économique internationale exige une direction centrale beaucoup plus ferme au pays. Il faut faire vite avec le maximum d'efficacité. Sans une politique de recherche et d'application technologiques, sans un développement intensif de secteurs de pointe, le Canada se décline irrémédiablement vis-à-vis de ses concurrents. D'autres fédérations ont démontré les possibilités d'y arriver. Que se passe-t-il chez nous ? Le Québec serait-il le talon d'Achille ici ?

- On a négligé les problèmes soulevés par les Québécois depuis des décennies. Les obstacles de l'extérieur et de l'intérieur se sont accumulés. Le récent regain de vitalité, les points marqués sur Ottawa ont fait naître l'espoir de bâtir une société québécoise autonome et progressive. Mais malgré les efforts tentés jusqu'ici, l'écart grandit entre le Québec et les provinces riches. C'est de cette contradiction entre la situation réelle et les nouvelles aspirations, que découle l'intransigeance de certains hommes politiques québécois. Ils ne croient pas aux priorités communes et aux plans partagés, parce qu'ils ont été souvent les plus mal servis dans les projets fédéraux. J. Parizeau souhaite un geste de compromis de la part de l'autorité centrale, à savoir un statut particulier pour le Québec ; ce qui laisserait libre cours à une meilleure articulation du fédéral et des provinces anglaises et aiderait le Québec francophone à développer des instruments de développement marqués par sa propre culture. Cette première étape ouvrira peut-être des voies nouvelles de communication et de solidarité. De toute façon, on ne conciliera pas les politiques administratives d'efficacité et l'inévitabilité des contraintes politiques actuelles sans recon-

naître correctement les dimensions propres du fait politique québécois.

Reconnaissance du nationalisme québécois

Marcel Faribault pousse plus loin la reconnaissance du nationalisme québécois dans le système fédéral canadien. Celui-ci viendrait justement de cet élément qui rendrait un régime unitaire impossible. Évidemment le facteur régionaliste et ses exigences administratives jouaient dans le même sens. Le passage de la colonie à la nation était déjà amorcé chez les Canadiens à la fin du régime français. Il y a une ligne de continuité indéniable dans ce nationalisme régional qualifié d'abord de canadien, puis de canadien-français, puis de québécois, Londres l'aurait mieux compris que les anglophones canadiens. Le nationalisme de ceux-ci n'a jamais été autant agressif vis-à-vis du Québec que depuis quelque temps. Les élections de 1968 ont mis à découvert des préjugés des plus inquiétants, à l'égard de la province française. M. Faribault invite le premier ministre Trudeau à appliquer ses reproches plutôt à la communauté anglo-saxonne.

Le nationalisme de défense chez les Canadiens français était une réponse à un nationalisme agresseur. Or n'est-ce pas le rôle d'un système authentique que de protéger des communautés culturelles et politiques menacées dans leur situation minoritaire ? De plus, comment réduire la question nationale du Québec à une manœuvre bourgeoise quand il n'y a pas à proprement parler de classe bourgeoise dans le milieu canadien-français. Le problème des majorités et des minorités au Canada passe par ce lieu obligé, par ce test de vérité, qu'est le sort du groupe francophone.

- M. Faribault distingue trois formes de nationalisme : historique ou achevé, inchoatif ou en puissance, et provisoire ou de transition. Elles précèdent en quelque sorte la politique formelle. Ce serait une erreur de les juger avec des critères exclusivement politiques comme le fait P.-E. Trudeau. Voici les dix traits principaux du nationalisme achevé :

- L'existence d'un groupe homogène, remontant assez loin dans le temps pour avoir une conscience immémoriale de son identité.
- Le rattachement à un territoire bien caractérisé comme foyer principal de ce groupe.
- Une indépendance politique minimale qui se manifeste dans un gouvernement autonome au moins à certains égards.
- Une résistance consciente à l'assimilation ou à l'absorption par d'autres nationalismes.
- Une autonomie juridique minimale à la fois législative et judiciaire.
- Une langue d'expression nationale et une littérature qui en découle.
- Une religion majoritaire au sein de cette communauté.
- Des traditions distinctes manifestées par des coutumes, des usages et des symboles inspirés par l'histoire, le climat, la géographie, la religion, etc.
- Des institutions autochtones qui amènent une certaine manière de porter des lois, de mettre sur pied des établissements, de pratiquer la démocratie, d'envisager les normes de l'existence collective.
- Enfin, l'identification de l'entité nationale comme valeur communautaire et comme porteuse de valeurs individuelles.

Or, ce nationalisme achevé s'applique aux Canadiens français de façon évidente. Toute l'histoire, avant et après la conquête, le prouve. Mais l'impérialisme anglo-saxon n'a pas cessé d'exacerber le sentiment national des francophones. Même les concessions de droits ne venaient pas d'abord d'une reconnaissance en justice. Ainsi en 1774, en 1791, en 1812, en 1840 et enfin de 1864 à 1867, la Couronne impériale agissait par crainte de l'invasion américaine ou de l'adhésion vo-

lontaire aux États-Unis. Après 1867, ce fut une lutte constante des francophones pour défendre les droits brimés des minorités... la question des écoles séparées, l'incident L. Riel et les vagues successives d'un nationalisme énervé par la domination anglo-saxonne, Il ne s'agit donc pas d'une tendance doctrinaire, mais de la réaction naturelle d'une nation.

- Peut-on parler d'une nation canadienne-anglaise ? Il ne semble pas puisqu'il manque plusieurs des traits décrits plus haut. On se rabat alors sur le cadre juridique et sacro-saint de la Constitution de 1867. On cherche à maintenir les symboles de l'ère coloniale. Il y a là-dessous un nationalisme inchoatif ou souvent inavoué pour mieux nier celui des Canadiens français. Le Québec ne participe pas vraiment aux règles du jeu quand on l'empêche de protéger et d'affirmer son identité devant les 200 millions d'anglophones sous prétexte qu'il enfreint l'esprit pluraliste du fédéralisme. Au fond, tout concourt systématiquement à assurer les privilèges de la majorité, garantis par le statu quo. Les ententes officielles, les « bills » réformateurs, les conclusions de commissions royales sont contredits par les attitudes quotidiennes où s'impose une seule forme d'identité nationale.

- Identification au régime britannique.
- Identification des relations internationales au bloc anglophone.
- Identification de la culture avec un style socio-économique, un éthos, des modes de communication d'esprit unilatéralement anglo-saxon.
- Identification des institutions à des usages et des normes qui consacrent le droit de la majorité.
- Identification de la justice avec le *common law* et son système judiciaire.
- Identification de l'économie à un seul modèle de développement qui véhicule une échelle de valeurs propre à la culture dominante.

- Identification du gouvernement fédéral avec le bien commun, l'intérêt public et la protection des libertés individuelles.
- Identification de la justice distributive aux politiques sociales du *Welfare State* dont le fédéral revendique la paternité.

Si tel est l'état de fait de la fédération canadienne, le malaise de la communauté canadienne-française a des racines plus profondes qu'on ne le pense. Les reproches habituels qu'on lance à cette minorité. se retournent contre leurs auteurs, puisque les faiblesses et les erreurs de celle-ci dépendent surtout d'un contexte global aliénant et sous l'influence quasi exclusive de la majorité.

L'attitude intransigeante et vindicative d'Ottawa vis-à-vis des relations France-Québec prolonge une politique de relations internationales d'expression canado-anglaise. Mais elle signifie davantage que le premier séparatisme ne commence pas au Québec, et aussi que le nationalisme anglo-saxon n'a pas dépassé le stage primitif ou au moins inchoatif. L'utilisation des Néo-Canadiens pour poser les problèmes au plan purement juridique permet de mettre en veilleuse des dimensions historiques, culturelles et nationalistes. C'est par celles-ci que se révèlent les revendications d'un Québec défavorisé en rapport avec une situation de privilèges des majoritaires.

Pour pragmatique qu'il soit, le jeu des forces dominantes ne s'exerce pas moins subtilement. Il est facile de se proclamer au-dessus des barrières de langue ou de races quand on est assuré de la domination de sa langue, -de son pouvoir, de sa culture, de ses richesses. Il est aussi facile au nom d'un droit superficiel de défendre l'égalité de toutes les minorités. Mais telle ou telle communauté d'immigrants ne se situe pas culturellement et politiquement de la même façon que celle d'une communauté qui a fondé ce pays. L'Ukrainien a une petite patrie en dehors du Canada, mais ce n'est pas le cas du Québécois qui est sur le terrain originel de sa culture. Qualifier de doctrinaire le nationalisme prévalant au Québec, c'est non seulement poser un jugement politique faux, mais c'est aussi considérer le naturel comme source de dogmatisme, et l'artificiel comme allant automatiquement

de soi. Les formes d'extrémisme ici relèvent du provisoire si la majorité accepte un fédéralisme authentique et plus juste dans ses incidences économiques, culturelles et nationalistes, plus soucieux de la réalité sociologique.

Une fédération est une entente entre plusieurs sociétés étatiques qu'elle ne saurait niveler ou absorber, ou contrôler totalement. Jusqu'ici un des associés n'a pas été reconnu comme tel. Le fédéral ne négocie pas avec un même interlocuteur quand il rencontre Terre-neuve, l'Ontario ou la Colombie Britannique et celles-ci restent très différentes du Québec qui est devenu historiquement le porte-parole de la minorité canadienne-française. Voilà des données sociologiques en contradiction avec le slogan : des provinces comme les autres. On nie ici la vérité interne et factuelle du fédéralisme cri soi et du nôtre en particulier. Il y a donc des conditions à respecter pour que le fédéralisme soit la formule la plus viable entre l'impérialisme et l'Étation. Les images s'amoncellent quand il y a une escalade conjuguée d'Ottawa et des provinces anglaises contre le Québec, test de vérité de notre système politique canadien. Accepte-t-on dans les faits la reconnaissance officielle d'un droit civil québécois, du bilinguisme, de programmes distincts ou veut-on s'en tenir à des fictions juridiques quitte à faire des concessions partielles et à la miette ? Consent-on à démystifier des préjuges et des clichés faciles comme l'inclination fasciste des Québécois ? Sait-on reconnaître l'originalité de forces sociales progressives au Québec, par exemple, celles d'un nouveau mouvement syndical ? Peut-on toujours identifier la revendication québécoise à un petit groupe d'extrémistes ? Une société neuve est en train de se définir et l'appareil tant politique que juridique ne s'y prête pas. Les réformes dynamiques amorcées au Québec se butent à cet obstacle à un moment ou l'autre de leur évolution.

« L'argent, rempart des libertés individuelles » !

Jean-Louis Gagnon, membre de la Commission royale sur le bilinguisme présente un autre profil du fédéraliste. Il exprime sa conscience du défi québécois en ces termes :

« Imaginez les 50 millions de Français à côté de 2 milliards d'Allemands dans un grand contexte économique dominé par ceux-ci au plan économi-

que, culturel et linguistique et vous trouverez matière à comparaison avec les Canadiens français en Amérique du Nord. »

Comme d'autres fédéralistes, il soutient que les droits culturels sont assurés ou en voie de l'être. Le vrai handicap se loge dans la sphère économique. La situation d'infériorité des Québécois francophones prend sa source là. « Au Canada comme aux États-Unis nous avons voulu bâtir une société où l'individu a le devoir de s'enrichir parce que *l'argent est le rempart des libertés individuelles* ». Dans une société de consommation, on protège sa dignité humaine dans la mesure de sa participation à la montée du niveau de vie. Sans ce moyen, on cherche des «libertés dites collectives » qui aliènent toujours l'individu.

Dans l'histoire de l'homme, jusqu'à tout récemment, ceux qui pouvaient bénéficier vraiment de la vie représentaient 5% de la population. En Amérique, nous allons chercher dans les 75%. En ce sens la société d'abondance lui paraît entièrement justifiée et justifiable. De là l'objectif principal face au problème no 1 qu'est la pauvreté : commencer par le bien-être matériel et ensuite tendre au bien-être psychologique et culturel. Cette vision de J.-L. Gagnon écarte des aspects très profonds de la question.

Les hommes ne poursuivent pas le même bonheur et de la même façon. L'incidence de la culture et d'une philosophie particulière de la vie intervient dans les projets individuels et collectifs. C'est ce que les nationalistes rappellent chez nous et ailleurs. À chacune de nos crises sociales et économiques, nous avons noté une résurgence de la revendication culturelle qui entraine en dialectique avec les problèmes matériels. Le sursaut de dignité ne sépare pas l'économique et le culturel, l'individuel et le collectif. N'est-ce pas appliquer à soi-même inversement ce qu'on condamne chez les nationalistes ? En effet ceux-ci sont accusés de négliger les questions de bien-être et de survaloriser les critères d'appartenance et d'identification. Les néo-fédéralistes à leur tour se servent parfois de la pauvreté pour écarter des aspirations culturelles gênantes.

Indépendamment de ce procès d'intention qui est peut-être injuste, n'y a-t-il pas une illusion dangereuse dans l'affirmation de J.-L. Gagnon : nous finirons par éliminer la pauvreté en Amérique du Nord.

Les recherches en ce domaine nous font découvrir des formes très subtiles et très pénibles de pauvreté, le nouveau prolétariat urbain, la montée de discrimination nationale ou raciale, la marginalisation et le déclassement de certains groupes d'âge (jeunes et vieux), le conditionnement par des techniques sociales ou publicitaires, la difficulté même de percevoir les vrais besoins et d'agir selon une saine échelle de valeurs, l'écart grandissant entre le progrès- technique et l'évolution des structures politiques, économiques et éducationnelles, la force écrasante d'une technostucture dominée par les financiers, les militaires et les politiciens-électorales, enfin la monopolisation des biens prestigieux et le bénéfice exclusif du circuit socio-économique par une couche mince de privilégiés. (Ici, les 5% de J.-L. Gagnon reviennent sous un autre mode).

La pauvreté et la question nationale des minorités se posent donc différemment dans les pays développés. Et les néo-fédéralistes ne semblent pas voir que leurs solutions politiques s'appuient sur une rationalité de courte vue. Le système qu'ils défendent secrète de sa propre substance ces misères humaines. Même dans leurs propres perspectives, il leur faut bien reconnaître la portée de certains refus politiques, comme celui d'appliquer les recommandations du rapport Carter sur la fiscalité. Le nouvel évangile de la technologie et le triomphe des ordinateurs ne semblent pas être les instruments décisifs de salut de l'humanité, puisqu'ils suscitent tellement de déchets humains et ne résolvent automatiquement aucun des problèmes des grandes institutions et communautés. La virulence de la contestation sociale et des néo-nationalismes déborde toutes les luttes politiques immédiates et les significations empiristes qu'on veut leur donner. Rien ne nous prouve que les idéologies de lutte de classes, de décolonisation tendent à disparaître ou n'ont aucune prise dans les sociétés développées. Elles servent au moins comme pôle de référence de façon aussi valable que le modèle de société d'abondance proposé par J.-L. Gagnon.

La pensée de Carmichael dans le Black Power démasque le raisonnement spécieux des néo-fédéralistes. En effet l'ordre de la consommation tend à se diffuser par en bas pour agrandir le cercle de consommateurs et augmenter leurs capacités d'achat ; l'ordre des pouvoirs repose sur la possibilité de décider. On a du pouvoir ou on n'en a pas. L'orientation et le degré de celui-ci ne s'appliquent pas indiffé-

remment à ces deux ordres ; au contraire, il y a divorce entre les deux. Voilà pourquoi le concept de société de consommation nous engage sur une fausse piste, puisqu'il met de côté et même nie les aspects spécifiques du politique et du culturel. C'est un des thèmes des contestataires les plus lucides, en deçà de leurs visées utopiques d'une autre société.

Un autre fédéraliste, Louis Sabourin, au colloque du parti libéral en 1969, tentait un dépassement des deux options principales.

- L'affirmation du caractère distinctif du Québec doit être envisagé d'une manière constructive et positive et s'appuyer sur des phénomènes concrets qui démontrent la possibilité d'affermir « l'être québécois » sans pour autant négliger un « mieux être » de dimension continentale.

- Si le Canada garde un sens pour la majorité des Québécois, ce n'est pas le cas pour plusieurs institutions canadiennes ; d'où l'importance de leurs réformes surtout quand il s'agit de problèmes qui menacent la « spécificité » propre du Québec. Le fédéralisme classique ne semble pas répondre aux nouvelles exigences ; ce qui n'implique pas nécessairement des avantages spéciaux ou des privilèges pour la province francophone.

- Ce serait une erreur de chercher des normes décisives et trop rigides, par exemple, un partage définitif de responsabilités, sanctionné dans une constitution nouvelle. Pourquoi ne pas tenter aussi des collaborations limitées, par exemple, entre le Québec et l'Ontario, en matière d'économie, d'éducation, de fiscalité, de même entre le Québec et les minorités canadiennes-françaises ?

- Les Québécois devraient être durs pour eux-mêmes s'ils veulent durer dans la société postindustrielle. Or il semble qu'une grande partie de la masse canadienne-française tient moins à son identité culturelle

qu'au style de *l'américan way of life*. Est-ce que les élites nationalistes ne se font pas illusion ici et ne négligent pas en même temps des tâches internes pressantes ?

- La société postindustrielle exigera que l'on investisse davantage dans les hommes que dans les structures. On ne saura trop le répéter, une petite société comme la nôtre, si elle veut s'épanouir, doit investir dans la qualité de ses ressources humaines.

Le projet néo-fédéraliste

Au-delà de l'opinion particulière des témoins qui viennent de s'exprimer, nous pouvons déjà dessiner les premiers traits de ce néo-fédéralisme.

- Au point de départ s'impose une donnée de fait : le Canada comporte deux groupes ethniques et linguistiques majeurs. Chacun est à la fois trop fort et trop faible, soit pour s'isoler ou pour s'imposer unilatéralement à l'autre. Ils ont en commun la volonté d'affirmer au moins une relative autonomie politique et économique vis-à-vis des États-Unis. Par ailleurs, ils sont tellement compénétrés par leur présence à l'ensemble du territoire qu'on imagine difficilement deux entités géographiques distinctes, d'autant plus que le découpage régional ne s'y prête pas du tout. Penser à deux souverainetés associées par une nouvelle négociation, ce serait rendre le compromis canadien encore plus difficile. On briserait le Canada anglais de façon tragique parce que le sort des provinces atlantiques dépend de plus en plus des nouvelles politiques fédérales. À cause de circonstances historiques et de conjonctures économiques nord-américaines, le centre du continent s'est développé quasi-automatiquement, et l'Ouest a bénéficié des politiques fédérales d'investissement. Or, c'est le rôle de la politique que de rétablir l'équilibre économique en se tournant résolument vers le développement de l'Est, du Québec inclus. Nous ne serions donc pas allés encore au bout de l'expérience fédérale. À Ottawa, il y a au moins des intentions fermes d'amener les Canadiens de l'Ouest et du Centre à accepter cette priorité. Certains en doutent parce que ceux-ci ne laisseront pas facilement amoindrir leur situation privilégiée et aussi parce que les citoyens de l'Est appuient leur méfiance sur toute l'histoire de la Confédération qui n'est pas trop rassurante dans ce domaine.

Les fédéralistes ne cachent pas les difficultés précitées. Le débat récent sur le bill des deux langues officielles en dit déjà long par les divisions politiques et les préjugés nombreux qui se sont manifestés. Or il s'agissait de la première épreuve de force des nouveaux fédéralistes. Le facteur ethnique reste toujours le point chaud au cœur de toutes les politiques, même celles qui concernent les disparités économiques. Si le Québec, par exemple, peut faire bloc, contrairement aux provinces atlantiques, c'est sans doute à cause de sa relative homogénéité culturelle et de l'entité politique originale qu'il représente. Mais, l'aide économique spéciale accordée au Québec, suscite des réactions de type nationaliste dans une grande partie de la population anglophone. Pour des fédéralistes, c'est une preuve de plus pour traiter la province française comme toutes les autres et élaborer des plans à l'échelle du Canada. Ils s'attaqueront en même temps aux régions défavorisées du St-Laurent et de l'Atlantique. Ce faisant, ils éviteront l'impact nationaliste de part et d'autre. Donc primat à l'égalité économique et politique des individus-citoyens et des régions. Quant au facteur culturel, on tentera d'appliquer tout en l'assouplissant le -rapport de la Commission royale d'enquête sur le biculturalisme et le bilinguisme. La première étape porte sur la question linguistique. Mais Ottawa veut ainsi assurer l'épanouissement de la culture minoritaire par une promotion non-équivoque des institutions nécessaires à cet objectif et par des échanges avec toute la francophonie.

Nul n'ignore que ce néo-fédéralisme se heurte à des conceptions très différentes malgré la similitude d'optique politique. Pour la majorité des fédéralistes de l'Ouest, c'est un non-sens d'attacher une telle importance à la théorie des deux nations ou des deux peuples fondateurs. Ils vivent dans un contexte multi-ethnique et presque exclusivement de langue anglaise. Le premier pas tenté par Ottawa leur apparaît plutôt comme l'érection d'une barrière infranchissable pour l'évolution du Canada. Par ailleurs, les Provinces anglaises pauvres souhaitent un gouvernement central très fort, capable d'intervenir efficacement dans tous les secteurs, y compris ceux que le Québec considère indispensables à l'affirmation de son autonomie culturelle.

Ces quelques indices suffisent pour nous donner une première idée de la fragilité du fédéralisme actuel, et de l'ambiguïté des diverses po-

sitions soutenues. Les uns et les autres peuvent difficilement réclamer le monopole de la logique et du réalisme, entre eux ou face aux nationalistes québécois. La situation tourmentée du Canada exprime brutalement l'incohérence de sa réalité politique, économique et culturelle et l'insuffisance des solutions du passé ou du présent. En deçà des intentions pures ou non et des arguments d'apparence très rationnels et irréfutables, il y a des faits, des comportements qui démentissent constamment les définitions officielles, les garanties juridiques, les projets mis de l'avant. Qu'on se tourne d'un côté ou de l'autre ou même dans n'importe quelle direction, il semble y avoir toujours un cul-de-sac qui se présente. Pour les fédéralistes, la pire ornière se trouve chez les souverainistes québécois. Voyons encore de plus près leur plaidoyer. D'abord il y aurait une ligne de continuité entre l'ancien et le nouveau nationalisme. C'est donc à ce problème qu'ils s'attaquent en premier lieu. Leur porte-parole le plus éminent et le plus acerbe, P.-E. Trudeau, va nous servir de guide dans la prochaine étape ³⁵

Un nationalisme rétrograde

- Le nationalisme a aliéné les Québécois d'une conscience et d'une pratique socio-économique, lucide et efficace. Ceux qu'on a qualifiés comme des « sociaux » en les opposant aux « nationaux », ont assumé avec beaucoup plus de réalisme les défis concrets du Québec. ³⁶ Le

³⁵ P.-E. Trudeau, *Le fédéralisme*, H.M.H., 1967. Et *La grève de l'amiante*, Éd. Cité Libre, 1956.

³⁶ Des fédéralistes considèrent que l'éclatement récent du féodalisme québécois fut l'œuvre de leaderships sociaux, syndicaux et intellectuels non nationalistes. C'est partiellement vrai. Il est aussi possible que leur action ait véhiculé un nationalisme latent qui a fait naître des expressions plus manifestes avant et pendant la Révolution tranquille. La sclérose depuis quelque temps s'accompagne, par ailleurs, d'un retour au fédéralisme d'autrefois chez les partis traditionnels du Québec. Bref, les néo-nationalistes jouent un rôle clef pour identifier les conservateurs et les progressistes au Québec, et même pour forcer les fédéralistes comme la majorité anglo-saxonne soit à élaborer des politiques plus justes, soit à révéler leurs véritables attitudes vis-à-vis de la minorité canadienne-française. Parler ici de contre-révolution et de mouvement réactionnaire, c'est y aller un peu fort. Les néo-nationalistes ont aussi eu leur part dans la lutte vis-à-vis du dogmatisme d'hommes d'Église et de politiciens, vis-à-vis de l'exploitation des travailleurs et l'aliénation des libertés fondamentales.

fait que la plupart d'entre eux veulent jouer à fond la carte fédérale, ne manque pas d'intérêt dans le débat actuel. Leur rupture avec la pensée sociale et nationale de la première moitié du XXe siècle condamnait un idéalisme aussi étranger aux faits et aussi incapable de déboucher sur l'action et sur des structures dynamiques. Ils s'en prenaient à une idéologie sécuritaire, réactionnaire et quasi-totalitaire, impuissante devant le monde anglo-saxon extérieur et devant l'univers politique incohérent de l'intérieur. Les écoles nationalistes étaient les seules à véhiculer une pensée, mais celle-ci restait dans des chapelles doctrinaires ou dans des cadres académiques.

Malgré les variantes, il y a continuité d'E. Parent à L. Groulx en passant par E. de Nevers, E. Bouchette, O. Asselin et E. Minville. Tous à un moment ou l'autre ont insisté sur l'importance d'une industrialisation autochtone, mais au moment des périodes plus difficiles, ils revenaient au modèle rural et au refus de la ville. Cette tendance s'est exprimée jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale. La « Question nationale » du P. Arès, en 1945, résume bien les illusions de ces définisseurs qui ne semblaient même pas connaître la superficie très limitée (5%) du sol cultivable au Québec. Les fédéralistes dénoncent aussi ce que L. Dion a appelé « nationalisme pessimiste » qui désespère du peuple québécois tout en le fustigeant au nom de l'idéal providentiel qu'il ne cesse de trahir.

L'exaltation de la nation s'accompagnait de diagnostics drus sur la misère intellectuelle, sociale et économique. Mais rien d'une démarche positive et articulée pour entreprendre la révolution urbaine et industrielle. P.-E. Trudeau n'y va pas de main morte : « À en juger par leurs écrits, il n'est pas exagéré de dire que jusqu'à une époque toute récente, ils ignoreront tout de la pensée juridique universelle, de Duguit jusqu'à Pound ; tout de la sociologie, de Durkheim jusqu'à Gurvitch ; tout de l'économie, de Walras jusqu'à Keynes ; tout de la science politique de Bosanquet jusqu'à Laski ; tout de la psychologie, de Freud jusqu'à Piaget ; tout de la pédagogie de Dewey jusqu'à Ferrière. » (*La grève de l'amiante*, p. 19).

Cinq ornières

La doctrine sociale de l'Église, comme pôle principal, et parfois unique, de référence perdait même sa force libératrice par sa réfraction dans le prisme d'un catholicisme xénophobe et autoritaire. Au nom de la doctrine nationaliste, les chômeurs du Québec recevaient un moindre traitement que dans les autres provinces. Plus tard, l'économiste nationaliste, F.-A. Angers, refusait les allocations familiales en s'appuyant sur des postulats semblables. La « trouvaille corporatiste » ne faisait pas le poids ; au contraire, elle accentuait la marginalité de nos institutions et de notre action collective. Les luttes syndicales devenaient « des luttes fratricides entre riches et pauvres », dans la bouche de M. Caron qui du même souffle condamnait l'interventionnisme de l'État et la démission de l'autorité. Pendant ce temps, le Cardinal Villeneuve disait son admiration pour Mussolini et Groulx appelait à grands cris un chef national charismatique du type de Salazar. Ils restaient dans la lignée des premiers nationalistes qui opposaient la vocation spirituelle des Canadiens français au matérialisme industriel et démocratique des Anglo-Saxons. Trudeau résume leur programme politique et économique comme suit : *le retour à la terre, la petite entreprise, la coopération, le syndicalisme catholique et le corporatisme*.³⁷

Plusieurs de ces solutions accentuaient la marginalisation de la communauté québécoise en Amérique du Nord à tous les plans : technique, urbain, financier, culturel et politique. Elles présupposaient un sens démocratique dont les élites en place se défiaient, une conscience politique adulte et exigeante dans le peuple, un sens de la propriété collective difficilement conciliable avec le rejet absolu du socialisme, sans compter un confessionnalisme étranger au pluralisme urbain. N'oublions pas que ces thèmes existaient encore au lendemain de la dernière guerre mondiale. Elles mettaient en veilleuse les conflits latents de classes chez nous et énervaient les sentiments de xénophobie. Mais ce qui déçoit davantage les esprits critiques, c'est le processus d'insémination artificielle qui caractérisait ces initiatives. Souvent les

³⁷ Voir Everett Cherrington Hughes, *French Canada in Transition*, Kegan Paul, 1946, p. 151.

réponses sociales exprimaient une volonté de réaction contre des mouvements nés ailleurs, soit du monde protestant, soit des révolutions athées. Pensons au syndicalisme catholique face aux « unions neutres » qui devaient acculer les ouvriers québécois à choisir entre la religion et leur association professionnelle (E. Minville, en 1938) ! Un tel nationalisme qui s'appuie sur l'absolu de la religion devient forcément exclusif, intransigeant et peu propice à des attitudes politiques réalistes. On sacrifie les hommes à de faux absolus. On ne tient plus compte des données de fait et de leurs dimensions positives. La mythologie sert alors de grille d'interprétation au détriment des énergies spirituelles et matérielles à libérer. N'oublions pas que ces attitudes ont surtout pris corps dans une période très près de la nôtre. Ceux qui les situent au XIX^e siècle pour marquer leur origine ont partiellement raison. Ils masquent la proximité de ces tendances et leur impact dans les débats des dernières décennies. Certains militants sociaux actuels ne cachent pas leur dégoût devant ces voies d'évitement de la religion et du nationalisme au cours de la première moitié du XX^e siècle, alors que la misère de si nombreux Québécois exigeait des luttes que le paternalisme clérico-politique étouffait au nom de l'autorité et de l'Ordre social chrétien.

Aux yeux des anti-nationalistes, l'idéologie corporatiste, comme panacée universelle, symbolise la stérilité tragique d'une vision et d'une praxis politiques, qui véhiculaient tous ces travers et ces mythes. Ils s'en prennent ici non seulement aux élites mais à des institutions comme la société Saint-Jean-Baptiste, l'École sociale populaire, l'Action nationale dont les préoccupations ethniques empêchaient la mise en place de vraies stratégies politiques et d'authentiques politiques économiques. On ne pensait même pas à des réformes conséquentes en éducation. Pendant quarante ans les clercs et les professionnels les plus éminents décriaient l'école obligatoire et la démocratisation de l'enseignement. Les pièces versées à ce dossier noir deviennent accablantes par leur nombre et leur contenu non-équivoque, surtout en rapport avec les exigences de l'industrialisation du Québec. Le monopole exercé par l'Église s'accompagnait de grave démissions chez les hommes politiques. Quand ceux-ci déviaient de l'orthodoxie officielle, l'anathème ecclésiastique entraînait en jeu. Pensons à Papineau, à Mercier, à Laurier, à Bourassa pour ne nommer que certaines figures dominantes. Mais ce sont les collusions en coulisse qui établissaient da-

vantage la règle du jeu. On comprend pourquoi les batailles des années 50 visaient d'abord le cléralisme et le duplessisme, pourquoi aussi les nouveaux leaderships affirmaient le primat du social contre un nationalisme aussi ambigu. Même les encycliques sociales, par exemple, recevaient un traitement biaisé par un providentialisme de résignation et un conservatisme très rigide. On n'a qu'à parcourir les documents ecclésiastiques pour s'en convaincre (voir les mandements des diocèses de Montréal et de Québec particulièrement).

C'est surtout au plan économique-politique que la critique antinationnaliste s'affirme davantage. Elle met en contradiction les postulats des écoles nationales et un état de fait bien décrit par Hughes : « c'est le sort du Québec de connaître sa gigantesque expansion industrielle à un moment où le capitalisme déjà parvenu à un âge avancé, n'est plus comme jadis, l'aventure hardie de petits groupes d'hommes entrepreneurs, mais encerclement colossal inéluctable, d'institutions impersonnelles » (*op. cit.*, p. 279). Ces propos contrastent avec les plaidoyers sur la petite entreprise. Même au plan des protections juridiques, les législations sociales et industrielles dépendaient d'un électoralisme marqué par les influences occultes des grands bailleurs de fonds. Quand les conflits devenaient intenable pour les hommes politiques, par exemple, au moment des grèves célèbres de 1900 à 1950, d'éminents ecclésiastiques servaient de médiateurs !

Par delà les événements de cette période, nous retrouvons les intentions, les pouvoirs, et les alliances des origines jusqu'à la conquête comprise. L'ancien régime absolutiste rejoint l'autoritarisme de la chrétienté. Une psychologie de « réserves » traverse notre histoire de part en part et nous fait craindre un sort semblable à celui des Indiens. Comme eux, nous retournons au primitif pour nous reprendre, nous identifier, nous distinguer, mais en revendiquant en même temps une qualité exceptionnelle de culture ou de civilisation. L'archaïsme s'allie au futurisme par-dessus le brutal présent que nous n'osons regarder en face. D'autres paradoxes déchirent les nationalistes ; celui des colonisateurs devenus colonisés, celui des évangélisés qui se veulent missionnaires, celui d'une francité fragile qui se trouve un rôle important dans la francophonie universelle, celui d'une révolution culturelle ultramoderne qui réclame et rejette à la fois ses antécédents historiques.

S'agit-il de contradictions insurmontables ou d'essais de dépassement dans une synthèse nationale nouvelle ? Les opposants retiennent surtout la première hypothèse. Ils dénoncent l'irréalisme et le négativisme des nouveaux patriotes, leur mentalité d'éternels revendicateurs, alors que la communauté québécoise aurait tant besoin de dynamismes créateurs. L'apologie d'un « être » si peu capable d'avoir et de faire, leur semble une fumisterie. Ils voudraient qu'on suive plutôt le mouvement inverse ; ce qui favoriserait d'ailleurs une même longueur d'onde avec les sociétés modernes développées et une mise en oeuvre de politiques sociales et économiques moins réactionnaires. Le peuple commence à refuser ses misères, mais il ne se reconnaît pas dans les nationalismes ancien et nouveau, parce que ceux-ci ont dissocié le pain de la culture et le pain de la table. La psychologie populaire ne souffre pas de telles séparations. Elle passera plus facilement du matériel au spirituel que vice versa. Ou du moins, elle trouvera des façons très pragmatiques de « réduire les contradictoires des systèmes de pensée et des schèmes d'action ». Les ouvriers et les agriculteurs, comme la majorité des Québécois, ont très peu participé aux déterminations institutionnelles de leur société. Les analystes de la grève d'Asbestos en 1949 ont vu dans cet événement l'aboutissant de cette situation qui a prévalu jusqu'à nos jours.

« Les travailleurs industriels du Québec suffoquaient dans une société encombrée d'idéologies inadéquates et d'institutions oppressives ; parce que l'importance pour la nation de la classe ouvrière était hors de commune mesure avec son peu de prestige ; parce que ses gains économiques collectifs correspondaient à des reculs dans la hiérarchie sociale (les paysans n'étant devenus prolétaires qu'au prix de déchoir en tant que paroissiens, électeurs, patriotes, etc.) ; parce que notre philosophie morale et notre politique ouvrière ne tenaient pas suffisamment compte du peuple industriel que nous étions devenus » (*La grève de l'amiante*, p. 90).

Le tournant des années 50

Ces propos de P.-E. Trudeau rejoignent ceux des antinationalistes et néo-fédéralistes qui ont pour la plupart acquis leurs convictions décisives dans cette période. Ils ont cru à la fin d'un monde, à la liquida-

tion imminente de l'ethnocentrisme et de ses expressions politiques et religieuses, au profit d'attitudes plus soucieuses des vrais besoins du peuple et plus ajustées aux impératifs de la cité industrielle et postindustrielle. En 1949, pour la première fois, apparaissait au grand jour le conflit latent entre un peuple prolétaire urbain et l'étrange synergie des pouvoirs politiques et juridiques, de l'autorité religieuse et de la grande finance. Des ferments nouveaux- chez des syndicalistes et des militants chrétiens portaient quelques fruits. L'étude précitée prouve cela avec force détails, mais elle se révèle très naïve dans ses prévisions de l'avenir québécois, particulièrement au plan de la question nationale. L'épreuve de force libérait tout autant les sources culturelles que les dynamismes sociaux, annonçant aussi bien le néo-nationalisme décolonisateur que la Révolution tranquille.

Notons le fait que les années 50 furent marquées par des renouveaux timides dans le monde de la recherche, des arts, de la religion, des réformes sociales ; autant de feux qui gagnaient sur la grande noirceur du duplessisme. Mais le monde populaire, après la flambée d'Asbestos, retombe dans sa passivité et son impuissance et demeure objet de mépris pour les élites conservatrices ou progressistes, nationalistes ou fédéralistes. C'est peut-être la constante la plus tragique de notre histoire et de tant d'autres d'hier et d'aujourd'hui. Quelle place le peuple lui-même a-t-il dans le conflit des « élites » et leurs points de référence : d'une part la foi, la langue, la culture, le vouloir-vivre collectif et la dignité, d'autre part, le fédéralisme, la technologie, la planification démocratique et l'organisation bureaucratique, le pragmatisme ? *Les uns et les autres deviennent aussi évasifs devant les problèmes cruciaux et quotidiens du logement, du chômage, du coût de la vie, des régions défavorisées, des zones urbaines grises, des fermetures d'usines.*

On ne se rend pas compte que l'analyse lucide des observateurs de toute tendance se limite surtout à deux paliers, celui des superstructures idéologiques ou autres et celui des infrastructures psychologiques, même si certains s'expriment dans un langage concret. Pensons aux expressions les plus courantes : quêteux à cheval, porteurs d'eau, réserve québécoise. Mais ce sont surtout les « ismes » qui l'emportent dans ce procès : élitisme, absolutisme, masochisme, romantisme, fascisme.

Jean Pellerin, dans sa « Lettre aux nationalistes québécois » manie ces concepts de façon brillante.³⁸ Mais sa culture politique primaire l'amène à des jugements étroits et en porte-à-faux. Il est un exemple vivant de ce qu'il reproche à ses opposants. Son ouvrage se résume à une somme de travers des siens à côté d'une critique pauvre et dogmatique du nationalisme. Il admire le volontarisme de l'expérience fédérale canadienne et dénigre celui du sursaut québécois. Il plaide la cause du bilinguisme et du biculturalisme et du même souffle soutient que le français, hors de la France est devenu un luxe pour la bourgeoisie traditionnaliste. On retrouve difficilement ici le primat de la raison que certains fédéralistes mettent à leur compte. Qu'ils réduisent la langue à « un instrument de communication » (P.-E. Trudeau, in *New York Times*, 25 mars 1969), passe encore, mais nous ne saurions admettre les sornettes précitées.

Mais là où le débat prend une dimension grave et sérieuse, c'est au plan économique.

Le problème économique

Le Parti Québécois propose d'abord une monnaie commune basée sur une entente de transition et d'essai d'une durée de cinq ans, et sur le partage entre les deux États coactionnaires des postes du Conseil d'administration de la Banque du Canada.³⁹ Or de telles négociations viendraient ébranler la confiance des marchés internationaux tout au long de leur durée. De plus, l'union monétaire présuppose des politiques semblables ; ce qui ne semble pas probable dans le cas d'un Québec indépendant où l'on prévoit pratiquer un fort interventionisme d'État. Et puis il y a l'énorme problème de la balance des paiements du Québec (entre \$500 et 700 millions par an). Ce déficit rend difficile la mise en place d'un fonds de réserves de devises étrangères et le maintien de la valeur de la nouvelle monnaie. Enfin, qu'arrivera-t-il des

³⁸ J. Pellerin, *Lettre aux nationalistes québécois*. Éditions du Jour, 1969.

³⁹ *Québec, le coût de l'indépendance*, rapport d'un groupe d'experts, à la demande de la Chambre de Commerce de la Province de Québec. Éd. du Jour, 1969. Nous nous inspirons de ce travail ici.

milliards d'épargne accumulés par les citoyens du Québec avec une nouvelle monnaie ou avec l'ancienne qui risque une grande instabilité de par les changements de règle du jeu ? L'économiste R. Bourassa résume ainsi les conséquences de ce risque : dévaluation de la monnaie, mesures d'austérité, fuite des capitaux, problèmes d'emprunts sur les marchés étrangers et accroissement du coût des importations.

Au chapitre de la fiscalité, le P.Q. entend rapatrier toutes les taxes versées à Ottawa par le Québec, soit \$2,350 millions. Celui-ci devra par ailleurs assumer les responsabilités d'un État souverain. Son sous-développement économique par rapport à l'ensemble canadien ou nord-américain réduit déjà son assiette fiscale. Et si l'activité économique venait à baisser par la suite, la situation prendrait des proportions alarmantes. En effet le Québec emprunte presque un milliard par année, depuis 1960, si l'on compte des emprunts des municipalités, des commissions scolaires, des hôpitaux, de l'Hydro-Québec, de l'Office des Autoroutes et de l'Expo. Il faudra bien aussi assumer une part de la dette du fédéral (25 milliards). De plus, les conjonctures économiques rendent difficile l'acquisition des capitaux. Pensons aux taux élevés de l'intérêt, au fléchissement du marché des obligations à long terme, à la concurrence internationale pour attirer de nouveaux placements. Le Québec a dû faire en 1969 un emprunt de près d'un demi milliard à sa propre caisse de dépôts. Est-ce le signe d'une difficulté accrue au plan du crédit extérieur de la Province ? Certains fédéralistes dénoncent ici une contradiction : vouloir, d'une part, l'argent, le savoir-faire et les marchés des autres, et d'autre part, refuser l'influence économique et culturelle de ceux-ci.

Au plan de la production, le Québec présente un marché relativement petit par rapport à l'ordre de grandeur nord-américain. Or le niveau de productivité est souvent proportionnel à la taille des entreprises et dépend aussi de l'accès libre à de vastes marchés. On sait comment la puissance industrielle voisine pose des défis de « compétitivité ». Et le fait que le Québec produit surtout des biens non durables dans une proportion inverse de celle de l'Ontario (65% erga 35%) grève encore le poids du coût de l'indépendance. Pour ce qui concerne le secteur primaire de l'économie, en matière agricole par exemple, la productivité du travailleur québécois est de 75% inférieure à celle du travailleur agricole canadien. Pensons aussi à l'importation massive

des fruits, des légumes, du bétail et des oeufs. Nous sommes dans la course seulement dans le domaine de l'industrie laitière et avicole. Quant aux secteurs miniers et forestiers, nous dépendons fortement des décisions américaines. Même au plan des services, nous perdrons sans doute beaucoup de sièges sociaux canadiens, sans compter ici les problèmes venant des services que nous importons des États-Unis.

Québec se spécialise dans trois secteurs industriels : les mines, l'industrie des pâtes et papiers et celles des métaux non ferreux. Or, il s'agit des entreprises qui exigent le plus de mise de capital par dollar de production. Les conjonctures économiques rendent difficile l'importation massive de capitaux et partant le défi de faire cavalier seul !

On évalue à plus de 650 millions le déficit annuel de la balance commerciale du Québec. Mais grâce au système fédéral, cet écart est réparti sur l'ensemble du pays. Les rédacteurs du rapport soulignent ici que le gouvernement central a mis trop de temps avant de se décider à faire face aux disparités régionales surtout au Québec et dans l'Est du pays. Le raidissement des provinces pauvres est bien compréhensible. Mais de là à risquer l'aventure des souverainistes ! Le bilan paraît très négatif.

- Monnaie dépréciée et instable
- Baisse de la consommation
- Contraction des marchés
- Fuite de capitaux
- Impossibilité d'importer tout le capital et l'équipement nécessaires
- Émigration d'un grand nombre de compétences et même d'une partie notable de la population
- Difficulté concurrentielle due à la basse productivité
- Crainte de l'étatisation
- Déménagement des sièges sociaux vers l'extérieur du Québec.

Après avoir mentionné l'accord de la plupart des économistes sur l'éventuelle baisse de niveau de vie advenant l'indépendance, le rapport rappelle qu'une telle perspective empêche une claire vision des vraies priorités, à savoir l'éducation, l'efficacité administrative et tech-

nologique, l'investissement dans les secteurs créateurs de richesses. Il insiste sur la nécessité d'une révision profonde de la Constitution canadienne pour clarifier les responsabilités des divers paliers, pour améliorer les politiques fiscales et monétaires, pour assurer un meilleur cadre de promotion collective des Canadiens français.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce plaidoyer sévère et drastique mérite une attention sérieuse, même s'il ne saurait être exhaustif. Il caricature la thèse des souverainistes et passe sous silence des données essentielles qui ont retenu notre attention jusqu'ici.

Il nous faut même dépasser le débat proprement politique et saisir l'ampleur des difficultés économiques du Québec d'aujourd'hui. Pensons à sa faiblesse dans des domaines comme ceux des nouveaux investissements industriels, des techniques nouvelles, de la productivité, de l'efficacité interne des entreprises. Certains expliquent ces phénomènes par la situation politique instable du Québec. Pourtant il semble que déjà au début des années 1950 la chute s'amorçait au moins dans la moitié des secteurs industriels du Québec. Les rapports récents du ministère de l'industrie à Ottawa laissent entendre que les provinces de l'Atlantique connaissent une certaine reprise économique, alors que la province française tire davantage de l'arrière (88% de la moyenne canadienne chez les premières, 70% pour le Québec).

L'expansion artificielle du secteur public renforce le déséquilibre. Il suffit de mentionner le taux effarant d'augmentation annuelle des dépenses publiques (15%), le coût prohibitif de l'administration scolaire, hospitalière et urbaine qui dépasse parfois de 15 et même de 25% celui de l'Ontario et des États du Sud. C'est devenu un truisme que de parler d'un Québec qui vit au-dessus de ses moyens. Combien de lourds investissements n'ont pas respecté une saine hiérarchie des valeurs et des besoins, et même une rentabilité minimale ? Comment ne pas souhaiter un meilleur équilibre entre les politiques d'assistance et les politiques de main-d'œuvre et de création d'emplois, quand on assiste à une montée rapide du pourcentage des assistés sociaux. L'Ontario crée annuellement 10 fois plus de nouveaux emplois que le Québec ne «sait le faire». Et le nombre d'assistés sociaux a doublé à Montréal depuis cinq ans ! D'un autre côté, les revenus et le chômage ont augmenté plus rapidement que dans les autres provinces à un tel

point que certains économistes se demandent si les deux phénomènes ne sont pas liés. Nous avons trop peu d'oreille pour ces indications périodiques qui rappellent le déséquilibre croissant entre coûts, revenus et productivité au Québec particulièrement.

Avec un potentiel économique aussi limité, pouvons-nous nous permettre de négliger la qualité de gestion de nos biens ? L'importance de l'éducation, par exemple, ne justifie pas la construction d'écoles luxueuses, la pression salariale exagérée des enseignants. On comprend alors que les Québécois soient «les plus taxés» au Canada.

D'autres problèmes redoutables s'ajoutent quand nous considérons les attitudes des Québécois au plan de la consommation. En ce domaine nous suivons les modèles nord-américains sans avoir le pouvoir d'achat correspondant. Une économie de développement collectif exigerait un tout autre style de vie particulièrement chez nous. Ces objectifs ne sont pas conciliables avec la piscine privée ou l'auto de l'année pour chaque famille. Le « show business » draine autant d'argent que la réforme scolaire ou la promotion industrielle. Aucune solution souverainiste ou fédérale ne saurait passer à côté de cette situation très grave.

Des inégalités profondes entre le Québec francophone et la majorité anglophone canadienne nous invitent à une critique radicale de notre système fédéral. Mais les inégalités internes et les attitudes économiques inadmissibles des Québécois compromettent encore plus gravement l'avenir politique en deçà et au delà des deux grandes options qui s'offrent à eux. Nous ne voulons pas nous attarder plus longtemps à cette question vitale. Elle n'en garde pas moins toute son acuité.

Des erreurs du Québec

Les Québécois ne devraient s'en prendre qu'à eux-mêmes, disent plusieurs fédéralistes et nationalistes anglo-saxons. Il n'y a jamais eu de vraie politique vis-à-vis des investissements privés américains ou autres, et cela dans des secteurs aussi vitaux que les mines, les forêts,

les forces hydroélectriques.⁴⁰ Il en fut de même au plan de l'économie secondaire et tertiaire, du développement urbain ou régional. Au mythe agriculturiste ne correspondait aucune politique agricole cohérente. Et le système d'éducation ne préparait pas aux exigences de l'industrialisation. Pensons à la faiblesse encore persistante de la formation technique et professionnelle.

Le dossier s'alourdit quand on y ajoute les problèmes d'émigration et d'immigration, de mobilité et de classement de la main-d'œuvre, de regroupement des petites entreprises. La colonisation rurale symbolisait cet entêtement à ne miser que sur le sol brut à gagner. Émiettement des centaines d'administrations municipales et de commissions scolaires, émiettement des forces agricoles, ouvrières et patronales, émiettement des services gouvernementaux dominés par le patronage. L'ironie est à son comble quand on songe au rejet d'interventions nécessaires de l'État. Le gouvernement ontarien, tout capitaliste fut-il, exigeait des étrangers un réinvestissement sur place du fruit de ses concessions. Il nationalisait l'électricité bien avant nous. Il imposait, après étude, un regroupement et une fonctionnalisation des administrations locales, métropolitaines et régionales. Il planifiait l'utilisation des forces démographiques, techniques et économiques. Il prenait les devants en matière de sécurité sociale.

Pendant ce temps, le Québec laissait libre cours au libéralisme économique et au matérialisme aveugle en dépit de son idéologie spiritualiste et communautaire. Les querelles de fabrique prenaient la place des tâches démocratiques qui auraient pu articuler des politiques éducationnelles, sociales et économiques efficaces pour la promotion collective des francophones. On ne se préoccupait même pas d'améliorer une langue lamentable. Et que dire des législations anti-ouvrières, de l'administration politisée de la justice et de la plupart des services gouvernementaux. L'utilisation systématique de la voirie comme ins-

⁴⁰ « Ainsi, au début des années 50, M. Duplessis concède une mine de fer du Labrador à une entreprise américaine, moyennant une redevance de un cent par tonne de minerai extrait. On affirme qu'à la même époque Terre-Neuve reçoit trente-trois cents par tonne pour une exploitation analogue dans la même région. » *Boréal Express*, Histoire 1534-1968, Montréal, 1968, p. 539.

trument électoral privilégié renvoie à la pauvreté d'une conscience politique navrante.

En deçà des attitudes et des conditionnements objectifs de la minorité canadienne-française, ces critiques discernent une sorte de rejet global d'un vrai système démocratique moderne avec ses impératifs technologiques, économiques et urbains. Si un petit pays comme la Suède a pu devenir une société industrielle de pointe sans de grandes alliances économiques et politiques, il le doit à un avant-gardisme socio-économique et démocratique. Or le Québec n'aurait pas de tradition dynamique de ce côté-là ; d'où l'importance, aux yeux des fédéralistes, de rapports bien articulés avec l'ensemble économique continental.

Un marché captif de ressources matérielles, financières, techniques et humaines conduirait au désastre, alors que la voie fédérale offre des effets multiplicateurs. P.-E. Trudeau souligne deux conditions nécessaires au succès de la dernière perspective : que les Canadiens français se débarrassent de leur mentalité d'assiégés et consentent enfin à essayer le système fédéral qu'ils ont toujours boudé ; que les Canadiens anglais cessent de considérer le Canada comme leur État national et de piper les dés au détriment des francophones (*Le fédéralisme*, p. 41).

Le nationalisme anglophone

Les attitudes changent difficilement et certaines exigences objectives viennent accentuer le problème. C'est dans l'aire des juridictions provinciales que la masse des dépenses budgétaires des États modernes tend davantage à s'accroître. Pensons aux besoins du développement éducationnel, social, régional, et urbain. Il y a ici des difficultés propres au Canada, à savoir l'impuissance des petites provinces et la situation particulière du Québec comme centre politique de la culture canadienne-française.

Un tel défi charge toute initiative fédérale d'un fond d'ambiguïté souvent inextricable. Les politiques monétaires, fiscales, commerciales détruisent ici ce qu'elles édifient ailleurs. Par exemple des mesures

anti-inflationnistes atteignent différemment le sur-emploi de l'Ontario et le sous-emploi du Québec. De plus, l'accroissement du secteur public a débalancé complètement les rapports des paliers municipal, provincial et fédéral. La transformation la plus audacieuse de la constitution canadienne ne résoudra pas d'elle-même les questions soulevées ici. Et les fédéralistes de toutes tendances cherchent encore des voies équitables et efficaces de solution. Dans le cas de certaines formules avancées, le Québec appréhendait avec raison des amendements constitutionnels votés par Ottawa et par les deux-tiers des provinces. En effet, la majorité des provinces canadiennes ont intérêt à une forte centralisation et peut-être même s'accommoderaient davantage d'un régime unitaire. Quant aux Canadiens français, tout du passé et du présent leur donne la conviction qu'ils sont chez eux seulement au Québec. L'histoire de l'éducation au Canada sert de témoignage accablant. Après le drame d'une minorité anglaise dans une école de St-Léonard, le *Globe and Mail* de Toronto rappelait honnêtement que le Canada lui-même avait été « a huge St-Leonard » depuis cent ans. Dans cet ordre d'idée, le Québec a eu une politique démocratique non nationaliste vis-à-vis de sa minorité anglophone.

En matière d'impôts, un seul fait suffira pour marquer l'injustice du fédéralisme tel que pratiqué. « Entre 1947 et 1954, Ottawa a occupé en exclusivité le champ de l'impôt sur le revenu personnel dans toutes les provinces, y compris le Québec et en retour a payé diverses sommes à toutes les provinces, excepté le Québec » (P.E. Trudeau, *op. cit.* p. 68). L'incurie d'un palier de gouvernement, en l'occurrence du système Duplessiste, ne justifie en rien la spoliation du peuple québécois par les hommes politiques et les fonctionnaires fédéraux. Les indépendantistes ne manquent pas d'utiliser ces faits pour affirmer l'inutilité de la députation québécoise à Ottawa. Alors que les Canadiens anglais satisfont à leurs besoins en s'adressant à l'un ou l'autre gouvernement, très souvent sans tenir compte des règles constitutionnelles, le Québec, sous peine de se contredire ou de se détruire, ne saurait se prêter à cette sorte de fédéralisme favorable aux Anglo-Saxons.

Si un gouvernement représentatif fonctionne difficilement quand il existe des différences extrêmes de niveaux de vie régionaux (E. Mayo), à plus forte raison là où les facteurs culturels et nationaux viennent accentuer la distance entre les riches et les pauvres. Le carac-

tère cumulatif des malaises du Québec met en cause profondément un système fédéral dont les politiques économiques laissent en veilleuse la situation dramatique de la Province française avec son championnat de chômage, de bas revenus, et d'assistance sociale. Sans doute, les deux régimes Taschereau et Duplessis pratiquèrent un conservatisme économique et social navrants. Mais on ne peut oublier que c'est Ottawa qui tient en main des mécanismes économiques essentiels pour le développement. Or ceux-ci semblent davantage au service de la majorité.

Bref, le problème fédéral relève plus du nationalisme canadien-anglais que de celui des Québécois. Si l'intérêt du plus fort l'emporte presque toujours, il n'est pas surprenant de voir surgir des attitudes nationalistes exacerbées dans le groupe ethnique défavorisé. La prétendue voix de la raison chez les fédéralistes sonne étrangement dans les oreilles de ceux qui se sentent laissés pour compte.

Un compromis d'intérêts ! Oui, mais au profit de qui ? La majorité et la minorité au Canada comprennent différemment les paroles d'un premier ministre : « Le nationalisme deviendra aussi désuet que le droit divin des rois ». Les temps actuels ne laissent rien présager de cette prophétie. Encore s'il s'agissait seulement des limites de la raison, mais il y va d'une étrange rationalité qui écarte des données brutales pour mieux défendre une logique pure et sans bavure, convaincante pour ceux qui gagnent à voir leur thèse s'imposer. Les arguments du bon sens trahissent parfois la complexité du réel ou camouflent un aveuglement volontaire de l'esprit. Précisément, au nom du gros bon sens, on assimile au fanatisme, la revendication de droits minimaux et le sursaut de citoyens lucides d'un peuple humilié depuis trop longtemps. Quarante ans pour obtenir des choses aussi ridicules que les chèques bilingues. Un vote de cinq minutes a suffi ! Comment reprocher à ce peuple d'avoir fait le jeu de la centralisation, ou de n'y avoir pas profité ou de s'être replié sur un système de sécurité introverti et sur une mythologie aliénante !

Les questions fondamentales

Tout le débat nationaliste des francophones québécois ne peut éviter un défi majeur. Les questions de langue, d'immigration, d'économie, d'indépendance politique s'insèrent dans une société canadienne et nord-américaine bâtie pratiquement sur une culture, une langue, une économie. Même l'autonomie politique du Canada reste une donnée assez marginale par rapport à ce grand tout très puissant qui s'impose encore au reste du monde comme à l'intérieur de ses frontières. Si le Canada n'arrive pas à se dégager de l'empire américain, comment le Québec pourra-t-il affirmer son indépendance en luttant sur tous les fronts à la fois ? Tout au plus peut-il aspirer à une promotion culturelle originale qui sera toujours menacée par un système économique, une mono-culture, un ensemble politique et même un ethos d'esprit contraire à la diversité et à la multiplicité nationale. Le fédéralisme canadien ne pourrait assumer que la dualité culturelle et les disparités régionales, à l'intérieur d'une économie nord-américaine surintégrée et extrêmement contraignante pour des politiques divergentes. Ainsi le fédéralisme actuel comme le nationalisme québécois maintiendraient des fictions juridiques très lourdes de conséquences.

L'immigrant qui débarque à Montréal, s'en vient d'abord en Amérique du Nord et tient à s'intégrer au monde anglo-saxon. C'est par lui qu'il aura accès à tous les coins d'Amérique septentrionale, culturellement et économiquement. Épouser la culture marginale et minoritaire du Québec francophone, c'est vraiment manquer le bateau. Il a été attiré dans la plupart des cas, par la prospérité et les possibilités énormes qu'offrait ce vaste continent à ses yeux. Le problème devient grave si en plus de sa marginalité d'immigrant, il ajoute celle d'une culture adoptive étrangère au grand creuset américain. Les obstacles psychosociologiques et économiques deviennent quasi - insurmontables pour lui.

Nous avons choisi ici l'exemple de l'immigration parce qu'il pose la question à son extrême limite. Il nous aide à saisir l'attitude de refus du nationalisme séparatiste de beaucoup de Québécois francophones

qui se sentent menacés non seulement dans leur sécurité économique minimale mais dans leur psychologie profonde. Malgré un attachement réel à leur culture canadienne-française, malgré une éventuelle majorité politique, plusieurs ne supportent pas d'être à toute fin pratique d'éternels minoritaires par rapport à la masse nord-américaine. Tout particularisme, même marqué par une grande et généreuse politique, vient exacerber davantage une conscience vive de cet état de chose.

Ainsi le mouvement séparatiste provoquerait l'effet contraire chez une forte proportion des francophones québécois. L'irritation des Canadiens français des autres provinces renforce cette hypothèse. Tout se passe comme si des facteurs psychologiques jouaient en deçà des arguments d'ordre culturel et politique, sans compter des difficultés économiques évidentes. Il serait injuste de tout réduire à un sentiment aveugle de peur, alors que tant de réalités brutales et quotidiennes rappellent au citoyen québécois son appartenance bon gré mal gré à l'économie et à la culture nord-américaines. À la situation inconfortable du citoyen canadien qui paie déjà cher son autonomie vis-à-vis des États-Unis, s'ajoute celle d'une souveraineté québécoise mal assurée dans tous les domaines. Il n'y a pratiquement que des futurs dans le néo-nationalisme et ses expressions politiques, sans compter le fait que l'histoire a consacré plus d'une fois la stérilité du nationalisme canadien-français. Chacune des vagues s'est brisée sur un roc de refus, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. S'il y a eu quelques points gagnés, ce n'est vraiment qu'au chapitre de la culture. Par ailleurs, les énergies consacrées à la cause nationaliste auraient davantage servi, si elles avaient été utilisées pour la promotion en éducation et en économie et pour la réalisation de politiques efficaces et audacieuses.

Combien de fédéralistes le rappellent à temps et à contretemps. Nous n'aurions pas su utiliser les instruments que nous avons déjà en main. Il serait temps plus que jamais d'opérer dans le cadre politique réel où nous vivons et d'accéder enfin à une véritable pratique démocratique bien différente des mythes conservateurs et autoritaires du passé. Tous nos bilans historiques prouveraient donc davantage l'option fédéraliste. Mais comment expliquer la persistance des vagues nationalistes successives et surtout l'apparition d'un néo-nationalisme progressif et assez différent de ceux qui l'ont précédé ? Il faudrait être

malhonnête pour ne pas reconnaître ici un phénomène qui a sûrement des sources dans la réalité vécue par le peuple canadien-français. C'est un fait, les deux options ont existé chez nous et elles perdurent encore aujourd'hui. Certains n'y voient qu'opposition et exclusion mutuelles. D'autres s'affirment nationalistes dans leur option fédéraliste. Plusieurs néo-nationalistes acceptent une perspective d'association dans leur recherche de souveraineté nationale. Voilà des points de vue d'individus et de minorités.

Mais l'ensemble du peuple québécois francophone ne se laisse pas cerner aussi facilement par nos catégories politiques, nos interprétations sophistiquées. De part et d'autre, les arguments tirés de l'économie, de la culture, de la politique, de l'histoire ne semblent pas rejoindre certaines sources profondes du comportement politique québécois.

Devrons-nous recourir à la psychologie des profondeurs pour faire remonter dans la lumière un inconscient collectif nébuleux ? Les efforts psychanalytiques des dernières années en ont passablement lassé plusieurs, avec raison sans doute. Nous remettons à d'autres la poursuite de cet objectif. C'est plutôt une hypothèse de recul qui nous retient ici. Elle vient de certains indices particulièrement frappants.

Une psychologie politique difficile à cerner

A la fin du siècle dernier, au moment où la communauté canadienne-française prenait vraiment corps, on élisait des autonomistes à Québec et en même temps on assurait la victoire d'un parti majoritaire à Ottawa. Voter centralisation et décentralisation à la fois, n'est-ce pas s'installer dans la contradiction la plus évidente ? Il ne s'agit pas ici de nuances subtiles résultant d'un fin calcul politique de la part des Québécois. Par exemple, un fédéralisme ouvert aux revendications nationalistes ou un nationalisme qui accepte certains compromis dans un système fédéral obligé. L'histoire ne nous invite pas à de telles interprétations. En effet les rapports de force entre Ottawa et Québec n'ont jamais connu cette souplesse. Chacun des gouvernements en place se voulait le poids déterminant ; tendance centralisatrice d'un côté, tendance autonomiste de l'autre. Et la question première rebondit : pour-

quoi le peuple votait souvent pour les deux à la fois. Il élisait Duplessis et King-St-Laurent, et plus récemment Johnson et Trudeau. Certains en appellent à la souplesse politique des Canadiens français qui auraient bien saisi l'esprit de compromis du système politique canadien. Nous en doutons. Du moins, ce n'est pas là l'explication la plus importante et la plus révélatrice de notre psychologie collective. On ne se rend pas compte de certains comportements plus ou moins inconscients, de données idéologiques assez manifestes et enfin de facteurs situationnels très contraignants.

L'idéologie conservatrice du catholicisme dominant a pu jouer. Mais encore plus profondément n'y avait-il pas une recherche quasi-désespérée d'une sorte d'équilibre qui rende la situation viable à tout prix ou à n'importe quel prix ? On percevait d'instinct son état de minoritaire en face du succès massif du monde anglo-saxon nord-américain. S'il y a eu un ghetto québécois, ce n'était pas au point de ne rien savoir sur le reste du continent, d'autant plus que l'envahissement de celui-ci sur le terrain québécois se faisait par mille et une façons, particulièrement par l'industrialisation et l'urbanisation. Comment ne pas jouer la carte la plus sûre dans un tel contexte où l'on mobilisait toutes ses énergies pour survivre matériellement et spirituellement. Bon gré mal gré il nous faut bien admettre que nous avons été beaucoup plus des prolétaires que des paysans isolés dans des réserves villageoises. La fameuse unanimité, si elle a déjà existé, s'est créée au moment où l'industrialisation et l'urbanisation devenaient la tendance prévalente. Le mythe agricole, le nationalisme messianique, l'exaltation des vertus familiales, l'idéal de chrétienté ont-ils été des formes d'évasion et de compensation ?

Paysans ou prolétaires ?

Nous connaissons le débat. Les uns prétendent que le Québec s'est constitué selon le modèle rural ; d'autres soutiennent que la nation a pris corps surtout à même trois pôles urbains qui ont marqué profondément la psychologie collective. Ainsi la mythologie ruraliste tiendrait d'une superposition idéologique sur un fond urbain et prolétaire. La plupart notent cependant les conséquences schizophréniques de ce double palier : un idéal de chrétienté rurale et une quotidienneté amé-

ricaine, ouvrière et urbaine. Serait-ce la source d'un double comportement politique : attitudes de prolétaires vis-à-vis d'Ottawa et réflexes de paysan aux plans local, régional et provincial ? L'hypothèse nous semble trop gratuite. Poursuivons plus loin notre recherche.

Des urbains devenus ruraux ?

Même si les Québécois vivent en grande majorité dans les villes pratiquement depuis le début de la fameuse « unanimité », même si le modèle américain influence fortement le style de vie, il semble que la culture cléricale monolithique des élites traditionnelles se serait intériorisée dans le peuple. Elle offrait un axe, un cadre de référence, des raisons de vivre comme entité distincte, qui manquaient à la communauté globale. C'est là, semble-t-il, l'ethos et les critères déterminants d'identification, de distinction vis-à-vis des Anglo-Saxons, enfin d'affirmation collective.

De nombreux traits de comportement appuieraient cette hypothèse. Mentionnons le peu de mobilité, le rejet des styles impersonnels, compétitifs et anonymes, la lenteur et la difficulté d'expression, le peu d'intérêt pour la rationalité technique et pour l'efficacité d'ordre organisationnel, le goût des petites communautés et des contacts directs, la difficulté d'accepter des tâches spécialisées et contrôlées. Le Canadien français supporte mal la vie urbaine morcelée qui sépare les institutions, les secteurs de vie et d'activité, le privé et le public. Il ne s'est pas habitué aux grands ensembles fonctionnels, aux exigences de concentration dans les divers secteurs de la vie collective. Pensons au refus de regroupement des municipalités, des commissions scolaires, des forces industrielles, syndicales ou autres. La cité moderne appelle des attitudes d'adaptation, de créativité, de choix, de concurrence, de tolérance, de pragmatisme, de sélectivité des relations. Autant de caractéristiques qui s'appliquent très peu à la personnalité sociale des Québécois. C'est un monde pluraliste de valeurs qui va à l'encontre d'une idéologie tendant à l'unicité des manières de penser, d'agir et de vivre. Nous sommes à l'aise dans des structures englobantes, dans des explications exhaustives. Nous nous méfions de l'inachevé, de l'expérimental, de tout ce qui a trait à un « open system ». Nous ne voulons que des démarches décisives et d'une logique irréfutable. Sans doute y

a-t-il ici beaucoup d'indices de l'esprit latin qui s'accommode à la fois d'une logique formelle rigide et d'une spontanéité affective et très individualiste.

Il ne s'agit donc pas surtout d'un refus explicite de l'univers urbain anglo-saxon, mais de conceptions et d'attitudes différentes. Ce n'est pas sans conséquence sur la situation du Québec en Amérique du Nord. Certains critiques identifient bêtement le problème à des attitudes rétrogrades, sans distinguer les facteurs objectifs de différence, les conditionnements historiques des retards, les rapports de forces majoritaires et minoritaires et les dynamismes propres à cette entité politique et culturelle qu'est le Québec francophone. Tout ramener à un refus de la démocratie, du fédéralisme, de l'urbanisation, c'est faire preuve d'une culture politique primaire. Nous avons déjà montré comment la réaction du néo-nationalisme, tout en véhiculant un certain archaïsme, charrie des phénomènes de pointe du monde actuel, et plus particulièrement de cet univers nord-américain en instance de changements radicaux (chez les jeunes, les noirs, les intellectuels, les défavorisés, etc.).

Mais le défi urbain n'en garde pas moins son acuité, au Québec autant qu'ailleurs. Dans quelques années, 80% de la population sera regroupée dans l'aire du grand Montréal métropolitain. Le reste occupera de façon plus ou moins dispersée un immense territoire. Qu'on l'accepte ou non, le modèle américain servira de moule principal à cette expérience urbaine. A moins de nous scléroser dans un univers clos, nous ne pouvons pas passer à côté des phénomènes précités. Si nous voulons nous affirmer d'une manière originale et efficace, il nous faut songer à une pratique politique mieux articulée dans le domaine urbain qui nous intéresse ici. Évidemment, les options du Québec débordent cette dialectique « rural-urbain », mais elles doivent en tenir compte selon certaines règles du jeu proprement nord-américaines. Les antécédents « *white, anglo-saxon and protestant* » semblent aussi déphasés que l'est notre type de catholicisme rural, par rapport aux nouveaux modèles de société qui commencent à émerger. Nous pourrions faire neuf en accord avec notre culture, avec le souci de devenir des interlocuteurs autonomes, mais aussi capables d'échanges enrichissants. Il existe des difficultés et des possibilités communes qui nécessitent des collaborations ouvertes et intelligentes.

Nous ne saurions éviter notre propre autocontestation. Même les études les plus récentes invitent à mieux saisir ce qui reste à faire. Collette Moreux, dans « Fin d'une religion ? » (P.U.M. 1969) *, retrouve ce vieux fond de l'idéologie précitée au cœur de l'univers urbain, dans la population jeune, dans des strates socio-économiques plus favorisées, chez des familles qui ont quitté la campagne depuis plusieurs générations.

Le poids de réalités historiques convergentes

Les conditions de groupe minoritaire ajoutent un impact particulier dans la persistance de notre idéologie traditionnelle. Une vue rapide de la psychologie correspondante dégage en arête des indices révélateurs et interdépendants.

- Une minorité cherche les moyens les plus sûrs pour sauver son identité constamment menacée.
- Elle tend à refuser le système de valeurs de l'autre et à se replier sur elle-même.
- Elle surévalue ce qu'elle a de distinctif.
- Elle se crée un système de protection et accorde beaucoup d'importance à une autorité foi-te, capable d'imposer une philosophie et une éthique communes, une unité sacrée, parfois au détriment des personnes et des libertés fondamentales.
- Elle se méfie du pluralisme interne ou externe et craint des changements qui disloqueraient son système de sécurité. D'où une attache excessive à la conservation du passé et une inhibition des dynamismes d'innovation et de dépassement des risques créateurs, (Voir M. Hagen, *Theory of Social Change*, Dorsey Press, 1962). E. & C. Hanley, *A Psychanalysis of Nationalist Sentiment*, McGraw-Hill, 1966, pp. 303-319.

* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Bien de ces données se retrouvent dans l'expérience historique des Québécois. Ils ont affronté le monde anglo-saxon au moment où celui-ci commençait à construire son empire commercial et industriel. On s'explique alors le rejet global, ethnique, politique, économique et religieux d'un système qui allait devenir le modèle occidental. Il fallait se distinguer de cet ensemble de facteurs par un autre ensemble original et opposé. Mais celui-ci ne pouvait être qu'idéologique et loin de la réalité nord-américaine. Même nos hommes d'affaires ne résistaient pas. Ils réintégraient vite le système de valeurs de leur groupe socio-culturel qui méprisait la richesse et le matérialisme des voisins, au nom d'une doctrine spiritualiste et idéaliste. L'entreprise familiale restait au seuil de l'intégration nord-américaine jusqu'à ce qu'elle soit absorbée par le réseau des grandes firmes anglo-protestantes. Toutes les dimensions importantes de l'existence québécoise se renforçaient les unes les autres pour édifier un univers clos et monolithique, pour accentuer l'isolement, la survie et l'identité de la culture, pour justifier le cadre mythique de substitution et de compensation.

Diagnostic clair et net, mais combien simplificateur. Toutes ces hypothèses contiennent évidemment une part de vérité. Mais leurs simplifications abusives masquent une certaine diversité du milieu canadien-français dans le temps et dans l'espace. Elles sous-estiment les luttes internes et les différentes options, les déchirements d'une conscience collective tiraillée par de multiples appartenances : américaine, française, britannique, canadienne et autochtone. Par ailleurs, les facteurs mythiques et idéologiques ont joué un rôle positif pour assurer une unité minimale, une mobilisation constante des moyens très modestes de la collectivité. Notre examen historique révèle, cependant, l'importance des obstacles internes et externes qui devaient condamner sans rémission l'avenir de notre peuple. Et pourtant, envers et contre tout, il est demeuré une communauté vivante. Il s'affirme aujourd'hui avec plus de force que jamais en dépit des multiples prophéties de malheur. En deçà des exagérations compréhensibles, un néo-nationalisme progressif symbolise peut-être ce qu'il y a de plus profond dans notre expérience. Il assume la dynamique de notre histoire tout en tentant des dépassements inédits. Nous le verrons dans une prochaine étape en traitant de l'idée d'indépendance au Québec. Celle-ci s'est affirmée en niant la domination de l'autre, mais progres-

sivement et surtout depuis quelques années, le projet a pris une tournure plus positive et constructive.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 7

Le projet de souveraineté

Une volonté d'indépendance

[Retour à la table des matières](#)

Dans les dernières décennies du régime français, le goût de l'indépendance chez les « Canadiens » énervait les représentants officiels de la métropole. Les intendants, les généraux et les évêques, tous attachés profondément à la royauté et à la mère-patrie, se plaignaient de cet état d'esprit qui prenait corps dans la communauté autochtone. Était-ce déjà le sentiment d'appartenir à une culture originale dans un contexte historique inédit ? S'agissait-il d'une volonté collective d'affirmation nationale ? Nous chercherions vainement ici une pensée et une pratique politiques manifestes qui s'exprimeront plus tard après la conquête. Mais comment ne pas y discerner un premier ferment de nationalisme spontané et un secret désir d'indépendance, sinon d'autonomie ? Les colons et les soldats « canadiens » refusaient assez souvent d'obéir à leurs maîtres français de plus en plus considérés comme des étrangers à ce pays si différent de la France.⁴¹ On essayait

⁴¹ G. Frégault, *La Guerre de la Conquête*, Fides, 1955, pp. 95-96.

d'échapper à la tutelle de bien des façons, fussent-elles celles des coureurs de bois et des colons établis à distance des centres. L'histoire nous relate plus d'une friction entre les soldats canadiens et les soldats français. Montcalm, par exemple, l'a noté plusieurs fois dans sa correspondance.

Le projet politique de souveraineté chez les nationalistes d'aujourd'hui a des racines historiques beaucoup plus profondes qu'on ne le pense habituellement. S'il relevait d'une utopie superficielle, nous ne saurions expliquer ces vagues de nationalismes qui ont soulevé périodiquement le groupe canadien-français et surtout cette détermination farouche d'assurer son identité. Même dans les compromis au sein de l'expérience fédéraliste, la plupart des nôtres voulaient garder la maîtrise des dimensions essentielles de leur vie nationale, de telle sorte que l'autonomisme a prévalu tout autant que le fédéralisme durant les cent dernières années.

Mais il y a toujours eu une minorité qui dénonçait les illusions entretenues par cette autonomie partielle, susceptible d'apporter, d'une part, un épanouissement politique, économique et culturel à la nation, et d'autre part, des solidarités plus fécondes au sein d'un État plus large et plus fort. Réduire les facteurs de nationalité à un ordre communautaire spontané et se livrer à une majorité non française au plan de l'État, c'est accepter de devenir un peuple annexé, colonisé, puis assimilé à plus ou moins longue échéance. N'est-ce pas la menace qui pèse constamment sur nous ? Tout se passe comme si le processus devenait irrémédiable par la convergence accrue de la dépendance politique, de la subordination économique et de l'aliénation culturelle.

Personne ne contestera ici une ligne de continuité dans la pensée nationaliste au Canada français. Évidemment cette conscience, si vive fût-elle, n'a jamais exprimé des idées claires sur l'importance de l'État. Le cri de Groulx : « Notre État français, nous l'aurons », reçut un accueil très ambigu qui indiquait encore le peu d'intérêt, pour ne pas dire la méfiance vis-à-vis de l'État et de son rôle clef dans la société moderne. C'est ce qui incline certains à penser qu'un nationalisme vraiment politique a pris naissance depuis quelques années à peine. Même chez les hommes politiques, il y avait deux paliers plus ou moins étanches, celui de la culture et de la religion, celui de la politique et de

l'économie. Le premier était vraiment nôtre. le second appartenait à un autre univers dominé par d'autres. Mais où donc et comment a surgi ce projet sans cesse avorté d'indépendance ?

Genèse ⁴²

Pendant plus de cent ans les Canadiens français pouvaient espérer prendre un jour leur distance sur la France lointaine. Ils ne se refusaient certes pas au processus nécessaire de colonisation. Mais peu à peu se préparaient de façon plus ou moins latente une conscience nationale spécifique et un sentiment de communauté de destin inscrits dans une expérience collective passionnante. Il fallait importer quand même des capitaux, des colons, des techniques, pour promouvoir le développement d'un territoire qu'on savait immensément riche. Plusieurs rêvaient d'une nation française autonome « à côté d'une ou plusieurs nations anglaises en Amérique du Nord ». Les historiens n'ont pas manqué d'observer un réel dynamisme économique qui s'étendait bien au delà du golfe Saint-Laurent. L'emprise sur le bassin des grands lacs et sur ses territoires du Sud suscitait l'envie de la Grande-Bretagne et des colonies américaines de l'Est atlantique. L'inconscience des élites de la Métropole française et la force expansionniste de l'Empire britannique naissant favorisèrent le succès de la conquête de 1760. Une autre colonisation politique et économique commençait.

M. Séguin souligne avec raison l'importance de la période 1763-1837 pour comprendre les vagues de séparatisme du dernier siècle. Une petite communauté de 60,000 âmes ne se défend pas pendant un siècle sans créer en elle des liens indéracinables d'appartenance. Le défi était de taille quand on pense au million et demi d'Anglais qui habitaient aussi l'Amérique du Nord. En respectant certains droits des Français d'Amérique, l'Angleterre voulait-elle se ménager un deuxième front pour contrebalancer le danger d'émancipation des colonies américaines créées sous le signe d'une rupture avec ses propres politiques internes ?

⁴² M. Séguin, *L'idée d'indépendance au Québec*, Éd. Boréal Express, 1968.

De toute façon, l'indépendance des colonies anglaises allait changer le rapport de forces. Il fallait créer une forte communauté anglophone au Nord et s'allier les Français conquis. Rien ne serait plus dangereux qu'une solidarité entre ceux-ci et les Américains. Il devenait évident que le centre de gravité se déplaçait du côté de la puissante République voisine qui occupait le territoire le plus favorable. La communauté loyaliste du Canada s'affirmait donc comme séparatiste en quittant le territoire américain. Mais il s'agissait d'un séparatisme qui brisait une population de même origine et de même culture. Londres devait soupeser les chances de tenir le coup devant la menace de l'expansion républicaine. D'une part, il y avait la difficulté d'intégrer le corps étranger que représentait la fraction française, d'autre part, on cherchait à éviter une union fédérale qui aurait pu imiter les colonies du Sud.

Grâce à cette conjoncture, les habitants du Bas-Canada vont bénéficier de leur propre Chambre d'assemblée où ils sont majoritaires. Londres s'est rendu à leurs aspirations politiques en 1791 malgré les avertissements répétés du *Board of Trade* et le précédent refus de 1774. Mais l'intention d'assimiler les Canadiens français demeurait toujours. On entretenait cet espoir en assurant la maîtrise économique à la minorité anglaise du Bas-Canada. Mais peine perdue, le mouvement de libération nationaliste n'avait pas été étouffé au bon moment et maintenant il se déployait selon son propre dynamisme à la fois naturel et historique. Trop de facteurs accusaient l'identité particulière d'un groupe de plus en plus compact : l'origine, la langue, la religion, les lois, l'expérience commune, les mœurs, etc.

L'expression fréquente « nation canadienne -> consacrait une intention politique soit de séparatisme, soit d'autonomie vis-à-vis de la Grande-Bretagne, des États-Unis et des autres, colonies anglaises. On invoquait sans cesse le droit de se gouverner soi-même en utilisant les traditions politiques anglaises, par exemple, le « *no taxation without representation* ». À la stratégie de l'assimilation progressive on opposait celle de l'émancipation progressive. C'est du moins l'argumentation d'Étienne Parent dans le journal *Le Canadien*. Le journaliste se réfère souvent au modèle américain pour rejeter la tutelle impériale européenne, tout en cherchant un appui du côté de la France. Sa dialectique annonce celle de tous les nationalistes qui suivront. Elle n'ar-

rive pas à dégager une visée cohérente, peut-être à cause de la multiplicité des appartenances. Tantôt l'auteur se félicite de la richesse d'un Bas-Canada biethnique et bilingue, tantôt il considère la Conquête comme un bienfait de la Province, tantôt il réclame un statut d'indépendance où la majorité française assimilera définitivement sa minorité anglaise.

C'est ici qu'apparaît la première forme de nationalisme économique. En effet, l'assemblée législative agite des projets de banque, de compagnies d'assurance, de marine marchande, de contrôle des affaires britanniques, et même d'expropriation. Pourquoi s'arrêtait-on en chemin ? Le journal précité en donne la réponse : « Nous ne croyons pas qu'un peuple de six cent mille âmes puisse maintenir son indépendance et sa nationalité surtout au voisinage d'une nation puissante et entreprenante avec laquelle il diffère en tout. Le sort de la Louisiane nous fait trembler » (22 février 1832). « Les Canadiens doivent rester unis à l'Empire britannique ; dans l'intérêt de sa domination sur le continent américain, l'Angleterre doit protéger les Canadiens » (7 avril 1837).

La contre-offensive britannique

Ainsi donc le nationalisme de ce temps-là reportait à plus tard la séparation et l'indépendance. De telles aspirations ne tardèrent pas à créer un contre-courant chez la forte minorité anglaise du Bas-Canada, particulièrement à Montréal où les nombreux marchands anglais voyaient leur empire commercial menacé et cela à son point stratégique. « Nous sommes chez nous, disent-ils, en rappelant la Conquête, et nous voilà esclaves politiques dans une colonie britannique ». Pour eux le Bas-Canada était devenu un État séparé des colonies voisines, un État dans les mains d'une majorité capable de porter des lois de confiscation et d'expulsion même. Ils dénoncent donc l'illogisme de la Couronne qui laisse dans d'autres mains le centre même de tout le système British North American.

Au moment où les droits de douane et les ports de Québec et de Montréal ont une telle importance, la politique de la majorité française du Bas-Canada risque de tenir à sa merci le Haut-Canada et même de

diviser irrémédiablement les colonies britanniques entre elles. C'est faire le jeu des États-Unis, c'est aussi favoriser l'avènement d'une nouvelle République indépendante. De plus, le climat d'incertitude empêche la venue de capitaux, le peuplement de la vallée du Saint-Laurent par les immigrants britanniques, la construction de canaux et de chemins de fer, l'établissement d'implantations commerciales et industrielles. « Vous faites une erreur irréparable si vous ne comprenez pas que seuls les Canadiens britanniques peuvent résister aux Américains ». Et puis la France comptera une autre nation française sans en avoir payé le prix. Les Canadiens anglais parlent même de guerre si Londres ne prend pas ses responsabilités. En effet, l'action concertée du Haut-Canada, des autres colonies et de la minorité du Bas-Canada, restaurerait le pouvoir de la majorité anglaise et précipiterait la création d'une Union canadienne vraiment britannique.

Les Canadiens français se serrent les coudes devant la menace et l'injustice à l'horizon. « Nous vous avons laissé la plus belle partie de l'ancienne province de Québec, vous constituez chez nous une minorité nantie de privilèges exorbitants et vous allez jusqu'à nous considérer comme des étrangers dans notre pays natal ». (*Le Canadien*, 30 novembre 1832 et 11 mai 1836). Le droit précède la relation vainqueurs-vaincus, soutient-on dans le même plaidoyer. ⁴³

⁴³ En 1837, la classe des marchands de Montréal constitue le plus important groupe de pression sur les pouvoirs politiques. Par ailleurs, les Canadiens français de plus en plus nombreux manquent d'espace vital pour leur expansion rurale. La misère règne partout chez ces derniers (F. Ouellette). A la suite des résolutions de Russell, tous les recours pacifiques sont épuisés. Un vaste mouvement populaire se crée sous le signe d'une libération nationale révolutionnaire. Malgré son insuccès, l'entreprise devenait pour les générations futures un des symboles les plus vivants de la conscience nationale. Thomas Chevalier écrivait avant son exécution en 1837 : « Puissent mon exécution et celle de mes compagnons d'échafaud vous être utiles. Puissent-elles vous démontrer ce que vous devez attendre du gouvernement anglais... pour mes compatriotes je meurs sur le gibet infâme du meurtrier, pour eux je me sépare de mes enfants, de mon épouse... et pour eux je meurs en m'écriant : Vive la liberté, vive l'indépendance. »

Les prodromes de la Confédération

Par un curieux concours de circonstances l'idée de fédération allait germer en même temps chez des citoyens des deux côtés de la barricade. Les uns croyaient assurer leur indépendance politique, les autres leur suprématie définitive. Les journaux des deux communautés emploient déjà le terme « confédération » dans les années « 30 ». Une grande fédération donnerait assez de puissance pour une affirmation canadienne vis-à-vis des États-Unis et de l'Angleterre et en même temps elle permettrait une suffisante autonomie provinciale.

Telle était la perspective de certains réformistes du Bas et du Haut-Canada. D'autres pensent plutôt à une union législative respectueuse des droits de la minorité française. Ils ne craignent pas d'utiliser la menace américaine en lui donnant des significations différentes à Londres et à Québec, comme ce fut le cas dans le plaidoyer du gouverneur Dalhousie.

Mais la tendance fédéraliste reste dominante dans le Haut-Canada et chez les hommes politiques de Grande-Bretagne. Dans le Bas-Canada, la fièvre monte. Des leaders politiques soutenus par la majorité de la population « font la grève parlementaire ». Pendant ce temps, une minorité de patriotes songent à la lutte armée et à la proclamation de l'Indépendance. La minorité britannique s'apprête à prendre les armes au cri de « la mort ou l'annexion aux États-Unis plutôt qu'une république canadienne-française ». M. Séguin résume ainsi la situation après l'échec de la mission de conciliation du gouverneur Gosford :

« Les deux nations sont au comble de l'exaspération. Il en résulte une paralysie générale. Plus de gouvernement, plus d'administration de la justice, plus d'écoles ; les capitaux désertent, l'immigration est tarie, les travaux publics sont suspendus et le Haut-Canada est en banqueroute » (*op. cit.*, p. 33).

Le soulèvement de 1837 relève tout autant des patriotes que des Britanniques exaspérés. Et le rapport de Durham sera marqué par cette dualité irréductible, même s'il envisage une stratégie d'assimilation. Une seule perspective prend un caractère d'absolu, la mise en échec du séparatisme québécois. L'Union de 1840 se fera au-dessus de la tête du peuple canadien-français affaibli par les troubles de 1837. Il s'agissait beaucoup plus d'une continuité logique de la Conquête que de représailles après la révolte. Vous avez le pouvoir ou vous ne l'avez pas. Les compromis n'avaient pas servi aux « maîtres ». En 1840, dans l'union législative, la communauté anglaise a la majorité ; elle bénéficie de l'appui métropolitain et compte sur son hégémonie économique. La provincialisation des Canadiens français dans une puissance anglo-saxonne est désormais assurée.

La victoire cléricale

Avant d'en arriver à la Confédération elle-même, il nous faut prendre en considération certaines données capitales de l'évolution interne de la Nouvelle-France dans la première moitié du XIX^e siècle. À côté des élites bureaucratiques et ecclésiastiques qui avaient perdu certains privilèges pour en retrouver d'autres au lendemain de la Conquête, une élite de leaders spontanés, près du peuple, était apparue. Il s'agissait d'hommes politiques, de leaders locaux et de certains intellectuels. Ils subissaient non seulement l'influence de la Révolution française, mais aussi de l'esprit libéral du XIX^e siècle. Réformistes, volontiers radicaux, anticléricaux, ils préparaient les voies de la Révolte de 1837. ⁴⁴

Après l'échec de la rébellion, il y a une rupture entre ces leaders et le peuple. L'Église prend définitivement le dessus grâce à son loyalisme absolu vis-à-vis de l'Establishment. Elle devient l'institution principale et englobante, apportant sécurité, stabilité, unité et soumission. Elle mène les esprits libéraux de l'Institut Canadien ; elle constitue même une structure parallèle à celle du pouvoir politique, tout en

⁴⁴ J.-C. Falardeau, *Évolution des élites au Canada français*, dans *Structures sociales du Canada français*, P.U.L., 1966, pp. 3-13. Et *Des élites traditionnelles aux élites nouvelles*, dans *Recherches sociographiques*, VII, 1966, pp. 131-145.

étant présente à celle-ci de mille façons non manifestes. Combien d'alliances du moment sans que le peuple n'en sache quoi que ce soit ! Le mépris populaire pour la politique a peut-être une double source : l'électoratisme et le cléricalisme. Le premier réduisait l'intervention du peuple au seul poids du vote épisodique. Le second maintenait un infantilisme propice à la démission devant n'importe quelle mesure arbitraire de l'autorité. Il ne restait plus que la critique stérile, la méfiance et l'impuissance de ceux qu'on a asservis. Même les intellectuels ne gagnaient audience que dans la mesure de leur orthodoxie vis-à-vis de l'idéologie cléricale, et de leur loyalisme britannique. En deçà des alliances politiques nouées en dehors de la quotidienneté du peuple, toutes les dimensions de la vie interne de la communauté se moulaient progressivement aux cadres de plus en plus rigides de la chrétienté et de son autorité sociale omni-puissante.

Déjà, se dessine ici la tension entre deux pôles de la société canadienne-française traditionnelle : une politique centrifuge tournée vers l'ensemble anglo-saxon, une culture centripète marquée par des phénomènes de compensation, en l'occurrence : la parenté, la vie paroissiale, l'éducation essentiellement religieuse. Cette dichotomie existera jusqu'aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. L'élite cléricale dominera l'existence quotidienne de la collectivité tout en fournissant l'idéologie de substitution nécessaire. Et l'élite politique se chargera des compromis avec la bourgeoisie politique et économique anglo-saxonne. Les conflits avec les dissidents se résolveront désormais en dehors de la vie du peuple.

Ces remarques nous apparaissent nécessaires pour comprendre certains dessous de la période qui précède et suit les événements de 1864-1867.

Les avatars de la Confédération

La Confédération de 1867 ne change guère la situation créée par l'Union de 1840. « Nulle égalité de droit ou de fait », souligne Séguin. Les Canadiens français pouvaient continuer avec un statut de peuple chambreur, toujours mal à l'aise dans la maison de ses maîtres, toujours soumis aux décisions dernières d'une autorité étrangère à sa

culture. De son côté, le Canada anglais croyait que cette politique était nécessaire pour éviter la ruine et reprendre son essor, même s'il fallait entretenir la nation annexée et maintenir une barrière artificielle avec les États-Unis. En soi, seul le séparatisme québécois semblait naturel.

Mais les fédéralistes « progressistes » du Québec tentèrent de prouver que l'essentiel de la vie nationale gardait toutes ses chances dans cette juxtaposition de deux entités relativement autonomes dans leur gestion interne. Au gouvernement fédéral, on n'avait accordé que des secteurs neutres comme la défense, les finances publiques, les politiques tarifaires, commerciales et extérieures ! Il y eut même un courant d'enthousiasme chez certains Canadiens français qui s'attribuaient le titre de champions des libertés coloniales et d'artisans de l'égalité des

deux nations. Évidemment, l'infériorité économique maintient son caractère d'injustice même aux yeux de nouveaux fédéralistes de la trempe d'E. Parent. Mais toujours ils retournent la lance du côté des leurs pour les rendre uniques responsables de la situation et chanter d'un même élan la vertu des compatriotes anglo-saxons. Les expressions masochistes se multiplient : négligence criminelle, paresse, ignorance. Les nôtres n'ont pas su tirer profit du triomphe politique acquis par leurs nouveaux sauveurs !

L'ouvrage d'E. Parent sur l'industrie en 1846 se révèle encore d'actualité. Il s'en prend à notre irréalisme en économie et en éducation. Il insiste sur l'importance première de l'industrialisation. Sans elle, la suprématie des Anglo-Saxons aura forcément des effets « dénationalisateurs ». Dans l'esprit d'E. Parent, il suffirait d'appliquer au domaine économique notre génie et notre détermination politiques. Il ne mesure en aucune façon les obstacles venant du groupe dominant. « Les pères ont été tribuns, les fils seront économistes ». Cette opinion sous-entendait évidemment que l'émancipation politique était désormais décisive et suffisante pour la promotion économique des Québécois. Jusqu'à nos jours, la majorité se rangera de ce côté.

Mais une minorité ne J'a jamais entendu ainsi. Les jeunes du journal *L'Avenir* en 1847, prennent LaFontaine à partie. Entre les forts et les faibles, entre le grand nombre et le petit, la liberté démocratique de fait sert les avantages des premiers et maintient la dépendance des se-

conds. Avec lucidité, ils détectent les pièges d'un libéralisme qui camoufle sa position de puissance sous le manteau d'une légalité abstraite, d'une universalité factice des droits. Concrètement, les nouvelles lois ne reconnaissent pas « la nationalité comme un lieu politique » important. (*L'Avenir*, 31 décembre 1847, 22 avril 1848). Certains des contestataires, tel Papineau, préféreront envisager l'annexion aux États-Unis (3 juillet 1849), parce que les Canadiens anglais manifestaient des visées non-équivoques de domination. Ceux-ci intervenaient à Londres à temps et à contre-temps pour marquer leur insatisfaction de l'Union législative et le danger de voir perdurer la « *French ridden Colony* ». J.A. MacDonald désamorce ces calomnies : « Nous dominons dans tous les domaines ». Il parle même des Canadiens français dans des termes racistes, « une race ignorante ».

Au seuil de la Confédération, quelques députés québécois déclarent que le projet fera du Bas-Canada une entité politique aussi démunie que sous le régime de l'Union législative. Il n'y aura qu'un véritable centre de décision alors que les instances régionales et locales ne régiront que des aspects secondaires de la vie domestique. Mais la plupart des députés francophones (27) se prononcent pour l'Union fédérale. Pire encore, 23 autres s'opposent à celle-ci et cherchent plutôt à renforcer l'Union législative. Une sorte d'union sacrée se constitue entre loyalistes anglais et français au nom du péril américain et de la menace des annexionnistes. De son côté, MacDonald, tout en préférant un système unitaire, opte pour le fédéralisme : son explication ne laisse planer aucun doute sur l'intentionnalité du projet : « Envers les gouvernements locaux, le gouvernement général occupera exactement la même position que le gouvernement impérial occupe actuellement à l'égard des colonies » (Débats sur la Confédération, p. 42). Les séparatistes avaient-ils tellement tort de parler de colonisation, de peuple annexé, quand ils entendaient MacDonald dire : « le parlement local aura le caractère d'un organisme municipal plutôt que législatif ».

Dans les années 80, après 20 ans de Confédération, certaines illusions sont dissipées. Par exemple, celle de voir les Canadiens français tenir la balance du pouvoir. Tardivel prend le relais pour ranimer la volonté d'un État autonome. Les troubles de 1837 nous ont valu l'unique Union de 1841, souligne-t-il, en suggérant une stratégie qui prévoit la pleine indépendance au milieu du XX^e siècle. Prophétie à re-

tardement ? Déjà au début de notre siècle il annonçait un véritable parti de l'indépendance et démasquait les mirages du jeune Bourassa.

Une relecture de certains documents nous fait découvrir parfois des perles ignorées. Au soir de sa vie, le vieux fédéraliste Laurier disait : « Donner au pouvoir central, où se trouve la majorité de race et de religion, l'autorité de s'intégrer arbitrairement dans la juridiction attribuée aux provinces, c'est détruire l'indépendance des provinces et en faire un leurre et une moquerie ». Évidemment, cet éminent homme d'État n'a pas défendu ses politiques dans une telle optique. Comme bien d'autres, il ne s'est rendu à l'évidence que très tard et bien partiellement. Pourtant, en matière d'économie, d'éducation, de droit, de fiscalité, d'immigration, de bilinguisme, chacune des années de la Confédération comporte une injustice ou l'autre. Voyons, par exemple, les dates les plus significatives de la question scolaire.

- En 1871, au Nouveau-Brunswick, loi scolaire anti-catholique et anti-française.
- En 1877, c'est le tour de l'Île-du-Prince-Édouard.
- En 1890, le Manitoba abolit les écoles séparées.
- En 1893, le Conseil du Nord-Ouest fait de même.
- En 1905, la Saskatchewan et l'Alberta nient les droits des Canadiens français.
- En 1915, le règlement XVIII de l'Ontario déclenche une véritable persécution.
- De 1916 à nos jours, le gouvernement fédéral a envahi progressivement à peu près tous les secteurs de l'éducation et de la culture. R. Barbeau en trace un bilan qui d'une année à l'autre prend des proportions saisissantes.⁴⁵ Or, nous pourrions aligner des faits semblables pour chacune des dimensions mentionnées plus haut. Il s'agit seulement des violations de la Confédération elle-même. Il faudrait signaler la centralisation excessive qui a eu cours surtout depuis la première guerre mondiale, la marginalisation économique des Canadiens français, le bâillonnement des députés à Ottawa, la chasse gardée de l'appareil bureaucratique et tech-

⁴⁵ R. Barbeau, *Le Québec est-il une colonie ?* Éd. de l'homme, 1962, pp. 137-139.

nocratique anglo-saxon. (Voir le rapport préliminaire de la Commission BB sur la question économique).

Trois vagues de nationalisme

La matière à procès ne manque donc pas pour les indépendantistes ou les nationalistes modérés. Au cours du XXe siècle, trois vagues d'indépendance plus ou moins fortes vont secouer la forteresse fédéraliste au Québec : 1920-1924, 1933-1938, 1957... La première bénéficiait de l'irrésistible montée des nationalismes européens depuis cent ans. La première guerre mondiale avait attiré l'attention des Canadiens français au delà d'eux-mêmes. Ils découvraient que leurs aspirations n'étaient pas étrangères aux grands mouvements historiques des deux derniers siècles. Des principes comme ceux de la souveraineté nationale et de la libre détermination des peuples venaient servir de caution, sans compter la conscience vive de leur échec depuis le début de la Confédération. Même les fédéralistes québécois devenaient très critiques devant l'impossible unité canadienne. Dans l'Action française, Groulx en appelle à un nationalisme plus politique qui répare l'erreur de 1867 et consomme le divorce nécessaire. Les obstacles économiques ne doivent pas arrêter un peuple qui se veut enfin maître de son destin.

La conscience nationale s'avive au tournant du siècle. En effet, les visées autonomistes de Mercier ont au moins servi à donner plus d'importance au gouvernement provincial. Les deux paliers politiques se dégagent davantage aux yeux des Québécois. Par ailleurs, le Québec connaît alors sa poussée décisive d'industrialisation et de migrations intenses vers les villes. La petite industrie canadienne-française prend un certain essor. Autant de facteurs économiques et politiques qui faisaient croître le goût de l'indépendance chez les nationalistes.

Mais les plaidoyers de ceux-ci véhiculaient des attitudes de refus face aux premiers ferments de révolution sociale du premier prolétariat urbain. On craignait de voir refluer sur le nouveau monde et surtout sur la Nouvelle France des courants politiques qui venaient des

révolutions de 1789 et de 1848. Les élites au pouvoir craignent tout autant « l'émancipation démocratique des masses » que les idéologies du socialisme ou du libéralisme. Les dirigeants de l'Église et de l'État et les élites traditionnelles s'unissent pour annexer des mouvements qui auraient pu faire naître une classe ouvrière et une classe agricole. La neuve doctrine sociale de l'Église servira de caution pour souder le religieux, le social et le national dans une chrétienté unanime. La philosophie cléricale du *statu quo* et de la soumission l'emportera. La menace extérieure du monde anglo-saxon matérialiste légitime une telle politique. Tout ce qui peut venir de l'extérieur suscite suspicion et rejet. D'ailleurs, à ce moment-là, on croyait que l'Empire britannique, les États-Unis et le Canada allaient se disloquer à plus ou moins brève échéance. Mais les années passèrent, et rien n'arriva. La poussée nationaliste perdit de son intensité.

Les années 30 marquèrent une reprise surtout, après un long moment de crise économique. Comme toujours, les minoritaires s'en prennent d'abord à eux-mêmes. C'est la faute des Québécois et non des institutions fédérales, si la Confédération ne porte pas ses fruits dans la Province française. Il est nécessaire de vaincre l'anarchie intérieure en tout premier lieu et d'exiger une application plus juste du pacte de 1867.

Les indépendantistes de 1936-37 rétorquent ainsi : « La réalisation d'un État français dans la Confédération est une utopie... on nous accorde le droit de vivre d'une vie hybride et de former un peuple bâtard sans personnalité qui lui est propre... Pour nous faire avaler la Confédération, les politiciens - et aussi Bourassa - nous l'ont présentée comme l'achèvement le plus complet de notre libération politique et, dans leur imagination, ils ont fait du Canada une espèce de pays franco-britannique où les deux grandes races, les deux cultures et forcément les deux langues jouissent de la plus parfaite égalité. Or cette situation idyllique ne correspond ni à la réalité des faits, ni au texte de la constitution... L'égalité avec l'Anglais, nous ne l'avons jamais eue, ni sur le terrain politique, ni sur le terrain économique... Les seuls

moyens efficaces qui nous restent pour redresser notre situation économique sont d'ordre politique. Politique d'abord ». ⁴⁶

Ainsi donc, aux yeux de ces séparatistes, la majorité anglaise du parlement fédéral tenait en mains tous les principaux mécanismes du développement économique. Ils contestaient tous ceux qui continuaient de croire que la Confédération pourrait mieux fonctionner, que Québec prendrait son essor dans ce cadre politique. Mais l'entrée en guerre devait anéantir tout espoir de luttes politiques chez les séparatistes du second souffle.

Les lendemains de la deuxième guerre mondiale virent renaître ce que Séguin appelle l'histoire noire. Notre infériorité serait inévitable à cause de multiples facteurs convergents, proximité des U.S.A., force économique des Anglo-Saxons, erreurs historiques des nôtres, etc. Il ne reste plus que la possibilité de rendre notre sort moins lourd à porter et de gagner le plus d'autonomie possible. On voit ici l'ombre de Duplessis qui a su utiliser un nationalisme inoffensif vis-à-vis d'Ottawa et de la grande finance. Dans cette foulée, les militants nationalistes étaient plutôt des fédéralistes dépités.

Le troisième souffle

Le troisième souffle, celui de 1957 à nos jours, a connu lui aussi sa phase négative de pur rejet. Mais il a gagné progressivement en maturité politique jusqu'à la constitution récente d'un parti dynamique, progressif et en avance sur les vieilles formations par la qualité de ses militants, de ses structures et de son programme. Mais ne brûlons pas les étapes. Un tel aboutissement s'est préparé par la plus longue vague de nationalisme de notre histoire.

En 1954-55, le Rapport Tremblay révélait toutes les dimensions du drame québécois dans le système fédéral canadien. La centralisation d'après-guerre était à son comble. Aucun domaine n'échappait à l'étude sévère des commissaires : économie, éducation, sécurité so-

⁴⁶ Paul Bouchard, *La Nation*, 7 mai, 10 septembre, 26 novembre 1936. Et Dostaler O'Leary, *Séparatisme, doctrine constructive*, Montréal, 1937.

ciale, fiscalité, etc. Le rapport ne se contentait pas de chiffres et de considérations juridiques. Il montrait jusqu'à quel point les Québécois francophones étaient assujettis à des institutions dont ils ne possédaient ni l'esprit ni l'usage, au point d'être mis en désaccord permanent avec les cadres de leur vie quotidienne (Vol. II, p. 45). C'était donc jusque dans sa personnalité profonde, dans son identité culturelle, dans sa quotidienneté, que le peuple était gravement menacé. Un historien anglo-canadien avait observé le même phénomène : l'esclavage doit être subi pour être compris... aussi toutes les structures de la vie des conquis sont à la merci de leurs maîtres. Ils deviennent un peuple amoindri. ⁴⁷

Les nationalistes de cette troisième vague voulaient d'abord évaluer la profondeur de notre aliénation culturelle, politique et économique. Plus que leurs prédécesseurs, ils insistèrent sur la nécessité de l'Indépendance politique, sans se faire d'illusion sur les complexes sécuritaires d'une nation si bien entretenue dans sa médiocrité et sa dépendance chronique. Comme dans le cas des révoltes prolétaires, il fallait mettre la conscience collective à vif, toucher le fond en quelque sorte.

Évidemment, la phase critique comportait des emprunts assez ambigus ; les uns relevaient de certaines formes d'un nationalisme traditionnel désuet, romantique et peu politique, les autres venaient du grand mouvement de décolonisation des jeunes nations. M. Chaput, dans *Pourquoi je suis séparatiste*, se rattache davantage au néo-nationalisme des nouvelles nations émancipées. Il dépasse le nationalisme plutôt pessimiste d'un R. Barbeau, par exemple.

« Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, au delà de trente pays, anciennes colonies, se sont libérés de la tutelle étrangère et ont accédé à la souveraineté nationale et internationale. Au cours de 1960 seulement, dix-sept colonies d'Afrique, dont quatorze de langue française, ont de même obtenu leur indépendance. Et voilà qu'aujourd'hui, c'est le peuple canadien-français qui commence de se lever et qui, lui aussi, veut réclamer sa place au milieu des nations libres. » ⁴⁸

⁴⁷ A. Lower, *The Primary Antithesis of Canadian History*, Canadian Historical Association, Report of Annual Meeting, 1943.

⁴⁸ M. Chaput, *Pourquoi je suis séparatiste ?* Éd. du Jour, 1961, p. 18.

Le rôle des historiens

Avant d'évaluer les phénomènes de pointe de ce néo-nationalisme, nous sommes forcé ici de faire une seconde lecture du nationalisme traditionnel pour mieux dégager les facteurs de continuité et les facteurs de rupture dans ce nouveau mouvement politique. Qu'est-ce que les nationalistes indépendantistes d'aujourd'hui assument ou rejettent du passé ? Impossible d'y voir clair sans interroger les vrais maîtres du nationalisme chez nous, à savoir les historiens. L'importance de leur influence vient-elle du fait que les minorités cherchent à idéaliser leur passé pour compenser leur humiliation du présent ? La réponse me semble moins claire qu'on ne le pense. En deçà des mythes glorieux, n'y a-t-il pas dans notre communauté une histoire réelle, nécessaire à la compréhension de la situation contemporaine ? La psychanalyse suit le même processus, et cela au nom d'une science bien moderne et soucieuse du progrès humain. Non pas qu'une telle démarche soit libre de tout danger d'introversion et de repli stérile. Mais tels ne sont pas son intentionnalité et son dynamisme premiers. Ceux qui ont voulu réduire l'histoire de nos historiens à une mythologie ou à une idéologie doctrinaire, ne nous semblent pas respecter toute la réalité. Voyons donc ce que nous apprennent nos historiens. S'ils ont fait oeuvre de nationalisme en rendant la nation à elle-même, qui le leur reprochera ? S'il s'est mêlé dans leur recherche des éléments non-scientifiques, essayons de les décanter.

Durham, dans son fameux rapport, soutenait que les Canadiens français ne possédaient aucune histoire. F. Garneau commençait à lui répondre en 1845. Sa longue histoire du Canada devait servir d'inspiration durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Mais on l'a compris de façon bien étrange. D'abord, elle fut épurée de son anticléricalisme par un pouvoir clérical et conservateur qui s'imposa à cette époque.⁴⁹ Comme en Europe, ce nationalisme libéral rencontrait sur son chemin des pouvoirs réactionnaires, et en l'occurrence, ultramontains. On voyait partout les effets diaboliques de la Révolution française et

⁴⁹ R. Cook, *L'historien et le nationalisme*, dans Cité libre, Janvier 1965, pp. 5-14.

même du socialisme athée naissant. Des clercs, Mgrs Laflèche et Paquet se chargeront de réinterpréter cette histoire dans le sens d'un conservatisme moral et religieux. Par la suite, Bourassa continuera dans la même veine en accordant sa première fidélité à l'Église.

En 1915, deux chaires d'histoire, l'une à Québec, l'autre à Montréal, vont imprimer un nouvel élan au nationalisme. T. Chapais, à Québec, n'acceptera jamais de plier sa discipline à des fins autres que celles de la science. L. Groulx, à Montréal, ne sépare pas sa recherche d'un engagement nationaliste et religieux. Il n'a pas de peine à démystifier les illusions de Bourassa sur le nationalisme canadien biculturel. En effet, les événements de la dernière guerre prouvaient amplement les propos des anti-fédéralistes. « L'appel de la Race » s'inspirait du fameux Règlement XVII des écoles de l'Ontario pour annoncer un divorce inévitable entre les deux nations. Le mariage mixte ne tient plus. Comme le laisse entendre R. Cook, il y eut deux hommes en Groulx, l'historien prudent et l'homme engagé. L'Action française des années 20 et l'Action nationale des années 30 témoignent que les deux rôles se séparaient difficilement.

Ses hésitations face au séparatisme ne doivent pas faire oublier son insistance sur le primat du Canada français dans toutes les luttes politiques des siens. Mais la source première de l'engagement de l'historien jaillissait de ses convictions religieuses et aussi de son appartenance ecclésiastique. La survivance des nôtres dépendait d'abord de leur fidélité au catholicisme. Il ne craint pas de parler de « race élue ». Une apologie de Dollard exprime bien ce nationalisme messianique : « Pour la défense catholique et pour la défense française si tu le commandes, ô Dollard, ô chef enivrant et magnétique, jusqu'à l'holocauste suprême nous te suivrons ».

Même ses disciples, malgré une plus grande préoccupation de respecter les fins immédiates de leur discipline scientifique, laisseront toujours place dans leur statut à un engagement nationaliste. Ce n'est pas par sectarisme ou prosélytisme, mais à cause d'une pente naturelle inscrite dans l'histoire elle-même. Il y a des faits historiques qui invitent d'eux-mêmes à devenir partie prenante du destin auquel on participe avec sa communauté d'appartenance. Il faut une culture politique bien pauvre pour ne pas saisir la vérité de ce phénomène.

Un autre historien « engagé », M. Brunet, nous rapproche du néo-nationalisme d'aujourd'hui. Il apporte déjà un point de vue plus « laïque », tout en démystifiant les rêveries romantiques de l'idéologie traditionnelle. L'Église n'est plus au centre de la survivance. Et celle-ci ne sert plus de rampe de lancement parce qu'elle s'est appuyée sur des mythes aliénants comme l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme. Ici, Brunet verse peut-être à son tour dans des attitudes doctrinaires en jouant un rôle de « debunker ». Il ne perd pas de vue un examen plus rigoureux des éléments objectifs qui éloignaient les Canadiens français de la prise en charge de l'industrialisation et de l'urbanisation. On ne sépare pas de façon aussi simpliste cette expérience historique en deux volets : d'une part, un déterminisme historique des événements, d'autre part, une idéologie volontariste créatrice de mythes explicatifs et compensatoires. L'événement appartient aussi à l'action et à l'intelligence des hommes et l'idéologie n'est pas une pure création de l'esprit.

Certains néo-nationalistes trouvent un peu futile le plaidoyer inversé de M. Brunet. Il braque encore les yeux sur le passé alors que l'on veut bâtir l'avenir sur un présent tout autre, et déjà libéré en grande part de ces formes d'évasion. Rien ne sert de geindre sur une histoire qui consigne la méfiance de l'État, l'absence d'une classe d'entrepreneurs, et l'aliénation dans une mythologie religieuse. On n'en est plus, disent-ils, à ce faux spiritualisme du passé, qui refoulait à la fois le matérialisme de la bourgeoisie protestante libérale et l'anticléricalisme irrégieux de la Révolution française. Si la Conquête joue un rôle clef dans la pensée de Brunet, c'est qu'elle fut interprétée comme une victoire décisive non seulement par les anglophones mais aussi par les francophones dominés par des clercs ultramontains. Ici, les néo-nationalistes lui donnent raison, parce que chez eux aussi, la Conquête reste un point essentiel de référence dans l'actualité historique.

D'autres historiens s'attardent davantage à l'absence d'un éthos favorable à l'entrepreneurship économique en prétendant qu'on a surestimé les conséquences du fait militaire de 1760. Toutes les sociétés développées du monde atlantique se sont appuyées d'abord sur une classe dirigeante laïque et bourgeoise. Sans doute, faudrait-il ajouter la place appréciable de l'éthique protestante dans l'avènement du capi-

talisme occidental. À ce compte-là, l'explication de Brunet tient, elle aussi, du nationalisme traditionnel qui écartait les causes précitées et plaçait au premier rang l'antagonisme des deux nations. Le diagnostic de Durham en 1841 reste prévalant : « Je m'attendais à trouver un conflit entre un gouvernement et un peuple ; je trouvai deux nations en guerre au sein d'un même État ; je trouvai non une lutte de principes, mais de races... il serait vain de vouloir améliorer les lois et les institutions avant que d'avoir réussi à exterminer la haine mortelle qui maintenant divise les habitants du Bas-Canada ». Même si Durham pense à l'assimilation de façon un peu simpliste, il sait discerner le jeu subtil des rapports de forces : « Cette haine de races ne se manifeste pas au grand jour de pari et d'autre ; au contraire, des deux côtés on essaie de faire croire qu'on est animé des motifs étrangers à la différence d'origine ». Ce rappel du rapport Durham nous oblige à une critique plus raffinée des situations et des interprétations qui suivirent :

- Insuffisance des changements juridiques.
- Passage d'un nationalisme politique à un nationalisme ethnocentrique.
- Antagonisme racial latent en dessous des compromis explicites fédéralistes ou autres.
- Absence d'un ethos et d'une bourgeoisie capitalistes chez les Canadiens français.
- Repli dans un système de sécurité et dans une idéologie spiritualiste.

La mythologie dont parle Brunet, fut d'abord un effet avant de devenir une des causes du conservatisme de survivance et d'isolement. Par ailleurs, l'histoire réelle demeure beaucoup plus complexe et beaucoup moins cohérente que toutes ces analyses. On s'en rend compte quand certains tentent de cerner, de façon exhaustive, les comportements économiques, politiques ou religieux. Avec Pareto, nous devons reconnaître la part souvent considérable d'irrationalité, d'impondérabilité dans les conduites individuelles et collectives des hommes. Le monde des valeurs ne se laisse pas cerner facilement par l'appareil conceptuel de quelque discipline que ce soit. Il n'y a pas que la plénitude transcendante du mystère humain ou l'évasion du réel, il y a aussi tout cet univers de l'instinct, de la culture première, des solidarités du sang, du sol, de la religion et de l'histoire.

Les militants nationalistes peuvent reprocher à Brunet son pessimisme qui bloque au départ une juste perception des facteurs positifs de notre histoire et de son actualité. Il rejette le séparatisme, tout en désespérant de la Confédération. « La nation majoritaire doit toujours prendre soin d'associer la nation minoritaire à sa politique. Il est ainsi moins difficile de camoufler celle-ci en une politique commune bien que nécessairement elle n'en demeure pas moins celle de la nation majoritaire. » Pour lui, le projet d'un Canada bilingue et biculturel laisse dans l'ombre l'assujettissement de la « colonie économique et politique » qu'est la province française. Brunet s'en prend surtout aux politiciens. Continue-t-il la tendance apolitique ou si peu politique des historiens nationalistes des cent dernières années ? De toute façon, il partage avec eux une carence de praxis politique. Et ce n'est pas là que les partis néo-nationalistes s'alimenteront. Il ne suffit pas de pourfendre « les collaborateurs » de l'Establishment, tous les chefs traditionnels du Québec, les intellectuels sociaux anti-nationalistes. Qu'offre-t-il ? l'autonomie provinciale ! Voilà qu'il retombe dans un traditionalisme insupportable pour les nouveaux leaderships. Seule peut-être sa position sur le Québec comme centre politique nécessaire à la nation canadienne-française suscite de l'intérêt chez les artisans des États généraux, chez les souverainistes, ou chez les partisans du statut particulier. Mais sa réflexion politique n'en demeure pas moins très courte et très peu « incitante » à l'engagement. Nous ne le lui reprocherions pas, s'il s'était contenté de son travail d'historien purement scientifique.

Mais qui sait si Brunet n'a pas influencé indirectement les néonationalistes qui l'ont dépassé en allant au delà de sa propre dialectique canadien-canadien. Beaucoup d'éléments du « brunettisme » débouchent logiquement sur le souverainisme, comme l'a bien vu R. Cook. D'un autre côté, celui-ci sous-estime à son tour l'antagonisme ethnique qui affleure sans cesse durant toute l'histoire de la Confédération. Aux compromis de Lafontaine, de Laurier ou de Bourassa, nous pourrions opposer combien de refus et de révoltes provoqués par les injustices nombreuses en éducation, par exemple. Pour ce qui concerne Brunet ici, nous acceptons difficilement les conclusions si timides et si peu cohérentes de ses prémisses radicales et apparemment très rationnelles.

Les sources immédiates du néo-nationalisme

Ce long détour nécessaire nous ramène au mouvement néo-nationaliste. Nous nous demandons si les historiens, nos maîtres d'autrefois, gardent ici une influence profonde. Il semble que non. La montée récente de la décolonisation et des luttes pour l'indépendance ne s'est pas d'abord appuyée sur des légendes dorées ou sur les héros nationaux du passé. Au lendemain de la guerre mondiale, des phénomènes convergents ont provoqué une nouvelle conscience des rapports entre les peuples. L'universalisation des moyens de communication permettait une meilleure connaissance des pays entre eux. Les comparaisons devenaient faciles chez les masses. Le scandale du sous-développement et du déséquilibre des richesses invitait à dénoncer des forces d'injustices beaucoup plus subtiles que celles de l'agression militaire. On découvrit l'importance des intérêts économiques des riches dans les guerres du XXe siècle. Des événements comme ceux de la Corée, de la Hongrie, de Suez venaient confirmer cette conscience de plus en plus vive des impérialismes idéologiques et économiques qui se battaient sur le dos des plus faibles. On savait désormais que les pays riches ne devaient pas leur succès seulement à leurs talents, mais aussi à l'exploitation des masses, des pauvres, des peuples plus faibles.

Le Québec contemporain n'échappe pas à ce mouvement universel. Chez les jeunes qui avaient étudié à l'étranger et chez les nouveaux leaderships, plusieurs n'en restaient plus à la question sociale. Le problème de l'aliénation de leur communauté atteignait les racines les plus profondes de l'existence collective aux plans culturel, économique et politique.⁵⁰ C'était la nation qu'il fallait mobiliser pour une li-

⁵⁰ A. D'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*. Les Éditions R.B., Montréal, 1966, p. 31. Pour l'auteur, le colonialisme culturel est simplement une conséquence du colonialisme économique et politique. Dans un tel contexte, les prétentions à un bilinguisme et à un biculturalisme canadiens ne servent que de camouflage pour masquer les intérêts du plus fort et les servitudes du plus faible. Les entreprises anglophones, par exemple, consentent à donner quelques postes clés à des francophones, à la condition d'accepter toutes les règles du jeu culturelles ou autres du groupe dominant. Même à instruction égale, les

bération totale. Évidemment le premier ennemi identifié se trouvait chez cette élite politico-cléricale qui faisait le jeu du néo-capitalisme colonisateur. Des alliances spontanées se nouaient entre tous les contestataires du régime. Beaucoup de gens se retrouvaient en coude à coude dans l'opposition au temps du duplessisme. La Révolution tranquille permit de mieux départager les forces entre les traditionalistes, les réformistes et les radicaux, entre les sociaux et les nationaux, entre les politiques et les apolitiques, entre les générations des 40 ans et plus et celles des plus jeunes, entre les nouveaux leaderships et les anciens. Mais pas encore entre le peuple et la petite bourgeoisie. Il s'agit d'une ligne tendancielle et non d'un découpage clair et net. L'expérience récente de l'ex-Rassemblement pour l'indépendance et la création du Parti Québécois le prouvent on ne peut mieux.

Il est trop facile d'assimiler le nationalisme à un phénomène bourgeois. Comment expliquer alors la présence majoritaire des jeunes de presque tous les milieux sociaux dans ce R.I.N. qui a surpris tout le monde aux élections de 1966 ? C'est un fait par ailleurs que le Parti Québécois regroupe surtout des militants du monde de la petite bourgeoisie. Mais déjà des groupes de gauche, des éléments dynamiques des couches populaires joignent les rangs de cette formation politique, sans compter un afflux grandissant de jeunes ; ce qui brouille la vision simpliste d'une dichotomie de classes, telle que l'expriment les critiques du nationalisme. Voyons un exemple de cette réduction qui tronque les justes dimensions du néo-nationalisme.

Canadiens français obtiennent les plus bas revenus de tous les groupes ethniques, sauf les Italiens. Depuis trente ans, proportionnellement, la situation des premiers s'est progressivement détériorée, comme le révèle un des rapports de la Commission B.B. Quant aux Canadiens français des provinces autres que le Québec, ils vivent un génocide culturel pratiquement inéluctable. Au Québec, le processus de minorisation se poursuit au point d'acculer la nation à des options décisives.

La critique anti-nationaliste récente

Les Frères Breton ⁵¹ discernent deux thèmes majeurs : l'apologie de nos ressources humaines et « naturelles » malgré notre infériorité économique et l'agent impersonnel qui est responsable de celle-ci. Ils citent M. Chaput : « Ce n'est pas moi qui excuserai mes compatriotes en mettant sur le dos des « maudits Anglais » la faute de notre infériorité. Mais il faut reconnaître que les Canadiens français n'ont pas vécu depuis deux cents ans la même histoire que les Canadiens de langue anglaise. Armés de forts capitaux, de l'autorité politique et de la supériorité numérique, les Anglo-Canadiens avaient la tâche plus facile que nous. Nous avons les talents et nous les avons encore, mais il nous manquait souvent le tremplin de la finance et la faveur de la politique, si bien que, socialement, nous sommes des citoyens de seconde zone » (*Pourquoi je suis Séparatiste*, p. 47).

Les auteurs resituent ce texte dans l'ensemble de l'histoire nationaliste canadienne-française et des trois principales périodes. Celles-ci ont en commun la reconnaissance d'un état d'infériorité pour lequel on cherche un ou des responsables. On les trouve soit chez les Anglais, soit chez les Américains, soit chez les Juifs, soit chez les élites autochtones, soit enfin dans des conjonctures historiques. Ils voient même une simultanéité du séparatisme, du canadianisme, de l'antisémitisme, de l'anticléricalisme, dans des périodes déterminées de notre histoire. La thèse est pure et parfaitement cohérente. Quant à sa fidélité à la réalité, c'est une autre affaire ! De toute façon, nos deux analystes y vont de leur investigation au plan des causes. Eux aussi trouvent un agent impersonnel. Et l'importance quasi-exclusive qu'ils lui accordent, nous laisse déjà perplexe. Les sciences humaines ne nous ont pas habitué à établir des liens de causalité, et encore moins un diagnostic unidimensionnel. Voici la clef de vérité magique de leur théorème : le plateau institutionnel.

⁵¹ A. Breton et R. Breton « *Le séparatisme* », dans *Cité libre*, avril 1962, pp. 17-28.

Les trois phases historiques du séparatisme correspondent chacune à un plateau institutionnel marqué par la rigidité des structures. Il s'agit d'une longue période soit de prospérité, soit de dépression, où se produisent trois phénomènes :

- *L'étranglement des réseaux habituels de mobilité occupationnelle.* Les postes élevés sont occupés par des personnes qui s'y maintiennent parfois en dépit de leur incompétence. Et l'effort des syndicats porte sur la permanence des emplois et les autres formes de sécurité.

- *La baisse des taux de profit ou leur stabilisation,* sauf dans les cas de monopoles. Mais même ici l'effet se fait sentir à long terme (W. Mitchell, *Business Cycles and Their Causes*, U.E.P. 1959). Les investisseurs deviennent plus prudents et l'activité économique diminue. Beaucoup de transferts se produisent par une spéculation à circuit fermé. On remarque alors l'apparition d'institutions qui poursuivent des buts non financiers. C'est la conséquence du durcissement et du rétrécissement des structures économiques. Les deux analystes ont constaté une baisse évidente des investissements per capita dans chacune des périodes de séparatisme avec ses phénomènes connexes. De même en est-il de l'accroissement des banqueroutes et des fermetures de firmes.

- *La stabilisation ou la réduction des taux de rémunération dans les occupations au haut de la pyramide occupationnelle.* Cette modalité nouvelle provoque une attention plus grande sur les symboles non-monétaires dans l'évaluation des statuts sociaux. Les critères de rendement financier et de compétence perdent leur première place. « Quand il n'y a personne de compétent, on s'attribue tous ensemble un haut mais égal statut ». Ainsi les conflits professionnels deviennent anarchiques parce qu'ils reposent sur une base imprécise de différenciations sociales. Dans les institutions politiques et économiques les aspects purement symboliques l'emportent. Et on s'en remet à des catégorisations faciles : Français et Anglais, catholiques et protestants.

Cette étude a au moins l'avantage de nous montrer les limites du slogan : « les séparatistes causent la fuite des capitaux ». Inversement des conditions socio-économiques très complexes amènent un tel phé-

nomène. Les Breton ont raison en partie, en dépit de l'extrapolation de leur point de vue et en dépit aussi du caractère unilatéral de leur diagnostic.

Selon eux, la rigidité des plateaux institutionnels affecte davantage la bourgeoisie ou les classes moyennes, à cause de leur importance grandissante et de leurs aspirations plus élevées. L'impact devient plus cuisant si l'on a connu auparavant des conditions propices à la mobilité sociale et occupationnelle, si l'on a exercé un certain contrôle sur les pouvoirs qui déterminent sa situation. A leur tour, les réactions se mesurent non seulement à l'ampleur des aspirations, mais aussi à la plus ou moins grande rigidité du plateau. Le *feed back* s'exprime de trois façons :

- On s'attaque à tout ce qui semble un obstacle à la réalisation de bien-être, de prestige et de contrôle. Contestation, participation, égalité de chances, accès aux ressources, contrôle démocratique des institutions, autant d'idées forces qui servent aux revendications des groupes précités.

- On veut susciter une nouvelle impulsion réformatrice. Un sentiment aigu d'insatisfaction se répand chez les classes moyennes ou chez la petite bourgeoisie. Il faut un autre ordre de choses, une transformation plus ou moins radicale.

- On se tourne contre les siens, contre le passé, contre son groupe, contre la « mentalité » ou contre les prétendus responsables. Et pourtant, souvent du même souffle, suivra l'apologie de sa communauté et de sa culture. Le pessimisme et l'idéalisme alternent au-dessus de la réalité. Dans le cas des Canadiens français qui aspirent à s'urbaniser et à s'industrialiser, tout symbole clérical ou terrien a valeur de réactif pour mieux signifier un phénomène de rejet, une autoaccusation, ou une volonté de s'identifier autrement. Tout cela s'accompagne de xénophobie malgré un internationalisme superficiel et déculpabilisant. Celui-ci sert même à canaliser une volonté d'affirmation et de valorisation de soi-même.

Les deux auteurs ont donc tout expliqué ! Le séparatisme dépend d'une situation économique donnée, se déploie dans la petite bour-

geoisie et les classes moyennes, sous un mode plus symbolique qu'effectif. Ils n'écartent cependant pas la possibilité de changements réels. Ils doutent que ce mouvement aboutisse à des réformes importantes ou à une révolution sociale. Le caractère « globaliste » des revendications leur sert de caution ! Or, est-il un seul mouvement historique le moins profond, une seule révolution qui n'aient pas eu une portée globale ? Les sciences politiques nous apprennent qu'il y a bien des formes de globalisme, les unes et les autres plus ou moins politiques et efficaces.

Ils n'apportent qu'un seul exemple pour appuyer leur plaidoyer, à savoir l'histoire de l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Les mouvements qui revendiquaient un renversement total de la situation ont été stériles. S'ils avaient été plus pragmatiques, plus progressifs au plan légal et politique, ils n'auraient peut-être pas failli. Les auteurs ne peuvent cacher ici leur idéologie implicite et inavouée, celle du réformiste bourgeois. Comment expliquent-ils la teneur révolutionnaire du mouvement noir aux États-Unis actuellement ? Serait-il précisément le fruit de ces attitudes réformistes plus néfastes que tous les extrémismes globalistes ? Et si les luttes raciales étaient si inoffensives, comment justifier le raidissement du pouvoir blanc ? Dans une perspective plus large, nous mesurons aujourd'hui les illusions du diagnostic de nos deux auteurs. En effet, le climat révolutionnaire qui se répand un peu partout sur la terre des hommes, reposerait difficilement sur leur plateau institutionnel et sur leurs prétentions scientifiques d'un esprit bien étroit. La distance hautaine qu'ils prennent sur ceux qu'ils critiquent, affleure dans leur pseudo-objectivité. Ils ne sont pas exempts, eux aussi, de sectarisme, d'un sectarisme plus subtil et plus dangereux, malgré peut-être leurs bonnes intentions.

De plus « l'économisme explicatif » des auteurs nous renvoie à des modèles de type capitaliste ou de type socialiste. Nous ne le leur reprochons pas, puisque les révolutions culturelles étaient à peine amorcées au moment de leur travail. Aujourd'hui les dimensions culturelles, la critique sociale, les interrogations humaines, les luttes politiques, les mises en cause des systèmes économiques, les formes nouvelles de violence, la diversification des leaderships, la révolte des petites gens et des petites nations, l'influence englobante des mass media, la contestation profonde des jeunes et des intellectuels, l'émer-

gence de nouveaux mythes et utopies viennent à la fois élargir et radicaliser les problématiques et les agirs.⁵² D'où la faiblesse évidente de l'analyse ci-haut. Nous n'y aurions pas accordé autant d'importance, si cet état d'esprit n'existait plus dans la société actuelle. Mais tel n'est pas le cas.

Un nationalisme débordé à droite et à gauche

Évidemment, si cette critique du nationalisme reste beaucoup trop étroite, celui-ci se voit aujourd'hui débordé par les phénomènes que nous venons de mentionner. Même le néo-nationalisme le mieux articulé politiquement est doublé d'un côté par les agents de la révolution sociale ou par les protagonistes d'une politique super-nationale de développement radicalement différente des modèles économiques actuels et politiques, et de l'autre par les pouvoirs de droite de plus en plus conservateurs, autoritaires et appuyés par une population dans l'insécurité. Tout observateur lucide le constate en bien des endroits du globe, et chez nous particulièrement. On remarquera, par exemple, les attitudes de la gauche, des jeunes, des leaders populaires face au parti néo-nationaliste. Ils l'appuient au plan électoral, mais ne comptent pas sur lui pour changer la société, parce qu'il est forcé à des compromis inacceptables, soit avec l'establishment américain ou anglo-canadien, soit avec de purs protestataires de droite las des vieux partis ou de conditions de vie insupportables. Le Parti Québécois en l'occurrence, accepterait trop facilement les règles du jeu en écartant toute forme d'action radicale qui nuirait à son accession au pouvoir. Le jeu électoral risque ainsi de ne pas se transformer en participation authentique ni en une vraie politisation des citoyens. Et les Québécois massivement resteront encore longtemps très loin des politiques qui décident de leur destin.

⁵² Nous renvoyons le lecteur à notre étude des révolutions culturelles et de la praxis sociale dans « Vers un nouveau pouvoir », H.M.H. 1969.

Un nationalisme implicite chez plusieurs

Ce plaidoyer ne manque pas d'à propos. Il néglige cependant des facteurs non apparents, mais de plus en plus actifs dans l'évolution de la communauté. Nous en avons mentionnés déjà plusieurs. Il est évident que beaucoup d'efforts et de projets des technocrates, des éducateurs, des jeunes, des syndicalistes, des artistes, sont marqués implicitement par l'identification culturelle d'une société originale. S'ils hésitent devant l'engagement dans un parti nationaliste ou même devant une éventuelle souveraineté-association, plusieurs attachent beaucoup d'importance à leur appartenance québécoise et perdent confiance dans le compromis canadien.

Les indices ne manquent pas pour penser que ce nationalisme implicite rejoindra peut-être l'action politique correspondante, avec toutes les ambiguïtés et les dangers soulignés. Il nous faut reconnaître que ce phénomène a été au centre de notre vie collective depuis une dizaine d'années particulièrement. Par ailleurs, le raidissement de la communauté anglaise, en dépit de certaines concessions, précipite l'évolution de la conscience politique des crypto-nationalistes québécois, ce que les Breton n'ont pas détecté à tort dans leur étude. Le mouvement s'orientera-t-il vers la solution de problèmes réels ou vers des objectifs surtout symboliques ? La question nous accule à une investigation plus poussée. Interrogeons d'abord le Parti Québécois.

Un parti nationaliste québécois

Le P.Q. veut unir deux tendances qui ont été dissociées par les « sociaux » des années 50 et à un moindre degré par les artisans de la Révolution tranquille de 60, à savoir le développement social et un nouveau statut politique pour le Québec. Les uns et les autres ont consciemment ou non hâté la montée d'un nationalisme québécois, différent d'un nationalisme canadien-français à la mesure du Canada. L'attention s'est portée davantage sur les problèmes sociaux, économiques et politiques propres à la province, non pas comme lieu stratégique de l'ensemble de la nation francophone, mais comme l'entité spé-

cifique d'une société originale. Non plus une minorité culturelle dans l'ensemble anglo-saxon, mais une majorité qui veut s'aménager un cadre de vie qui soit vraiment le sien. Inévitablement, on a repris le thème : maître chez soi, mais avec une visée politique beaucoup mieux définie qu'autrefois.

L'État, par exemple, apparaît davantage dans son rôle de levier principal de promotion collective. S'il y a toujours une attitude globaliste, elle n'en demeure pas moins axée sur une démarche politique plus cohérente, moins symbolique, davantage préoccupée du présent et de l'avenir. Il ne s'agit donc pas des revendications d'une minorité ethnique du type des Ukrainiens ou même des Canadiens français de l'Ouest, par exemple. Penser au français comme langue de travail, c'est inscrire la question dans un contexte politique propre à l'État-nation. L'État ici légifère et aménage en fonction d'objectifs nationaux fondamentaux. Il ne tentera pas de reclasser le chômeur en assurant son entrée sur le marché de travail des autres provinces qui l'assimilent, mais bien de le réintégrer dans une politique de développement en accord avec son appartenance géographique et sociologique. Une autre caractéristique de ce projet se traduit au plan religieux, ou plutôt à celui de la sécularisation. Le catholicisme ne joue plus son rôle clef d'intégration et d'identification. C'est l'identité québécoise francophone qui prend le pas sur toutes les autres caractéristiques de la collectivité, de telle sorte qu'on demandera à l'immigrant une adhésion culturelle, et non religieuse comme autrefois.

Derrière le néo-nationalisme québécois, plusieurs n'ont pas perçu les mutations sous-jacentes. Les symboles traditionnels semblent sans intérêt, de même l'obsession de la Conquête entretenue par les nationalistes d'hier. Les nouvelles catégories sociales nées de l'urbanisation et de l'industrialisation partagent des convictions neuves, celles de pouvoir créer une société progressive, un mieux-être collectif, une culture majeure et ouverte à de plus larges solidarités.⁵³ Nous som-

⁵³ « Au fond, le drame de la politique du Québec, c'est que l'assemblée nationale est encore largement dominée par d'anciens politiciens de village qui ont fait leur apprentissage politique pendant les années 1940 et 1950. La plupart sont absolument dépassés par rapport à ce qui se passe dans les couches les plus

mes bien loin du pur juridisme qui réclame le droit de disposer de soi-même. Beaucoup d'autres motivations entrent donc en ligne de compte, et elles n'ont pas trait à la psychologie de ghetto ou de réserve si souvent dénoncée par les adversaires des néo-nationalistes.

Il est trop facile de crier à l'utopie quand les objectifs des autres n'ont pas de valeur ou de sens immédiat à ses propres yeux. Les militants nationalistes n'en sont tout de même pas au retour à la ferme ! On ne peut non plus les assimiler à certaines contestations anarchiques ou aux rêves marcusiens de la « société heureuse et pacifiée » sans contraintes, ou même au projet messianique de certaines idéologies du XIXe et du XXe siècles. Rien de ces utopies sécurisantes ou dogmatiques. L'enjeu est trop prochain et l'engagement trop à ras de sol pour soutenir de telles projections futuristes. Le projet veut tenir compte du contexte nord-américain, de l'économie et de la technologie internationales.

Le P.Q. ne cherche pas « un simple réaménagement politique » sur un territoire marginal de l'Amérique septentrionale. Il se refuse, contrairement aux partis indépendantistes précédents, à faire de la souveraineté, une fin en soi, ou à se replier en rejetant toute forme d'association avec la communauté anglophone. L'option exige de celle-ci comme du groupe québécois francophone une grande maturité politique. Combien y sont prêts de part et d'autre ? Il faudra revenir sur ce point crucial.

Le P.Q. s'appuie aussi sur les premières preuves du dynamisme autochtone, qui s'accumulent surtout depuis quelques années, et cela en éducation, en politiques sociales, en équipement nécessaire au développement économique. Ces objectifs à long terme ne sauraient produire des fruits immédiats. Par ailleurs, cette étape de la Révolution tranquille nous amène à un seuil à franchir, celui d'un grand projet collectif capable de mobiliser toutes les énergies des Québécois, de sa jeunesse particulièrement. Au moment où les grandes sociétés et les grands ensembles font naître une crise d'identité et deviennent incapables d'offrir des raisons de vivre valables aux citoyens, surtout aux

dynamiques de la population : syndicalistes, jeunes et intellectuels. » M. Rioux, *La question du Québec*, Seghers, 1969, p. 110.

jeunes, on peut parler sans naïveté des vertus des petites nations, de la chance inattendue des peuples pauvres. Nous pouvons bénéficier des progrès techniques, les parfaire, mais avec un projet plus humain de société, plus à taille d'homme, davantage l'œuvre d'un peuple. Il ne s'agit pas d'idolâtrer la nation comme on l'a fait pour l'argent, pour la puissance impériale, pour un certain messianisme, ou même pour un bien-être plat sans souci de dépassement humain. Si l'avenir du développement dépend de plus en plus de la qualité des ressources humaines, la société de demain reposera sur des assises humanistes plus radicales.

Ainsi le néo-nationalisme veut soumettre les idéaux et les structures à des hommes concrets en situation, dans leurs appartenances et leurs solidarités les plus vitales, dans leur communauté de destin historique, sociologique et culturelle. Pour ne pas se leurrer, il cherche l'expression politique la plus réaliste malgré l'audace de ses aspirations, l'aménagement le plus efficace pour donner corps aux réalités humaines d'une société et d'une culture originales. Tous les hommes, tous les peuples cherchent le mieux-être, le bonheur, mais non pas de la même façon et avec le même contenu. Beaucoup de théoriciens généraux du développement comme beaucoup d'apologistes de la société technologique de consommation l'ont oublié ou jamais pris en considération. L'échec des premiers est peut-être plus grand que l'erreur des seconds qui commencent déjà à déchanter devant les déchets humains d'un pseudo-progrès. Mais les uns et les autres rejettent trop aveuglément la lente émergence des modalités culturelles qu'on revendique dans les politiques de développement et la volonté d'une affirmation politique autonome.

Le néo-nationalisme fait partie de ce mouvement historique qui véhicule une autre problématique de pensée, de travail, de vie personnelle et collective. Mais il est aussi menacé que les autres formes d'action politique, d'irréalisme ou d'aventurisme. Il faut savoir le juger dans sa démarche concrète. Nous avons, par exemple, analysé les incidences économiques du programme du Parti Québécois, puisque c'est là, semble-t-il son principal défi (cf. chapitre précédent). Mais il y a bien d'autres questions à considérer.

Les coordonnées de cette option

- Le P.Q. a-t-il tort en prétendant que le compromis canadien actuel paralyse deux majorités et accroît sans cesse le gaspillage attaché aux doubles juridictions, aux doublures administratives ? Pensons aux tensions récentes sur l'habitation, le bill des langues, etc.

- Le P.Q. se trompe-t-il quand il voit dans le Québec le bloc le plus cohérent de la mosaïque canadienne et l'entité la plus susceptible d'une politique unifiée et souveraine dont le développement sera marqué par une culture vraiment originale par rapport à *l'américan way of life* ?

- Le P.Q. a-t-il raison d'allier l'association économique à la souveraineté politique ? On songe ici aux propos de Galbraith : « Il y a certes une tendance qui pousse les peuples à se grouper en de plus grandes unités économiques. Mais on ne voit dans le monde aucune tendance équivalente vers des unités politiques plus étendues. C'est souvent à cause de facteurs culturels et historiques que toute société politique tend à être particulariste. » Le projet souveraineté-association entend relier deux tendances contemporaines apparemment opposées : l'internationalisme économique et le nationalisme politique et culturel. Ceux qui les séparent, ou rejettent l'un ou l'autre, perdent de vue ces deux coordonnées importantes des conjonctures présentes.

Au moment où les Canadiens anglophones s'acheminent vers une culture propre ou du moins une conscience collective nationale d'esprit anglo-saxon, renoncerons-nous à la nôtre ? « Il doit y avoir une nation canadienne-anglaise en partnership avec la nation canadienne-française... Il est temps de magnifier les exigences du Canada français, de les reconnaître comme des exigences humaines normales, en faisant les mêmes revendications nous-mêmes » (Gad. Horowitz). Le P.Q. se plie donc à une solution complexe qui appelle chez le « partenaire » non seulement une collaboration, mais un renforcement de lui-même. Inutile de dire que la perspective d'un marché commun, par exemple, tient davantage de la *realpolitik*, que d'une doctrine politique

unilatérale comme l'Indépendance, le socialisme ou le capitalisme d'État.

- Le P.Q. envisage froidement la situation-limite dans laquelle se trouve le Québec. Ce n'est pas le fait de la psychologie alarmiste de la dernière chance, ou de la respiration artificielle d'une survivance nationale essoufflée. C'est plutôt le fruit d'une lucidité politique que Freund a bien décrite :

Les États qui sont des patries se perpétuent en dépit des convulsions internes les plus violentes et finissent toujours par retrouver leur unité politique même après un démembrement ou une occupation. De même une société qui n'a plus conscience de défendre un bien commun qui lui est particulier, c'est-à-dire toute société qui renonce à son originalité, perd du même coup toute cohésion interne, se disperse lentement et se trouve condamnée à plus ou moins longue échéance à subir la loi extérieure. Le particularisme est une condition vitale de toute société politique (J. Freund, *L'essence du politique*, Éd. Sirey, 1965, p. 39).

Dans la logique politique de Freund, le P.Q. affirme que le Québec n'aura d'avenir assuré que s'il constitue un véritable État pour cette patrie des Canadiens français. Il a même conscience de jouer un rôle-clef dans l'avenir du Canada lui-même. Ici il sied très justement d'évoquer la remarque de C. Schmitz : « Est souverain, celui qui décide de la situation exceptionnelle. » Tout indique, à même les faits les plus récents, que le Québec, comme le Canada, sont parvenus à des heures de vérité.

Un projet politique déterminant

Les Québécois sont sûrement à un des tournants les plus significatifs de leur histoire.

« Une nation n'a point d'avenir qu'elle ne l'ait choisi librement et qu'elle ne le fasse elle-même. Il lui faut, au moins une fois dans son histoire (et pour certaines, plusieurs fois) faire elle seule une option

fondamentale qui engage de manière décisive son destin. C'est à un tel moment qu'elle décide ou non de vivre au lieu de rester objet d'histoire. Son choix procède à la fois du vouloir-vivre collectif, de la passion et de la lucidité. Il comporte aussi un pari sur la vie, sur l'espoir ou, si l'on préfère, il s'alimente pour une large part à une sorte de profonde intuition qui est, en histoire, le véritable visage du réalisme. L'histoire n'est-elle pas, dans une grande mesure, le récit de l'échec du gros bon sens borné et de la prudence épaisse des notables et des « experts » ? Il tient enfin ce choix, au fait que la nation a l'impression de représenter quelque chose d'original, fut-il modeste, qui justifie un effort permanent et dont l'épanouissement exige qu'elle prenne en main ses affaires ». (J.-M. Léger, *Le Devoir*, 24 octobre 1967).

Le Québec francophone ne peut vraiment plus compter sur son relatif isolement d'autrefois, et se laisser porter par des conjonctures historiques de moins en moins favorables à son épanouissement. Ni les valeurs traditionnelles, ni l'espérance d'un appui particulier de la majorité anglophone ne sauraient servir d'appoint à la crise actuelle. Certains ramènent l'horizon aux courbes statistiques de l'espèce sonnante et trébuchante pour démasquer en noir et blanc le « Rêve séparatiste ». D'autres exercent leur espoir en misant sur une première expérience de fair play, à savoir le bilinguisme. Le projet ne dépasse pas le folklore, les échanges culturels marginaux, l'enceinte bureaucratique du fonctionnarisme fédéral et quelques districts bilingues qui irritent une majorité revêche.

Tout cela est bien loin d'un peuple qui n'a toujours pas un cadre politique suffisant pour son développement intégral. Pensons ici à la maîtrise des principaux mécanismes politico-économiques nécessaires à l'aménagement du territoire, à la promotion industrielle de pointe, à l'accroissement de la main-d'œuvre qualifiée et de la productivité, à l'absorption de l'immigration. Dans l'état actuel du cadre politique fédéral, le Québec serait incapable de poursuivre des politiques à long terme dans presque tous les secteurs vitaux de son existence. Au nom de la croissance économique (si inégale au Canada), l'État central doit forcément accaparer les politiques de la main-d'œuvre, de la redistribution des revenus, de la recherche et de l'avancement technologique, etc. Le mouvement est irréversible, disent les fédéralistes. Quel avenir reste-t-il aux provinces, et au Québec particulièrement ?

Toute autonomie partielle semble condamnée par les exigences d'un État moderne qui seul peut maîtriser les mécanismes extrêmement complexes de l'organisation sociale. La politique de la main-d'œuvre ne se sépare pas de celle de la sécurité sociale et de l'éducation. Elle appelle le contrôle de l'éducation permanente et peu à peu de l'éducation, sans compter toutes ses incidences sur l'ensemble des politiques sociales. « Un État qui veut agir efficacement, aujourd'hui, doit pouvoir intervenir et légiférer dans tous les secteurs » (J.-M. Léger). Serait-ce la cause principale de l'inertie du fédéral et des provinces devant les grands défis de l'heure ? Les slogans : un Québec fort dans un Canada fort, égalité ou indépendance, nous éloignent de la réalité. A quoi correspond le partage des juridictions, sinon à des contradictions, sources de nouveaux conflits. Comment parler d'autonomie culturelle quand le contrôle des moyens de communication vous échappe ? Est-il un seul domaine qui échappe à cette ambiguïté fondamentale ? Même l'éducation, chasse gardée des provinces, dépend de plus en plus de politiques élaborées au fédéral.

Ceux qui s'attachent exclusivement aux coûts monétaires de la souveraineté se disent « typiquement » Nord-Américains. Ainsi la « dollar diplomacy » l'emporterait sur tout. Et les critères de la société de consommation seraient en définitive les impératifs ultimes de toute décision politique. Pèse-t-on à leur juste poids les conséquences d'une telle attitude ? Si elle prévaut pour un tournant historique aussi important, pourquoi ne s'imposera-t-elle pas en toutes circonstances ? Les projets de vie, les ressources humaines, la culture, bref les réalités les plus transcendantes appartiendront d'abord et avant tout aux livres de comptabilité. En ce domaine, il n'y a pas de variable indépendante et on n'isole pas l'argument économique comme tout autre d'ailleurs. Lui aussi dépend de facteurs qui débordent sa propre sphère. A ce compte-là, les plus grands économistes du monde actuel manqueraient de rigueur scientifique lorsqu'ils font intervenir les dimensions psychologiques, culturelles, et politiques dans leur analyse. Au moment où une véritable révolution sociale conteste l'économie actuelle dans ses moindres retranchements, allons-nous ignorer ce fait et nous appuyer aveuglément sur les normes présentes du système comme s'il était une sorte de dogme éternel ?

D'autres questions méritent notre attention. Quand nous considérons l'histoire de la plupart des pays modernes, nous avons cette interrogation en tête : combien parmi eux ont attendu l'indépendance économique avant de réclamer ou d'affirmer leur souveraineté politique ? Est-ce que celle-ci n'a pas aidé à l'obtention de la première ? A côté des républiques de bananes, il y a des souverainetés très prospères ; d'où le caractère relatif des arguments des deux camps. Tout en acceptant les solidarités internationales nouvelles, se peut-il que l'Etat dynamique et souverain d'une communauté soit plus mal servi par lui-même que par une instance politique étrangère ?

Ce qu'on reproche aux souverainistes du Québec, s'applique aux définisseurs d'un Canada autonome vis-à-vis des États-Unis. Pourtant le premier ne cherche pas à se mettre en tutelle politique même s'il est dépendant au plan économique. A combien de pays dans le monde faudrait-il demander une renonciation à leur souveraineté ? Une telle dialectique devient ridicule quand on songe aux autres ; et pourtant on ose l'appliquer à soi-même ! Dans le cas du Québec, des anti-souverainistes devraient pousser leur logique jusqu'à l'annexion aux États-Unis, si leur seul pôle de référence est celui de la dépendance économique qui rendrait impossible l'autonomie politique. Un Canada souverain n'a pas plus de sens ! Nous rencontrons sans cesse le processus : deux poids, deux mesures. On évalue les coûts d'une éventuelle souveraineté, mais en se refusant de relier la situation économique du Québec au système fédéral actuel. Mais si nos difficultés ne relèvent que de nous-mêmes, les réponses ne , doivent venir que de nous.

D'autres opposants brandissent le spectre d'un Québec souverain xénophobe, mal administré et fasciste par surcroît. Ils l'opposent à un Canada international, pragmatique, démocratique et libéral. Ils noircissent le premier et idéalisent le second en délaissant la réalité des deux côtés à la fois. Faisons-nous face à une concurrence d'irréalisme chez les tenants de l'une ou l'autre option ? Quant au recours à l'attitude pragmatique des précédents dans le monde anglo-saxon, il joue dans les deux sens. Il a fallu s'accommoder au précédent fédéraliste qui a abouti au cul-de-sac actuel. Pourquoi ne pas créer un autre précédent auquel les voisins devront s'accommoder à leur tour, puisque ceux-ci fonctionnent de cette façon habituellement ?

Lorsque la Norvège et la Finlande ont acquis leur indépendance, les pessimistes s'attendaient au pire. L'histoire ne leur a pas donné raison. Ces pays purent accepter par la suite des alliances à titre d'un plein partnership ; ce qui n'existe pas quand il n'y a pas une saine autonomie propice à une véritable maturité politique. Une solution aussi hybride que la nôtre accroît tout autant l'inégalité que l'infantilisme. Nous croyons que la volonté de s'affirmer marque précisément un progrès dans l'évolution de la conscience collective. C'est une voie normale d'accession à une situation de peuple adulte, maître des politiques qu'il entend suivre, maître aussi des alliances qu'il juge nécessaires à son épanouissement et à un bien commun plus large. Retarder indéfiniment l'heure de ce choix, c'est le rendre de plus en plus impossible.

Pour le Québec, les décisions s'imposent. « Il est infiniment peu probable que nous ayons encore, dans un quart de siècle, la liberté de choisir : les facteurs qui, prétendument, conspireraient aujourd'hui contre l'indépendance seront dix, vingt fois plus puissants encore et les motivations qui jouent aujourd'hui pour l'indépendance seront sensiblement affaiblies. Car le Canada dévore le Québec : démographiquement, économiquement, constitutionnellement, culturellement » (J.-M. Léger). Ce sentiment vif d'être différent, de constituer une entité culturelle et politique définie sert de premier point d'appui pour un projet de souveraineté. Et il est temps plus que jamais de passer à une action qui rejoint aussi radicalement le « *To Be or Not To Be* », seul aboutissement logique de notre histoire.

Nous aiderons par le fait même le Canada à mieux se définir, à mieux s'articuler, à sortir de cette « existence mutilée » des deux groupes principaux. Jusqu'ici l'un et l'autre n'ont jamais été satisfaits de cet écheveau de compromis insolubles. Pensons à la plupart des événements politiques surtout des dernières années. Après 20 ans de discussions sur la procédure d'amendement de la constitution, on en est encore aux palabres. Pendant cette guerre d'usure, les tâches essentielles sont sans cesse reportées à des temps plus favorables ; 90% des immigrants au Québec s'assimilent à la minorité anglophone, la majorité des francophones travaillent chez eux dans une langue étrangère et presque toutes les décisions économiques se prennent en dehors d'eux.

Les réformes partielles ne servent alors « qu'à colmater des brèches » toujours plus béantes d'un vaisseau qui semble couler inexorablement. Qu'une minorité se refuse à ce lent suicide et prenne courageusement les grands moyens en espérant convaincre démocratiquement la majorité, est-ce si incompréhensible, si inconvenant, si dangereux, si monstrueux ? Le P.Q. se veut représentatif de cette minorité. Il ambitionne d'abord de libérer et rendre progressif l'ensemble du peuple, de l'amener à une plus vive conscience de sa dignité et de sa culture. Il affirme que la liberté ne se mendie pas, mais se conquiert par une volonté ferme et lucide. Il vise, en définitive, un « État économiquement libre, socialement juste, culturellement progressif, politiquement souverain » et en même temps une association franche et ouverte avec ses voisins.

Les inconnus

Faut-il croire que le P.Q. s'achemine sûrement vers les objectifs qu'il s'est tracés ? Trop de défis s'accumulent sur la route pour céder à un optimisme facile. Les deux majorités ne semblent pas plus prêtes l'une que l'autre.

Cette formation politique est débordée de tous côtés. Les ferments de révolution sociale au Québec se situent en dehors du P.Q. Les secteurs défavorisés s'identifient davantage soit au créditisme, soit aux vieux partis qui offrent le plus de sécurité, l'Union nationale au Québec, le parti libéral à Ottawa. L'aggravation de la situation économique ne joue pas nécessairement en faveur du P.Q. ; si oui, ce ne sera pas dans le sens d'un véritable choix politique ; ce qui risque de compromettre l'action à long terme de ce parti.

De plus, l'histoire du capitalisme anglo-saxon ne laisse pas de doute sur les représailles drastiques qu'il sait faire subir quand ses intérêts financiers sont vraiment touchés. C. Julien l'a montré on ne peut mieux dans son ouvrage, *L'empire américain*. Il n'est pas nécessaire de se référer au marxisme ou au libéralisme capitaliste pour reconnaître l'importance du facteur économique, même si on se refuse à tout expliquer par ce conditionnement. Une dépendance économique à

90% représente un coefficient très élevé de pression sur tout projet d'indépendance politique, ou de souveraineté-association.

Une politique de développement exige la maîtrise des facteurs qui produisent celui-ci. Nous ne sommes plus dans la même société que celle qui a fait naître le premier nationalisme canadien-français. La majorité des décisions économiques qui concernent le Québec ne relèvent pas de son autorité. Évidemment, l'importance grandissante du politique sur l'économie joue en faveur du P.Q. Mais si nous voulons en rester aux situations de faits, il nous faut admettre que les grands circuits économiques ne sont plus nationaux. On sait ce que représente le défi des firmes américaines multinationales même pour l'économie intégrée du marché commun d'Europe. Les pouvoirs politiques de chacun de ces États-nations semblent impuissants pour assurer le contrôle qu'ils veulent avoir. Plusieurs ne voient de salut que dans une forte fédération politique à partir des solidarités essentielles au plan de la recherche, de l'équipement, des investissements, des ressources humaines, en vue de politiques communes de développement.

Le problème se pose avec autrement plus d'acuité quand il s'agit d'une stratégie planétaire qui réduise les écarts de bien-être, de productivité, et de scolarisation. A quoi bon évoquer le principe juridique des souverainetés nationales si l'on ne tient pas compte des inégalités de puissance économique, politique et militaire. Par ailleurs, devant les impérialismes qui camouflent un égoïsme et un orgueil nationalistes évidents, la plupart des pays doivent miser à leur tour sur un nationalisme d'autodéfense. Vouloir dénoncer celui-ci au nom d'un bien commun mondial, abstrait ou juridique, c'est faire le jeu des grandes puissances dominatrices. Un tel universalisme ne sert qu'aux plus forts. Ceux-ci l'utilisent même pour se faire une belle jambe et condamner l'étroitesse d'esprit des petites nations. Le nationalisme peut jouer dans un sens destructeur ou dans un sens constructif. Mais jamais par lui-même, il ne créera une politique de développement à l'échelle nationale ou internationale, jamais non plus il ne donnera de lui-même tous les critères et tous les dynamismes nécessaires à la mise en œuvre de projets et de choix politiques. On peut mobiliser une population sur des objectifs nationaux et préparer en même temps de terribles désillusions s'il n'y a pas de dispositifs efficaces de développement, des mécanismes de contrôle démocratique et un minimum de

gratification chez le citoyen. De pareilles escalades conduisent tout droit à des dictatures oppressives (A. Touraine).

Évidemment il n'est pas facile de parvenir à un équilibre dynamique entre l'individuel et le collectif, la contrainte et la liberté créatrice. Des idéaux abstraits, des spécificités culturelles ne suffisent pas. Les politiques les plus ingénieuses et les plus audacieuses doivent s'appuyer sur des citoyens responsables, prêts à payer le prix d'une promotion de l'homme, de tout homme, de tout dans l'homme. Ici on ne se fait plus illusion, quand tant de besoins essentiels sont laissés pour compte dans des pays très riches qui réussissent pourtant à relever des défis plus difficiles, mais moins importants, et cela avec une secrète complicité de l'ensemble de la population, compte tenu des conditionnements qu'elle subit. On revient toujours au primat de la qualité des hommes, sur celle des idées, et des structures, sur celle des idéologies et des systèmes les plus progressifs. Le nationalisme n'y échappe pas.

En termes plus immédiats, les Québécois ne pourront maintenir le même style de vie que les consommateurs américains et atteindre en même temps les principaux objectifs de développement scolaire, technique, industriel, social et culturel. Si l'auto de l'année passe avant le logement ou les instruments d'éducation, si l'on dépense davantage pour le show business que pour les industries de pointe, si l'on exige toujours des accroissements de revenus deux fois supérieurs à l'amélioration de la productivité, si les budgets privés et publics ne respectent pas une saine hiérarchie des besoins et des valeurs, le nationalisme est un vain mot. Je ne suis pas sûr que les tenants et les opposants aillent jusqu'au bout des exigences de leur option. Les problèmes soulevés remettent en cause les motivations les plus profondes de chacun des citoyens, la conception de l'homme et de la société qui prévaut dans les comportements les plus quotidiens. C'est précisément ce que les uns et les autres, nous mettons trop en veilleuse dans nos débats politiques. La souveraineté commence pourtant là !

Ces remarques n'écartent pas pour autant l'importance majeure du lieu politique pour permettre les conditions maximales du développe-

ment de l'individu et des communautés. Le néo-nationalisme ne nous le rappelle pas vainement. ⁵⁴

⁵⁴ Marshall Mc Luhan a tenu des propos intéressants sur le Québec. Selon lui, le Québec vient de franchir deux siècles, passant du XVIIe au XXe siècle. Les francophones ont bien du mal à s'entendre avec les Britanniques du Canada qui en sont encore au XIX siècle, période au cours de laquelle leur culture a dominé le monde. La lutte menée par les Québécois viendrait condamner l'ir-réalisme des confédérations régionales. Faut-il prendre au sérieux les prophéties de Mc Luhan ou même celles de Toynbee sur l'avenir des Canadiens français en Amérique du Nord ? Au moins, méritent-elles autant d'attention que toutes les annonces apocalyptiques d'extinction prochaine.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 8

Hypothèses

[Retour à la table des matières](#)

Pour ne pas surcharger ce travail, nous avons laissé tomber. bien des travaux de recherches qui auraient pu éclairer davantage notre analyse. Nous allons consacrer une courte note aux hypothèses de travail les plus significatives. Le fait que l'attention se soit portée sur trois thèmes principaux : les classes sociales, les «élites » et le nationalisme, révèle déjà une certaine perception de la réalité québécoise dans le monde actuel. Reprenons ces études de plus près en nous limitant à leurs grands axes. ⁵⁵

Divorce entre structure et culture ?

En 1962, J. Dofny et M. Rioux se demandaient si la société canadienne-française n'était pas d'abord une culture globale plutôt qu'une société globale. Dans un deuxième temps, ils constataient que la structure sociale du Canada français s'était différenciée comme au Canada anglais, alors que la culture gardait une certaine homogénéité de fond.

⁵⁵ Pour éviter une surcharge de références, nous renvoyons à la fin du chapitre les principales sources utilisées.

Cette non-concordance entre le système social et le système culturel amenait des conséquences diverses, soit un blocage de perception et d'émergence de classes sociales au sein de la nation, soit un sentiment d'appartenir à une classe sociale-ethnique infériorisée dans son ensemble, soit une idéologie de classe moyenne de type nord-américain. Où se trouvait l'accent le plus déterminant dans ses trois aspects de la situation ?

Les uns prétendent qu'il y a eu un déblocage idéologique depuis quelques années sans des changements structurels profonds ; d'où le traumatisme ressenti dans l'ensemble de la communauté, la dispersion mentale, sociale et politique des éléments dynamiques de la nation, et enfin la difficulté d'articuler une grande action politique et un projet ou des projets efficaces de développement.

D'autres, en partant de l'hypothèse inverse, aboutissent à des conclusions semblables. Ce serait plutôt la persistance d'un fond culturel homogène et traditionnel qui viendrait se heurter sur des conditions nouvelles de vie et de praxis. Les réformes tentées rencontreraient des résistances surtout d'ordre culturel. Au neuf pluralisme des groupes, des élites et des conceptions de la société s'oppose une attitude spontanée de conservatisme et d'autoritarisme monolithique qui remonte sans cesse à la surface. Les effets ressemblent à ceux de la première hypothèse.

Les optimistes voient plutôt la mutation très positive d'une communauté qui a cessé de se percevoir comme une culture minoritaire, française et catholique et qui devient un véritable sujet historique désormais en mesure de se comporter comme une société et une majorité. Nous serions mûrs pour constituer un État autonome et capable de s'affirmer comme tel en Amérique du Nord et sur un plan international plus large, et cela culturellement, politiquement, économiquement.

Les pessimistes nous voient absorbés à plus ou moins brève échéance dans le grand tout nord-américain. Nos différences culturelles auraient perdu leur force d'identification et de mobilisation politiques. Tout dans la vie quotidienne vient en contradiction avec nos prétentions d'originalité et d'indépendance. Nous adoptons l'échelle de valeurs dominantes en Amérique du Nord, des critères d'urbanisation

semblables, des styles de comportement à peu près identiques sur tous les plans. Y renoncer, c'est demander à la plupart des individus de se mutiler spirituellement et matériellement. S'il faut changer quelque chose, on devra le faire en participant aux forces déjà à l'œuvre sur le continent. Quant au projet d'une entité politique souveraine, c'est une utopie qui entretient une psychologie pathologique de ghetto et nous aliène dangereusement du pays réel. Mais rien ne sert de s'énervier, les jeux sont faits. Le peuple vit à l'heure des États-Unis en dépit d'un néo-nationalisme marginal et futuriste. Dans toutes les couches sociales comme dans tous les secteurs de vie, la mentalité de classes moyennes nord-américaine et les modèles de la société de consommation s'imposent d'eux-mêmes malgré les critiques et les révoltes épisodiques. Nous serions trop conscients de nos échecs historiques, de nos retards et des avantages immédiats de notre situation, soit pour tenter une aventure insécurisante, soit pour recréer à la moderne une expérience passée et dépassée aux yeux de la majorité.

Une étape sautée

Voyons les choses de plus près dans une relecture des hypothèses proposées. Une première constante revient dans plusieurs recherches, même les plus récentes, sur notre milieu. Elle emprunte son canevas aux catégories désormais classiques de Riesman, à savoir le passage de la détermination traditionnelle à l'extra-détermination en sautant par-dessus la phase de l'intro-détermination. Nous n'avons pas encore évalué toutes les causes et les conséquences de ce court-circuit dans tous les secteurs de notre vie. Même la vie religieuse actuelle n'y a pas échappé selon Colette Moreux. Riesman distingue donc trois étapes d'évolution des sociétés qui ne sont pas étrangères à notre propre histoire.

- La société de type traditionnel repose sur la « famille étendue » et le clan de la parenté. Son univers culturel est immédiatement religieux. Ces deux dimensions exercent un contrôle social extrêmement rigide sur le comportement des individus. Ceux-ci se dirigent en fonction d'un ensemble assez simple de normes traditionnelles : ils avancent sur des rails sans tellement chercher d'autres voies. Le taux élevé

de naissance, la mobilisation de toutes les énergies pour subsister matériellement et survivre humainement, la stabilité et même la fixité des structures, le primat de l'héritage social sur toute nouveauté, voilà autant de caractéristiques de cette société. Nous devons être lucides sur ce qui reste au Québec de celle-ci.

- La société de production naît de la double révolution industrielle et urbaine. La division du travail diversifie les groupes socioprofessionnels, les strates sociales, les ensembles culturels, les échelles de valeurs. Les institutions ne prolongent plus la famille comme dans la société rurale concentrique. Elles divisent la société en secteurs spécialisés : économiques, politiques, récréatifs, éducationnels, religieux, etc. Les groupes d'intérêt s'affrontent autour des problèmes d'inégalité. On assiste à une multiplication de crises dont les grèves sont les manifestations. Celles-ci révèlent des phénomènes latents comme ceux des couches sociales défavorisées, des milieux cloisonnés par des barrières visibles ou invisibles. Les valeurs de travail, d'efficacité prennent le pas sur tout. Dans la société de production, l'homme est « auto-dirigé », par une sorte de gyroscope psychologique qui s'oriente de l'intérieur en refusant le contrôle du dehors. Cet homme veut réussir à tout prix, même envers et contre tous.

- Enfin la société de consommation de masse prolonge celle de la production de masse. Les progrès techniques et la diminution des heures de travail, l'importance accrue des loisirs, l'abondance des biens matériels, l'expansion pléthorique des classes moyennes, la diminution du contrôle des groupes primaires, la multiplication des communications, des participations et des choix, ces caractéristiques sont autant d'éléments nouveaux qui définissent le troisième degré d'évolution sociale. Tout cela a des retentissements profonds dans le comportement des individus. A une plus grande liberté de pensée et d'action correspond un sentiment permanent d'angoisse souvent indéfinissable. On cherche alors à s'aligner sur la majorité. L'homme de cette société n'a plus « son centre en lui-même », il est « hétérodirigé » par une sorte de radar psychologique qui lui permet de connaître les attentes de son entourage. C'est un dépendant dans le sens fort du mot. Il craint toute désapprobation, toute déviation de l'opinion générale. Il regimbe contre les cadres, mais ne peut vivre sans eux parce que l'isolement lui

est insupportable. Tout cela correspond au fameux « middle class outlook » qui occuperait une place centrale dans ce type de société.

Déjà le lecteur a pu faire beaucoup d'applications à notre milieu québécois. Nous nous contenterons de signaler un seul aspect : celui de la consommation de masse qui caractérise la société nord-américaine. Nous ne sommes pas assez sensibilisés aux conséquences de ce phénomène sur notre mentalité et sur nos structures sociales. Une recherche de M.-A. Tremblay et G. Fortin a montré la portée de ces transformations : « Il semble que la société canadienne-française forme de plus en plus un milieu homogène soumis à un même système de valeurs et de normes. Les différences culturelles entre milieu rural et urbain ou entre groupes d'occupation sont en voie de disparaître si elles ne sont pas déjà disparues complètement. Seul le revenu qui permet une participation plus ou moins grande à une culture de masse demeure un facteur important de la différenciation sociale. »

L'information de masse laisse entendre une égalité de conditions et de chances en offrant à tous les mêmes biens et en laissant en veilleuse ce qui divise culturellement et économiquement. La voiture de l'année ou tel nouveau produit apparaissent comme des biens communs à la portée de l'homme moyen. Les « zones compactes de chômage, de sans-emploi, de misère » restent dans l'ombre (J. Dofny).

Le facteur idéologique

Nous croyons que l'hypothèse précédente par elle-même risque de masquer d'autres réalités aussi importantes dans les conjonctures présentes. Pensons ici à la pluralité des idéologies qui s'affrontent ou se conjuguent pour créer des impacts inédits. F. Dumont rappelle que l'idéologie se fonde précisément sur le besoin de donner cohérence à des situations. Celle-ci dépasse en les assumant les facteurs ethniques, les représentations de classe, les critères objectifs : langue, religion, organisation politique.

Les hypothèses qui précèdent nous aident à comprendre cette sorte de « syncrétisme idéologique » qu'on constate chez plusieurs : d'où la

difficulté de cerner les tendances de gauche ou de droite. On trouve de semblables valeurs dans les camps les plus opposés, valeurs démocratiques, culturelles et économiques, valeurs de justice, de liberté, de progrès, de compétence et de souveraineté. Mais elles subissent des réfractions très diverses non seulement à cause des différentes idéologies en présence, mais aussi à cause de l'incohérence de celles-ci. Les sources sont tellement nombreuses qu'elles rendent difficile toute systématisation préconçue.

Et pourtant, nous ne saurions éviter de prendre en considération le facteur idéologique comme tel, puisque c'est par ce biais que les individus, les groupes et la collectivité dans son ensemble tentent de faire une lecture logique de leur situation historique, c'est aussi par là que des normes spécifiques s'imposent et des projets originaux se dessinent. Les chercheurs de chez nous ont donc essayé de retracer la genèse de nos idéologies en remontant le cours de notre histoire.

L'idéologie nationaliste

Pour certains d'entre eux, l'idéologie nationaliste, par exemple, ne s'est pas imposée avant le milieu du siècle dernier. Il y aurait eu d'abord des conceptions diverses de la colonie française, à savoir un simple comptoir commercial, une lointaine mission ou une colonie de peuplement. Ces perspectives diverses amenaient un conflit de pouvoirs entre l'Église, les compagnies de commerce et la petite bourgeoisie coloniale.

Au moment de la conquête, ce choix n'était pas encore arrêté. Dumont trouve les causes de ces hésitations surtout dans la situation économique : capitaux insuffisants, faible population, territoire immense et mal structuré. Après la défaite, une cohésion interne de repli, bien compréhensible, s'accompagnait d'une recherche d'un système de sécurité. Comment assurer des conditions viables à cette petite communauté dépossédée ? Il ne suffisait pas de s'appuyer sur les droits et les structures de soutien. L'Église et l'agriculture furent présentées comme la planche de salut par le clergé, seule élite cohérente qui restait.

Peu à peu va se façonner le modèle de l'idéologie dominante avec toutes les caractéristiques déjà analysées. Les tentatives d'assimilation, la révolte de '37, les contestations d'une partie de la bourgeoisie canadienne-française, enfin tous les événements majeurs venaient renforcer diversement l'image nationale privilégiée par un clergé ultramontain et les professionnels qui venaient de ses collèges. Les hommes politiques canadiens-français se chargeaient des liens officiels avec l'establishment anglo-saxon. Le « diagnostic nationaliste » servait à légitimer les mesures de nivellement des oppositions internes. Après l'étouffement « des fils de la Révolution française », ce sera le tour du prolétariat urbain qui ne parviendra jamais à constituer une classe ouvrière véritable au sein de la nation. Tout au plus deviendra-t-il l'expression de l'aliénation nationale. Mais à long terme ces rationalisations discréditeront le nationalisme désincarné qu'une droite politique utilisait à ses fins en projetant un idéal abstrait et étrange de société sans classes.

Les facteurs de rupture

Les problèmes socio-économiques et urbains du début du XXe siècle contredisaient tellement les idéaux collectifs que les nationalistes eux-mêmes ne purent s'empêcher de les intégrer dans leur problématique, fût-ce pour accentuer leurs refus ou pour tracer un projet de société différent du modèle anglo-saxon. Après les stéréotypes de la chrétienté spiritualiste, du « génie français », de la pureté rurale, le corporatisme offrira une nouvelle panacée englobante pour résoudre la crise des années 30. Ce ne sont donc pas seulement des facteurs exogènes comme la Confédération et ses suites qui ont fait croître le nationalisme. Celui-ci, à son tour et malgré lui, révélait l'ampleur des questions sociales et économiques. Les nouveaux leaderships des années 50 retourneront contre les élites traditionnelles ces mêmes arguments qui dénonçaient par eux-mêmes l'idéologie unitaire toujours prévalente au temps du duplessisme. Au nom de l'unité nationale, n'avait-on pas tué les tendances de classe des milieux ouvriers et agricoles après la première guerre mondiale, n'avait-on pas aussi interprété fallacieusement pour mieux les rejeter les caractères urbains et in-

dustriels du Québec du XXe siècle ? D'où ce refus du nationalisme et du catholicisme d'hier par les nouvelles élites.

La gauche et la droite

Dans un tel contexte, les forces de gauche et de droite se découpent selon un profil plus défini, c'est-à-dire entre les défenseurs de la société traditionnelle et les agents réformateurs de la modernisation. Mais de part et d'autre, personne n'avancait des solutions réalistes. Chez les anciens et nouveaux nationalistes, chez les fédéralistes, chez les socialistes « tout neufs », chez les universalistes démocrates, on ne trouvait pas de projet politique articulé, mais plutôt des accents idéologiques partiels et parfois contradictoires. Même au cœur de chacun des individus, pouvait-on percevoir un conflit au moins latent, soit entre des valeurs, soit entre les opinions politiques et les comportements réels, soit entre l'appartenance spontanée et l'engagement socio-politique. Comment de fait concilier autant d'appartenances si diverses... une quotidienneté américaine, une culture française, une politique d'inspiration britannique, un catholicisme bien autochtone, une conscience historique inédite, une société nouvelle à bâtir, une idéologie traditionaliste à vaincre, etc.

Que restait-il comme critères sûrs d'évaluation des forces en présence, si ce n'est la défense des institutions en place d'une part, et la volonté d'implanter des institutions et des valeurs nouvelles, d'autre part. Léon Dion a bien noté les exagérations des deux côtés : « l'ère de conservatisme politique qu'a connue le Québec amplifiait l'impression d'immobilisme social et intellectuel tandis que l'ère du progressisme politique récente accroît la conscience du changement ; d'où l'ampleur méconnue de l'évolution dans le passé et la sous-estimation des foyers de conservatisme aujourd'hui. »

Évidemment l'une ou l'autre des tendances s'impose, si elle a l'appui des pouvoirs en force. Le duplessisme comme la révolution tranquille le prouvent de façon évidente, au point que l'opposition nouvelle donne l'impression de vide idéologique ou d'absence de politique de rechange. Mais la démocratisation, la scolarisation, les communi-

cations avec l'extérieur changent progressivement cet état de chose. L'opposition trouve des canaux d'expression et des oreilles attentives ailleurs que sur les tribunes politiques. On discerne plus distinctement la distribution des forces, des idéologies, des groupes de pression, bref des divers agents socio-économiques, politiques et culturels. L. Dion suggère ici de considérer « davantage les agents sociaux que les pouvoirs, c'est-à-dire tous ceux qui cherchent à se définir en fonction du pouvoir politique ou à prendre position par rapport à lui ». Les événements récents lui donnent raison. Pensons, par exemple, aux forces syndicales et parasyndicales, aux comités de citoyens, aux chambres de commerce qui tentent d'agir sur les politiques de façon beaucoup plus idéologique et en même temps plus directement qu'autrefois.

L. Dion laisse peut-être trop dans l'ombre l'impact d'une opinion publique avec laquelle les pouvoirs et les agents sociaux doivent compter. Ceux qui négligent ce facteur, sont vite condamnés à la marginalité ou à l'impuissance par rapport à la société globale ou aux pouvoirs politiques. Il faudrait faire exception des réelles forces économiques dont l'influence joue encore pour une bonne part au plan diffus et insaisissable de l'underground.

Déblocage idéologique

Souvent les analystes se contentent des expressions formelles et perdent de vue des phénomènes latents qui pourraient agir efficacement longtemps avant d'émerger sur la scène publique. Combien d'analystes n'ont pas su évaluer la poussée séparatiste dans son premier élan ? Ils n'ont vu qu'une résurgence de l'idéologie traditionnelle ou un autre cas de déviance dans le système établi. Pourtant ce mouvement s'inscrivait dans une mutation plus large et plus profonde, moins caractérisée par le rythme et l'ampleur du changement que par un déblocage idéologique. Des philosophies politiques s'affrontaient sur de multiples terrains, la laïcité et la confessionnalité en éducation, le néo-nationalisme et le néo-fédéralisme en politique, le libéralisme et le socialisme en économie, l'assistantialisme et l'idéologie du développement dans les questions de bien-être, le bilinguisme et l'unilinguisme dans le domaine culturel. Malgré la diversité des idéo-

logies, des appartenances, des systèmes établis ou proposés, c'est encore la question nationale qui reste le centre principal des discussions et des luttes.

Des contradictions à surmonter

Au seuil de la révolution tranquille, le néo-nationalisme ne se présentait pas encore comme une tentative d'articulation de la conscience sociale, de la conscience ethnique et de la conscience politique. Certaines catégories socio-professionnelles étaient trop préoccupées par l'amélioration de leur propre statut. L'élan des années 50 se poursuivait encore et semblait marquer le primat du social sur le national. D'ailleurs plusieurs voulaient se débarrasser du monolithisme ethnico-religieux de la chrétienté cléricale et conservatrice d'autrefois. F. Dumont le souligne au même moment avec beaucoup d'à-propos : « Le trait essentiel de l'évolution sociologique récente du Canada français est le passage d'une conscience de soi unitaire à une reconnaissance mal avouée de la pluralité. La situation présente de notre société serait alors marquée par nos difficultés à nous réinventer un visage collectif. Nous nous employons beaucoup à nous analyser, mais presque exclusivement au niveau des grandes représentations idéologiques. »

C'est par ce biais qu'on tentait de critiquer les antinomies : national-social, religieux-profane, rural-urbain, socialiste-capitaliste, traditionnel-prospectif. Il y avait une conscience de plus en plus vive des contradictions entre les idéologies anciennes ou nouvelles et la praxis sociale de tous les jours, entre les normes transmises à l'école et celles de la vie concrète. On a qu'à penser aux difficultés que soulevait plus tard le Rapport Parent qui tentait de réconcilier en éducation une triple inspiration : française, américaine et britannique. Le défi se traduisait au plan des comportements quotidiens avec plus d'acuité encore. J. C. Falardeau y discernait un conflit de deux échelles de valeurs ; les valeurs de la culture religieuse traditionnelle s'opposaient aux valeurs surtout économiques de la culture nord-américaine. La personnalité sociale des membres des divers groupes sociaux en était profondément marquée, même si l'opposition avait des incidences plus spécifi-

ques chez les marginaux, les ruraux, les ouvriers, les cols blancs, les professionnels, les hommes d'affaires et les jeunes.

Chez ces derniers, l'enquête de M. Rioux et R. Sévigny (« Les nouveaux citoyens ») devait révéler par la suite, la portée quasi-universelle de la dichotomie précitée ; d'une part une première échelle de valeurs qui reflète celle des traditions du monde adulte en ce qui concerne la religion, la famille, l'éducation, d'autre part, un autre ordre de préoccupations qui rejoignent le genre de vie nord-américain, les nouveaux courants politiques de type nationaliste, socialiste et laïciste. Évidemment au cœur de cette double appartenance, d'autres contradictions apparaissent avec évidence, par exemple, celle de la pragmatique société de consommation en regard d'un néo-nationalisme socialisant et quelque peu dogmatique.

Par un biais ou l'autre, diverses recherches nous amènent à une sorte de dédoublement de personnalité (« *Split Personality* ») chez le Québécois modal. Les sources en sont nombreuses ; décalage entre les idéologies historiques (pensée sociale de l'Église et nationalisme traditionnel), et une réalité tout autre, distanciation entre dimension culturelle et dimension politique, écart entre les modèles idéaux et les schèmes de comportement. L'enquête menée en 1965, par la commission royale sur le bilinguisme auprès des jeunes, apporte des résultats qui confirment cette hypothèse. Par exemple, les jeunes Québécois iraient plus facilement aux États-Unis, s'ils devaient quitter leur province. Par ailleurs, ils se sentent plus proches de la communauté culturelle canadienne-anglaise et du régime politique canadien que de la société américaine, quand ils parlent de l'avenir du Canada. Aux questions d'ordre « intégrationnel », ils répondent avec la même ambiguïté. D'une part, ils préfèrent rester au Québec, même avec un salaire moindre et ils perçoivent le Canada comme une société « autre » où ils ne se sentent pas chez eux, et d'autre part, ils manifestent dans leurs jugements culturels et politiques un enracinement beaucoup plus profond que celui des jeunes anglophones, dans la réalité canadienne. En effet, ceux-ci céderaient plus facilement au grand tout américain parce que leurs attaches au Canada ne tiennent qu'à une conscience politique superficielle. C'est par le biais culturel que les jeunes Québécois expriment beaucoup plus lucidement la réalité canadienne, même s'ils s'y sentent marginalisés.

Ces phénomènes ont moins de conséquences chez les anglophones que chez les francophones. Chez ceux-ci, les écarts signalés plus haut provoquent une désintégration culturelle (M. Rioux) et un dédoublement de personnalité.

Ici, les conflits idéologiques nous amènent à des conflits plus concrets, inscrits dans la structure sociale et l'existence commune où les conditions d'une minorité marginale jouent à plein. Il faudrait analyser les formes concrètes des phénomènes liés à cette marginalité socio-culturelle, à savoir les essais de compensation, les sentiments d'infériorité, l'ambivalence des attitudes. On retrouve ces trois tendances dans la plupart des situations critiques, des projets, des débats au cours de notre histoire, même la plus récente. Pensons à la réforme de l'éducation, au phénomène créditiste, au syndicalisme des nouveaux émancipés, aux mouvements revendicatifs des marginaux urbains, à la neuve technocratie, à la contestation étudiante, etc.

Sources nouvelles du débat nationaliste

Nous devançons ici les diagnostics de nos analystes. Mais les faits montrent bien qu'ils ont su prévoir les signes avant-coureurs des conjonctures présentes. Telle cette remarque de M. Rioux qui avait déjà discerné dans une fraction de la classe moyenne une tendance à dépasser certains seuils de promotion par le biais nationaliste. Chez plusieurs, la conscience ethnique prenait bientôt le pas sur la conscience sociale ou du moins servait de rationalisation et de légitimation pour leur propre mobilité. Seule l'action politique, à leurs yeux, pouvait contourner les blocages plus immédiatement économiques.

Des facteurs multiples vont s'additionner pour faire de la question nationale la plaque tournante, le carrefour de toute la vie collective et de toutes les crises politiques. C'est la conscience ethnique qui semble constamment prendre le dessus, au point de laisser dans l'ombre les véritables dimensions des conflits économiques et sociaux internes d'une très grande gravité. Est-ce là l'origine de l'échec des tentatives pour constituer une gauche cohérente chez nous ? Est-ce là aussi une

des causes de cette anarchie des groupes contestataires et de leur action échevelée, épisodique et sans portée décisive ? Les chapelles doctrinaires se multiplient et rivalisent au plan du radicalisme ; mais elles ont en commun un manque quasi-total de praxis politique, une marginalité croissante par rapport à l'ensemble du peuple. Celui-ci semble se dépolitiser à mesure que ces minorités se surpolitisent de façon maladroite en se servant de tous les problèmes, fussent l'augmentation de quelques sous de l'heure, l'anniversaire d'un fait historique, l'application d'un nouveau règlement administratif. Tout et rien deviennent symboles de l'aliénation sociale et nationale.

Pendant ce temps, les critères de compétence et d'efficacité, les tâches urgentes, les efforts authentiques de progrès passent au second plan. Très vite s'accroît la désarticulation entre l'ordre des techniques, l'ordre des pouvoirs, l'ordre des valeurs. On mêle ces aspects indistinctement, rendant ainsi toute démarche rationnelle impossible, tout projet inopérant, tout consensus collectif inaccessible au delà du pluralisme démocratique nécessaire. Au bout de la ligne, que reste-t-il ? Des problèmes cruciaux laissés pour compte, une masse de consommateurs dépolitisés, des pouvoirs davantage assis sur le statu quo, des mouvements protestataires inchoatifs et sans lendemain.

Le mouvement nationaliste continue de représenter la force symbolique prédominante. Mais chez la plupart, il a plus le poids d'une mémoire historique que l'élan d'une politique. Les éléments de gauche s'y accrochent désespérément, sans trop y croire, comme à une des seules rampes de lancement possible. À côté d'eux, s'affirme un noyau dur de nationalistes où le plus archaïque côtoie le plus moderne, où les appartenances les plus diverses s'unissent artificiellement, où les nombreux problèmes actuels prennent un sens plus unifié et plus identifiable. Tentation de simplifier un défi très complexe ou même d'éviter des réalités quotidiennes insupportables ? Essai de rationalisation ou de compensation ? Ces questions sous-entendent peut-être injustement un jugement trop négatif sur le néo-nationalisme.

Celui-ci est en train d'éveiller des forces vives et neuves qui pourront permettre de réaliser des projets apparemment impossibles dans la situation présente. Il suffit d'évaluer la faiblesse des motivations d'engagement dans les autres univers sociaux, l'essoufflement des

vieux partis, les insuffisances du cadre politique actuel, la détérioration accélérée des structures économiques des régions pauvres et des strates sociales défavorisées. Pure protestation chez les uns, radicalisation politique chez les autres, promotion à court terme chez plusieurs... quoiqu'il en soit tous cherchent d'une façon ou d'une autre un certain dépassement que le nouveau projet nationaliste tente de rencontrer. Voilà peut-être l'élément neuf, à tout le moins différent du nationalisme traditionnel confiné jadis à certains cercles intellectuels, politiques et bourgeois.

Des explications insuffisantes

Nous voudrions bien que les choses soient aussi claires. Mais il y a beaucoup d'autres facettes à considérer. L'urbanisation croissante, par exemple, multiplie les groupes de pression, les mouvements sociaux, les élites. Ainsi augmentent le nombre et l'intensité des conflits de valeurs, d'intérêts et d'idéologie (G. Rocher). L'assiette politique du néonationalisme est incapable d'englober un tel éventail de conditions nouvelles. Une évolution sociale ultra-rapide distance sans cesse toute formation politique même la plus progressive et la plus alerte. L'agitation sociale parallèle qui s'accroît un peu partout dans le monde urbanisé devient insaisissable pour les agents de la politique formelle. Reconnaissons ici les conséquences de conditionnements objectifs en deçà de la volonté des hommes. En effet aucun modèle ne résiste à ces multiples réfractions que lui fait subir le prisme d'une société pluraliste dans tous ses secteurs de vie. Même l'universalisation de la technique ne parvient pas à niveler les cultures et les sous-cultures particulières, pas plus que les niveaux de vie et les strates sociales.

Et pourtant certains phénomènes « unifiants » grandissent au cœur de cette pluralité ; d'une part, un univers semblable d'aspirations que Tremblay et Fortin ont fait ressortir à la suite de leur enquête sur les comportements économiques des salariés au Québec, d'autre part, certains liens d'appartenance à la mesure de toute une collectivité. On ne peut nier, par exemple, que le nationalisme, un peu partout dans le monde, surtout face aux impérialismes, rallie les tenants d'options politiques les plus diverses au sein d'un même pays. Une telle ambiva-

lence, parfois contradictoire, heurte notre besoin de logique. Mais l'ignorer, c'est passer à côté de la réalité complexe et des tensions qu'elle sous-tend. Aussi s'accroît actuellement les dialectiques nationalisme et internationalisme, conservatisme et progressisme, politique formelle et politiques parallèles, rationalité et irrationalité, technologie et culture, pragmatisme et utopisme, interdépendance et indépendance, tradition et réforme ou révolution, etc. Des réactions en chaîne sont déclenchées par ce processus de plus en plus rapide et cahoteux qui va et vient d'un pôle à l'autre. Nous revenons à la constatation fréquente du rythme accéléré de l'histoire contemporaine où le brassage des peuples, la rapidité des communications, la proximité des groupes, et bien d'autres catalyseurs rendent provisoire et fragile tout équilibre de forces.

On notera sans peine l'action de ces courants et contre-courants dans le monde québécois. Il n'est pas inutile de rappeler, à titre d'exemple, quelques faits révélateurs. Dans la grande ville cosmopolite de Montréal, le ferment nationaliste francophone agit avec beaucoup plus de vigueur que dans la capitale provinciale presque exclusivement française. La proximité des groupes culturels différents suscite tout autant l'affrontement que la distance. Le groupe inférieurisé devient plus conscient de sa situation et du « nous » qu'il constitue au delà de ses différences internes. Historiquement, ce phénomène a été vécu différemment. En effet, la dialectique de la conscience sociale et de la conscience nationale s'est exprimée avec des accents différents à Québec et à Montréal. Pensons aux deux écoles d'histoire, à la différence entre l'approche nationaliste de l'École sociale populaire à Montréal et la tendance plus socialisante de la faculté des sciences sociales des années 40 à Québec. Sans doute y a-t-il eu le réformisme antinationaliste de « Cité libre » dans la métropole, mais il fit naître paradoxalement et dans une certaine mesure un néo-nationalisme agressif et progressif. Rioux et Sévigny résument la tendance récente en ces termes : « La conscience nationale est beaucoup plus vive que la conscience de classe et là où la conscience de classe existe, elle est médiatisée par la conscience nationale ».

Ces deux auteurs, comme bien d'autres, ne se contentent pas de ces premières conclusions. Quel est le contenu de ce nouveau nationalisme ? 9 Quelles en sont les diverses perceptions par les familles idéo-

logiques en présence et par les différents leaderships ? Ici l'analyse devient plus hésitante. Elle emprunte le plus souvent le biais des « élites » ⁵⁶.

⁵⁶ Il serait intéressant de comparer notre propre évolution en ce domaine avec celle des nouveaux pays indépendants. Qu'en est-il par exemple de ce fameux mouvement de décolonisation en Afrique ? Il semble que les chefs traditionnels ont eu peu d'influence et même d'intérêt dans cette expérience d'après-guerre. En effet, les pouvoirs colonialistes leur avaient donné un statut privilégié tout en respectant les traditions culturelles qui consacraient le prestige de ces leaders. Les uns et les autres s'utilisaient mutuellement aux plans économique et politique, quitte à laisser jouer les forces de revendication sur les terrains religieux et purement culturels.

Vers les années 40, de nouvelles classes moyennes se constituaient grâce à une scolarisation plus démocratique et à un début de bureaucratisation. Elles avaient assimilé dans une certaine mesure les modèles occidentaux qui leur servaient non seulement pour affirmer leur capacité, mais aussi pour rejeter à la fois les chefs traditionnels et les pouvoirs colonialistes, les éléments culturels rétrogrades et les idéologies allogènes. Ils ressentaient plus que tout autre les attitudes hautaines des Européens qu'ils côtoyaient dans les cadres administratifs. C'est une prise de conscience qui était moins propice chez les élites traditionnelles plus isolées et plus autonomes sur leur propre plan. Par ailleurs, les transformations affaiblissaient chez leurs artisans autochtones les loyautés du passé. Ils posaient moins les problèmes en terme de libération ethnique ou tribale, qu'en termes de personnalité africaine » (négritude), d'État indépendant, de développement moderne assumé par les Noirs eux-mêmes. Ainsi, cherchaient-ils à s'approprier les avantages de la société technique et urbaine de consommation qui commençait à prendre le pas sur leur société traditionnelle. C'est par une action politique agressive qu'ils entraîneront les masses à leur suite, en utilisant tous les facteurs les plus propices, même ceux qui ne correspondent pas à leur véritable idéologie. Les lendemains des indépendances nous ont appris que les jeux ne sont pas faits. Des modèles culturels remontent en surface. Le tribalisme reprend vie. Les minorités ressentent davantage le poids d'une domination exercée par des frères africains. Le Pan-africanisme du début de la décolonisation résiste difficilement aux néo-nationalismes culturels. Les chefs politiques se limogent les uns les autres. Les nouvelles élites retournent aux habitudes des élites traditionnelles, tout en gardant les privilèges de la modernisation récente. « L'Afrique est mal partie » dira R. Dumont et le développement n'est pas pour demain. Voir P.D. Curtin, *Varieties of Nationalism in Modern Africa*, in *The Review of Politics*, April 1966, pp. 143-153.

Le biais des « élites »

- La croissance rapide de la bureaucratie au Québec a fait apparaître une nouvelle classe moyenne, jalouse de son nouveau pouvoir et soucieuse de lui assurer un point d'appui décisif. Elle se tourne facilement vers une souveraineté qui consacrerait ses positions acquises. Les « classes rurales et urbaines inférieures », toutes aussi aliénées d'un côté comme de l'autre, s'orientent davantage vers des mouvements sociaux revendicatifs vis-à-vis quelque pouvoir que ce soit. Tel est le point de vue de Hubert Guindon. Nous nous demandons si ces mouvements sociaux ne jouent pas pour le moment en faveur du parti nationaliste qui n'est pas identifié au pouvoir.

Au plan des élites elles-mêmes, la dichotomie : traditionnelle et nouvelle a retenu longtemps l'attention. Le fait de parler d'élite traditionnelle et d'élites nouvelles marque déjà l'éclatement qui s'est produit dans l'évolution récente. Pensons à la nouvelle classe d'hommes d'affaires, à la montée du groupe des technocrates, à l'affirmation plus agressive de leaders syndicaux, au rôle grandissant des intellectuels, au recrutement beaucoup plus large et diversifié des hommes politiques. La tendance nationaliste de plusieurs éléments de ces nouveaux leaderships n'établit pas une ligne de continuité avec l'élite traditionnelle nationaliste qui alliait étrangement le conservatisme, l'autonomie culturelle et la subordination politico-économique. Certains critiques empruntent les schèmes culturels d'une autre école nationale pour exprimer leur crainte de voir apparaître chez nous une sorte de national-socialisme totalitaire et dogmatique. Encore là, on verse dans une explication trop sommaire qui survalorise le monolithisme d'autrefois et sous-estime les facteurs de rupture des mouvements actuels.

Quand on parlait de l'establishment québécois, on mentionnait le clergé, les professions libérales, les politiciens, la petite bourgeoisie d'affaires à côté des pouvoirs économiques et politiques anglo-saxons. On citait en exemple la sainte alliance : Duplessis, le Haut-Clergé et la grande finance étrangère. Les recherches récentes nuancent cette vi-

sion par trop simple. Il suffit de regarder les choses par des biais différents, politique, culturel et économique pour cerner des composantes autrement plus complexes. Mais le problème devient plus grave quand certains extrapolent cette perception dans la réalité d'aujourd'hui, comme si le clergé, les professionnels, les politiciens, la petite bourgeoisie d'affaires présentaient les mêmes profils sociaux qu'autrefois. Comment expliquer les options diverses de ces gens-là ? Les uns sont fortement fédéralistes, les autres nationalistes. Les uns se replient dans un univers marginal sans influence comme dans le cas de certains milieux cléricaux ou professionnels, d'autres se radicalisent à droite ou à gauche dans un engagement assez défini. Des tendances laïcisantes ou socialisantes gagnent du terrain aussi bien dans ces catégories sociales que chez les nouvelles classes. La bureaucratisation envahit les professions traditionnelles, sans compter les transformations de leur statut par les nouvelles politiques sociales,

Mais c'est à un autre plan que s'établissent les césures les plus profondes. Les nouveaux technocrates et fonctionnaires ont changé les rapports de pouvoirs, surtout vis-à-vis des professionnels politiques (députés, organisateurs de partis, « patronneux », etc.). De plus, la constitution récente d'un milieu d'affaires canadien-français intégré à l'ensemble nord-américain ajoute une autre composante aux tensions précédentes. Pour les uns comme pour les autres, le contrôle de l'État devient une question vitale, non seulement à cause du rôle important de celui-ci dans la société moderne, mais aussi à cause de l'enjeu des options souverainistes ou fédéralistes.

Le leadership syndical, malgré ses divisions internes, ses hésitations face à l'action politique, sa position ambiguë entre la participation à l'establishment et la contestation du système, son incapacité à présenter de nouveaux modèles de développement, atteint indirectement la société globale par ses luttes surtout dans le secteur public. Lui aussi vise à sa façon le contrôle de l'État. Très récemment, la Confédération des syndicats nationaux, pour la première fois, faisait intervenir publiquement le facteur nationaliste pour gagner une lutte contre la centrale québécoise des unions canado-américaines. Cet argument était resté officieux ou latent jusqu'ici. On le comprend facilement quand on connaît l'histoire syndicale chez nous. En effet, les chefs de syndicat ont dû se battre aussi contre l'élite autochtone qui

brandissait facilement le spectre de la division nationale et religieuse et méprisait la réalité ouvrière.

Mais le syndicalisme a subi des mutations très profondes. Il compte une majorité de cols blancs qui impriment de plus en plus au mouvement un « *middle class outlook* ». Les éléments de gauche comme les syndicalistes industriels ne semblent pas faire le poids. De plus, il y a une hargne croissante dans les milieux populaires contre le syndicalisme, aussi décevant pour eux que la politique traditionnelle. Depuis quelque temps un nouveau leadership émerge dans les milieux défavorisés. Il part davantage des besoins, ceux de l'habitat, de l'éducation, de la santé, du travail. Il s'intéresse aux problèmes locaux et même régionaux que le syndicalisme avait négligés. Comme pour tous les autres agents de la démocratie locale, rien n'indique qu'il s'agisse d'une force qui s'imposera dans l'avenir. Elle est encore trop atomisée en groupuscules. Mais sa valeur symbolique dépasse de beaucoup les résultats immédiats de l'action menée. Ce phénomène récent nous invite à signaler la typologie de G. Rocher qui distingue de nouvelles catégories sociologiques chez les élites de notre société.

- Une élite d'experts valorisée par une société qui s'urbanise et aspire à un haut développement. La complexité des problèmes rend leur apport indispensable dans les secteurs privés et publics. Ils interviennent bien au-delà des laboratoires, des milieux scientifiques et des bureaux d'études gouvernementaux ou autres. Ils font partie du paysage quotidien de nos écrans. Ils sont mis à contribution dans presque toutes les formes de regroupement et d'initiatives. On recourt à eux pour les difficultés individuelles et familiales. Le plus humble citoyen comme le chef d'État leur réservent un préjugé habituellement favorable.

- Une élite idéologique. On a beaucoup parlé du caractère très abstrait des idéologies chez nous, qu'il s'agisse du nationalisme ou du socialisme. On ne pourrait en dire autant du domaine religieux qui a constitué l'ethos de fond de notre vie collective. Il serait faux aussi de penser que le nationalisme n'a été proposé et vécu que par l'élite clérico-bourgeoise. L'idéologie unitaire de la fin du XIXe siècle absorbait en quelque sorte le religieux, le social et le national, l'économique et le politique. Elle servait de critère fondamental d'identification pour

l'ensemble de la communauté. Même le prolétaire des villes devait s'y accrocher, superficiellement sans doute, comme le seul pôle de référence de sa condition.

L'industrialisation et l'urbanisation au XXe siècle ont opéré une première rupture ; les conditions nouvelles de vie contrastaient avec les définitions officielles du nationalisme religieux de la période précédente. Les milieux sociaux commençaient à se diversifier. Mais l'expression idéologique de ce pluralisme ne prit corps qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ceux qui refusaient la vision officielle de la société canadienne-française n'avaient pas de substitut réel et cohérent. Il fallut attendre l'apparition de leaderships véritables dans le monde intellectuel et syndical particulièrement, qui brisèrent les barrières isolantes de l'idéologie dominante. Comme le faisait remarquer récemment, M. Rioux, on passait d'un idéal de conservation à une volonté de rattrapage à tous les plans. Aujourd'hui, plusieurs récusent cette dernière perspective pour entrer de plein pied dans une idéologie de planification démocratique et de prospective. Le néo-nationalisme se situe davantage dans ce troisième temps ; mais il ne le monopolise pas, puisque les néo-fédéralistes et des éléments dynamiques apolitiques parlent ici le même langage et poursuivent des objectifs semblables. Il existe aussi des zones grises idéologiques où des leaderships d'extrême gauche ou d'extrême droite véhiculent des idées révolutionnaires ou réactionnaires radicales. On en trouve dans le monde étudiant, dans le syndicalisme, dans les milieux pauvres gagnés au créditisme, dans le domaine clérical, chez des groupuscules d'anarchistes, au sein des comités de citoyens, etc.

-Enfin, une élite symbolique magnifiée par l'ampleur des moyens de diffusion. Nous ne pensons pas seulement aux littérateurs, aux artistes, à tous ces nouveaux agents culturels, mais aussi au monde de la radiotélévision et du journal. Les uns et les autres, nous passons une bonne partie de la journée à les voir, les entendre, les lire. Directement branchée sur des canaux très importants de l'opinion publique, cette élite symbolique figure avantageusement parmi les nouveaux définisseurs de notre situation.

Au seuil de graves décisions

À la fin de ce tour d'horizon, nous nous trouvons en face d'un ensemble assez hétéroclite d'hypothèses tantôt convergentes, tantôt parallèles, tantôt opposées. Est-ce l'expression de notre conscience collective, de notre situation objective ? Comment nier la pluralité des options, des idéologies, des forces politiques, des milieux et leaders ? La différenciation s'accuse au cœur des villes, entre les régions. Est-ce que les néo-nationalistes ne rêvent pas à un retour à l'idéologie unitaire d'autrefois, même si l'on tend vers des objectifs différents et cela dans un esprit plus progressiste et sécularisé ?

Dans une période aussi intense de remise en question d'une collectivité qui fait face à tous les problèmes à la fois, ceux des pays développés et sous-développés, qui est acculée aussi radicalement au «to be or not to be», la pluralité et la mobilité d'idéologies et de leaders expriment au plan de la conscience un tel état de chose. Mais à cause de la pauvreté de notre communauté et de son isolement historique, la plupart des membres n'arrivent pas à déboucher sur une praxis sociale et politique. Par ailleurs, on ne doit pas conclure que cette multiplication des tensions et des familles spirituelles dominera si jamais l'on parvient à une certaine stabilité. Le phénomène s'accentuera à mesure que notre société va s'urbaniser et mettre en place les structures modernes d'organisation socio-économique et politique.

La diversité culturelle devient ainsi inévitable même au cœur d'une nation unifiée par un grand projet collectif de développement. Si par le passé la nation a été le grand symbole de référence, aujourd'hui elle ne peut plus s'approprier ce rôle intégrateur exclusif. Elle agira comme un ferment de dynamisme et d'unité dans la diversité, à la condition de ne plus servir d'idéologie de substitution pour compenser nos impuissances et pour nous aliéner du « pays réel ». Aussi longtemps que nous avons maintenu une société traditionnelle en marge d'une Amérique en constant processus de modernisation, nous pouvions nous distinguer des autres. Mais cette originalité n'avait rien de

très reluisant. Pour entrer dans la course scientifique et technologique, il nous faudra emprunter des modèles et assumer des solidarités qui ne seront pas sans marquer notre visage collectif. Il reste à concilier ces conditions de progrès avec une autonomie culturelle, socio-économique et politique au sein du continent nord-américain. De celle-ci dépend l'identification spécifique de notre communauté, de nos expériences, de nos leaderships et de nos propres structures. Nous n'y parviendrons qu'au prix de lourds sacrifices appuyés sur des motivations très profondes. En effet, nous ajoutons des tensions nouvelles à celles que connaît déjà le monde anglo-saxon de l'Amérique. Pour les uns, il s'agit d'obstacles insurmontables en vue d'objectifs secondaires à leurs yeux ; pour les autres, c'est une occasion de dépassement et même une chance d'apporter des raisons de vivre dans un monde développé qui a perdu le goût de lutter et d'aller au bout de l'aventure humaine. ⁵⁷

⁵⁷ Voici quelques-unes des sources les plus importantes que nous avons utilisées dans ce chapitre :

Marcel Rioux, *Sur l'évolution des idéologies au Québec*, dans *Revue de l'Institut de Sociologie*, Université libre de Bruxelles, 1 (1968) pp. 95-124. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Jean-Charles Falardeau, *Les Canadiens français et leur idéologie*, dans *La dualité canadienne*, P.U.L., 1960, pp. 20-38.

Fernand Dumont et G. Rocher, *Introduction à une sociologie du Canada français*, dans *Recherches et Débats*, Mars 1961, pp. 13-39.

Jacques Dofny et M. Rioux, *Les classes sociales au Canada français*, dans *Revue Française de sociologie*, III, 1962, pp. 290-300. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Hubert Guindon, *Social Unrest, Social Class and Quebec's Bureaucratic Revolution*, in *Queen's Quaterly* 2 (1964), pp. 1-13. [Voir les textes de l'auteur disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Fernand Dumont, *La représentation idéologique des classes au Canada français*, dans *Recherches sociographiques*, janv.-avril 1965, pp. 9-22.

Marcel Rioux, *Conscience ethnique et conscience de classe au Québec*, dans *Recherches sociographiques*, janv.-avril 1965, pp. 23-32. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Jean-Charles Falardeau, *Évolution des structures sociales et des élites au Canada français*, dans *Structures sociales du Canada français*, P.U.L. 1966, pp. 3-13.

Jean-Charles Falardeau, *Des élites traditionnelles aux élites nouvelles*, dans *Recherches sociographiques*, 1-2 (1966), p. 131-145.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 9

Vers un nouveau consentement collectif au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Le nouveau nationalisme québécois nous amène à nous interroger sur les possibilités d'un neuf consensus collectif dans un Québec encore profondément divisé non seulement au plan des options politiques, mais aussi à celui de ses structures internes sociales et économiques, et de ses disparités régionales. Le problème du partage des pouvoirs se pose tout autant sur le terrain proprement québécois. Qu'en est-il des rapports de classes chez nous ? Ne tend-on pas à minimiser cet impact dans nos projets collectifs ? Quel sort réserve-t-on à cette forte couche prolétaire de la nation ? La montée récente des contestations les plus disparates chez les jeunes, les comités de citoyens et les groupes professionnels les plus agressifs, obligera-t-elle la masse des

Léon Dion, *La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme*, dans *Recherches sociographiques*, 1-2 (1966), pp. 23-35. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Guy Rocher, *Multiplication des élites et changement social au Canada français*, dans *Revue de l'Institut de Sociologie*, Université de Bruxelles, 1 - 1968, pp. 79-95. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

citoyens à sortir de leur apathie politique ? Au bilan, nous sommes acculés à refaire une règle du jeu différente, à chercher courageusement les conditions d'un nouveau consentement absolument nécessaire à notre avenir. Où se trouvent les rampes de lancement qui mobilisent nos dynamismes de dépassement ?

Divisions internes

Reconnaissons la crudité de l'enjeu actuel. Le Québec n'est pas un bloc homogène, loin de là. Montréal et le reste ! Dans Montréal, une mosaïque de groupes qui se perçoivent comme des minoritaires soit économiques, soit culturels. Concurrence subtile et très inégale entre les municipalités. Disparités régionales on ne peut plus accusées. Facteurs nombreux de visions différentes du Québec selon qu'on se trouve à Hull, à Val d'Or, à Chicoutimi, à Gaspé, à Sherbrooke ou à St-Hyacinthe. Nous sommes bien au delà de la dichotomie ruraux-urbains, conservateurs et progressistes, bourgeois et prolétaires, syndiqués et non-syndiqués, même fédéralistes et séparatistes.

Au cœur de nos villes et de nos régions, des groupes professionnels, socio-économiques s'affrontent plus ou moins ouvertement. Les ouvriers d'usine ne cachent pas leur agressivité vis-à-vis des corps de métiers bien payés. Les membres des professions libérales et les hommes d'affaires s'en prennent aux syndiqués. L'ensemble de l'opinion publique ne ménage pas son agressivité contre les professeurs et les fonctionnaires qui ont presque doublé leur revenu depuis quelques années. Une forte proportion de citoyens défavorisés se sentent laissés pour compte, pressentant, de plus, que la prospérité des plus forts et des plus représentés se fait sur leur dos. Les écarts économiques et culturels s'accroissent à l'intérieur de la communauté francophone. Et plusieurs Québécois « en veulent davantage » aux leurs qu'aux Anglais ou aux Américains.

Et notre économie politique ?

Pourquoi l'administration des hôpitaux, des écoles, des villes coûte comparativement plus cher au Québec qu'en Ontario ou aux États-Unis ? ⁵⁸ Est-ce seulement à cause de lourdes dettes ou d'une mauvaise administration ? Y aurait-il aussi un débalancement interne des échelles de revenus, une tolérance injuste de statuts économiques privilégiés, une émergence nouvelle de classes sociales ? Les formes d'exploitation, de patronage, d'électoratisme ont-elles encore autant d'impact dans la communauté québécoise française ?

Est-ce vrai que nous achetons proportionnellement plus d'alcool, de décapotables, de gadgets ? Est-ce vrai que nous n'avons pas encore développé des attitudes économiques propices à l'initiative, à la productivité, à la rentabilité, à la concentration, à l'investissement multiplicateur ? Est-ce vrai que nous imitons surtout les défauts des Américains plutôt que leurs qualités ? Est-ce vrai que nous reproduisons entre nous les conflits concurrentiels et les formes de domination du capitalisme -anglo-saxon que plusieurs de nous rejettent théoriquement ? Selon certains de nos critiques, la principale industrie du Québec serait encore le jeu de la politique, et le plus important sport se déploierait dans la course vers une consommation ostentatoire et futile. Voies d'évitement pour oublier notre infériorité économique et culturelle ?

Les rampes de lancement

Et puis, il y a une jeunesse qui se dissocie de plus en plus de la majorité des adultes, qui refuse les institutions anciennes et nouvelles.

Elle pèse beaucoup, en qualité et en quantité, dans nos efforts pour un avenir meilleur. Le refus global, chez beaucoup de leaders étudiants, viendrait entraver les efforts politiques et économiques de promotion collective. Nous ne saurions bâtir un Québec nouveau et

⁵⁸ L'écart est de 15% dans le cas des hôpitaux ; il varie de 20 à 40% pour l'administration scolaire, de 25 à 40% dans la gestion de plusieurs municipalités. Il faudrait en dire autant du port de Montréal.

fort sans l'apport des jeunes générations. Que se passe-t-il ? Sur quoi pouvons-nous miser pour un neuf consensus collectif capable de mobiliser le peuple québécois vers les objectifs valables de promotion ? Certains soutiennent que seul un nationalisme vigoureux permettra de dépasser nos divisions internes, nos hésitations devant une aventure collective autonome, nos défis culturels et financiers. Sans lui, nous nous enfoncerions dans notre névrose collective et nos impuissances de minoritaires.

Nationalisme et classes sociales

Un premier témoin à la barre nous sert un avertissement qui semble confirmer les remarques précédentes :

« Le nationalisme en autant qu'il tente de mobiliser toutes les énergies d'un groupe ethnique ou d'une société en vue de sa libération ou de son autodétermination, doit nécessairement minimiser les différences internes à la nation. Pour autant, le nationalisme tend à nier ou à minimiser les différences de classes existantes dans la société pour mettre l'accent sur la similitude de tous les membres de la nation, sur la grande famille ou communauté qu'elle constitue... les idéologies nationalistes traitent des classes sociales seulement lorsque, pour une raison ou pour une autre, certaines classes se détachent du courant nationaliste... L'action nationale (d'autrefois) se préoccupait de la classe ouvrière seulement lorsque les syndicats se détachaient de l'idéologie nationaliste traditionnelle et attaquaient les patrons canadiens-français. Le corporatisme qui permettait d'unir dans une même organisation ouvriers et patrons est, comme on le sait, la formule idéale souhaitée par le nationalisme canadien-français traditionnel au moment de son expression la plus articulée, c'est-à-dire, dans les années 1930-1940 » (G. Fortin, Colloque d'histoire à Laval - Québec, 2 février 1969).

Ce texte de Gérald Fortin soulève de nombreuses questions. Y a-t-il des différences essentielles entre le nouveau et l'ancien nationalisme québécois ? Où sera le centre de gravité du pouvoir dans un régime politique d'indépendance nationale ? Touchera-t-on effectivement aux structures sociales et économiques ? Si oui, ce sera au profit de qui et en vue de quelles fins ? Les élites anciennes et nouvelles se partageront-elles le gâteau différemment tout en le maintenant hors de portée pour les petits ?

Les nouveaux émancipés des classes moyennes

Ces interrogations ne sont pas futiles. Lors de plusieurs rencontres autour de questions nationales, j'ai pu constater le silence de certains groupes de citoyens à revenus insuffisants ou modestes. Chez les leaders ouvriers et les étudiants radicaux, on sentait une perplexité et un malaise. Ils semblaient partagés entre leur identification nationaliste et leur crainte de ne jamais aboutir par l'option indépendantiste à une société bâtie sur d'autres bases que celles de l'idéologie néo-capitaliste. C'était surtout des professeurs, des fonctionnaires, des journalistes, bref les nouveaux émancipés de classes moyennes, qui « prenaient le plancher. ⁵⁹ Leur nationalisme m'apparaissait une sorte de légitimation de leur nouveau pouvoir et de leurs propres aspirations. Ils étaient prêts, dans les coulisses, à utiliser tout autant des « curés près du peuple » que des leaders ouvriers en rupture avec la société actuelle. Fortin avait-il raison en disant :

« Le nationalisme en autant qu'il présente un projet de société et une certaine organisation des classes peut ainsi devenir une source de légitimité très importante, du fait même qu'il minimise le problème du pouvoir interne et obscurcit les rapports de classe. Le pouvoir accordé à une certaine classe est ainsi justifié par le bien de l'ensemble de la société, par les liens inaltérables de l'ethnie ou de l'histoire. Plus le projet nationaliste légitimera le pouvoir d'une classe, plus cette classe aura tendance à promouvoir le nationalisme et à s'en faire le défenseur. Inversement moins une classe trouvera la légitimation de son pouvoir dans le nationalisme, moins elle y adhérera ; dans certains cas elle pourrait même être fortement opposée au nationalisme. »

⁵⁹ Au congrès du Parti Québécois en 1969, la répartition des congressistes délégués était la suivante : enseignants, 22% ; étudiants, 18% ; fonctionnaires et employés des services publics, 11% ; représentants des professions libérales, 11% ; cadres d'entreprises, 10% ; ouvriers, 9% ; agriculteurs, 2% ; autres, 17%. La répartition des âges correspondait davantage à la configuration sociale du Québec francophone. Cette surreprésentation des petites classes moyennes marque à la fois l'absence de la bourgeoisie qui inquiète la gauche et l'absence des milieux populaires, test de vérité du degré de mobilisation politique de la nation.

Y a-t-il des classes sociales au Québec ?

On aboutit ici à deux lectures de la société et à deux praxis politiques différentes. Sont-elles irréductiblement opposées ou possiblement complémentaires ? L'auteur n'écarte ici ni l'une ni l'autre éventualité. Mais en deçà de ce point de vue, nous nous demandons si le concept de classe sociale comme phénomène social total s'applique à la situation du Québec. Nous ne croyons pas qu'il existe chez nous de véritables classes ouvrière, bourgeoise ou autre. Les étudiants ne constituent pas non plus un ensemble assez cohérent pour rencontrer soit les conditions objectives ou soit une conscience collective de classe. Le monde des jeunes présente une mosaïque de sous-groupes culturels semblables à celles de la grande société au plan de la quotidienneté. Politiquement, les jeunes, tout au plus, tendent à devenir une sorte d'anticlasse.

Une classe-nation ?

Par ailleurs, dans une perspective nationaliste, nous ne saurions nier cet énorme creuset de rencontre qu'offre l'identification culturelle commune comme pôle de référence. Les Canadiens français du Québec ne se comportent-ils pas comme une classe-nation, partageant de part en part des sentiments communs d'aliénation et de dépossession, des aspirations à une libération collective, même chez ceux qui ont un statut économique privilégié ? ⁶⁰ De toute façon, cette conscience existe dans une forte proportion de la population, en deçà des options politiques précises. Le simple fait que notre histoire récente se soit déployée autour du pôle nationaliste en dit déjà long sur l'évolution de notre société, de ses sous-groupes et de ses structures sociales. Tout se passe actuellement comme si le ferment nationaliste travaillait les esprits de façon souterraine avec plus de force que l'action politique directe. Ce n'est pas seulement par stratégie que des « gauches » et des « droites » se retrouvent ensemble dans le Parti Québécois. De même

⁶⁰ Nous avons fait une analyse critique de ce concept « classe-nation » dans le cinquième chapitre.

en est-il de gens venant des catégories sociales les plus diverses. Il y a une conscience de plus en plus vive de l'appartenance québécoise.

Un fédéralisme anti-québécois ?

Plusieurs partagent ce sentiment de plus en plus confirmé qu'à Ottawa et dans le monde anglo-saxon, on ne cédera pas d'un pouce devant les besoins spécifiques du Québec. D'une conférence canadienne à l'autre, nos hommes politiques accumulent échec sur échec. Les moindres initiatives qui marquent l'originalité de notre culture et de notre société suscitent des oppositions un peu partout à l'extérieur de la province. Certains parlent d'un retour possible au ghetto, à la réserve. D'autres soutiennent qu'il est encore bien plus néfaste de se laisser aller aveuglément dans un processus de marginalisation incohérente, de détérioration politique, d'humiliation collective que le fédéralisme actuel fait subir aux Québécois. Pour ceux-ci, les disparités régionales prennent des significations particulières : l'ouest du pays qui s'enrichit au profit de l'est depuis des décennies, « l'impraticabilité » de la plupart des nombreux comités conjoints Ottawa - Québec, les injustices camouflées de la péréquation, l'envahissement systématique et progressif de toutes nos juridictions propres, l'impossible mise en oeuvre des moyens essentiels à notre propre promotion collective, l'inspiration anglo-saxonne de toutes les politiques fédérales, l'hémorragie de nos meilleures ressources humaines, bref, l'absence d'un cadre étatique suffisant pour l'aménagement efficace de nos propres ressources physiques, financières et humaines. Pensons, par exemple, aux politiques fédérales de main-d'œuvre. Le travailleur du Québec n'a pas les possibilités de mobilité du travailleur canadien-anglais de Halifax ou de Windsor ou de Winnipeg, La mobilité professionnelle s'inscrit dans un ensemble social et culturel dont les projets de biculturalisme et de bilinguisme amenuisent naïvement l'impact humain et les contraintes terribles.

Nous pourrions indiquer bien d'autres facteurs dramatiques de la situation du Québécois dans le fédéralisme actuel. Les mesures correctives de l'inflation sont souvent conçues à partir et en vue des conjonctures économiques des provinces riches. Est-il un seul do-

maine où le Québec n'apparaît pas le parent pauvre ? Même les provinces atlantiques qui appartiennent davantage à l'ensemble culturel anglo-saxon bénéficieront à long terme de mesures fédérales qui ne s'ajustent presque jamais au Québec.

Les crypto-nationalistes et les indépendantistes

Tous ces indices majeurs s'additionnent dans la conscience politique des divers leaderships québécois. On sent chez plusieurs chefs de file d'allégeance fédéraliste une impatience à peine camouflée qui recèle de forts sentiments nationalistes. Ils ne manquent pas d'arguments « réalistes » pour réfuter le projet de souveraineté. Par ailleurs, ils voient bien que la situation du Québec ne s'améliore pas dans le cadre actuel. Au globalisme net des indépendantistes, ils opposent des solutions partielles qui ne débouchent pas sur un véritable projet politique. « En privé », on perçoit chez eux un fond nationaliste qui provoque un certain déchirement de conscience. C'est peut-être cette appartenance profonde qui fera éclater les dernières résistances, sans compter les désillusions croissantes que suscitent les refus multiples des autres provinces et d'Ottawa. Les deux partis traditionnels québécois véhiculent en leur sein des éléments de ce crypto-nationalisme ; d'où leur difficulté de constituer des équipes homogènes, des solidarités profondes, des politiques capables de mobiliser le peuple québécois. Même chez les libéraux québécois, toujours plus fédéralistes que les « bleus », les principaux leaders n'arrivent pas à présenter un front commun. À part quelques unités, la plupart ne semblent pas prêts à s'engager corps et âme pour l'option politique qu'ils défendent. Pour le moment, ceux-ci n'exercent aucun attrait particulier sur la population, et n'arrivent pas à drainer des forces vives derrière eux.

Quant au Parti Québécois, il lui manque une équipe diversifiée de leaders de diverses compétences, d'hommes influents et bien enracinés dans leur milieu d'appartenance. Les leaders populaires restent encore au seuil de l'action politique directe dans un parti. Évidemment, la nouvelle formation politique en est à ses premières armes. Des jugements trop hâtifs risquent d'être injustes. Plusieurs membres dynamiques ne se sont pas encore révélés. Mais le parti ne saurait se reposer

longtemps sur quelques chefs de file. Et encore trop de membres du parti se contentent de lutter en dehors de la scène publique. C'est peut-être une phase nécessaire... l'avenir le dira. De toute façon, personne ne peut leur reprocher d'être partis pour la gloire ou le grand soir. De moins en moins de membres jouent les purs ou les doctrinaires. Ceux-ci sont retournés à leur chapelle ardente. Par ailleurs, des défis redoutables et des équivoques qui persistent dans l'évolution du mouvement indépendantiste nous obligent à pousser plus loin notre analyse.

Les pauvres du Québec et le Québec pauvre

Nous ne savons pas encore le « fin fond » des attitudes politiques réelles du peuple québécois face aux grandes options politiques. Et rien nous indique sûrement l'ampleur de l'impact nationaliste dans l'ensemble de la population française du Québec. La poussée souverainiste ne suscite qu'une participation politique minoritaire. Ses porte-parole tentent de vaincre le complexe de survivance qui nous a caractérisés jusqu'ici. Mais ils ne devront pas oublier que cette psychologie du peuple-prolétaire subit une réfraction très diversifiée dans les différentes couches sociales et statuts économiques. Les couches populaires savent bien qu'elles ne peuvent reculer en deçà du minimum de survivance. Pour elles, les besoins primaires à peine assurés passent avant les grandes aspirations culturelles qui sont davantage à la portée des nouveaux émancipés québécois. Le concept traditionaliste de survivance est rejeté avec raison par les indépendantistes parce qu'il a contribué à définir notre situation de façon peu dynamique. Mais dans la population défavorisée d'aujourd'hui, l'expression recouvre une terrible réalité humaine que tout projet politique ne saurait ignorer. Certains fédéralistes utilisent à fond, et parfois de façon irresponsable, cette dialectique qui risque d'accentuer des luttes internes entre le peuple d'une part, et les leaders, les nouvelles compétences, les artisans d'un renouveau, d'autre part. Ces fédéralistes québécois reprochent aux leurs de n'avoir pas le goût du risque économique et du même souffle, s'en prennent aux indépendantistes qui cherchent précisément à redonner à la collectivité une nouvelle dynamique du risque pour la promotion politique et économique.

Progrès suscité par les indépendantistes

Qu'on veuille l'admettre ou pas, ce sont les nouveaux nationalistes qui ont pris le relais des « sociaux » des années 50. Grâce à eux, le Québec a forcé bien des portes fermées à double tour, les politiciens traditionnels ont dû céder leur place à des hommes neufs, les structures administratives sont sorties des ornières de l'artisanat, des nouvelles élites ont pris du poil de la bête, le peuple québécois a repris confiance en son avenir, l'identification culturelle est devenue plus consciente et plus dynamique, les milieux d'affaires commencent à réviser leurs politiques, des groupes de citoyens prennent davantage leurs problèmes en main, la jeunesse s'affirme malgré les tâtonnements que l'on connaît, une nouvelle classe de technocrates s'impose avec des projets originaux et très valables. Au bilan, le réveil des années 60 a puisé sa source la plus profonde dans un fond nationaliste positif. Et les indépendantistes ont joué un rôle beaucoup plus important qu'ils ne l'imaginent eux-mêmes. Les objecteurs ici s'aveuglent en ne reconnaissant pas l'influence qu'ils ont subie eux-mêmes. Il suffit que chacun de nous évalue l'évolution de sa pensée politique et sociale depuis une dizaine d'années. On n'a qu'à comparer les contenus des journaux des années 50 et ceux d'aujourd'hui, les activités du parlement, des conseils municipaux, des commissions scolaires, des groupes sociaux de la période antécédente et celles du présent. Évidemment, tout ne vient pas du dynamisme nationaliste. Beaucoup de citoyens ont travaillé au nom de d'autres options. Mais c'est le phénomène de pointe nationaliste qui a forcé le plus les uns et les autres à se dépasser. ⁶¹

⁶¹ Les remarques de G. Rocher sur le nationalisme des pays colonisés ne manquent pas d'intérêt ici. Dans les pays en voie de développement le nationalisme est une idéologie politique qui fait le lien entre la continuité culturelle et les projets modernes de la collectivité, entre les élites et les masses. Il sert de tremplin pour une mobilisation générale en vue d'objectifs de développement économique, de libération politique, d'affirmation culturelle. Par ailleurs, en certaines occasions, il a pu servir de frein parce qu'il a été utilisé par des pouvoirs et des intérêts contraires à la libération du peuple lui-même, ou bien il a soulevé des aspirations vites déçues dans la situation post-coloniale. L'auteur

Les contradictions de certains fédéralistes

Notre avenir politique concret reste encore à définir. Nous sommes encore au seuil d'un nouveau consentement collectif dont plusieurs éléments nous échappent. Nous avons nous-même une conviction moins assurée que celles des indépendantistes ou des fédéralistes irréductibles. Mais ces derniers ne nous offrent aucun projet collectif susceptible d'assurer l'avenir de notre propre communauté. Ils se résignent trop facilement à une éventuelle assimilation si les prochaines conjonctures historiques nous y forcent. L'enracinement culturel ne semble pas faire partie essentielle de leur humanisme. Et à ce plan profond, nous nous dissociions d'eux. Nous nous demandons même si le réalisme qu'ils réclament ne cache pas une démission tragique, un désespoir larvé, et même une attitude régressive de minoritaires qu'ils se plaisent pourtant à appliquer aux néo-nationalistes. Ce n'est pas avec ces fédéralistes que les Canadiens français du Québec se bâtiront une personnalité de base unifiée, intégrée et dynamique. Ils sont à l'image de l'échec de leurs compromis canadiens quand on les voit évoluer dans des groupes internationaux où se côtoient des individus fiers de leur appartenance américaine, française ou anglaise. Ils se définissent toujours à partir des autres. Systématiquement ils se réfèrent soit à des critères universels vagues, soit à des cadres d'emprunt, comme l'économie américaine ou la politique anglo-saxonne. Il y a chez eux un faux internationalisme qui les empêche de présenter un visage distinct dans ces ensembles politiques qui regroupent des nations profondément marquées par des cultures particulières. Leurs attaques contre la participation québécoise à la francophonie font le jeu de ces Anglo-Saxons qui rejettent le Québec comme société originale. Ce serait plus facile de confondre les nationalistes québécois, de leur

souligne l'atomisation de la société colonisée en groupes souvent minuscules, rigidement différenciés, hiérarchisés et hostiles les uns aux autres. Cette situation contribue à confirmer le colonisateur dans son opinion sur l'impuissance des autochtones à se gouverner eux-mêmes sans tomber dans l'anarchie, le despotisme et les guerres intestines. Un observateur le moins sagace constatera des phénomènes semblables au Québec. G. Rocher, *Sociologie générale*, t. 3, H.M.H., 1969, pp. 483, 487, 500.

reprocher leur mentalité de ghetto, si on les empêchait de déboucher sur le plan international, si on les forçait à devenir purement anti-américains ou anti-anglo-saxons. Mais voilà, ces nationalistes veulent être tout simplement eux-mêmes et devenir leurs propres maîtres sans pour cela rejeter les Canadiens anglais ou les Américains.

Évidemment, dans l'affrontement politique actuel, des indépendantistes se laissent aller à des attitudes globalistes, exclusives et intransigeantes. Certains d'entre eux négligent des tâches essentielles et urgentes en deçà des diverses solutions à long terme. Mais ces impatiences nous semblent plus compréhensibles que les attitudes stériles et réactionnaires de beaucoup de fédéralistes dont les compromis tournent toujours au détriment du Québec. Dans un tel contexte, le principal défi des nationalistes se situe-t-il dans le peuple québécois lui-même, comme certains le pensent actuellement en signalant l'émergence de luttes sociales internes entre classes, ou groupes professionnels ou élites anciennes et nouvelles ? Encore ici, nous ne sommes pas sûr du diagnostic. Nous ne pouvons jouer les prophètes. Les minorités ont toujours eu des comportements politiques difficilement prévisibles. Il y a trop d'impondérables qui entrent dans l'évaluation d'éventuels changements de centre de gravité. La peur de perdre le peu de sécurité que l'on a déjà, infléchira-t-elle vers le statu quo ? Les divisions internes l'emporteront-elles sur le dynamisme d'une nouvelle unité nationale en gestation ? Par ailleurs, les pressions de l'extérieur, contre toutes les apparences, renforcent le nationalisme profond des Québécois de plus en plus conscients de leur identité propre et de leur communauté de destin. L'un après l'autre, les événements nous précipitent vers les grandes décisions qui pourront de moins en moins s'inspirer des promesses fédérales répétées et avortées depuis des décennies.

En deçà des options, une révolution culturelle

Devant un tel enjeu, le problème des classes sociales chez nous, malgré sa part de vérité, passe en veilleuse. Les diagnostics des sciences sociales et politiques restent, au bilan, insuffisants pour expliquer les réactions en chaîne et très rapides des révolutions culturelles dont le Québec est, à sa façon, la caisse de résonance. Voilà une lame de

fond qui semble irrésistible même si ses effets à court terme et à long terme échappent à tous les spécialistes de la prospective. Qui aurait pu prévoir, il y a vingt ans, la situation de ces pays qui nous ont précédés dans la révolution culturelle. Nous participons à la perplexité de tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir des diverses sociétés, capitalistes ou socialistes, indépendantes ou colonisées, développées ou sous-développées. Il ne s'agit plus de mutations dans l'histoire, mais d'une mutation de l'histoire consacrée par des ruptures radicales inédites. Replacée dans une optique aussi large, aucune de nos options politiques ne saurait revendiquer l'assurance de marcher dans le sens de l'histoire, alors que les sociétés les mieux définies culturellement et politiquement se voient ébranlées dans leurs fondements les plus profonds. Au cœur de nos engagements positifs, nous sommes acculés à une critique radicale de nos propres positions. Je crains que les nationalistes et les fédéralistes les plus convaincus n'écartent trop facilement les interrogations les plus vitales qui montent de la conscience de l'homme-citoyen d'aujourd'hui. Devant les jeunes et leur refus désespéré, ni les uns ni les autres, par delà des jugements rapides et réprobateurs, consentent à chercher les sources profondes de ces attitudes qui aboutissent à des manifestations explosives. Est-ce la faillite de nos démocraties modernes et même des totalitarismes actuels devant ces groupes de jeunes et de citoyens qui constituent des anticlasses, des antisociétés ? Ces phénomènes de la révolution culturelle échappent, pour une bonne part, à tous les pôles de référence des sciences humaines, à tous les cadres politique mis en oeuvre jusqu'ici.

Un consommateur apolitique

Spontanément beaucoup de citoyens rejettent les règles du jeu d'ici ou d'ailleurs. Ce n'est pas surtout parce que la rondelle va en tout sens sur la même patinoire ; c'est peut-être davantage parce qu'il y a une infinité de rondelles. Et chacun veut contrôler la sienne. On refuse de reprendre le jeu de la même façon qu'autrefois avec les mêmes activités et les mêmes autorités. Tout au plus accepte-t-on d'instaurer un premier jeu de passe avec quelques autres dans un coin de la patinoire. Cet exemple illustre le fouillis mental et social dans lequel nous vivons. Tout se passe comme si le citoyen, ne sachant plus se situer dans la société complexe actuelle, se désengageait pour se replier sur

sa vie privée et ses intérêts particuliers. Ses -participations transitoires aux organismes de revendication ne viseraient que cette finalité de promotion individuelle. Et quand la pression devient insupportable, il accepte parfois de s'associer à des manifestations tribales de mécontentement. Il reste donc au seuil de toute démarche politique réelle, et semble incapable de participer à l'élaboration d'un nouveau consentement collectif. Est-ce parce qu'il ne parvient pas à s'identifier dans son humanité, son individualité, sa culture, son statut social ? Est-ce parce qu'il n'existe plus un ensemble cohérent de normes pour la vie personnelle, familiale, économique, politique ou autre ? Est-ce à cause de l'échec de tous les grands modèles idéologiques qui ont façonné nos sociétés contemporaines ? Ou simplement, se veut-il un pur consommateur qui ne cherche rien en dehors de l'acquisition des biens prestigieux de la société d'abondance offerte comme idéal à tous les peuples de la terre ?

À ce compte-là, les prétendues aspirations à la participation, au pouvoir politique, à une société nouvelle, à un homme nouveau relèveraient d'une fausse interprétation des comportements de l'homme d'aujourd'hui. Les citoyens au pouvoir, mais non ils n'en veulent pas ! L'indépendance... ils s'en foutent ! L'égalité des hommes... « non, ma promotion et celle des miens d'abord ! » La liberté, la fraternité... des idéaux bien vagues à côté du plaisir réel que procurent l'appartement luxueux, l'auto dernier cri, l'aventure sexuelle, etc. ! Tout ce que nous avons dit sur la révolution culturelle en recherche d'une nouvelle humanité serait donc une vaste rationalisation des définisseurs de situation ou de minorités marginales. Il faudrait retourner au prosaïsme des centres d'achats pour observer les attitudes réelles de la masse des citoyens, plutôt que de se fier aux débats de la Chambre ou aux rapports des colloques de fin de semaine ou aux thèses des experts de tout ordre. La politique, la culture, la religion, les idéologies, mais allons donc, la vie est ailleurs ! On en a marre de tous ces conflits d'idées. Tout au plus s'y intéresse-t-on quand -il y a matière à un spectacle intéressant.

Le lieu obligé de la politique

Ce dernier diagnostic a sa part de vérité. Mais nous persistons à croire que la dépolitisation de la masse des citoyens ne peut durer longtemps chez nous. Les problèmes scolaires, culturels, économiques et politiques s'accumulent. Les luttes et les efforts des individus et des groupes passent de plus en plus par ce lieu obligé du politique. Ce ne sera pas un choix gratuit, un engagement bien volontaire pour la majorité des citoyens. Ils y seront forcés par les enjeux les plus vitaux de leur existence personnelle, de leur vie familiale, de leur travail, de leurs besoins et aspirations. Aucune société, aucune communauté ne peuvent subsister sans un minimum de consensus collectif, de règle du jeu commune, de projet d'ensemble. On ne déduit pas une politique d'une contestation aveugle ou d'un refus global. On ne s'isole pas longtemps dans la cité moderne qui noue des interdépendances aussi contraignantes que celles des tribus primitives. On ne vit pas longtemps en dehors de ces structures fondamentales que toutes les sociétés se sont données. On ne peut rejeter indéfiniment toute forme de contrôle, d'autorité, de leadership. Les contestataires s'en sont rendu compte quand ils ont vu la majorité appuyer les autorités en place et surtout quand ils ont fait le bilan de toutes les manipulations et de toutes les intolérances qu'ils ont imposées à leurs pairs. Les uns et les autres, contestataires, tenants de l'autorité, citoyens de toute allégeance se sentent de plus en plus obligés de s'engager politiquement.

Par ailleurs, nous avons en commun une culture, une conscience et une praxis politiques encore bien pauvres. On appelle révolution ce qui est anarchie et nihilisme, politisation ce qui relève d'une violence pathologique et aveugle, réforme ce qui tient d'un nouveau vernis sur le statu quo, réformisme ce qui pourrait être une première démarche de transformation profonde. Les partisans du tout ou rien semblent ignorer que *la politique est l'art du possible, l'intelligence d'une stratégie progressive, la foi-ce d'une action soutenue, la sagesse d'une philosophie sociale cohérente, le réalisme de structures qui incarnent des valeurs privilégiées, l'aménagement des conditions d'un consensus collectif, la capacité d'élaborer des projets à la mesure de l'ensemble de la communauté, le courage et la lucidité pour aller au bout de moyens rationnels et efficaces*. Nous n'aboutirons jamais à une vraie

politique chez nous si les uns refusent d'assumer le passé qui nous a fait naître et les défis concrets du présent, si d'autres se replient devant le risque d'une aventure collective capable de nous motiver au dépassement. Loin de nous la xénophobie qui rejetterait systématiquement les richesses des grandes traditions de l'histoire, des multiples courants politiques, culturels et idéologiques qui circulent dans le monde contemporain. Mais nous avons au delà des modèles d'emprunt, à vaincre la dispersion mentale actuelle, à mieux intérioriser et unifier les valeurs anciennes et nouvelles, à nous définir davantage à partir de notre propre expérience historique.

Pour un nationalisme mieux fondé

Le projet néo-nationaliste n'a pas élucidé ses multiples impondérables économiques et politiques. Et ses tenants définissent encore mal l'organisation future de l'État québécois, sa structure de pouvoir, sa philosophie de base. Il s'offre quand même à nous comme une rampe de lancement plus décisive que cette quincaillerie de projets conjoints, de compromis bâtards et veules dont les réalistes du statu quo nous inondent en nous calant toujours davantage. Il nous invite à trouver en nous-mêmes d'abord l'élan et la motivation d'une politique audacieuse et ingénieuse. Il veut nous forcer à utiliser au maximum nos ressources humaines et matérielles. Il nous rappelle que l'avenir des peuples s'appuie tout autant sur des raisons de vivre profondes que sur les calculs d'une rationalité immédiatiste. Sans doute faudra-t-il mieux articuler ce projet politique, faire une place de choix aux plus défavorisés parmi les ouvriers et les cultivateurs, renforcer la nouvelle technocratie nécessaire à une société moderne, mâter l'égoïsme collectif de certains groupes privilégiés des classes moyennes et de la petite bourgeoisie traditionnelle ou nouvelle. Nous aimerions en savoir plus long sur nos futures structures sociales et économiques, parce que jusqu'ici, on s'est limité à préciser les nouveaux rôles de l'État québécois et cela de façon plus ou moins satisfaisante. Les objections d'ordre économique restent le grand épouvantail qui tient en respect bien des hésitants. En deçà de l'économisme fataliste des objecteurs, les souverainistes n'ont pas réussi à dissiper les craintes et les raisons sérieuses qui amènent chez bien des citoyens un refus de s'engager dans cette voie. S'agit-il vraiment de difficultés insurmontables ? Les néo-nationalistes

sont acculés à en faire la preuve parce que leur projet sera irréalisable sans un vaste et profond consentement collectif. Nos élites traditionnelles ont entretenu pendant longtemps une peur du risque et de l'avenir. C'est devenu une sorte de modèle culturel très enraciné en nous. Qui sait si l'obstacle le plus sérieux ne vient pas d'abord de notre conscience collective par delà « le défi américain », et l'échec du compromis canadien. Espérons que l'action démocratique libre prendra le pas sur toute forme de pression interne ou externe dans notre cheminement vers une affirmation nationale décisive.

Quel que soit le succès ou l'insuccès électoral du parti néo-nationaliste québécois et aussi quelle que soit sa participation au gouvernement du Québec, nous sommes persuadé qu'à long terme la grande difficulté portera sur cette coexistence artificielle de la gauche et de la droite dans un même parti. Nous savons bien que la signification et le dynamisme d'une idéologie dépendent des groupes qui le promeuvent. Dans la plupart des cas historiques, les tenants de la droite l'ont emporté. Que se passera-t-il chez nous ? Que feront les groupes de gauche encore sans cohérence politique et sans enracinement historique ? Pour le moment, ils semblent tout simplement noyés dans le P.Q. Ils y sont sans grande conviction et beaucoup plus dans un esprit d'opposition. Nous nous attendons à de dures luttes internes au moment des orientations décisives et ce ne sera vraiment pas facile de surmonter un tel obstacle. Ni la gauche, ni la droite n'accepteront de ne pas avoir le dernier mot. Est-ce que le P.Q. servira d'expérience politique provisoire pour les militants de gauche avant la fondation effective d'un véritable parti socialiste ? Est-ce que la force de l'idéologie nationaliste et l'importance de ses opposants contribueront à maintenir malgré tout une alliance aussi fragile entre la gauche et la droite ? Est-ce que la résistance du peuple québécois et les contraintes nord-américaines renverront l'une et l'autre à la marge de notre vie politique ? Une élection, une vaste enquête ou un référendum ne peuvent apporter des réponses décisives à ces interrogations. Et les considérations les plus sagaces sur l'actualité ne sauraient rendre comme des impondérables à long terme, surtout en matière politique. Le rythme accéléré de l'histoire contemporaine nous plonge constamment dans l'inédit, malgré toutes les récurrences et les lourds héritages du passé et du présent.

Nationalisme et religion
Tome I : Nationalisme et révolution culturelle

Chapitre 10

Un engagement historique décisif ?

Une responsabilité politique inédite

[Retour à la table des matières](#)

Les affrontements récents autour du nationalisme québécois se sont déployés sur le terrain linguistique. D'aucuns s'inquiètent d'une telle réduction de la question nationale. Pourtant, cette escalade explosive n'est pas étrangère à ce qu'on a appelé vaguement les révolutions culturelles dans le monde. La langue est un phénomène culturel et politique. Elle est aussi tributaire des structures sociales et économiques. C'est par elle que les Québécois francophones prennent conscience de leur situation d'aliénation et de l'urgence d'une solution politique plus large. La réforme scolaire s'accompagne de la montée d'une jeunesse et de nouvelles élites plus aptes à se défendre. Même les couches populaires, à plus ou moins long terme, se réveilleront peut-être d'une longue léthargie où couve sous la cendre de la résignation une colère accumulée depuis des générations. Les gouvernants en place, au fédéral comme au provincial, ne semblent pas saisir la force de cette vague de fond. Il en est de même de bien des agents institutionnels qui détiennent encore les principaux leviers de commande.

La famille idéologique des nationalistes prend une ampleur inédite. Rien n'indique qu'elle ne constituera pas dans un avenir prochain le centre de gravité de la vie collective. Les mouvements spontanés et massifs de protestation se multiplient. Des leaders hors cadre s'affirment et débordent de tous côtés, même le parti nationaliste officiel. Évidemment, comme dans les grands mouvements historiques, ces commencements sont anarchiques et parfois sectaires. Ils suscitent une action beaucoup plus symbolique que politique. Ils privilégient l'action directe intermittente de groupuscules ou de masse, à la faveur des crises qui s'accumulent inévitablement.

Par ailleurs, nous nous demandons si plusieurs de nos compatriotes nationalistes ne se défient pas un peu trop d'une action plus rationnelle et plus suivie, dans des structures permanentes comme celles d'un parti politique. On n'ira pas loin, si on ne se soucie pas d'un minimum de stratégie institutionnalisée. Il faut des objectifs et des projets bien définis et des démarches mieux articulées. Et on ne fera pas fi impunément des dynamismes démocratiques à l'origine de notre culture politique moderne.

Le nationalisme est une force politique extraordinaire, mais ambivalente. Celle-ci peut libérer une communauté humaine ou l'asservir davantage, favoriser l'auto-construction ou l'auto-destruction. Jamais, dans notre histoire, nous n'avons été amenés à un tel degré de responsabilité politique.

L'enjeu démographique

Voyons de plus près les implications de cette responsabilité politique. D'abord, le facteur démographique incite à beaucoup de réflexion. Les inquiétudes sur le fait français chez nous se rattachent à une rupture d'équilibre spontané qui a duré un siècle, jusqu'à 1960 environ. En effet, durant toute cette période, la fraction des francophones, au Québec, a peu oscillé autour de 80%, nous disent les démographes (Charbonneau, Henripin et Légaré). La surfécondité des Canadiens français faisait contrepoids à une immigration très favorable aux anglophones. 90% des immigrants s'intégraient à la communauté

anglo-saxonne. Or, depuis dix ans, les indices de fécondité des francophones tendent à rejoindre ceux du milieu nord-américain. Ce sera donc l'immigration et les politiques correspondantes qui influenceront davantage sur le fait français au Québec. C'est ce que nous révèlent les démographes précités, s'il n'existe aucun correctif pour redresser la situation (Cf. Le Devoir, 4 novembre 1969) :

« Voici les résultats pour la province de Québec : Population francophone et anglophone de la province de Québec, 1961 à 1986 et fraction des francophones, 1961 à 2001.

<i>Hypothèses et année</i>	<i>Population (en milliers)</i>		<i>Fraction des fran- cophones</i>
	<i>Francophone</i>	<i>Anglophone</i>	
<i>Hypothèses favorables aux francophones</i>			
1961	4326	933	82.3%
1966	4743	1038	82.1%
1971	5110	1139	81.8%
1976	5547	1272	81.3%
1981	6047	1430	80.8%
1986	6577	1608	80.4%
2000	-	-	79.2%
<i>Hypothèses défavorables aux francophones</i>			
1961	4313	946	82.3%
1966	4721	1060	81.7%
1971	5066	1212	80.7%
1976	5401	1422	79.2%
1981	5765	1667	77.6%
1986	6138	1941	76.0%
2000	-	-	71.6%

« On voit donc que, même en faisant les hypothèses les plus favorables aux francophones, leur importance relative diminue : de 82.3% en 1961 à 80.4% ou 76.0% en 1986, suivant les hypothèses. Il est intéressant de signaler que les résultats de M. Robert Maheu, qui a utilisé des méthodes tout à fait différentes, sont très semblables aux nôtres. Si l'on prolonge les tendances jusqu'à l'an 2000, comme nous l'avons fait sur le graphique ci-contre, on obtient une fraction de francophones qui se situerait entre 79.2% et 71.6%.

« Le cas de la région métropolitaine de Montréal est beaucoup plus névralgique et plus difficile, à cause de la plus grande complexité des mouvements migratoires. Voici comment nous avons procédé.

« Nous avons déjà évalué le nombre futur des anglophones au Québec (voir plus haut). On se rappellera que nous avons une série forte (hypothèse défavorable aux francophones) et une série faible (hypothèse favorable aux francophones). Nous allons supposer que la fraction de ces anglophones qui sont établis à Montréal augmentera de 79% en 1966 à 87% en 1986. Il s'agit de savoir quelle fraction de la population totale de la région de Montréal, ces anglophones représenteront. Dans le cas de l'hypothèse favorable aux francophones, nous avons supposé que l'immigration nette serait faible et qu'en conséquence la population de Montréal ne croîtrait pas très rapidement. Dans le cas de l'hypothèse défavorable aux francophones, l'immigration nette serait plus forte et la population de la région métropolitaine de Montréal augmenterait plus rapidement. Précisons ici que notre définition de la région métropolitaine de Montréal est celle du recensement, pour 1966. Dans l'avenir, cette région s'agrandira, mais toujours en respectant les critères du recensement. Voici les résultats obtenus :

Fraction des francophones dans la région métropolitaine de Montréal,
1961 à 2000

	<i>Hypothèses favorables aux francophones</i>	<i>Hypothèses défavorables aux francophones</i>
1961	66.4%	66.4%
1966	66.2%	65.9%
1971	66.0%	64.9%
1976	65.2%	62.8%
1981	64.3%	60.5%
1986	63.2%	58.2%
2000	60.0%	52.7%

Conclusion

« Il est donc possible que d'ici une trentaine d'années, le pourcentage des francophones tombe à 71% pour l'ensemble du Québec et à près de 53% pour la région métropolitaine de Montréal. Il est également possible que ces pourcentages soient respectivement de 79 à 60%.

Nous devons confesser que ces résultats sont un peu plus inquiétants que ce que nous pensions avant d'entreprendre cette étude. Il ne faudrait pas toutefois prendre ces perspectives pour des éventualités inéluctables. Dans tous les cas, nous avons supposé que le contexte futur (légal, scolaire, sociologique, économique) serait le même que celui qui prévaut depuis fort longtemps. Mais il doit être possible - nous le souhaitons - de modifier ce contexte... et de nous faire mentir. Remarquons, à ce propos, que d'après nos estimations, la situation en 1971 ne sera pas très différente de celle de 1961. Si le recensement de 1971 montre que la situation est stable, cela ne voudra pas dire que nos prévisions ultérieures ne se réaliseront pas. Ce n'est en effet qu'après 1971 que la chute du pourcentage des francophones se dessine nettement.

Il est évident que c'est surtout le jeu des mouvements migratoires qui explique cette chute plus ou moins prononcée. C'est ce facteur, qui, dans le contexte où nous sommes, joue contre les francophones, même dans le cas des hypothèses « favorables ». Il cri découle donc assez clairement que, si l'on veut assurer le maintien de l'importance relative des francophones, surtout à Montréal, c'est sur la francisation des immigrants qu'il faut faire porter les efforts.

Cela ne signifie pas qu'une politique linguistique - et a fortiori une politique exclusivement scolaire - peut, seule, redresser une semblable situation. Il nous paraît évident que l'État doit faire appel à un ensem-

ble de mesures démographiques, économiques et sociales capables de donner une vigueur inédite à la francisation du Québec. » ⁶²

Pourquoi la langue d'abord ?

Les luttes récentes ont porté sur la politique linguistique surtout dans le domaine scolaire. L'étude que nous venons de signaler, nous invite à élargir la question soulevée sans perdre de vue la dynamique de révolution culturelle qui nous semble le phénomène de pointe des mouvements historiques récents.

L'anthropologue R. Savard nous rappelle d'abord l'importance du facteur linguistique. Il se demande même si le véritable clivage politique actuel oppose ceux qui l'abordent comme un problème de base et ceux qui persistent, malgré leurs dires, à le traiter comme un problème marginal. « En effet, certaines prises de position et certains gestes administratifs semblent indiquer que les dirigeants « instruits » de notre société, pourtant formés dans un cadre éducationnel orienté vers les « humanités », ont des conceptions erronées au sujet des rapports entre la langue et la vie sociale. » (Le Devoir, 6 novembre 1969). Ce jugement de R. Savard semble juste. En effet, n'a-t-on pas assisté à un affrontement significatif entre une majorité d'intellectuels progressifs et une majorité d'hommes politiques plus enclins au statu quo linguistique, entre les tenants du pouvoir et les nouvelles élites étudiantes, technocratiques, syndicales ou autres ? Plusieurs milieux populaires commencent à sortir d'un nationalisme latent pour l'explicitier à travers la question linguistique. Des ouvriers d'usine prennent conscience de leur aliénation globale en saisissant le danger de perdre ce qui leur reste d'identification, à savoir leur solidarité dans une langue commune. Une nouvelle conscience collective se dessine et se diffuse dans une bonne partie du peuple québécois francophone, particulièrement chez les jeunes générations.

⁶² J. Henripin et J. Légaré, « Évolution démographique du Québec et de ses régions, 1966-1986 ». Québec, Presses de l'Université Laval, 1969.

Le divorce entre le parlement et ses élus, d'une part, et une fraction dynamique de la nation, d'autre part, marque la rapidité de l'évolution des dernières années. La vie, d'ailleurs, précède presque toujours les institutions et leurs politiques. Et aujourd'hui beaucoup plus qu'autrefois, ce décalage s'accroît à mesure que le rythme de l'histoire se précipite. Jusqu'ici la nation francophone du Québec pouvait compter surtout sur des institutions comme l'école et l'Église, sur une situation d'isolement, pour assurer une certaine continuité culturelle. Mais, maintenant, on ne saurait compter sans des politiques vigoureuses et lucides de l'État. Voilà ce que les anciennes élites encore majoritaires au Parlement, ne semblent pas comprendre. Celles-ci, en accord avec *l'establishment* anglo-saxon, plaident pour un bilinguisme intégral. Or, même à ce plan, certaines études ont montré que le bilinguisme, paradoxalement, n'est possible que dans le cas de deux blocs unilingues bien constitués et autonomes. Sans cela, la minorité ou la majorité, davantage bilingue, s'assimile au groupe privilégié et plus fort. C'est l'histoire connue de bien des communautés bilingues (M. Mackey). Aucun État n'a trouvé la solution idéale. Ici, au Québec, nous ne pouvons oublier que le fait français s'insère dans une majorité anglo-saxonne nord-américaine qui marque forcément de sa culture l'ensemble du système d'institutions et de communication. Un unilinguisme étroit et exclusif rendrait notre situation non viable, sans compter l'ostracisme que nous ferions subir à notre tour à nos propres minoritaires. Par ailleurs, la situation se complique par le fait que notre appartenance culturelle est vraiment menacée à plus ou moins long terme. *Aucun peuple n'a le droit ou l'obligation de se suicider pour assurer les droits et surtout les privilèges culturels d'une minorité déjà favorisée à tous les plans.* Les Canadiens français, minoritaires dans les autres provinces, ont connu des injustices profondes. On ne peut rapprocher ce cas avec celui de la minorité anglo-saxonne du Québec, puisqu'en l'occurrence, c'est une majorité, c'est l'ensemble d'une nation qui connaît la menace de disparition.

Des politiques incohérentes, des demi-mesures contribueront davantage à diviser la nation et à susciter un jour ou l'autre des insatisfactions beaucoup plus profondes chez les éléments les plus lucides et les plus dynamiques du peuple. On les acculera à se défendre violemment. Les atermoiements récents ont provoqué déjà un type de réaction semblable. Et tout appel à l'ordre sans projet politique avive en-

core plus la conscience d'une aliénation et d'une dépossession qu'on a laissé pourrir.

Pensons à des exemples près de nous. Après des décennies d'humiliation, les noirs américains ne peuvent plus entendre les plaidoyers raisonnables des dominateurs blancs qui, contre toute logique humaine, ont exploité ces hommes pendant longtemps. Une lourde expérience historique ne se liquide pas aussi facilement. Et les auteurs de ces crimes ont légué aux générations présentes des responsabilités très difficiles à assumer. On comprend pourquoi les Noirs ne comptent que sur eux-mêmes pour se libérer. Les concessions matérielles ou autres ne réussissent pas à les convaincre, bien au contraire. « Trop peu, trop tard » disent-ils. N'ont-ils pas une longue expérience pour appuyer leur logique ? Comment croire à ceux qui se réclament de la raison au moment où ils se sentent menacés à leur tour, après avoir agi de façon insensée contre des êtres humains pendant des décennies ou des siècles. Pire encore, on accusera les Noirs de se laisser conduire par l'instinct. Que fait-on de l'instinct de domination, le pire de tous ? Or, cet exemple, se retrouve dans combien de pays du monde. Les révolutions anticolonialistes ne sont pas des phénomènes d'hier, comme certains veulent le faire croire au Québec. Elles montent irrésistiblement un peu partout dans le monde actuel, par tous les canaux possibles. C'est dans ce courant historique que se situent les premiers pas de la révolution québécoise, évidemment avec des modalités particulières. L'escalade linguistique en est une. Et nous devons l'analyser davantage puisqu'elle a pris tant d'importance au cours des derniers temps.

Clivages idéologiques et politiques

C'est surtout la nouveauté du champ politique qui apporte un caractère inédit à nos vieilles querelles linguistiques. Certains parlent de normes sociales et ethniques différentes du passé. D'autres retiennent surtout des rapports neufs entre des idéologies qui étaient divergentes jusqu'ici. Un premier éclatement de notre communauté politico-religieuse d'hier a produit le clivage du national et du social au cours des années 50 surtout. Deux familles idéologiques se disputaient

l'orientation de l'opposition au régime duplessiste qui faisait bon marché à la fois des vrais problèmes socio-économiques et des véritables aspirations nationalistes. Les nouvelles élites se groupaient autour de la première tendance, et certaines élites anciennes maintenaient le feu sacré du nationalisme. Voici que de neufs leaderships viennent combiner le « social » et le « national » pour lutter contre ceux qui se situent dans le Prolongement du duplessisme ou du statu quo, et contre ces forces oppositionnistes et progressives de jadis qui tentent actuellement le pari d'un néo-fédéralisme. L'univers politique du Québec subit donc des transformations profondes. D'autres clivages apparaissent. Les vieux partis penchent du côté des néo-fédéralistes tout en connaissant des tensions internes provoquées par les tendances nationalistes d'une minorité dans chacune des formations. Il y a, par conséquent, à ce plan, une alliance tacite entre les ennemis de jadis, à savoir les unionistes provinciaux, les libéraux provinciaux et les partis correspondants à Ottawa. En contrepartie, les nationalistes anciens et nouveaux, de gauche et de droite, sans compter une forte proportion de la jeunesse, acceptent les compromis nécessaires à la lutte pour le pouvoir. On se regroupera à l'intérieur du Parti Québécois nationaliste, sans pour cela s'y limiter. Des forces ultra-nationalistes, par exemple, la Ligue d'intégration scolaire, débordent l'action politique modérée du P.Q. De même, de multiples initiatives de gauche dans les milieux étudiants, populaires, syndicaux et intellectuels, présagent à leur tour des affrontements internes qui suivraient une éventuelle accession à la souveraineté. Mais pour le moment, les diverses tendances nationalistes font front commun devant les pouvoirs en place, qui n'hésitent pas à utiliser tout l'appareil militaire et policier pour mâter ce qu'ils appellent une minorité d'agitateurs. De part et d'autre, on s'accuse de fascisme. Mais jamais les contenus de langage sont les mêmes. « L'État policier » ou « la dictature de la nation » ne renvoient pas au même univers politique nécessairement. La brisure de communication va donc jusqu'au niveau du langage.

Libération de la parole

Certains observateurs ont noté que les réformes de l'éducation dans le monde, et aussi chez nous, ont libéré la parole et suscité des discours inédits. Or, dans notre cas, combien de sentiments nationalistes

n'arrivaient pas à s'exprimer. N'y a-t-il pas là une première démarche politique ? La conscience collective ne saurait se politiser sans passer par les lieux privilégiés d'expression et d'identification. R. Savard dégage une première incidence politique du phénomène en soulignant que la violence des jeunes est d'abord une réponse à une autre violence institutionnalisée : « Le violent, c'est d'abord celui qui, grâce à la force qu'il détient, n'offre à ceux qui en sont dépourvus qu'une seule alternative : penser tout haut dans le cadre de ses propres catégories ou simplement se taire. Parce que le jeune Québécois d'aujourd'hui veut parler, il est devenu plus sensible à tout ce qui menace l'outil linguistique à travers lequel le monde pour lui, et lui dans le monde, ont commencé à avoir un sens ». Il est donc ridicule de réduire la langue à une simple transmission d'informations ou à un canal quelconque ou interchangeable de communication. Les sciences humaines nous ont appris que le développement de la personnalité et l'apprentissage de la langue sont liés l'un à l'autre. Déjà la langue maternelle moule en quelque sorte la perception progressive du monde que l'enfant développe. Pour un peuple colonisé, la libération de la parole marque souvent une phase nécessaire. R. Savard se demande même si la contestation universelle des temps présents ne vient pas en partie de l'abêtissement et de l'assèchement de la parole vivante par les stéréotypes des modèles de consommation et de communication. D'où ces réactions, parfois sauvages, cette recherche de l'inédit et de l'insolite, cette psychologie de rupture, cette volonté exacerbée de dépasser des formes rigides de rationalité pour retrouver la relation directe, l'expression spontanée, l'expérience personnelle globale, la vie communautaire ou l'identification culturelle. Le phénomène atteindrait même les conditions biologiques de l'homme.

Une solution politique

Les Québécois seraient particulièrement traumatisés par des décalages profonds et des passages brusques entre l'outillage mental d'une société préindustrielle et celui de la société technologique la plus avancée du monde : double dévalorisation aussi d'eux-mêmes par la détérioration de leur langue maternelle et l'omniprésence d'une langue étrangère qui les aliène et leur rappelle leur impuissance. Devant un tel défi, des lois ne régleront pas ce problème. C'est toute la situation

économique, politique et culturelle qui commande un redressement, des choix décisifs et de graves engagements historiques. L'obligation pour les minoritaires du Québec d'apprendre le français ne résoudra pas le problème, si nous n'aménageons pas pour nous-mêmes des conditions qui rétabliront les rapports entre la langue et la vie sociale. « Seule la souveraineté a de véritables chances d'y parvenir, c'est-à-dire d'empêcher que l'une des roues (la vie) ne se détraque à force de tourner en dehors du langage et que la seconde (la langue) ne se détériore à force d'immobilisme » (R. Savard).

Comment ne pas retenir certains jalons des débats récents qui en disent déjà long sur cette situation. Plusieurs n'ont pas compris, aux parlements fédéral et provincial, que l'avenir du français en Amérique du Nord se joue d'abord au Québec. Est-ce que les conclusions de certains rapports officiels (Commission Laurendeau-Dunton) et les politiques linguistiques qui s'annoncent, évitent vraiment l'assimilation à moyen terme (20 ou 30 ans) ou la folklorisation de la langue française ou la réduction d'un droit collectif national à des garanties individuelles bien précaires ? ⁶³ De nouvelles conditions posées aux anglophones et aux immigrants dans le Québec ne porteront pas leurs fruits sans une solution politique plus large, déterminée par le seul État francophone possible. Dans les chartes des droits de l'homme, aucun État ne laisse ce genre de choix linguistique qu'on veut accorder

⁶³ La commission royale d'enquête sur le bilinguisme au Canada affirme la dualité et l'égalité culturelles de cette façon : « il existe au Canada deux grandes communautés linguistiques, deux sociétés » (11, 296). À partir de cette constatation, elle plaide pour un bilinguisme à l'échelle canadienne. Mais *elle met en veilleuse un facteur très important : le pouvoir*. En effet, le processus de minorisation risque ainsi de s'accélérer par différents biais ; d'abord l'étalement d'une population francophone plus mobile, mais sans pôles intégrateurs ; possibilités plus grandes d'assimilation. Par ailleurs, le Québec, affaibli par la chute de la natalité, envahi par le fédéral au plan de toutes les juridictions provinciales, noyé progressivement par une immigration anglophone, menacé par une balance de pouvoir que les anglophones pourraient bientôt détenir, ne saurait plus jouer le rôle d'une véritable communauté politique pour les francophones. Les intentions généreuses de la commission se tourneront peut-être contre nous à plus ou moins long terme. G. Rocher se demande s'il ne faut pas songer à une véritable confédération de deux communautés politiques égales. G. Rocher, *La commission B.B.*, dans « Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie », 6 (2), 1969.

ici à des individus, ou à des groupes de parents. Le tribunal européen de la Haye, en 1968, l'a souligné dans son rejet d'une requête venue d'un groupe minoritaire de Belgique. D'autres spécialistes (Mirkin-Guetzevitch, par exemple) laissent entendre que plusieurs constitutions apportent des assouplissements qui élargissent le champ de droits des minorités linguistiques. Ils nous invitent, à leur tour, à éviter une politique intransigeante d'unilinguisme. Mais de là à identifier les efforts récents pour une politique ferme de promotion de la langue française à un résidu du « vieil esprit nationaliste du XIXe siècle », c'est ignorer les révolutions culturelles modernes et des phénomènes aussi profonds que la décolonisation ou la libération des peuples dominés. Comment les grands États-nations vont-ils convaincre les petites nations de ne pas réclamer des droits qu'ils ne céderaient jamais dans leur propre cas ? Ce qui est tragique, dans le cas du Québec, c'est que la conscience nationale s'exprime très peu dans le parlement actuel. On peut donc s'attendre à de fortes luttes politiques, si la famille idéologique d'inspiration nationaliste réussit à ranimer un nationalisme québécois qui couve sous la cendre des tristes bienfaits de la société de consommation nord-américaine. Que les revendications nationalistes actuelles empruntent des voies non officielles ou peu orthodoxes, personne ne devrait en être surpris, puisqu'on assiste présentement à une véritable sainte alliance des pouvoirs en place pour maîtriser ces supposés rebelles. Reste à savoir si cette lame de fond saura aboutir à une action politique dynamique et organique.

Ce qu'il y a de plus progressif dans le néo-nationalisme s'inspire d'une pensée politique de gauche, malgré les compromis inévitables qu'amène l'insertion d'une société québécoise dans le continent capitaliste par excellence. Or, qu'on soit nationaliste de droite ou de gauche, on ne saurait ignorer les facteurs dissolvants d'une certaine gauche dogmatisante et fanatique. Nous nous refusons ici à condamner les maladresses bien compréhensibles d'une jeunesse radicale qui fait ses premières armes politiques. Nous ne songeons pas non plus à opposer les milieux de la culture, et ceux de la vie économique pour faire appel aux épouvantails d'un désastre économique éventuel, si le souverainisme prend le dessus. Les oppositions que certains critiques ont établies entre le monde étudiant et le monde ouvrier relèvent d'une pauvre vision politique de la situation.

Il s'agit plutôt de groupes de militants radicaux qui bloquent aveuglément la constitution d'une véritable foi-ce politique de gauche au Québec, et compromettent la première étape à franchir, à savoir la libération nationale.

Imposture d'une certaine gauche

Une première remarque me semble nécessaire avant d'entrer dans le vif du sujet. La gauche au Québec semble aujourd'hui plus puissante qu'elle ne l'a jamais été. Par ailleurs, peut-on parler ici d'une véritable force politique quand on voit un tel morcellement, un tel éventail de toutes les nuances, à partir des socio-démocrates jusqu'aux maoïstes ou aux trotskystes. Tout au plus, accepte-t-on la création de deux fronts : « un front parlementaire qui s'attaquerait aux vieux partis et un front populaire de caractère extra-parlementaire » (Voir Sept-Jours, 8 novembre 1969). Les intentions sont moins explicites quand il s'agit de situer le parti québécois ou de créer des fronts communs de pression. Les tensions internes du récent « Front Québécois Français » ne relèvent pas seulement du clivage gauche-droite, mais de profondes divisions au sein de la gauche. Certains mêlent tout indistinctement, le cas Vallières - Gagnon, le bill 63, l'administration Drapeau - Saulnier, la question scolaire, les assistés-sociaux, les attitudes « policières » du ministre R. Paul, les débats parlementaires, le Vietnam et que sais-je encore !

Les purs

Dans une rencontre publique en milieu populaire, à l'occasion du projet de loi 63, on avait tenté de favoriser une véritable démarche politique chez les participants. D'abord, il n'était pas question de discours de tribuns capables de transformer le groupe en une foule qui perd son sens critique et son autonomie de participation. Il s'agissait donc d'assurer une démarche où le centre de gravité reste dans l'assemblée, où l'on respecte certaines phases de progression, à savoir l'information, la confrontation d'opinions, et les décisions éventuelles. Dès le début, certains militants radicaux, des purs, s'emparèrent du micro Pour y aller de leur petit sermon anti-impérialiste avec les cli-

chés que l'on connaît. Aux ouvriers éberlués, ils disaient ceci : «réveillez-vous, vous perdez votre temps sur la question de langue ; ce qu'il faut abattre, c'est l'impérialisme capitaliste américain. » On entendit de longs plaidoyers avant qu'un seul ouvrier n'eût ouvert la bouche. Après quelques tentatives infructueuses, les responsables durent faire violence à ces supposés animateurs professionnels, pour revenir à l'objectif immédiat de la rencontre et au processus accepté par l'assemblée. Après une première étape d'information, un ouvrier se lève : « je travaille depuis trente ans dans une usine possédée par des américains. Une dizaine d'Anglais nous ont imposé leur langue - nous sommes six cents Canadiens français dans l'usine -aujourd'hui, je commence à comprendre. Qu'est-ce qui nous reste si nous perdons notre langue ? » Et l'échange se poursuit. Un observateur le moins lucide pouvait noter que progressivement ces travailleurs découvraient leur aliénation profonde dans ses différentes composantes. Ils reliaient, au moins de façon inchoative, la question linguistique à leur situation globale, économique et politique. Pendant ce temps, les pseudo-révolutionnaires se tenaient cois. Ils semblaient incapables d'entrer dans ce processus, mais ils n'en restaient pas moins satisfaits de s'être imposés dès le début et d'avoir récité leurs litanies. Pourtant, aucun travailleur ne s'était reconnu en eux et n'avait prisé leurs interventions indues.

Mépris des gens simples

Combien de fois, j'ai vécu des événements semblables à celui-ci où certains militants de gauche s'évertuent à mépriser à peu près tout ce qui permet aux gens de s'identifier. Mépris de toute conviction religieuse. Rejet de toute forme d'éthique. Inattention totale à ce qui pourrait être un point de départ de prise de conscience. Les petits problèmes, ça ne les intéresse pas. Combien de travailleurs humiliés partaient sans jamais revenir, tellement ils se sentaient violés au plus profond d'eux-mêmes. On ne peut clamer la révolution des masses, la destruction du capitalisme, l'avènement d'un homme nouveau et d'une société nouvelle, et en même temps maintenir un mépris à peine voilé pour ceux qu'on veut libérer. Élargissons le problème.

Certains purs de la gauche sont dénués de tout sens politique. Ils posent des étiquettes et clament des slogans sans contenu ou sans prise sur la réalité quotidienne et sur ses modes d'expression. Ils s'aliènent des couches populaires en brandissant leur petit catéchisme maoïste sans discernement. Ils se coupent d'elles au point de départ par un vocabulaire ésotérique. Au lieu de mettre des étiquettes socialistes - et quel socialisme - ne faut-il pas d'abord un « vécu » d'esprit socialiste, des gestes politiques plus patients, plus gradués et mieux articulés ?

Une violence sans contenu politique

J'en entends plusieurs qui me disent : « il n'y a rien à faire avec ces gens, nous sommes acculés à la violence, c'est la seule voie pour un réveil collectif. » Quel est le contenu politique d'un tel jugement ? Qu'on l'accepte ou pas, les révolutions ne se passent pas d'une certaine maturation et de certaines tâches humbles et à long terme. Ont-ils vraiment compris l'expérience des vrais révolutionnaires ? Pensons aux débats du socialisme à ses débuts, pensons à la stérilité des trotskystes qui anathématisaient l'action progressive des militants socialistes. Mais non, au delà du symbolisme global et d'une violence verbale et physique poétisée, ces purs mettent toute action politique sous le signe d'un vil réformisme. Leurs convictions démocratiques n'ont aucune cohérence. Ils ont en commun avec les tenants de l'Ordre, une absence de véritable projet politique. Que mettent-ils en dessous d'un terme aussi galvaudé que le « pouvoir » : *J'ai l'impression qu'ils sont en train de tuer ou de bloquer pour longtemps la mise en oeuvre d'une vraie gauche chez nous.* Revenons à notre propre contexte.

Tout serait vil réformisme

Les nouveaux purs ont rejeté toute participation au Parti Québécois parce qu'ils l'identifient à un nationalisme de droite. Plus récemment, ils créaient une structure parallèle à côté du Front du Québec Français qui était en train de poursuivre une stratégie politique intéressante à partir de la question linguistique. Rien n'est assez pur pour eux. Ils condamnent en bloc le syndicalisme. Ils désespèrent des comités de citoyens. Pendant ce temps, la droite utilise leurs pancartes et leurs

posters, leurs drapeaux rouges et noirs pour convaincre le peuple des dangers de cette marée d'hystérie collective. Devant le bureau de la main-d'œuvre de St-Jérôme, des prétendus militants organisent une manifestation. Trente participants, dont vingt maoïstes de Montréal, arborent le drapeau rouge et vocifèrent leurs slogans mythiques. Mais que cherchent-ils donc ? Comment les chômeurs peuvent-ils se reconnaître en eux ? Les pouvoirs en place ont beau jeu. Pendant ce temps, les tentatives de reconstitution d'une véritable force ouvrière militante sont compromises. À chaque fois qu'on commence un processus susceptible d'assumer les vrais problèmes et de permettre aux gens impliqués d'aller progressivement au bout de leur premier engagement, les voilà qui surgissent tambour battant. Leur stratégie se résume facilement : une promenade sur le trottoir ou dans la rue avec le drapeau symbolique. Je caricature à peine, tellement cela devient ridicule et navrant.

Fausse guérilla ?

Si je vais au bout de leur logique, je les retrouve en pleine contradiction. En effet, il s'agit de ce qu'ils appellent une guérilla sociale qui provoque des crises de plus en plus rapprochées et violentes. Or, il manque ici des composantes essentielles de la guérilla. Celle-ci tend à créer des points chauds et des rampes de lancement en territoire ennemi, et à sensibiliser la population impliquée sur son propre terrain. Mais pour ces purs, ce travail est encore trop lent pour justifier leurs piaffements.

Voici quelques exemples d'une attitude contraire. L'étudiant chômeur en recyclage ne se politisera pas si on escamote sa véritable situation et son champ politique immédiat. Pourtant il vit une expérience susceptible de faire naître un engagement radical, s'il va au bout du problème qu'il rencontre. D'abord, il peut constater très concrètement jusqu'à quel point les réformes tentées expriment les vraies faiblesses des structures économiques, éducationnelles et politiques. Sa critique ne partira pas d'idées socialistes abstraites ou de vagues symboles. Il saura motiver des refus de plus en plus radicaux et en même temps il commencera à mieux définir la société à laquelle il aspire ; il

apprendra à articuler des projets à court terme et à long terme ; il acquerra une certaine formation, un souci de compétence et d'efficacité ; il deviendra un interlocuteur plus consistant ; il assurera aux siens les moyens de vivre. Autant de dynamismes dont il se priverait, s'il se cantonnait dans une structure parallèle d'endoctrination ou de contestation verbale. J'ai trop vécu d'expériences semblables pour ne pas en être convaincu. Sans doute, une telle démarche comporte des dangers, des risques. Les échecs ne manquent pas. Mais à long terme, des fruits apparaissent, alors que les contestations symboliques et épisodiques laissent peu de traces. Les pouvoirs ont tôt fait de reprendre le dessus après les éclaboussements. Essayons d'aller plus loin.

Vraie ou fausse politisation

Trop d'expériences d'animation des dernières années se sont faites en laboratoires, dans des structures marginales où les membres se sont chauffés à blanc et se sont coupés de leurs premières appartenances. On n'a pas su développer une pédagogie du vécu. Est-ce qu'un des premiers objectifs n'est pas de susciter des militants politiques capables d'agir à même leur vie de tous les jours, à même leurs solidarités quotidiennes, à même les vrais problèmes qu'ils vivent eux-mêmes avec les leurs ? Combien de luttes autour d'objectifs partiels comme la situation des non-syndiqués, des locataires exploités, des victimes de politiques sociales désuètes, etc., permettent une politisation plus réaliste et même obligent les structures en place à donner le meilleur d'elles-mêmes pendant la phase de préparation d'un renversement politique. Il en est de même d'une action soutenue à l'intérieur de son syndicat, au cœur des débats municipaux ou scolaires, dans les efforts de rénovation urbaine et de développement régional. Combien de technocrates se radicalisent au contact de ces militants de base qui leur ouvrent les yeux sur les dimensions humaines de leur champ de travail. Par ailleurs, les citoyens acquièrent la capacité d'agir de façon plus rationnelle, de prendre les mesures du possible et du nécessaire. Un compromis, un pas en arrière, une stratégie provisoire, peuvent permettre de meilleures trouées par la suite. On développe aussi le sens du moment opportun, le respect des hommes et de leur cheminement. Certaines petites victoires redonnent confiance. Quitte à élargir

les objectifs en les révisant constamment. Un projet de clinique médicale gratuite remet en cause tout le système des politiques sociales, si l'on sait aller au bout de sa signification humaine et politique. Évidemment, tout cela n'intéresse pas la gauche pure, les révolutionnaires en herbe, les consommateurs de contestation.

Politique sur le tas et néo-conservatisme

Le refus de toute forme d'institutionnalisation chez certains militants étudiants de la contestation les a renvoyés à un univers politique désarticulé, désorganisé, atomisé. Plusieurs d'entre eux ont repris le chemin du conservatisme le plus primaire, celui du consommateur ; « je ne puis changer cette « maudite » société, je vais donc la traire au maximum comme une vache à lait... je ne veux plus rien savoir ». Tout au plus, se donnera-t-on bonne conscience en participant à des manifestations symboliques, souvent loin des terrains quotidiens où des luttes essentielles sont à mener. On portera des coups, une fois par-ci par-là, mais par la suite, on retournera à ses besoins individuels inépuisables. On sera, dans ses habitudes les plus familières, un bon consommateur qui ne se prive de rien et qui prépare le petit « boulot » futur, le plus payant possible : Mais oui, il y a des impostures chez les purs, des impostures aussi exécrables que chez les partisans du statu quo. Les deux catégories demeurent complices inavoués pour ne rien changer à la société.

Au-dessus du peuple

Il y a des contestations trop antipolitiques pour leur laisser libre cours sans mot dire. Voici un tel qui part en guerre pour voir dans le refus de « I A Woman » ou « Hair » un génocide culturel. Voici un autre qui relie Washington à la F.T.Q. On mêle tout sans discernement et sans s'interroger sur la qualité politique de ses gestes. Dans un milieu sociologique où le catholicisme populaire garde encore des racines parfois profonds, on éloigne des forces vives par des condamnations en bloc de l'Église ou de l'histoire religieuse du Québec. On ne retiendra aussi du nationalisme traditionnel que ses travers. Mais enfin, des hommes comme Groulx ou Albert-Angers n'auraient rien à

voir avec le néo-nationalisme actuel et ses possibilités de libération ! Une action politique structurée, dynamique et intelligente peut orienter des forces profondément inscrites dans notre histoire vers des objectifs progressifs et inédits. Mais non, il faut partir de zéro, détruire ce qui existe indistinctement... après' on verra ! Pourtant, il y a un réalisme bien différent chez les vrais révolutionnaires. Leur radicalisme, au contraire, les amène à un sens aigu de leurs responsabilités humaines et de l'histoire.

Voilà les vraies interrogations qui sont au cœur des escalades récentes. Quelle est la qualité humaine et politique des mécanismes que l'on déclenche ? Est-on prêt à y mettre le prix ? Jusqu'à quel point a-t-on le souci des couches populaires ? Pouvons-nous viser l'autodétermination et la libération nationales sans chercher courageusement un style et des projets politiques où le peuple pourra s'y retrouver, s'y reconnaître et s'y engager lui-même ? Beaucoup de manifestations récentes ont permis aux pouvoirs de droite de compter sur une opinion publique exacerbée et réduite à des réactions de peur.

Comme tout mouvement historique important

Loin de moi la tentation de mépriser, à mon tour, ce qu'il y a de valable dans les gestes symboliques que constituent les manifestations, et certaines effervescences collectives. Je refuse d'y voir, comme certains, un effondrement total des acquisitions démocratiques des derniers siècles. Ces entreprises font beaucoup plus que démasquer les hypocrisies de nos démocraties formelles. Elles véhiculent des valeurs et des aspirations très profondes qui ont déjà un impact politique. Est-il un seul grand mouvement historique qui n'a pas commencé dans le désordre, dans les luttes entre factions, dans une expression vague de nouveaux symboles ? Les artisans de ces bouleversements ont mis du temps avant de traduire leurs intuitions en termes de praxis politique et d'objectifs définis. C'est ce que d'autres hommes de gauche ne semblent pas comprendre actuellement, lorsqu'ils disent leur angoisse. Pensons aux arguments qu'ils invoquent au grand plaisir de la droite libérale, à savoir les dangers de l'anarchie, du fascisme et de quoi encore. Ne faut-il pas que les ruptures et les nouvelles aspirations s'ex-

priment par des symboles et des actions directes, aussi longtemps que des canaux d'expression et des modes structurés d'action n'ont pas pris corps ? Ceux-ci existent déjà dans nos démocraties, me dira-t-on. C'est vrai que le F.Q.F., par exemple, a minimisé parfois l'importance de la réalité parlementaire. Mais n'était-on pas en face d'un exemple vivant de l'impuissance actuelle des institutions pour assumer des réalités nouvelles portées par une partie importante de l'ensemble des citoyens ? Il y va de phénomènes beaucoup plus larges et profonds qu'une option politique déterminée ou qu'une remise en question de telle structure. C'est une conception de l'homme et de la société, une nouvelle conscience sociale et culturelle, une visée politique globale, une perception différente d'une situation historique, qui sont impliquées ici. Quand les agents institutionnels n'arrivent même plus à comprendre ce qui se passe, des leaderships informels naissent dans des zones grises autour des institutions ; et solidaires avec leurs sous-groupes, les nouveaux leaders entreprennent des actions susceptibles de forcer des portes fermées et d'amener les structures formelles à leur limite-critique où l'on devra accepter des révisions parfois déchirantes. Les jugements superficiels qu'on porte sur « l'action directe » ne rendent donc pas compte des sources réelles qui l'ont fait naître.

Nous ne récusons pas pour cela nos critiques sur certains purs de la gauche. Sans doute, ceux-ci jouent un rôle nécessaire dans la phase symbolique que nous vivons. Mais cette effervescence sera peu utile sans un souci de mise en oeuvre d'une praxis politique soutenue et effective. Trop de faits récents nous révèlent l'énorme chemin à faire pour dépasser une culture politique encore frustrée et primaire et pour en arriver à des stratégies, des objectifs et des politiques susceptibles de changer profondément notre société.

La question religieuse

L'univers religieux ne semble plus compter dans ce nouveau champ politique. Et cela est d'autant plus frappant que de tels débats, particulièrement autour de la langue, entraînaient autrefois des croisades religieuses. Encore ici, un second regard nous fera peut-être découvrir la résurgence de vieux modèles culturels religieux au cœur des

événements précités. Disons d'abord que cette primauté du symbolique sur le politique n'est pas étrangère à nos antécédents de chrétienté.⁶⁴ On peut même se demander s'il n'y a pas parfois une simple substitution de religion. Certains cherchent un cadre de référence semblable à celui qu'offrait notre catholicisme de jadis. Les idéologies nouvelles remplaceraient les doctrines religieuses du passé. D'autres se contentent d'enregistrer le progrès accompli : la politique s'est dégagée de la religion, et la seconde s'est libérée de la première. On n'a pas besoin de la religion pour défendre une langue menacée. La politique a donc pris son autonomie. Nous nous rendons compte que la réforme de l'éducation, l'avenir du fait français, la promotion économique collective, avant tout des politiques efficaces et intelligentes.

Ici, des croyants lucides rappellent qu'il fallait d'abord démêler ce qu'on confondait jadis, et rendre à : César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu. Mais ce point de repère évangélique suffit-il ? L'Église du Québec avec ses structures, ses politiques pastorales, ses nombreux clercs et religieux, ses adhérents encore majoritaires dans la collectivité, constitue toujours un fait sociologique ou politique massif. Quels types de chrétiens fait-elle naître ? Quelles idéologies anciennes et nouvelles véhicule-t-elle ? Le catholicisme de chez nous a-t-il subi des transformations profondes ? En rapport avec notre culture et nos sous-cultures, a-t-il le même impact qu'autrefois ? Participe-t-il à la création de valeurs et de comportements nouveaux chez nous ? Dans quelle mesure s'alimente-t-il aux courants idéologiques du Québec et d'ailleurs ?

⁶⁴ À l'occasion des manifestations récentes contre le projet de loi 63, j'entendais des tribuns qui interpellaient les foules en ces termes : « Êtes-vous pour un Québec français ? Vive le Québec libre ! » Un peu malgré moi, je faisais un rapprochement avec les prédicateurs d'autrefois, qui nous soulevaient de la même façon : « Êtes-vous pour le Sacré-Cœur ? Vive le Christ-Roi ». Sans doute pourrait-on nous objecter qu'il y a ici un contenu très différent. Je l'admets sans peine. Mais en est-il de même au plan des attitudes ? Serions-nous passés des processions aux manifestations, avec une ferveur religieuse semblable, avec le même attrait pour les symboles, et la même absence de pratiques politiques articulées ? Je n'écarterais pas trop vite ces dernières observations.

Encore ici, d'aucuns considèrent que les processus rapides de sécularisation réduisent de plus en plus l'Église et la religion à une sorte de « no man's land » hors des grands dynamismes collectifs actuels. Les institutions confessionnelles privées sont passées, pour la plupart, au secteur public. L'État a repris son rôle central. L'école, dernier château fort de la chrétienté, se déconfessionnalise d'elle-même, sans luttes de la part des catholiques eux-mêmes. Il y a bien quelque résistance chez une petite minorité. Mais le mouvement semble irréversible, aidé, en cela, par les législations récentes (Bill 62) qui s'orientent vers des structures administratives neutres. D'ailleurs, la baisse rapide du personnel clérical et religieux accélère cette grande liquidation ! La religion ne pèse donc pratiquement plus dans la balance, malgré une participation encore massive au culte dominical et aux rites de passage (baptême, première communion, mariage et sépulture). Même là, les enquêtes récentes annoncent une chute de pratique religieuse. La crise très grave du clergé, l'indifférence répandue des laïcs (extinction de plusieurs mouvements religieux), viennent confirmer le diagnostic de ceux qui ont déjà décrété la mort' à plus ou moins long terme des Églises. Ils ne resterait plus grand-chose des grandes alliances d'autrefois entre le nationalisme et le catholicisme québécois, entre les chefs politiques et les chefs religieux. Les grands mythes façonnés par notre société religieuse d'hier sont remplacés par des idéologies profanes, par exemple un néo-nationalisme laïque et socialisant, ou un pragmatisme du type de *l'american way of life*. Certains parlent encore de société chrétienne, de nation catholique, mais sans fermeté ni projet politique. Ils partiraient facilement en croisade, mais ils ne rencontrent pas de véritables appuis dans leur milieu. Tout se passe comme si la sécularisation était un phénomène qui ne laisse plus de prise aux militants religieux de ce type, sans doute parce qu'elle précède toute action institutionnelle ou belliqueuse. Voilà le bilan que dressent certains critiques qui voient l'Église de l'extérieur.

Au sein de l'Église, les plus lucides s'inquiètent de son silence, de son repliement. Ses réformes ne passent pas la rampe et connaissent déjà un plafonnement. Malgré des initiatives intéressantes dans les domaines du culte et de la formation religieuse, on en reste pas moins pessimistes à cause de remises en question qui atteignent le cœur du christianisme lui-même. Plusieurs chrétiens ne savent plus pourquoi et comment vivre leur foi dans les nouvelles conditions d'existence, sur-

tout au plan des questions les plus importantes de la société actuelle. Ils n'ont plus de points de repère consistants pour juger et agir en croyants face aux problèmes sociaux, économiques, culturels ou politiques qui mobilisent le meilleur de leurs énergies. L'Église institutionnelle les déçoit par son inertie, par son absence de pensée chrétienne prophétique, par son incapacité de créer et de poursuivre des projets qui témoignent de la nouveauté et du dynamisme incessants de l'Évangile. Au moins, l'Église d'hier n'avait pas craint certains engagements historiques qui la rendaient solidaire du peuple québécois, malgré certaines erreurs compréhensibles. Aujourd'hui, elle se replie sur ses arrières ; elle ne prend plus de risques ; elle ne cherche qu'à freiner la descente ; elle réagit plutôt qu'elle n'agit. Ses positions précaires lui font craindre le pluralisme des familles spirituelles, le radicalisme de certains clercs et de certains chrétiens militants, les formes nouvelles d'expérience religieuse et de témoignage, les révisions critiques du dogme et de la morale à la lumière des découvertes récentes. Enfin, elle préfère les départs aux tensions internes.

Deux voies d'engagement

Que les points de vue soient de l'extérieur ou de l'intérieur, ils ont en commun, dans la plupart des cas, une perception trop simple et trop superficielle de la situation religieuse chez nous. Les religions ne meurent pas aussi facilement, surtout quand elles ont des enracinements historiques profonds. Les phénomènes politiques ou économiques se déploient davantage sous le signe du provisoire, des ruptures, des recommencements. Il n'en est pas de même des phénomènes culturels et religieux qui atteignent les couches les plus profondes de l'existence personnelle et collective et s'appuient sur des expériences historiques difficilement déracinables, sur des valeurs de continuité et des dynamismes de dépassement. On ne retient pas assez cet envers du conservatisme indéniable de la religion et même de la culture. De là, l'illusion de ceux qui prétendent partir de zéro pour créer de nouvelles valeurs, une société et un homme nouveaux. C'est précisément l'expérience de type culturel ou religieux qui nous apprend les rapports dynamiques entre les facteurs de continuité, de rupture et de dépassement sans lesquels une société vit dans le chaos et ne peut durer.

Prenons l'exemple du Québec. Ceux des nôtres qui ont fait fi rapidement de leurs antécédents religieux ou culturels vivent une sorte de traumatisme individuel et social qu'on peut discerner même dans les comportements sur la scène publique. Combien de manifestations aboutissent à des attitudes échevelées, à une violence à vide ? On semble incapable d'une action soutenue, d'un engagement durable, d'une discipline efficace, d'une pensée structurée, d'une éthique cohérente. Évidemment, il faudrait nuancer, montrer les aspects positifs, et aussi se rappeler qu'il existe des situations semblables ailleurs. Mais nous ne sommes pas prêt à perdre notre sens critique devant ce qu'on a appelé les « contestations sauvages » et cela, pour des raisons bien différentes des partisans du statu quo ou de la répression. Il s'agit plutôt d'assurer l'avenir de ce « au nom de quoi on proteste ». Or il arrive, chez nous et ailleurs, qu'il manque à la fois une mémoire vivante et une vraie politique.

Notre étude sur le nationalisme et la religion nous amène à un niveau de profondeur qui nous fait voir d'un autre oeil notre destin collectif et les graves problèmes qui touchent celui-ci. Si le néo-nationalisme actuel, pour se révéler dans toutes ses dimensions, nous a forcé à élargir et à approfondir notre vision de l'homme et du monde, notre perception de la société qui nous intéresse ici, il en est de même de la situation religieuse que nous analyserons dans la prochaine étape. On ne saurait juger du catholicisme québécois, de son histoire, de son actualité, de son avenir, sans le resituer dans cette vaste expérience judéo-chrétienne de 4,000 ans.

Si nous sommes au tournant de grandes décisions historiques, si nos options politiques et idéologiques se radicalisent, si notre société s'apprête à se reprendre en mains pour des dépassements inédits, comme citoyen et croyant, solidaire des miens, j'ai cru nécessaire, dans cet essai, d'aller au fond de cette double responsabilité, sans écarter aucune avenue critique.

Fin du texte